LA COLLABORATION ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ ET LES MESURES

QUI EN SONT ISSUES DANS QUATRE COMMUNAUTÉS

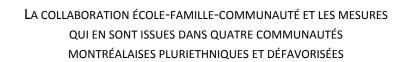
MONTRÉALAISES PLURIETHNIQUES ET DÉFAVORISÉES

de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Centre affilié universitaire







Angèle Bilodeau, Ph. D. Chantal Lefebvre, M. Sc. Jean Bélanger, Ph. D. Suzanne Deshaies, M. Ps. Francis Gagnon, candidat au Ph. D.

Avec la collaboration de l'équipe de recherche

DIRECTION DE LA QUALITÉ ET DE LA MISSION UNIVERSITAIRE

Avril 2010

Cette recherche est une réalisation du Centre de santé et de services sociaux – Centre affilié universitaire de Bordeaux-Cartierville–Saint-Laurent à Montréal

L'équipe de recherche est dirigée par :

Angèle Bilodeau, Ph. D., chercheure, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal; professeure agrégée de clinique, Département de médecine sociale et préventive, Université de Montréal; chercheure, CSSS-CAU de Bordeaux-Cartierville—Saint-Laurent

L'équipe est composée de :

Geneviève Audet, Ph. D., chercheure post-doctorale, Chaire de recherche du Canada sur l'éducation et les rapports ethniques de l'Université de Montréal; chercheure, CSSS-CAU de Bordeaux-Cartierville—Saint-Laurent

Robert Bastien, Ph. D., chercheur, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal; professeur de clinique, Département de médecine sociale et préventive, Université de Montréal

Jean Bélanger, Ph. D., professeur, Département d'éducation et formation spécialisées, Université du Québec à Montréal; chercheur, CSSS-CAU de Bordeaux-Cartierville—Saint-Laurent

Nicole Carignan, Ph. D., professeure, Département d'éducation et formation spécialisées, Université du Québec à Montréal; chercheure, Centre d'études ethniques des universités montréalaises

Yves Couturier, Ph. D., professeur, Département de service social, Université de Sherbrooke; chercheur, CSSS-CAU de Bordeaux-Cartierville—Saint-Laurent

Suzanne Deshaies, M. Ps., professionnelle de recherche, CSSS-CAU de Bordeaux-Cartierville–Saint-Laurent

Francis Gagnon, Ph. D. (candidat), professionnel de recherche, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Chantal Lefebvre, M. Sc., professionnelle de recherche, CSSS-CAU de Bordeaux-Cartierville—Saint-Laurent

Maryse Potvin, Ph. D., professeure, Département d'éducation et formation spécialisées, Université du Québec à Montréal; chercheure, Centre d'études ethniques des universités montréalaises, Centre Métropolis du Québec et Chaire de recherche du Canada sur l'éducation et les rapports ethniques de l'Université de Montréal

Édition:

© CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent (2010)

Tous droits réservés

Révision et mise en page : Marie Sylvie Garand, Direction de santé publique, ASSS de Montréal

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2010

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2010

ISBN: 978-2-9810800-6-6 (en imprimé) ISBN: 978-2-9810800-7-3 (en ligne)

Ce document est disponible en version intégrale, sous l'onglet « Recherche et enseignement », du site web du CSSS : www.csssbordeauxcartiervillesaintlaurent.ca. Reproduction autorisée à des fins non commerciales à la condition d'en mentionner la source.

MOT DE LA DIRECTION

Depuis 1997, la Loi sur l'instruction publique reconnaît formellement la communauté et les parents comme des partenaires importants du projet éducatif de l'école. Cette ouverture de l'école à sa communauté et la promotion de la participation des parents figurent comme des stratégies d'intervention particulièrement souhaitables en milieux pluriethniques et socioéconomiquement défavorisés. Or, bien que cette collaboration école-famille-communauté soit de plus en plus encouragée dans le système scolaire au Québec, fort peu de connaissances sont disponibles sur les mesures établies et les objectifs poursuivis.

Afin de répondre à ce manque de connaissances et de mieux évaluer les collaborations qui semblent les plus prometteuses, une équipe de recherche de notre CSSS — Centre affilié universitaire a dressé l'éventail des mesures issues de cette collaboration dans des écoles de quatre communautés montréalaises où s'enchevêtrent la pluriethnicité et la défavorisation socioéconomique.

Le partage des informations issues de cette recherche avec les écoles, les organismes communautaires, les services municipaux et les CSSS engagés dans ces collaborations école-famille-communauté sera une occasion d'enrichissement mutuel des pratiques. Notre CAU sera heureux d'apporter son soutien à un tel partage des connaissances et ainsi, de contribuer au déploiement d'interventions de plus en plus solides concourant à l'intégration scolaire et sociale des jeunes et à leur réussite éducative.

Un grand merci à toute l'équipe qui a rendu cette étude possible.

Bonne lecture!

Deena White, Ph. D.

Directrice scientifique

Centre affilié universitaire

Centre de santé et de services sociaux

de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

REMERCIEMENTS

Cette recherche a pu être réalisée grâce à la participation de plusieurs institutions et organismes engagés dans les collaborations école-famille-communauté dans les quartiers Parc-Extension, Côte-des-Neiges, Saint-Laurent et Bordeaux-Cartierville à Montréal. Soulignons la participation des directions de neuf écoles primaires et secondaires et leurs principaux partenaires, les organismes communautaires, la Ville de Montréal et ses arrondissements, et les Centres de santé et de services sociaux. Les fiches descriptives des mesures issues de leur collaboration, insérées à l'Annexe II de ce rapport de recherche, témoignent de l'étendue de cette collaboration.

Cette recherche a bénéficié, pour sa réalisation, d'une subvention du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC), dans le cadre du Programme de recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale (Bilodeau et al. — Actions concertées 2007-118653 - Intégration scolaire et sociale des jeunes d'origine immigrée à Montréal). Les partenaires du Programme de recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale du FQRSC sont le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CÉPE) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la Société d'habitation du Québec, le ministère des Affaires municipales et des Régions et de l'Occupation du territoire, le ministère de la Santé et des Services sociaux, et la Fondation Lucie et André Chagnon.



Dans le champ de l'éducation, comme dans le champ social et de la santé, partout dans les sociétés industrielles avancées depuis une vingtaine d'années, les collaborations école-famille-communauté sont ciblées par les politiques et programmes publics pour faire face aux défis de tous ordres soulevés par l'immigration, la pluriethnicité et la défavorisation socioéconomique.

Dans cette recherche, nous analysons la nature des interventions produites par les réseaux locaux école-famille-communauté dans quatre communautés montréalaises où s'enchevêtrent la pluriethnicité et la défavorisation socioéconomique à Montréal (4 écoles primaires et 5 écoles secondaires). L'information sur les mesures issues de la collaboration école-famille-communauté, recueillies par entrevues auprès des directions d'école et des organismes partenaires, a été synthétisée autour de 12 descripteurs : le type, les objectifs, les stratégies, les cibles, l'extensivité, l'intensivité, la longévité, l'adaptation au contexte pluriethnique et défavorisé, la composition des réseaux, la structure de collaboration, la dynamique de la collaboration, les sources de financement. Une fiche descriptive a été produite pour chaque mesure. Les données qualitatives des fiches ont été codées et saisies dans une base de données SPSS. Des statistiques descriptives et une analyse ont été produites selon les écoles, les deux ordres d'enseignement et les territoires.

Les faits saillants des résultats sont les suivants. Premièrement, les collaborations école-famillecommunauté produisent un grand volume de mesures (N=146) dont la plus grande partie (64 %) est dédiée aux sports, à la culture, aux loisirs et au développement des compétences. Ces mesures poursuivent des objectifs globaux de développement des enfants, de socialisation et d'intégration scolaire et sociale. Moins de mesures sont dédiées plus spécifiquement à la réussite éducative des élèves (15 %) et à la liaison école-famille (11 %), où les mesures visent particulièrement les parents d'immigration récente. Quelques mesures visent des objectifs communautaires et environnementaux (19 %) tels que l'intégration des familles immigrantes, l'amélioration de l'environnement scolaire, la sécurité alimentaire et l'accès à faible coût à du matériel scolaire. Deuxièmement, en passant du niveau primaire au niveau secondaire, les mesures promotionnelles tendent à être réduites (de 82 % à 62 % du panier de mesures) et les efforts se concentrent sur la prévention et le traitement de problèmes spécifiques (persévérance scolaire, comportement, apprentissage) (de 11 % à 29 %). Troisièmement, l'adaptation des mesures à la défavorisation concerne surtout sa dimension matérielle par l'accès gratuit ou à faible coût aux activités. Peu de traces de l'adaptation sociale des mesures ont été observées, qui viseraient à réduire la distance culturelle et sociale entre l'école et son milieu. Quant à l'adaptation à la pluriethnicité, au-delà des obligations institutionnelles et légales imparties aux écoles (ex: services de traduction, obligation d'accommodement raisonnable), elle consiste principalement en des moyens de soutenir l'intégration des nouveaux arrivants et des minorités culturelles à la société d'accueil, avec l'objectif de favoriser un vivreensemble et des relations interculturelles harmonieuses (ex : développement de compétences axées sur l'ouverture à la différence et à l'interculturalisme, soutien à la transition et à l'adaptation à la société d'accueil). Quatrièmement, des structures d'action concertée, où sont engagés les acteurs communautaires, municipaux ou sociosanitaires, régissent de 10,7 % à

55,1 % des mesures selon les territoires. Autrement, les mesures sont soutenues par des arrangements de coordination bi ou pluriorganisationnels. Dans tous les territoires, quelques mesures sont des plans d'action collectifs qui mettent en œuvre les différents programmes publics interpellant la collaboration école-communauté (*Québec en forme*, Comité de quartier de la CSDM, Approche *École en santé*). Dans un territoire, une seule structure d'action concertée intègre ces différents programmes publics sectoriels.

Nous concluons que de telles structures intégratives de l'action peuvent entraîner davantage de cohérence dans les interventions à multiples partenaires. Dans les territoires étudiés, davantage de cohérence se reconnaît dans une continuité de l'intervention du primaire au secondaire, assurée par une philosophie commune d'intervention, par la présence d'activités de transition, ou par le maintien d'un volume comparable de mesures promotionnelles aux deux niveaux. Davantage de cohérence se reconnaît aussi dans les interventions à large spectre, ciblant à la fois les jeunes, les parents et la communauté. Ce degré d'intégration, plus rare, se retrouve dans un seul territoire où une structure unique d'action concertée joue un rôle central dans la collaboration école-famille-communauté. Dans ce territoire, les mesures ciblant à la fois l'école, la famille et la communauté y soutiennent l'intégration scolaire et sociale des jeunes et réalisent des activités ayant des retombées communautaires, notamment en termes de liens sociaux. Enfin, nous soutenons que les structures locales intégratives peuvent réduire, au palier local, l'impact négatif de la sectorisation des programmes publics du palier central qui s'adressent à la collaboration école-communauté.

TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA	DIRECTION	ا
REMERCIEM	ENTS	V
RÉSUMÉ		VII
TABLE DES N	//ATIÈRES	IX
LISTE DES A	NNEXES	IX
LISTE DES FI	GURES	X
LISTE DES TA	ABLEAUX	XI
	ABLEAUX	
CHAPITRE 1	- Présentation de la recherche	
1.	Problématique	
2.	CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODE	
2.1	LE CADRE CONCEPTUEL	
2.1.1	Les 12 descripteurs des mesures	
2.1.2	Les concepts et la méthodologie de l'analyse des réseaux sociaux	
2.2	L'ÉCHANTILLON	
2.3	LES SOURCES ET LA COLLECTE DES DONNÉES	
2.4	LE TRAITEMENT DES DONNÉES	
	- Présentation des résultats	
1.	LE PANIER DE 77 MESURES DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES	
1.1	QUELS TYPES DE MESURES?	
1.2	QUELS OBJECTIFS POURSUIVENT CES MESURES?	
1.3	QUELLES STRATÉGIES DÉPLOIENT CES MESURES ET QUELLE EST L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE?	
1.4	QUELLES POPULATIONS SONT VISÉES ET AVEC QUELLE INTENSIVITÉ?	
1.5	COMMENT LES MESURES SONT-ELLES ADAPTÉES AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE ET DÉFAVORISÉ?	
2.	LE PANIER DE 69 MESURES DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES	
2.1	QUELS TYPES DE MESURES?	
2.2	QUELS OBJECTIFS POURSUIVENT CES MESURES?	
2.3	QUELLES STRATÉGIES DÉPLOIENT CES MESURES ET QUELLE EST L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE?	
2.4	QUELLES POPULATIONS SONT VISÉES ET AVEC QUELLE INTENSIVITÉ?	
2.5	COMMENT LES MESURES SONT-ELLES ADAPTÉES AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE ET DÉFAVORISÉ?	
3.	LES COLLABORATIONS INTERORGANISATIONNELLES À LA BASE DES MESURES	
3.1	QUELS ACTEURS SONT ENGAGÉS DANS LES MESURES ÉCOLE-COMMUNAUTÉ?	
3.2	COMMENT LES ACTEURS ENGAGÉS COLLABORENT-ILS?	
3.2.1	Analyse à partir des données de réseaux	
3.2.2	Analyses à partir de la description des mesures	
3.3	COMMENT LES PARTENAIRES COLLABORENT-ILS POUR LE FINANCEMENT DES MESURES?	
3.4	Qu'en est-il des structures intégratives?	
	- CONCLUSION	
1.	•	
2. 3.	QUE CONCLURE SUR LES ENJEUX SPÉCIFIQUES AUX MILIEUX PLURIETHNIQUES ET DÉFAVORISÉS ?	
_	QUE CONCLURE SUR L'EFFORT D'ACTION CONCERTÉE ET SUR LA PORTÉE INTÉGRATIVE DES STRUCTURES COLLABORATIVES QUELQUES LIMITES DE LA MÉTHODE ET PISTES DE RECHERCHE SOULEVÉES	
4.		
DIBLIOGRAP	HIE	ŏ/

LISTE DES ANNEXES

Annexe I – Procedure de Choix des quatre territoires à l'étude et des ecoles participantes Annexe II – Répertoire des mesures issues de la collaboration école – famille – communauté

LISTE DES FIGURES

Figure I	Outil de mesure des échanges au sein des réseaux sociaux	4
Figure II	Représentation graphique des collaborations de type réalisation conjointe entre les regroupements sectoriels d'organismes; représentation graphique de l'engagement de ces regroupements sectoriels dans les différents types de mesures – Territoire de Saint-Laurent	
Figure III	Représentation graphique des collaborations de type réalisation conjointe entre les regroupements sectoriels d'organismes; représentation graphique de l'engagement de ces regroupements sectoriels dans les différents types de mesures – Territoire de Bordeaux-Cartierville	^
Figure IV	Représentation graphique des collaborations de type réalisation conjointe entre les regroupements sectoriels d'organismes; représentation graphique de l'engagement de ces	•
Figure V	regroupements sectoriels dans les différents types de mesures – Territoire de Côte-des-Neiges 6 Représentation graphique des collaborations de type réalisation conjointe entre les regroupements sectoriels d'organismes; représentation graphique de l'engagement de ces	
	regroupements sectoriels dans les différents types de mesures – Territoire de Parc-Extension 6	1

LISTE DES TABLEAUX

- 4		40
TABLEAU 1 -	DESCRIPTEURS DES MESURES ISSUES DE LA COLLABORATION ÉCOLE-FAMILLE-COMMMUNAUTÉ	
TABLEAU 2 -	POPULATION SCOLAIRE ET NOMBRE DE MESURES PAR ÉCOLE PRIMAIRE ET SECONDAIRE POUR LES QUATRE TERRITOIRES	
TABLEAU 3 -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES PAR ÉCOLE PRIMAIRE	
Tableau 4 -	Ensemble des mesures par types et sous-catégories pour les écoles primaires	
Tableau 5a -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES OBJECTIFS POURSUIVIS POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	
TABLEAU 5B -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS OBJECTIFS ET LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	
Tableau 6a -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	
Tableau 6b -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES ET LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	
Tableau 7a -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	
TABLEAU 7B -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES ET L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	
TABLEAU 8A -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS CIBLES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	
TABLEAU 8B -		
TABLEAU 9 -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON QU'ELLES CIBLENT LES PARENTS SEULS OU AVEC LES ENFANTS POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	37
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEUR INTENSIVITÉ POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	
TABLEAU 10B -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES ET LEUR INTENSIVITÉ POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	37
TABLEAU 11 -	DISTRIBUTION DES MESURES RÉCENTES (≤2 ANS) POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	38
TABLEAU 12 -	MESURES RÉCENTES SELON LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	38
TABLEAU 13A -	DISTRIBUTION DES MESURES COMPORTANT DES ADAPTATIONS AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	40
TABLEAU 13B -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES TYPES D'ADAPTATION AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES	40
TABLEAU 14 -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	42
TABLEAU 15 -	ENSEMBLE DES MESURES PAR TYPES ET SOUS-CATÉGORIES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	43
TABLEAU 16A -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS OBJECTIFS POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	44
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS OBJECTIFS ET LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES ET LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	_
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES ET L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES, PAR TERRITOIRE ET PAR ÉCOLE PRIMAIRE ET SECONDAIRE	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS CIBLES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS CIBLES ET LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON QU'ELLES CIBLENT LES PARENTS SEULS OU AVEC LES JEUNES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON QU'ELLES CIBLENT LES PARENTS SEULS OU AVEC LES JEONES POUR LES ECOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEUR INTENSIVITÉ POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES. DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES ET LEUR INTENSIVITÉ POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES.	
	ONZE MESURES SOLLICITANT LES PARENTS SELON LEURS TYPES ET LEUR INTENSIVITE POUR LES ECOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES RÉCENTES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	
	MESURES RÉCENTES SELON LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES COMPORTANT DES ADAPTATIONS AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES COMPORTANT DES ADAPTATIONS AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES TYPES D'ADAPTATION AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE POUR LES ECOLES SECONDAIRES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES CATEGORIES D'ACTEURS ENGAGÉS ET LES TYPES DE MESURES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES CATEGORIES D'ACTEURS ENGAGÉS PAR TERRITOIRE ET PAR ÉCOLE PRIMAIRE ET SECONDAIRE	
	INDICES DE RÉSEAUX GLOBAUX PAR TERRITOIRE ET TYPE DE COLLABORATION.	55
TABLEAU 30 -	MOYENNES ET ÉCARTS TYPES DES SCORES DE RÉSEAUX INTRASECTORIELS, INTERSECTORIELS ET TOTAUX EN FONCTION DU TERRITOIRE	
	ET DU TYPE DE COLLABORATION ÉVALUÉ	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LE TYPE DE STRUCTURES INTER ORGANISATIONNELLES	
	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES TYPES DE COLLABORATION ET LES TYPES DE STRUCTURES INTER ORGANISATIONNELLES	61
TABLEAU 32 -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LE TYPE DE STRUCTURES INTER ORGANISATIONNELLES, PAR TERRITOIRE ET PAR ÉCOLE PRIMAIRE	
	ET SECONDAIRE	_
Tableau 33 -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LA SOURCE DE FINANCEMENT, PAR TERRITOIRE ET PAR ÉCOLE PRIMAIRE ET SECONDAIRE	
Tableau 34 -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES ET LES SOURCES DE FINANCEMENT POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES	
TABLEAU 35 -	•	
Tableau 36 -	STRUCTURES ET COMPOSITION DU RÉSEAU D'ACTEURS DES PLANS D'ACTION COLLECTIFS	
TABLEAU 37 -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS CIBLES PAR TERRITOIRE	
TABLEAU 38 -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON L'ÉTENDUE DE LEURS CIBLES PAR TERRITOIRE	
Tableau 39 -	DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT	71
TABLEAU 40 -	CORRESPONDANCE ENTRE LES TYPES DE MESURES ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ DES ÉCOLES ÉTUDIÉES ET LES QUATRE	
	PROGRAMMES DES SERVICES ÉDITICATIES COMPLÉMENTAIRES	72

LISTE DES TABLEAUX - SUITE

TABLEAU 41 -	RÔLES DU SECTEUR MUNICIPAL DANS LES MESURES ISSUES DE LA COLLABORATION ÉCOLE-COMMUNAUTÉ PAR TYPE DE MESURES ET	
	PAR ÉCOLE PRIMAIRE OU SECONDAIRE	80
TABLEAU 42 -	RÔLES DU SECTEUR SOCIOSANITAIRE DANS LES MESURES ISSUES DE LA COLLABORATION ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ PAR TYPE DE	
	MESURES ET PAR ÉCOLE	81
TABLEAU 43 -	STRUCTURES ET PROCESSUS INTÉGRATIES ET ATTRIBUTS DE COHÉRENCE DE L'ACTION DANS LES QUATRE TERRITOIRES ÉTUDIÉS	82

Dans le champ de l'éducation, comme dans le champ social et de la santé, partout dans les sociétés industrielles avancées depuis une vingtaine d'années, la collaboration école-famille-communauté est ciblée par les politiques et programmes publics pour faire face aux défis de tous ordres soulevés par l'immigration, la pluriethnicité et la défavorisation socioéconomique. Cette recherche documente les collaborations école-famille-communauté et les mesures qui en sont issues dans quatre écoles primaires et cinq écoles secondaires des quatre territoires montréalais présentant les plus hauts taux de pluriethnicité, de défavorisation et d'immigration récente (≤5 ans), soit Parc-Extension, Côte-des-Neiges, Saint-Laurent, et Bordeaux-Cartierville (Recensement Canada, 2001) (Voir Annexe I).

Puisque les écoles étudiées ne sont pas des sites uniques ou exceptionnels, on peut penser que les résultats de la recherche peuvent caractériser aussi d'autres territoires montréalais. Ces résultats peuvent ainsi être vus comme témoin de l'effort déployé par le système d'éducation, au palier des écoles, des commissions scolaires et du ministère (MÉLS), et de la part des partenaires communautaires, sociosanitaires et municipaux, et des autres acteurs qui s'engagent dans ces collaborations. Par ailleurs, il faut noter que les mesures documentées dans cette recherche portent sur une partie seulement de l'activité des écoles, soit ce qu'elles réalisent en collaboration avec des acteurs de leur communauté. Il s'agit certainement d'une portion congrue de leurs activités, comparée aux services réguliers d'enseignement. Ces mesures ne constituent donc qu'une partie de l'action déployée par les écoles pour faire face aux particularités du contexte pluriethnique et défavorisé où elles oeuvrent.

Dans ce chapitre, une première section est consacrée à la problématique et une seconde section aux considérations théoriques et méthodologiques.

1. PROBLÉMATIQUE

Selon le Portrait socioculturel des élèves inscrits dans les écoles publiques de l'île de Montréal en 2005 (Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, 2006), 43,7 % des élèves nés au Québec de deux parents nés à l'étranger résident dans une zone défavorisée, alors que c'est le cas de 48,8 % des élèves nés à l'étranger de deux parents nés à l'étranger. La conjugaison des phénomènes de pauvreté et d'immigration s'est accentuée au cours de la dernière décennie dans la région montréalaise avec la transformation démographique des flux migratoires et les obstacles à l'insertion vécus par les minorités visibles (McAndrew, 2001). Cette conjugaison pose la question de l'intégration scolaire et sociale des jeunes d'origine immigrée dans une optique à long terme d'égalité des chances et de lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté (Potvin, McAndrew et Kanouté et al., 2006).

L'impact de la concentration ethnique sur diverses dimensions psychopédagogiques, sociales ou sanitaires est fortement lié à son association avec la défavorisation socioéconomique (McAndrew et Ledoux, 1995). D'une part, diverses problématiques s'entremêlent dans la dynamique de pauvreté en milieu urbain telles que la détérioration des infrastructures

matérielles et sociales (logement, environnement bâti, ressources d'entraide, de support et de socialisation), la monoparentalité, la violence, la criminalité et la toxicomanie, pouvant avoir des conséquences néfastes sur le développement des enfants : alimentation et habitudes de vie inappropriées, stress lié aux conditions de vie familiales, sentiment d'insécurité, soutien inadéquat à leur développement affectif et intellectuel, échec et abandon scolaire (DSP, 1998; Vitaro et Gagnon, 2000). D'autre part, dans les milieux urbains pluriethniques et défavorisés, les nouveaux arrivants (mais aussi leurs descendants) peuvent vivre, à des degrés divers, des difficultés d'intégration socioéconomiques, linguistiques et culturelles dans lesquelles s'entremêlent non seulement des problèmes liés à l'adaptation des immigrants au contexte d'accueil, mais aussi diverses modalités de discriminations classistes, racistes, sexistes, ethniques qui peuvent perdurer d'une génération à l'autre (Corak, 2005; Potvin, 2004; Potvin et al., 2007). Pour les jeunes montréalais d'origine immigrée, leurs difficultés d'intégration scolaire et sociale dépendent largement des difficultés d'intégration socioéconomique de leurs parents. Par exemple, 63 % des jeunes d'immigration récente (≤5 ans) vivaient en 2000 sous le seuil de faible revenu, comparé à 34 % pour l'ensemble des jeunes de l'Île (DSP, 2005). Pour certains sous-groupes des minorités visibles, des inégalités troublantes persistent, notamment chez les Noirs nés au Québec ou à l'étranger où les deux tiers des enfants et 72,5 % des familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté (données de 1996). La notion d'intégration des populations d'origine immigrée réfère ici à son acception large, généralement adoptée dans le milieu de l'éducation, qui consiste en un processus d'adaptation à long terme, multidimensionnel et distinct de l'assimilation. Ce processus, dans lequel la maîtrise de la langue d'accueil joue un rôle moteur essentiel, n'est achevé que lorsque l'immigrant ou ses descendants participent pleinement à l'ensemble de la vie collective de la société d'accueil et ont développé un sentiment d'appartenance à cet égard.

Dans l'optique de l'intégration scolaire des élèves d'origine immigrée, les écoles québécoises, notamment à Montréal, se sont engagées depuis les années 1990 dans un processus d'adaptation systémique à l'hétérogénéité croissante du public qui les fréquente (formation et recrutement du personnel, adaptation des programmes et du matériel didactique, ajustements aux règlements et codes de vie, relations entre les élèves et avec les parents) (McAndrew, 2001). Depuis les années 2000, sous l'impulsion de la réforme de l'éducation et devant l'efficacité limitée des mesures scolaires, cette stratégie institutionnelle a été doublée d'une stratégie communautaire qui consiste en une diversité de collaborations entre l'école et des organismes de différents secteurs de sa communauté afin de diversifier et intensifier ses stratégies d'action, et d'accroître la réussite scolaire (Dryfoos, 1994; Deschenes et al., 2003; Sanders, 2003). Le Programme de soutien à l'école montréalaise (MÉQ, 2001), qui s'inscrit dans cette perspective, invite les écoles des milieux défavorisés et pluriethniques à analyser l'efficacité de leurs pratiques et à diversifier leurs approches, à innover dans l'organisation du travail et des services scolaires de sorte à favoriser le soutien intensif des élèves à risque, à revoir le modèle traditionnel de participation des parents, à participer aux concertations locales et à repenser leur mode de collaboration avec les acteurs des communautés.

Bien que des écoles pluriethniques montréalaises aient introduit plus précocement des mesures de collaboration école-famille-communauté, tel que l'agent de milieu (McAndrew et Hardy,

1992), de telles mesures ont commencé à être déployées dans les écoles montréalaises défavorisées dans le foulée du Plan Pagé (1991), où la formule d'agent de milieu était centrée sur l'école (activités parascolaires), voire sur les seuls jeunes à risque d'échec scolaire et leur famille. Dans le contexte du *Programme de soutien à l'école montréalaise*, le modèle s'est plutôt orienté vers la concertation école-communauté pour planifier et réaliser des activités visant à soutenir la réussite scolaire (McAndrew *et al.*, 1996; MÉQ, 2000). Cependant, les mesures visant l'intégration des immigrants et celles visant à soutenir les milieux défavorisés tendent à demeurer peu articulées (McAndrew, 2001). En outre, peu de travaux récents documentent la diversité, l'adéquation ou l'efficacité des stratégies de collaboration école-communauté en contexte montréalais pluriethnique et défavorisé. Devant ces constats, cette recherche se penche sur les mesures issues de la collaboration école-famille-communauté déployées pour faire face aux défis d'ordre scolaire et social reliés à la pluriethnicité et à la défavorisation matérielle et sociale en contexte montréalais.

2. CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODE

Cette section présente l'instrumentation théorique et méthodologique de la recherche, l'échantillon étudié, la procédure de collecte et de traitement des données.

2.1 LE CADRE CONCEPTUEL

Deux outils conceptuels ont été utilisés afin de décrire les mesures issues de la collaboration école-famille-communauté et les réseaux d'acteurs qui y sont engagés. Premièrement, une fiche descriptive comportant 12 descripteurs, élaborée dans le cadre de la recherche, portant sur les caractéristiques des mesures et des collaborations qui les produisent; deuxièmement, les concepts et la méthodologie de l'analyse de réseaux (Knoke et Kuklinski, 1982; Degenne et Forsé, 2004).

2.1.1 Les 12 descripteurs des mesures

Les descripteurs des mesures et des collaborations école-famille-communauté à leur origine ont été construits selon une méthodologie déductive—inductive. D'abord, les écrits scientifiques consultés sur la collaboration école—communauté ont conduit à dégager les thèmes principaux abordés dans les recherches sur le sujet. Ces thèmes s'articulent autour des concepts suivants : la gouvernance des écoles et le leadership des directions; le rapport entre les institutions et les organismes des communautés (égalisation ou subordination); le type de communication (uni ou bidirectionnelle); le degré de décloisonnement des activités éducatives; le soutien que l'école apporte aux partenaires; le degré d'intégration des savoirs et des ressources et l'innovation dans les collaborations (Glasman, 1992; Sanders, 2003; Dryfoss, 1994; Lasker et al., 2001; Bilodeau et al., 2009; Deschenes et al., 2003; Symes, 2004). Partant de cette recension, une première liste de six descripteurs a été constituée, soit :

- 1. les rôles de l'école et des partenaires;
- 2. la cible (élève, famille, école, communauté);
- 3. l'objet (langue, normes sociales, différences culturelles, connaissance/défense des droits, participation à la vie scolaire et communautaire, relation école-famille, réussite scolaire, conditions de vie, insertion socioprofessionnelle, etc.);
- 4. le type d'intervention (intégration linguistique, tutorat après les classes, parrainage, jumelage, animation de la vie étudiante et communautaire, médiation auprès des communautés ethniques à l'école, travail de milieu, etc.);
- 5. l'intensité et la durée (ponctuelle ou continue);
- 6. l'adaptation des mesures au contexte pluriethnique défavorisé (approche centrée sur des zones cibles; adaptation des mesures en vertu des particularités de la pauvreté propres aux communautés ethniques; importance accordée au racisme à l'endroit des minorités visibles, etc.).

À partir de ces six descripteurs, en cours de collecte, un lexique a été développé afin de définir conceptuellement chacun d'eux et de les spécifier en sous-catégories. Il s'est en effet avéré en cours de processus que la réalité complexe des différentes mesures demandait un affinement au plan conceptuel. La conceptualisation-spécification s'est construite selon une approche déductive-inductive, de manière itérative. Un travail d'ajustement interjuges (trois professionnels de recherche se sont partagé les quatre territoires) a été opéré sur les descripteurs, jusqu'à l'obtention des 12 descripteurs stabilisés permettant de rendre compte adéquatement des mesures. Ce travail a conduit à une fiche descriptive consolidée contenant 12 descripteurs, donnant lieu chacun à un nombre variable de sous-catégories (allant de 2 à 7). Cette grille de codification a ensuite été appliquée à l'ensemble des mesures (N=146). Ces descripteurs et leurs sous-catégories sont présentés au Tableau 1. Les paragraphes suivant les détaillent.

Les huit premiers descripteurs caractérisent les mesures comme produit d'un dispositif collaboratif alors que les quatre derniers descripteurs portent sur les structures collaboratives école-communauté à la base des mesures.

A) LES HUIT DESCRIPTEURS DES MESURES PRODUITES

N° 1 Les types de mesures

Six domaines d'activités ont émergé de l'empirie. Ils ont permis de catégoriser l'ensemble des mesures répertoriées dans les neuf écoles et chaque mesure est décrite par un seul type, à l'exception des plans d'action collectifs dont les activités sont de l'un ou l'autre type :

 ACTIVITÉS PHYSIQUES, SPORTS, CULTURE, LOISIRS, PLEIN AIR: Activités de sports, culture et loisirs; atelier ou cours d'art-loisir; café étudiant; sports et loisirs familiaux; camps de jour; ateliers de psychomotricité;

- DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DES JEUNES: Ateliers sur les compétences sociales et civiques; exposés ou kiosques d'information ou campagnes de sensibilisation; dépistage de problèmes et référence; groupes d'échange et d'entraide; travail de rue; maison de jeunes; alternative - suspension – repères; jumelage adulte-enfant; accompagnement ou interventions individuelles;
- INTERVENTIONS LIÉES À LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE : Littératie familiale (impliquant les parents); littératie des enfants; stages en milieu de travail ou alternance études/stages; entreprenariat jeunesse; aide aux devoirs; mentorat ou accompagnement en persévérance scolaire; passage primaire-secondaire;
- LIENS ÉCOLE-FAMILLE: Cours de francisation des adultes; atelier sur les compétences parentales d'encadrement scolaire; local des parents; journal des parents; rencontres famille-école;
- EXPLORATION, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MATIÉRIELLE : Ateliers de cuisine ou cuisines collectives; jardins communautaires; magasins partage; groupes d'achat en alimentation;
- PLAN D'ACTION COLLECTIF : Planification conjointe produite par des instances tels que les comités d'action de milieu de Québec en forme, les comités de quartier de la CSDM; ceux découlant de l'approche *École en santé*; les initiatives issues de concertations communautaires.

N° 2 Les objectifs des mesures

Les cinq objectifs retenus reflètent l'empirie. Chaque mesure peut être décrite en recourant à plus d'un objectif, soit :

- Scolaire : soutien au parcours scolaire des enfants;
- Social et de santé : santé et bien-être global, soutien à la socialisation des enfants et leur intégration sociale;
- FAMILIAL: soutien à la participation familiale à la vie scolaire des enfants et à la vie communautaire;
- COMMUNAUTAIRE : soutien à l'amélioration de l'environnement social et des conditions de vie, participation et intégration à la communauté;
- ENVIRONNEMENTAL : activités reliées à l'environnement physique, l'environnement bâti, les questions écologiques.

N° 3 Les stratégies des mesures

Les quatre stratégies retenues réfèrent à la description utilisée dans le champ de la santé publique et dans celui de l'éducation (MÉQ, 2002a; Gouvernement du Québec, 2005). Chaque mesure peut être décrite en recourant à plus d'une stratégie, soit :

- Information et sensibilisation : activité ponctuelle d'exposition à des contenus par des moyens de communication directe (ex : exposé, pièce de théâtre) et indirecte (ex : dépliant, vidéo);
- PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE : actions (programmes, services, politiques, règles) visant le développement de facteurs de protection; le développement

- des compétences sociales et des saines habitudes de vie; l'amélioration des environnements physiques et sociaux et des conditions de vie;
- PRÉVENTION: activités visant à réduire l'incidence des problèmes en s'attaquant aux facteurs de risque et en portant attention aux populations vulnérables. La prévention s'applique à des problèmes spécifiques dans une population présentant des caractéristiques spécifiques (ex: sociodémographiques ou sanitaires);
- TRAITEMENT : intervention correctrice qui vise la réduction d'un problème spécifique chez des individus identifiés.

N° 4 Les cibles des mesures

Les cinq cibles identifiées reflètent l'empirie. Chaque mesure peut rejoindre plus d'une cible :

- ENFANTS;
- ADOLESCENT(E)S;
- PARENTS—FAMILLES;
- COMMUNAUTÉ;
- PERSONNEL DE L'ÉCOLE.

N° 5 L'extensivité des mesures

L'extensivité des mesures distingue si la cible est *universelle*, c.-à-d. destinée à toute la population; *sélective*, c.-à-d. destinée à des sous-groupes sélectionnés sur la base de critères sociodémographiques ou sociosanitaires tels que le groupe d'âge, le niveau académique, l'observation de risques de problèmes sociaux tel que le décrochage scolaire; *identifiée* en vertu de signes qui permettent de dépister des cas problèmes (Dallaire, 1998). Les mesures plus complexes, qui combinent plus d'une stratégies, peuvent être décrites en recourant à plus d'une catégorie, soit :

- CIBLE UNIVERSELLE;
- CIBLE SÉLECTIVE : sur la base de critères de sélection sociodémographiques ou sociosanitaires;
- CIBLE IDENTIFIÉE: par des signes qui permettent de dépister des cas problèmes.

N° 6 L'intensivité des mesures

Les trois catégories identifiées reflètent l'empirie. Chaque mesure est décrite par une seule catégorie, soit :

- CONTINUE : qui dure toute l'année (ex. : à chaque semaine);
- PÉRIODIQUE : qui revient périodiquement à chaque année ou au cours de l'année;
- SPORADIQUE: qui se produit ça et là, de temps en temps, de manière irrégulière.

Nº 7 La longévité des mesures

Les deux catégories identifiées reflètent l'empirie. Chaque mesure est décrite par une seule catégorie, soit :

RÉCENTE : ≤ 2 ANS;

Mature: ≥ 3 ans.

N° 8 L'adaptation des mesures au contexte pluriethnique et défavorisé

Les six catégories identifiées reflètent l'empirie. Chaque mesure peut être décrite par plus d'une catégorie, soit :

- Adaptations favorisant l'accessibilité financière : gratuité ou faible coût des activités;
- Adaptations favorisant l'accessibilité physique : proximité, transport, service de garde sur place;
- MESURE CONSTITUANT UNE RÉPONSE À LA DÉFAVORISATION SOCIALE ET MATÉRIELLE;
- ADAPTATIONS PLANIFIÉES AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE : Favoriser l'accessibilité linguistique (ex : l'interprétariat) et ethnoculturelle;
- ADAPTATIONS AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE IN SITU;
- ADAPTATIONS DANS UNE PERSPECTIVE D'INTÉGRATION SOCIALE : Porter attention afin de favoriser l'intégration à la société d'accueil.

Tableau 1 Descripteurs des mesures issues de la collaboration école-famille-commmunauté

CARACTÉRISTIQUES DES MESURES

1. TYPE DE MESURES

1.1 ACTIVITÉS PHYSIQUES, SPORTS, CULTURE, LOISIRS, PLEIN AIR

Activités de sports, culture et loisirs; atelier / cours d'art-loisir; café étudiant; sports et loisirs familiaux; camp de jour; ateliers de psychomotricité

1.2 DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DES JEUNES

Atelier sur les compétences sociales et civiques; exposé – kiosque d'information - campagne de sensibilisation; dépistage et référence; groupe d'échange et d'entraide; travail de rue; maison de jeunes; Alternative - suspension – Repères; jumelage adulteenfant; intervention individuelle

1.3 Interventions liées à la réussite éducative

Littératie familiale (impliquant les parents); littératie des enfants; stage en milieu de travail / alternance stage-étude; entreprenariat jeunesse; aide aux devoirs / mentorat / accompagnement en persévérance scolaire; passage primaire-secondaire

1.4 LIENS ÉCOLE-FAMILLE

Cours de francisation des adultes; atelier sur les compétences parentales d'encadrement scolaire; local des parents; journal des parents; rencontre famille-école

1.5 EXPLORATION, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MATIÉRIELLE

Atelier de cuisine - cuisine collective; jardins communautaires; magasin partage; groupes d'achat en alimentation

1.6 PLAN D'ACTION COLLECTIE

Comité d'action de milieu - Québec en forme; comité de quartier CSDM; approche École en santé; initiatives communautaires

2. OBJECTIFS DES MESURES

- 2.1 Scolaire : soutien au parcours scolaire des enfants
- 2.2 SOCIAL ET DE SANTÉ : santé et bien-être global, socialisation et intégration sociale
- 2.3 FAMILIAL: participation familiale à la vie scolaire des enfants et à la vie communautaire
- 2.4 COMMUNAUTAIRE : amélioration de l'environnement social et des conditions de vie, participation et intégration à la communauté
- 2.5 ENVIRONNEMENTAL: réflexion/action liées à l'environnement physique, l'environnement bâti, les questions écologiques

3. STRATÉGIES DES MESURES

- 3.1 INFORMATION ET SENSIBILISATION (ACTIVITÉS PONCTUELLES)
- 3.2 PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE : développement de facteurs de protection, de compétences et de saines habitudes de vie; amélioration des milieux et des conditions de vie
- 3.3 PRÉVENTION : action sur les facteurs de risque visant à réduire l'incidence de problèmes
- 3.4 TRAITEMENT: mesure correctrice

4. CIBLE DES MESURES

- 4.1 ENFANTS
- 4.2 ADOLESCENTS
- 4.3 PARENTS—FAMILLES
- 4.4 COMMUNAUTÉ
- 4.5 PERSONNEL DE L'ÉCOLE

5. EXTENSIVITÉ DES MESURES

- 5.1 CIBLE UNIVERSELLE
- 5.2 CIBLE SÉLECTIVE : avec critères de sélection
- 5.3 CIBLE IDENTIFIÉE : jeunes ayant des difficultés et ayant été dépistés

6. INTENSIVITÉ DES MESURES

- 6.1 CONTINUE : qui dure toute l'année (ex. : à chaque semaine)
- 6.2 PÉRIODIQUE : qui revient périodiquement à chaque année ou au cours de l'année
- 6.3 Sporadique : qui se produit ça et là, de temps en temps, de manière irrégulière

7. LONGÉVITÉ DES MESURES

7.1 RÉCENTE : ≤ 2 ans7.2 MATURE : ≥ 3 ans

8. ADAPTATION AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE ET DÉFAVORISÉ

- 8.1 Adaptations favorisant l'accessibilité financière : gratuité ou faible coût des activités
- 8.2 ADAPTATIONS FAVORISANT L'ACCESSIBILITÉ PHYSIQUE : proximité, transport, service de garde sur place
- 8.3 MESURE CONSTITUANT UNE RÉPONSE À LA DÉFAVORISATION SOCIALE ET MATÉRIELLE
- 8.4 ADAPTATIONS PLANIFIÉES AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE : Favoriser l'accessibilité linguistique (ex : l'interprétariat) et ethnoculturelle
- 8.5 ADAPTATIONS AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE IN SITU
- 8.6 ADAPTATIONS DANS UNE PERSPECTIVE D'INTÉGRATION SOCIALE : Porter attention afin de favoriser l'intégration à la société d'accueil

CARACTÉRISTIQUES DE LA COLLABORATION

9. COMPOSITION DES RÉSEAUX

- 9.1 SCOLAIRE
- 9.2 DE LA SANTÉ
- 9.3 MUNICIPAL
- 9.4 COMMUNAUTAIRE : organismes de base et autres tels que : Moisson Montréal, Vélo Québec, Associations régionales de sport étudiant, Tennis Montréal, Jeunes entreprises du Québec
- 9.5 RÉSEAU PRIVÉ NON CARITATIF: ENTREPRISE PRIVÉE, UNIVERSITÉ
- 9.6 RÉSEAU PHILANTHROPIQUE : fondations familiales ou d'organismes de charité (L &A. Chagnon, Centraide)
- 9.7 RÉSEAU ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

10. STRUCTURE DE COLLABORATION

- 10.1 BIORGANISATIONNELLE
- 10.2 PLURIORGANISATIONNELLE
- 10.3 STRUCTURE D'ACTION CONCERTÉE

11. DYNAMIQUE DE LA COLLABORATION

- 11.1 RÉFÉRENCES
- 11.2 MISE EN COMMUN + COORDINATION DES RESSOURCES ET PRESTATION DE SERVICES : par un organisme qui assure leadership et réalisation
- 11.3 PLANIFICATION CONJOINTE
- 11.4 RÉALISATION COLLECTIVE

12. SOURCES DE FINANCEMENT

- 12.1 FONDS DÉDIÉS À DES MESURES SPÉCIFIQUES QUI SONT TRANSVERSALES À PLUSIEURS ÉCOLES
- 12.2 FONDS ALLOUÉS AUX ÉCOLES ET DISTRIBUÉS SELON LEURS PRIORITÉS
- 12.3 TIERS FINANCEURS PUBLICS : Direction de santé publique, Ville de Montréal
- 12.4 TIERS FINANCEURS PHILANTHROPIQUES
- 12.5 RESSOURCES MOBILISÉES PAR LES PARTENAIRES À PARTIR DE LEUR BUDGET DE FONCTIONNEMENT
- 12.6 MONTAGE FINANCIER

Les adaptations au contexte défavorisé concernent d'abord la défavorisation matérielle. L'accessibilité financière est favorisée par la gratuité ou le faible coût des activités, ou par des critères de sélection où figure la défavorisation matérielle. Les adaptations favorisant l'accessibilité physique sont, par exemple, la proximité des lieux d'activité, l'accès à des services de transport prévus pour les activités, des services de garde sur place de sorte à limiter les contraintes à la participation. Les adaptations au contexte défavorisé sous l'aspect de la défavorisation sociale se retrouvent dans des mesures qui, en elles-mêmes, constituent une réponse sociale aux problèmes de persévérance, d'apprentissage ou de comportements souvent reliés aux milieux socioéconomiquement défavorisés.

Face au contexte pluriethnique, les catégories émergentes sont, premièrement, des adaptations planifiées, en vertu des lois et politiques publiques¹ ou des obligations légales liées aux droits des minorités selon la *Charte québécoise des droits de la personne*; ce peut aussi être des adaptations planifiées, à l'initiative des écoles. Deuxièmement, des adaptations au contexte pluriethnique *in situ* qui consistent, dans les mesures régulières, à des préférences pour des sujets ou des projets en fonction des caractéristiques ethnoculturelles des participants et des besoins particuliers qui se manifestent. Troisièmement, des mesures dédiées ou des adaptations aux mesures dans une perspective d'*intégration sociale*. Se distinguent des mesures dédiées à l'intégration des immigrants découlant d'obligations imparties aux commissions scolaires par les politiques et programmes publics, tels que les cours de francisation des immigrants qui découlent de la *Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle* (1998). Se retrouvent aussi des adaptations aux mesures, à l'initiative des écoles, visant à porter une attention particulière et à favoriser l'intégration des communautés ethnoculturelles à la société québécoise.

B) LES QUATRE DESCRIPTEURS DES RÉSEAUX COLLABORATIFS

N° 9 La composition des réseaux

Les sept catégories identifiées reflètent l'empirie. Plus d'une catégorie d'acteurs peut être engagée dans chaque mesure. Ces sept catégories sont :

- SCOLAIRE;
- DE LA SANTÉ;
- MUNICIPAL;
- COMMUNAUTAIRE: organismes de base (ex: maison des parents); et autres tels que: Moisson Montréal, Vélo Québec, Associations régionales de sport étudiant, Tennis Montréal, Jeunes entreprises du Québec;
- RÉSEAU PRIVÉ NON CARITATIF : entreprise privée, université;
- RÉSEAU PHILANTHROPIQUE: fondations familiales ou d'organismes de charité (L & A. Chagnon, Centraide);
- RÉSEAU ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE.

⁽a)

1 Les principaux sont la Loi sur l'instruction publique du Québec (qui institue l'obligation légale des Commissions scolaires d'offrir des services de traduction aux parents et aux enseignants) et le Programme d'accès à l'égalité en emploi dans la fonction publique pour les membres des communautés culturelles. Il faut ajouter la Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle (1998) qui est la politique-cadre en matière d'adaptation systémique à la diversité, et le Plan d'action qui lui est assorti.

N° 10 La structure de collaboration des réseaux

En référence à la littérature, se distinguent des structures bi ou pluriorganisationnelles, caractérisées surtout par la mise en commun de ressources et la coordination, et des structures d'action concertée qui tendent à co-construire l'action. La structure de collaboration soutenant chaque mesure est décrite par une seule catégorie, soit :

- BIORGANISATIONNELLE;
- PLURIORGANISATIONNELLE;
- STRUCTURE D'ACTION CONCERTÉE.

Nº 11 La dynamique de collaboration des réseaux

En référence à l'outil d'analyse des réseaux sociaux explicité plus bas, se distinguent quatre catégories : la référence; la mise en commun et la coordination des ressources en vue de la prestation d'un service; la planification conjointe; la réalisation collective. La dynamique de collaboration dans chaque mesure peut être décrite par plus d'une catégorie, soit :

- RÉFÉRENCES;
- MISE EN COMMUN + COORDINATION DES RESSOURCES ET PRESTATION DE SERVICES : par un organisme qui en assure le leadership et la réalisation;
- PLANIFICATION CONJOINTE;
- RÉALISATION COLLECTIVE.

N° 12 Les sources de financement

Les six catégories identifiées reflètent l'empirie. Plus d'une catégorie de sources de financement peut être engagée dans chaque mesure. Ces catégories sont :

- FONDS DÉDIÉS À DES MESURES SPÉCIFIQUES QUI SONT TRANSVERSALES À PLUSIEURS ÉCOLES (ex : les cours de francisation des adultes, financés par le ministère de l'Immigration; Entreprenariat Jeunesse des Centre Jeunesse Emploi, financé par Emploi Québec et le Secrétariat à la jeunesse; Petits cuistots – Parents en réseau financé par la Fondation Chagnon; le programme d'aide aux devoirs financé par le MÉLS; les activités des Comité d'action de milieu financées par Québec en Forme);
- FONDS ALLOUÉS AUX ÉCOLES ET DISTRIBUÉS SELON LEURS PRIORITÉS: Agir Autrement; Programme de soutien à l'école montréalaise; MÉLS – direction des services aux communautés culturelles; comités de quartier de la CSDM);
- TIERS FINANCEURS PUBLICS : Direction de santé publique, Ville de Montréal;
- TIERS FINANCEURS PHILANTHROPIQUES;
- RESSOURCES MOBILISÉES PAR LES PARTENAIRES À PARTIR DE LEUR BUDGET DE FONCTIONNEMENT;
- Montage financier.

2.1.2 Les concepts et la méthodologie de l'analyse des réseaux sociaux

Les concepts et la méthodologie de l'analyse des réseaux sociaux (Knoke & Kuklinski, 1982; Degenne et Forsé, 2004) ont été retenus afin de documenter les attributs des collaborations. Après avoir constitué la liste des partenaires avec qui collabore un organisme, ici les écoles, sur un territoire donné, cet organisme et chacun des partenaires identifiés est invité à se prononcer sur l'intensité (échelle en quatre points, de jamais à très fréquemment) de ses collaborations avec les autres organismes identifiés dans ce territoire, sur trois fonctions de collaboration, soit la planification conjointe, la réalisation collective et le partage de ressources. L'outil de collecte des données est inséré à la Figure I.

FIGURE I - OUTIL DE MESURE DES ECHANGES AU SEIN DES RESEAUX SOCIAUX

Outil de mesure des échanges au sein des réseaux sociaux									
IDENTIFICATION DE L'ORGANISME REPONDANT :									
Au cours de la dernière année, avec chacun des organismes suivants (#1 à #n), avez-vous : 1- jamais; 2- quelquefois; 3-souvent; 4-très souvent; 5- ne s'applique pas									
	partagé des planifié ensemble des réalisé ensemble des interventions, des activités, des projets ou des stratégies? réalisé ensemble des interventions, activités, projets ou des stratégies?								
Organisme # 1									
•••									
Organisme # n									

Quatre indices globaux de réseaux peuvent être produits : 1) la densité du réseau, soit les collaborations existantes sur celles possibles, c'est-à-dire dans quelle proportion les organismes d'un réseau sont reliés entre eux par rapport aux liens théoriquement possibles. Plus cet indice est élevé, plus les organismes sont en liens les uns avec les autres; 2) la centralité du réseau, soit son niveau de spécification. Un réseau centralisé est un réseau dans lequel il y a un petit nombre d'organismes par lesquels se font les liens entre les organismes. À l'opposé, un réseau peu centralisé en est un où tous les organismes communiquent entre eux sans passer par des intermédiaires; 3) la réciprocité du réseau, soit les liens reconnus réciproquement, c'est-à-dire la proportion des organismes ayant mentionné réciproquement qu'ils étaient en lien. Ainsi si l'organisme X dit qu'il est en relation avec l'organisme Y et que Y dit également être en relation avec l'organisme X (peu importe le niveau d'intensité), on parlera de relation réciproque. Mais si X ou Y dit qu'il n'est pas en relation avec l'autre, la relation n'est pas réciproque; 4) la symétrie du réseau, soit la proportion de liens qui sont pareils entre les organismes. À la différence de la réciprocité, dans le cas de la symétrie on ajoute au numérateur de la proportion les absences de lien reconnues par les pairs d'organismes. Donc en plus des choix réciproques, la symétrie comptabilise les choix du type X n'est pas en lien avec Y et Y n'est pas en lien avec X. Cet indice nous permet surtout d'apprécier la fidélité des données (Bélanger et al., 2004).

Afin de documenter si les relations entre les organismes des territoires étaient davantage intrasectorielles (entre des organismes d'un même secteur) ou intersectorielles (entre des organismes de secteurs différents), des indices de densité intrasectorielle, intersectorielle et globale de la collaboration ont été calculés. Ces trois indices sont calculés pour chaque territoire et pour chacune des trois fonctions de collaboration. Le calcul de ces indices est un peu différent du calcul de l'indice de densité du réseau décrit précédemment. Chacun de ces indices est calculé sur la base de chaque organisme pour lequel il fallait d'abord identifier le secteur d'appartenance. Des regroupements sectoriels ont été réalisés en fonction de la nature des activités des différents organismes, telle que comprise par les chercheurs responsables de la présente étude. Ces regroupements sont les secteurs suivants : 1) santé; 2) scolaire; 3) municipal; 4) communautaire, orienté vers l'animation et l'organisation d'activités sportives; 5) communautaire, visant la solidarité sociale; 6) autres types d'organismes communautaires; 7) organismes ayant principalement un mandat de concertation entre les organismes du territoire.

Les trois indices se définissent comme suit :

- la densité de la collaboration intrasectorielle, soit l'intensité des relations rapportées entre les organismes d'un même secteur au sein d'un territoire;
- la densité de la collaboration intersectorielle, soit l'intensité des relations rapportées par les membres d'un secteur avec les membres extérieurs à ce secteur;
- la densité globale de la collaboration représentant l'ensemble des relations entre les organismes d'un territoire (relativement similaire à l'indice de densité globale présenté précédemment).

Ces trois indices consistent en une moyenne de pourcentages de relations activées par les organismes. Pour l'indice intrasectoriel, il s'agit de calculer la moyenne des pourcentages de relations que chacun des organismes d'un même territoire rapportent entretenir avec les organismes de leur propre secteur. Par exemple, s'il y a cinq organismes dans le secteur, on met au numérateur la somme des liens reçus et émis par chaque organisme et au dénominateur le total de huit possibilités de liens (possibilité d'émettre quatre liens et d'en recevoir quatre des autres organismes). On fait ce calcul pour tous les organismes et on en fait la moyenne. Pour l'indice intersectoriel, il s'agit de calculer la moyenne des pourcentages de relations que chacun des organismes d'un même territoire rapportent entretenir avec les organismes des autres secteurs. Le numérateur est la somme des liens émis et reçus avec les organismes en dehors du secteur du répondant et le dénominateur correspond au nombre de liens possibles avec ces organismes en dehors de son secteur (s'obtient en soustrayant le nombre d'organismes du secteur du nombre d'organismes du territoire, multiplié par deux). Finalement pour l'indice global, c'est le nombre de liens émis et reçus, divisé par le double du nombre d'organismes moins un. On peut donc dire que le score intra représente la moyenne des pourcentages de liens entretenus par chacun des organismes avec ceux de l'intérieur de leur secteur. Ce score est calculé pour chaque fonction de collaboration par secteur et pour l'ensemble des secteurs. Il en est de même pour le score intersectoriel qui représente la moyenne des pourcentages de liens entretenus par chacun des organismes avec ceux de l'extérieur de leur secteur. Quant au score global, il représente la moyenne des pourcentages de liens entretenus par les organismes dans le territoire.

2.2 L'ÉCHANTILLON

L'étude retient les écoles publiques francophones desservant les secteurs de recensement des quatre territoires montréalais ciblés, Parc-Extension, Côte-des-Neiges, Saint-Laurent, et Bordeaux-Cartierville, où se concentrent la pauvreté (≥30 % de faible revenu), la pluriethnicité (≥40 % issu de l'immigration) et l'immigration récente (≥10 %). Les cinq écoles secondaires de ces territoires participent à la recherche. Parmi les 19 écoles primaires, une par territoire a été retenue sur la base de deux critères, premièrement le score cumulatif le plus élevé aux trois indicateurs pour le secteur de recensement desservi par l'école; deuxièmement la volonté de l'école de participer². L'Annexe I présente la procédure de sélection des territoires et des écoles participantes. La population à l'étude est l'ensemble des mesures issues de la collaboration école-famille-communauté dans les neuf écoles participantes. L'unité d'analyse est la mesure que nous avons décrite à l'aide des concepts présentés précédemment.

2.3 LES SOURCES ET LA COLLECTE DES DONNÉES

La collecte des données s'est étalée sur un an, d'octobre 2007 à octobre 2008. Elle a comporté trois étapes.

Première étape, des entrevues semi-dirigées ont été réalisées auprès des neuf directions d'école entre **l'automne 2007 et le printemps 2008**. Ces entrevues visaient à : i) dresser la liste des partenaires de chaque école; ii) répertorier les mesures que chaque école réalise en collaboration avec des partenaires de sa communauté pour la période de référence, soit l'année scolaire 2007-2008; iii) recueillir de l'information sur chaque mesure à l'aide d'une grille de collecte conçue à partir des six descripteurs initiaux découlant de la recension des écrits; iv) recueillir des documents écrits sur ces mesures (bilans, rapports administratifs); iv) administrer le questionnaire d'analyse de réseaux sociaux pour une partie des écoles. Cette première étape a permis de dresser un portrait préliminaire des mesures.

Une deuxième étape de collecte a ensuite a été réalisée de mars à octobre 2008, cette fois auprès de l'ensemble des partenaires des neuf écoles (n=84), appartenant à différents réseaux (scolaire, santé, municipal, communautaire, économique-communautaire, philanthropique). Cette collecte a été réalisée par voie d'entrevue téléphonique ou en face-àface, d'une durée variant de 30 minutes à deux heures. Les partenaires communautaires (mais non les partenaires institutionnels) ont reçu une compensation financière pour leur participation. Les entrevues réalisées visaient à : i) auprès de chaque partenaire, compléter ou détailler l'information sur les mesures que son propre organisme ou établissement met en place avec l'école; ii) recueillir des documents écrits sur ces mesures (bilans, rapports administratifs); iii) administrer le questionnaire d'analyse des réseaux sociaux auprès de tous les partenaires et auprès des écoles non enquêtées à la 1ère étape. À ces données documentaires et d'entrevues se sont ajoutées des documents publics disponibles, notamment sur le web (ex : site Internet).

Dépendamment des territoires, le nombre d'organismes identifiés collaborant avec l'école varie légèrement (de 21 à 32). La très grande majorité des organismes a été rejoint, a donné son

-

² La Commission scolaire Marguerite-Bourgeois desservant le territoire de Saint-Laurent et la Commission scolaire de Montréal desservant les trois autres territoires ont appuyé la réalisation de la recherche.

consentement et a complété l'entrevue. Les taux de réponse obtenus vont de 81 % à 91 %, selon les territoires.

2.4 LE TRAITEMENT DES DONNÉES

Le traitement des données comporte trois opérations. Premièrement, une description de chacune des mesures a été réalisée. Le traitement a consisté à réaliser, pour chaque mesure, une analyse de contenu du corpus de données amassées en fonction des 12 descripteurs et de les synthétiser dans une fiche (voir l'Annexe II). Afin de réaliser cette opération, et pour chaque mesure, un ordre de traitement des sources a été respecté. En premier lieu, les données en provenance des directions d'école, de nature plus générale, ont permis de répertorier les mesures et d'établir les grandes lignes de chacune d'elles. Cette première description a été ensuite complétée avec les données, plus détaillées, en provenance des partenaires. Enfin, le portrait de chaque mesure a été complété, au besoin, par des sources documentaires. La triangulation de ces sources de données a permis, dans plusieurs cas, de corroborer les faits, faisant en sorte d'accroître la validité des données et de consolider le portrait de chacune des mesures. À l'occasion, mais rarement, des informations se sont avérées contradictoires. Elles ont alors été traitées en privilégiant l'information appuyée de plus d'une source, en cherchant des informations additionnelles ou en retenant l'information la plus vraisemblable en rapport avec l'information relative aux autres descripteurs.

Deuxièmement, les données qualitatives des fiches descriptives ont été codées en recourant à des codes numériques attribués aux 12 descripteurs et leurs sous-catégories. Les données ainsi codées ont été saisies dans une base de données SPSS. Des statistiques descriptives relatives aux variables étudiées ont ensuite été générées. Puis une analyse descriptive des mesures a été produite selon les écoles, les deux ordres d'enseignement et les quatre territoires.

Enfin, pour l'analyse des réseaux sociaux, le traitement a consisté à compiler les données recueillies de l'ensemble des organismes (n=84) par territoire (n=4) dans un outil intégrateur réalisé sur base Excel. Ces données ont, par la suite, été saisies et traitées à partir du logiciel UCINET pour générer les indicateurs globaux de réseaux, à partir d'EXCEL pour les indicateurs individuels de réseaux et par le logiciel Yed pour le traitement par graphique. Un statisticien a réalisé le traitement à partir duquel l'analyse de réseaux a été produite pour chaque territoire.

La présentation des résultats comporte quatre sections. Les deux premières sections sont consacrées à décrire les mesures, respectivement pour l'ordre primaire et l'ordre secondaire d'enseignement. Y sont décrits les types de mesures, les objectifs qu'elles poursuivent, les stratégies qu'elles déploient et si leur cible est universelle, sélective ou identifiée, les populations qu'elles visent et avec quelle intensivité, et enfin les adaptations à la pluriethnicité et à la défavorisation matérielle et sociale qu'elles comportent. Quelques comparaisons de l'ordre secondaire avec l'ordre primaire sont traitées dans la seconde section.

La troisième section est consacrée aux collaborations interorganisationnelles à la base des mesures dans chaque territoire. Le traitement est fait par territoire plutôt que par ordre d'enseignement, puisque les organisations d'un territoire collaborent souvent avec les différentes écoles, rendant plus pertinente une vue d'ensemble par territoires locaux. Les résultats de l'analyse des descripteurs relatifs aux collaborations de même que l'analyse des données sur les réseaux sont présentés. On y aborde l'étendue des acteurs/secteurs engagés dans les mesures école-communauté, et particulièrement dans les plans d'action collectifs; on y analyse les structures et les dynamiques collaboratives, et les différentes modalités de financement des mesures. Une analyse comparative entre les quatre territoires est aussi présentée.

Mais d'abord, traçons un portrait d'ensemble des mesures répertoriées. Dans les neuf écoles des quatre territoires étudiés, 146 mesures mobilisant des collaborations entre l'école et sa communauté ont été répertoriées pour l'année 2007-2008, soit 77 au primaire et 69 au secondaire. Cette donnée est plutôt de nature qualitative puisque ces mesures sont de taille variable autant par les ressources qu'elles mobilisent que par le volume d'enfants qu'elles rejoignent. Cependant, ce nombre témoigne d'une importante activité découlant de la collaboration école-famille-communauté dans ces neuf écoles.

Il n'y a pas de rapport entre la taille de la population scolaire (Tableau 2) et le déploiement des mesures, du moins en nombre. Au primaire, l'école Barthélemy-Vimont, la plus populeuse, et l'école Ste-Odile, de taille moyenne, affichent le plus grand nombre de mesures. Au secondaire, Évangéline & La Dauversière a le plus grand nombre de mesures pour une population scolaire dans la moyenne.

TABLEAU 2 POPULATION SCOLAIRE ET NOMBRE DE MESURES PAR ÉCOLE PRIMAIRE ET SECONDAIRE POUR LES QUATRE TERRITOIRES

	Territoires							
	Côte-des-	Côte-des- St-Laurent Parc-		Bordeaux-				
	Neiges	3t-Laurent	Extension	Cartierville				
ÉCOLES PRIMAIRES - 77 MESURES								
	Bedford Enfant-Soleil Barthélemy- Vimont Ste-Odile							
Élèves inscrits au 30 septembre 2007 ¹	454	611	900·	442"				
Nombre de mesures	16	13	23	25				
É	COLES SECONDAIR	res - 69 mesur	ES					
	La Voie	St-Laurent	Lucien-Pagé	Évangeline & La Dauversière				
Élèves inscrits	·							
au 30 septembre 2007 ¹	992	1 629***	1541	1 207****				
Nombre de mesures	16	15	14	24				

^{*} Barthélemy-Vimont : 630 élèves et Barthélemy-Vimont Annexe : 270 élèves;

1. LE PANIER DE 77 MESURES DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES

Les 77 mesures dans les quatre écoles primaires sont décrites selon leurs types, les objectifs qu'elles poursuivent, les stratégies qu'elles déploient, leurs populations cibles, et l'adaptation au contexte pluriethnique et socioéconomiquement défavorisé.

1.1 QUELS TYPES DE MESURES?

Au primaire, environ le tiers (31 %) des interventions issues de la collaboration école-famille-communauté est concentré dans le sport, la culture et le loisir. La pratique des sports d'équipe (soccer, baseball, basketball) est bien installée et souvent de longue date dans les quatre écoles primaires, conduisant à la tenue de tournois inter écoles. L'offre d'activités parascolaires comporte aussi une programmation culturelle et de loisirs (échecs, danse, karaté, taekwendo, informatique, musique, art du cirque, théâtre, improvisation, journalisme étudiant). Dans certaines écoles-communautés, la programmation s'étend les samedis (ex : #6a Les samedis ensoleillés à Enfant-Soleil ou #7 L'École du samedi à Bedford), voire pendant la période estivale

^{**} Sainte –Odile : 328 élèves et Ste-Odile Annexe : 114 élèves;

Pavillon St-Germain : 526 élèves et Pavillon Émile-Legault : 1 093 élèves;

^{**} Évangéline : 752 élèves et La Dauversière : 455 élèves.

¹ Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal (2008). Classification des écoles primaires et classification des écoles secondaires selon leur indice de défavorisation - Inscriptions au 30 septembre 2007. Montréal : Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal.

³ L'activité parascolaire est celle qui complète l'enseignement scolaire.

(ex: #6b Camp de jour estival à Enfant-Soleil; #1 Programmation de sports et loisirs et #24 Camp Tim Hortons à Ste-Odile). À Barthélemy-Vimont, s'ajoute une dimension familiale visant le rapprochement interculturel et les liens parents-enfants (#17 Loisirs familiaux). À Bordeaux-Cartierville, s'ajoutent des Activités estivales et lors de la relâche scolaire (#26) destinées aux classes d'accueil et axées sur la connaissance des ressources et de la culture québécoise (raquette, glissade, patinage, ballon-balai, match d'improvisation de la LNI). Ces activités hors calendrier scolaire ciblent aussi les enfants non insérés dans des activités, issus de milieux pauvres ou ayant des difficultés. S'ajoute aussi une programmation d'activités en plein air, soutenue par un éducateur en plein air, qui enrichit les opportunités en recourant aux installations publiques extérieures telles que les parcs urbains, piscines, patinoires, pistes cyclables, terrains sportifs, parcs nationaux (#18 à Ste-Odile). L'arrivée du programme Québec en forme (comités d'action de milieu - CAM) a favorisé une programmation complémentaire tels que des ateliers de psychomotricité au préscolaire (#4b à Bedford et #17 à Ste-Odile); l'introduction d'activités physiques à différents moments de la journée lors des transitions (#4a à Bedford) ou lors des sorties ou des congés scolaires, ou les fins de semaine (#7 L'école du samedi à Bedford); l'initiation à des sports moins développés (#4a le Tennis à Bedford); et l'introduction d'un spécialiste en plein air (#18 à Ste-Odile) (voir Tableaux 3 et 4).

Un autre tiers des mesures (28,5 %) issues de la collaboration école-famille-communauté est dédiée au développement des compétences sociales des jeunes. Les quatre écoles primaires réalisent, en collaboration avec les services municipaux (notamment le Service de police de la Ville de Montréal) et des organismes communautaires, des activités reliées à l'intimidation, la violence et la sécurité, les gangs de rue, la toxicomanie, la criminalité et la cybercriminalité. Il s'agit d'exposés de sensibilisation et d'ateliers sur les compétences. Dans cette même perspective, une maison de jeunes intra muros a été installée à l'école Enfant-Soleil (#2). Dans trois écoles, des activités de sensibilisation aux questions environnementales ont aussi cours (campagnes de propreté, corvées de feuilles mortes, compostage, recyclage, sorties liées à l'environnement). À Barthélemy-Vimont, s'ajoutent un groupe d'entraide (#5 Dîner de filles) et des ateliers portant sur l'estime de soi et la résolution de conflits. À Barthélemy-Vimont et à Ste-Odile, des mesures ont été introduites visant spécifiquement l'intégration des jeunes issus de l'immigration (#15 Arts et contes à Barthélemy-Vimont qui aide à la transition vers la société d'accueil par l'art thérapie; #20 Filles de cœur à Ste-Odile qui est un groupe d'échange sur l'adaptation culturelle à la société d'accueil). Enfin, le CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent a introduit dans les écoles de son territoire une activité de dépistage et de référence des enfants à leur entrée à la maternelle (#4 à Enfant-Soleil; #7 à Ste-Odile).

Des mesures plus proprement liées à la réussite éducative sont aussi réalisées (10,4 % des mesures), soit l'aide aux devoirs offerte dans trois écoles et les activités de littératie à Enfant-Soleil (#5). S'ajoutent deux activités favorisant le passage du primaire au secondaire à Ste-Odile (#27 *Caravane d'Évangéline; #28 Contes*) et une autre d'entreprenariat jeunesse (#12 à Bartélemy-Vimont).

Des activités d'exploration alimentaire ont aussi cours (13 % des mesures). C'est le cas des ateliers de cuisine de type *Petits cuistots-Parents en réseaux* dans trois écoles, des cuisines collectives parents-enfants (#6 à Bedford, #23 à Ste-Odile) ou des *Olympiades du goût* (#11 à

Ste-Odile). Les écoles s'impliquent également dans leur communauté dans des mesures plus spécifiquement reliées à la sécurité alimentaire et matérielle des familles (jardins communautaires, magasins partage –aliments et matériel scolaire – et groupes d'achat collectif).

Enfin, des activités favorisant les liens école-famille ont cours (12,9 % des mesures). Dans toutes les écoles, des cours de francisation des parents allophones (ouverts plus largement aux immigrants adultes) sont offerts par les Centres d'éducation aux adultes, où sont notamment abordés le vocabulaire et la réalité du monde scolaire québécois. À Ste-Odile s'ajoutent des conférences aux parents sur l'encadrement des devoirs (#22). Également, la stratégie d'intervenant communautaire-scolaire visant à relier l'école aux parents et à la communauté est déployée à Côte-des-Neiges (#1a à Bedford) et à Bordeaux-Cartierville (#15 à Ste-Odile). Cela donne lieu à un *Local des parents* à Bedford (#1b) et un *Journal des parents* à Ste-Odile (#10) et Bedford (#1b). S'ajoute une activité de sensibilisation du corps professionnel de l'école Barthélemy-Vimont à la réalité des familles immigrantes (#18).

Le Tableau 3 montre la distribution des mesures par type et par école alors que le Tableau 4 les décline en sous-catégories en indiquant les numéros et titres des mesures de sorte à les repérer dans l'Annexe II qui présente les fiches descriptives des mesures.

TABLEAU 3 DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES PAR ÉCOLE PRIMAIRE

Types de mesures ¹	Bedford	Enfant-Soleil	Barthélemy- Vimont	Ste-Odile	Toutes les écoles
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air % du total des mesures	5	4	5	10	24 31,2%
Développement des compétences des jeunes % du total des mesures	2	4	10	6	22 28,5%
Interventions liées à la réussite éducative % du total des mesures	1	1	3	3	8 10,4%
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle % du total des mesures	3	2	2	3	10 12,9%
Liens école-famille % du total des mesures	3	1	2	4	10 12,9%
Plans d'action collectifs % du total des mesures	3	1	2	1	7 9,1%
Nombre de mesures dans chaque école et au total	16	13	23	25	77

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 4 ENSEMBLE DES MESURES PAR TYPES ET SOUS-CATÉGORIES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

	Écoles primaires							
	Bedford Enfant-Soleil Barthélemy-Vimont Ste-Odile							
Types de mesure	Côte-des-Neiges	St-Laurent	Parc-Extension	Bordeaux-Cartierville				
	N=16	N=13	N=23	N=25				
		SIQUES, SPORTS, CULTURE, LOIS	-	1 23				
Consulta all'émoisen	#4c Transitions en forme et en santé		#13 Québec en forme	#3 ABC Sport				
Sports d'équipe	#4d Ateliers de tennis							
	#7 École du samedi (QEF) #10 Ligues sportives inter écoles	#1 Activités parascolaires #3 Cour d'école et parapluie	#2a Activités éducatives de la Maison des Jeunes	#1 Programmation sports et loisirs #17 Programmation sportive QEF				
	#10 Ligues sportives inter ecoles	#6a Samedis ensoleillés	#2b Activités parascolaires du	#21 Taekwendo				
Sports culture et loisirs		#6b Camp de jour	CHAIS	#26 Activités de relâche estivales				
			#7 Activités culturelles	#4 Mon école à pied à vélo! #25 Atelier d'improvisation				
			#17 Loisirs familiaux	#19 Passeport Jeunesse				
Davida a sa akui sik é	#4b Ateliers de psychomotricité CAM			#17 Programmation sportive QEF				
Psychomotricité	CDN			-				
Diain air				#18 Programme d'éducation aux				
Plein air				activités de plein air #24 Camp Tim Hortons				
	INTERVENTIONS DE	DÉVELOPPEMENT DES COMPÉT	ENCES DES JEUNES					
Sensibilisation à	#9 Campagne de propreté		#2c Éco-Curieux	#9 Collecte de feuilles				
l'environnement et			#6c Activités sur					
compétences civiques			l'environnement Éco-Quartier					
	#12 Sensibilisation à la sécurité et	#7b Campagne de sensibilisation	#6a Ateliers violence et	#16 École pacifiquement ouverte sui				
Activités /ateliers	prévention de la violence	« Dénoncer l'intimidation à	criminalité	son milieu				
intimidation, violence, racisme, sécurité,		l'école » CAM LAU	#14 Toxik Impressions	#8 Tournée SPVM / concours de				
criminalité, drogues, gangs				slogans				
de rue, toxicomanies								
Groupes d'échange et			#5 Dîner de filles	#20 Filles de coeur				
d'entraide			#16 Conversation française	#20 Tilles de Coedi				
			#6b Développement des					
Ateliers sur les compétences personnelles et sociales			compétences					
·			#10 Leaders positifs					
Art thérapie		#2 Maison de journes 0 12 ans	#15 Arts et contes					
Maison de jeunes		#2 Maison de jeunes 9-12 ans #4 Bienvenue à la maternelle		#7 Bienvenue à la maternelle				
Dépistage		#11 Rapprochement		#7 Dienvende a la maternene				
Jumelage		intergénérationnel						
Alternative suspension			#4 Alternative de suspension					
		NTIONS LIÉES À LA RÉUSSITE ÉDI						
	#3 Aide aux devoirs	#5 Cercle de lecture et soutien à	#3a Aide aux devoirs (1 ^e à 5 ^e	#6 Aide aux devoirs				
Aide aux devoirs et littératie		la lecture à domicile	année) #3b Aide aux devoirs (6 ^e					
			année)					
Entreprenariat Jeunesse			#12 Entreprenariat jeunesse					
Paccage primaire cocondaire				#27 Caravane d'Évangéline #28 Projet de contes primaire -				
Passage primaire-secondaire				secondaire				
	EXPLORATIO	N - SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET I	MATÉRIELLE					
Ateliers de cuisine	#5 Ateliers de cuisine		#1 Ateliers de cuisine	#2 Petits cuistots parents en réseau				
Cuisines collectives parents-	#6 Cuisines collectives parents-			#23 Atelier de cuisine parents-				
enfants	enfants			enfants				
Exploration alimentaire	#8 Réflexions sur la mesure			#11 Olympiades du goût				
Magasins partage	alimentaire		#11 Magasins partage					
Groupes d'achat alimentaire		#9 Bonne-Boîte-Bonne-Bouffe						
Jardins communautaires		#10 Jardins communautaires						
		LIENS ÉCOLE - FAMILLE						
Francisation des parents	#2 Francisation des parents	#8 Francisation des parents	#9 Francisation des parents	#5 Cours de francisation				
Compétences parentales				#22 Conférence aux parents (Aide				
d'encadrement scolaire				aux devoirs)				
<u> </u>	#1a liaison É-F-C (ICS)		#18 Mercredis du thé	#15 Un milieu ouvert sur ses écoles				
	#1b Local et journal des parents	D		#10 Journal des parents (OPP)				
	#12 Plan d'action collectif ICC		#9 Écolo on cantó	#1E Un miliou ou cert our los é!				
	#4a Plan d'action collectif	= .=		1,000				
	CAM CDN							
Compétences parentales	#1a liaison É-F-C (ICS) #1b Local et journal des parents #1a Plan d'action collectif –ICS- Comité de quartier CDN #4a Plan d'action collectif	, 		#22 Conférence aux pare aux devoirs) #15 Un milieu ouvert sur				

1.2 QUELS OBJECTIFS POURSUIVENT CES MESURES?

Les objectifs les plus largement visés dans les mesures issues de la collaboration école-famillecommunauté sont le soutien au développement global des enfants, leur socialisation et leur intégration sociale, c.-à-d. des objectifs sociaux et de santé (62 % des mesures), et ils le sont par les mesures de développement des compétences des jeunes, les activités de sports, culture et loisirs, et les mesures alimentaires (Tableaux 5a et 5b). Des objectifs plus proprement scolaires, c'est-à-dire visant à soutenir le parcours scolaire des enfants, se retrouvent dans 28 % des mesures, surtout dans les interventions liées à la réussite éducative telles que l'aide aux devoirs et les activités soutenant le passage du primaire au secondaire. En outre, des mesures poursuivent des objectifs à la fois scolaires et familiaux en étant proprement dédiées à soutenir la participation des parents, et particulièrement des parents immigrants, au parcours scolaire de leurs enfants, ce qui de prime abord peut être attendu de la collaboration école-famillecommunauté. Mentionnons les cours de francisation des parents, qui sont adaptés à cet effet par la présence d'agents de liaison favorisant le recrutement et faisant le lien entre les écoles et les centres de cours, du fait qu'ils se donnent à l'école ou qu'ils comportent, en sus des cours, des activités de découverte de la société québécoise. Les activités de soutien à la littératie familiale (#5 à Enfant-Soleil) et le développement des compétences parentales d'encadrement scolaire (#22 à Ste-Odile) poursuivent aussi des objectifs scolaires et familiaux. Les plans collectifs de Côte-des-Neiges (#1a) et de Bordeaux-Cartierville (#15), qui pourvoient les écoles d'un intervenant communautaire scolaire, soutiennent aussi la participation parentale à la vie scolaire, par exemple, en dotant l'école Bedford d'un local et d'un journal des parents (#1b) et l'école Ste-Odile d'un journal des parents (#10). Ces dispositifs collectifs contribuent aussi à la liaison des familles avec leur communauté, tout comme les mesures en sécurité alimentaire (ateliers de cuisine et mesures de sécurité alimentaire) poursuivent aussi de tels objectifs familiaux.

Des objectifs plus largement communautaires sont aussi visés dans 17 % des mesures, soit de soutenir l'amélioration des milieux et des conditions de vie, et la participation et l'intégration des familles à la communauté. Ces objectifs sont visés par les mesures alimentaires (cuisine collective, jardin communautaire et groupe d'achat collectif) et des mesures de sports, culture et loisirs (#10 à Bedford, une ligue de soccer inter écoles qui intègrent les jeunes dans leur communauté; #18 à Ste-Odile, une programmation plein air qui travaille à intégrer les communautés culturelles à la société québécoise en leur faisant connaître les activités en plein air; #19 à Ste-Odile, un journal étudiant qui permet le rayonnement des jeunes dans leur communauté). Des objectifs communautaires sont aussi visés dans le contexte de campagnes promotionnelles sur l'intimidation ou la sécurité ciblant toute la communauté (#7b à Enfant-Soleil) ou dans des activités de sensibilisation du corps professionnel à la réalité du quartier (#18 à Barthélemy-Vimont). Enfin, des objectifs communautaires sont visés dans les plans collectifs, soit par l'intégration des ressources et des préoccupations du quartier dans l'exercice de planification (#7a à Enfant-Soleil), soit en favorisant l'intégration des familles en leur faisant connaître les ressources de la communauté (#8 à Barthélemy-Vimont). Deux mesures se distinguent par des retombées directes escomptées dans la communauté : 1^e) le projet Viens jouer dans ma cour (#11 à Bedford) visant l'amélioration du voisinage de l'école par des aménagements physiques (parc-école, jardins collectifs, etc.), des rencontres avec les résidents et des activités de rapprochement avec des organismes; 2^e) l'initiative *Un milieu ouvert sur ses écoles* qui agit aussi directement dans la communauté (#15 à Ste-Odile).

Finalement, faisant écho à l'intérêt public grandissant pour la question environnementale, des objectifs de cet ordre sont présents dans des mesures de développement des compétences dans trois écoles (#6c à Barthélemy-Vimont, #9 à Bedford, #9 à Ste-Odile) et sont réalisées avec la collaboration des Éco-quartiers. À cela s'ajoute le transport actif développé à Ste-Odile (#4) avec la collaboration de Vélo-Québec.

Tableau 5a Distribution des mesures selon les objectifs poursuivis pour les écoles primaires

Objectifs des mesures ¹						Nombre
	Social					total de
	et de santé	Scolaire	Familial	Communautaire	Environnemental	mesures
Nombre de mesures	48	22	20	13	5	77
% du total des mesures	62,3%	28,5%	26%	16,8%	6,5%	//

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 5B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS OBJECTIFS ET LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

	Objectifs des mesures ¹					
Types de mesures ¹	Social et de santé	Scolaire	Familial	Communautaire	Environnemental	mesures de chaque type
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air	23	1	2	3	1	24
Développement des compétences des jeunes	14	3	1	1	4	22
Interventions liées à la réussite éducative		8	1			8
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle	8	2	7	3		10
Liens école-famille	1	8	9	2		10
Plans d'action collectifs	5	2	2	5	1	7

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

1.3 QUELLES STRATÉGIES DÉPLOIENT CES MESURES ET QUELLE EST L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE?

Les mesures issues de la collaboration école-communauté se situent dans le large créneau de la promotion de la santé et de la réussite éducative des jeunes (82 % des mesures) (Tableau 6a). Elles constituent des stratégies complexes qui dépassent la sensibilisation ou la transmission d'information et visent à la fois plusieurs déterminants individuels et de milieu. Les mesures de sports, activités physiques, loisirs et culture sont essentiellement promotionnelles (Tableau 6b). Elles soutiennent le développement des compétences sociales et des saines habitudes de vie tout en constituant un enrichissement des milieux de vie par les opportunités de socialisation, de divertissement et de développement du potentiel qu'elles offrent. Quant aux mesures de développement des compétences et aux interventions liées à la réussite éducative, elles

mobilisent une diversité d'approches pédagogiques qui les font sortir du créneau de la seule sensibilisation et transmission d'information (Tableau 6b).

TABLEAU 6A DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

		Stratégies des mesures ¹				
	Information				total de	
	sensibilisation	Promotion	Prévention	Traitement	mesures	
Nombre de mesures	7	63	8	1	77	
% du total des mesures	9,1%	81,8%	10,3%	1,2%	//	

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 6B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES ET LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

. 1		Nombre de			
Types de mesures ¹	Information sensibilisation	Promotion	Prévention	Traitement	mesures de chaque type
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air		23	1		24
Développement des compétences des jeunes	4	14	3	1	22
Interventions liées à la réussite éducative		5	5		8
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle	2	8			10
Liens école-famille	1	9			10
Plans d'action collectifs		7			7

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

Les deux tiers des mesures promotionnelles (Tableaux 7a et 7b) sont destinés à tous les élèves (42 mesures), un quart (17 mesures) cible des sous-groupes en vertu de leurs caractéristiques sociodémographiques (âge, genre, immigration récente) ou de problèmes spécifiques (ex : habiletés sociales limitées, difficultés d'apprentissage ou de comportements, isolement social, pauvreté matérielle), alors que sept mesures promotionnelles sont destinées à des jeunes identifiés, dans l'optique de travailler sur des dimensions telles que l'estime de soi ou les habiletés sociales (#2c, 3b, 5, 10 à Barthélemy-Vimont; #20, 23, 24 à Ste-Odile).

Très peu de mesures (huit mesures) déploient des stratégies de prévention de problèmes spécifiques dans une population présentant des caractéristiques spécifiques, sociodémographiques, socioéducatives ou sociosanitaires. Il s'agit des activités d'aide aux devoirs ou de littératie, de l'activité de dépistage en maternelle réalisée par le CSSS de Saint-Laurent (#7 à Ste-Odile et #4 à Enfant-Soleil), et d'une activité sportive visant le développement des compétences sociales chez des jeunes présentant des problèmes de comportement (#21 à Ste-Odile). Seule une mesure travaille à traiter ou corriger un problème chez des individus identifiés, soit la mesure Alternative-Suspension à Barthélemy-Vimont (#4), alors que ce type de mesure se retrouve plutôt au secondaire.

Quant aux sept mesures de sensibilisation et information répertoriées, qui sont à visée universelle, elles regroupent principalement la gamme d'activités de sensibilisation à

l'intimidation et à la violence, à la criminalité, à la toxicomanie et aux gangs de rue, auxquelles sont associés le Service de police de Montréal ou Tandem dans chaque école. S'ajoutent une mesure d'information, le *Journal des parents*, à Ste-Odile (#10) et à Bedford (#1b) et une activité d'exposition des enfants et des familles aux fruits et légumes (#11 *Olympiades du goût*), organisées, pour ce qui est de Ste-Odile, par l'OPP (Organisme de participation des parents). Il n'y a pas de mesure qui combine l'information et la sensibilisation avec d'autres stratégies.

TABLEAU 7A DISTRIBUTION DES MESURES SELON L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

		Nombre total		
	Universelle	Sélective	Identifiée	de mesures
Nombre de mesures	49	20	12	77
% du total des mesures	63,6%	25,9%	15,6%	

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 7B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES ET L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

Stratégies des Étendue de la cible ¹				Nombre total
mesures ¹	Universelle	Sélective	Identifiée	de mesures
Information				
sensibilisation	6	2		7
Promotion	42	17	7	63
Prévention	3	1	5	8
Traitement			1	1

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

1.4 QUELLES POPULATIONS SONT VISÉES ET AVEC QUELLE INTENSIVITÉ?

S'il est attendu que les mesures visent avant tout les enfants, ce qui est le cas de 80 % des mesures, une part importante des mesures s'adresse aussi aux parents (41 %) (Tableau 8a) et parmi celles-ci, 40 % leurs sont plus proprement dédiées (13 des 32 mesures destinées aux parents, voir Tableau 9). Ce qui concorde avec ce qu'on peut s'attendre de mesures issues de la collaboration école-famille-communauté. Ces mesures plus proprement destinées aux parents comportent les cours de francisation des parents immigrants (dans les quatre écoles) et un groupe d'échange en français destiné aux femmes immigrantes (#16 à Barthélemy-Vimont). Ces mesures cherchent aussi à développer les liens parents-école en invitant les parents à des activités dans un espace scolaire qui leur est dédié (#1b à Bedford), en invitant les parents à se mêler au personnel de l'école lors d'activités du midi sur la situation des immigrants dans le quartier (#18 à Barthélemy-Vimont), en leur destinant des conférences sur l'encadrement scolaire parental (#22 à Ste-Odile), ou en leur adressant le Journal des parents (#10 à Ste-Odile; #1b à Bedford), ou encore en développant la liaison famille-école-communauté par le moyen des intervenants communautaires scolaires (#1a à Bedford et #15 à Ste-Odile). Enfin, d'autres mesures destinées plus proprement aux parents concernent la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en matériel scolaire (magasin partage, jardin communautaire et groupe d'achat). Autrement, les parents sont aussi invités à des activités qui peuvent être réalisées en famille tels que les sports et loisirs ou les activités de littératie. Une seule mesure est dédiée au personnel scolaire, visant leur sensibilisation à la réalité des familles immigrantes (#18 à Barthélemy-Vimont).

Seules six mesures visent la communauté (Tableau 8a) dont trois sont déployées dans Bordeaux-Cartierville. L'initiative *Un milieu ouvert sur ses écoles* (MOÉ) (#15) met en place ou contribue à des activités dans la communauté qui cherchent à y soutenir l'intégration des familles immigrantes. De la même manière, le projet *Une école pacifiquement ouverte sur son milieu* (#16) comporte des stratégies d'action dans l'école, et aussi dans la communauté, visant à contrer l'intimidation et la violence. Quant au journal étudiant *Passeport Jeunesse* (#19), soutenu par MOÉ, il relie les écoles et la communauté en faisant la couverture des événements scolaires et communautaires. Une mesure est déployée dans la communauté laurentienne, soit la campagne de sensibilisation à l'intimidation (#7b à Enfant-Soleil). Dans Côte-des-Neiges la mesure *Viens jouer dans ma cour* (#11) rejoint aussi la communauté. Enfin, dans Parc-Extension, les *Mercredis du thé* (#18 à Barthélemy-Vimont), la seule mesure proprement destinée au personnel scolaire, est aussi ouverte aux citoyens de toute la communauté.

TABLEAU 8A DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS CIBLES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

		Nombre total			
				Personnel	de mesures
	Enfants	Parents-Familles	Communauté	scolaire	G.C 111.00G.1 CC
Nombre de mesures	62	32	6	1	77
% du total des mesures	80,5%	41,5%	7,8%	1,3%	

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 8B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS CIBLES ET LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

Cibles des mesures ¹					Nombre de
Types de mesures ¹	Enfants	Parents- Familles	Communauté	Personnel scolaire	mesures de chaque type
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air	24	6	1		24
Développement des compétences des jeunes	19	5	2		22
Interventions liées à la réussite éducative	8	1			8
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle	7	8			10
Liens école-famille	1	10	2	1	10
Plans d'action collectifs	6	4	2		7

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 9 DISTRIBUTION DES MESURES SELON QU'ELLES CIBLENT LES PARENTS SEULS OU AVEC LES ENFANTS POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

		Parent	Total	
		oui	non	Total
Enfants	oui	19	43	62
Enfants	non	13	2	15
	Total	32	45	77

Les mesures sont continues tout au long de l'année (57 %) ou périodiques (37 %) au sens où elles reviennent périodiquement au cours de l'année ou à chaque année, alors qu'elles sont sporadiques dans seulement 6 % des cas (Tableau 10a). Ce sont surtout les mesures de développement des compétences qui reviennent périodiquement dans le calendrier parascolaire (Tableau 10b), cela étant lié à la nature des activités de sensibilisation. En outre, ce sont majoritairement (63 %) des activités matures (durée de trois ans et plus), ce qui témoigne de la stabilité de l'offre parascolaire. En contrepartie, les mesures récentes témoignent d'une recherche de solutions nouvelles dans les quatre territoires dans les différents domaines d'intervention (Tableaux 11 et 12).

Tableau 10A Distribution des mesures selon leur intensivité pour les écoles primaires

	In	tensivité des mesu	res ¹	Nombre
	Continue	Périodique	Sporadique	total de mesures
Nombre de mesures selon l'intensivité	44	29	5	77
% du total des mesures	57,1%	37,7%	6,5%	

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 10B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES ET LEUR INTENSIVITÉ POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

T1	Inte	Nombre total		
Types de mesures ¹	Continue	Périodique	Sporadique	de mesures de chaque type
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air	16	6	2	24
Développement des compétences des jeunes	8	12	2	22
Interventions liées à la réussite éducative	5	3		8
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle	6	3	1	10
Liens école-famille	7	3		10
Plans d'action collectifs	6	1		7

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

Tableau 11 Distribution des mesures récentes (≤2 ans) pour les écoles primaires

		Toutes les écoles			
Nombre de mesures récentes (≤2 ans)	Bedford	Enfant-Soleil	Barthélemy- Vimont	Ste-Odile	
Nombre de mesures dans chaque école et au total	7	4	8	9	28
% de mesures récentes	16	13	23	25	77
	43,7%	30,7%	34,7%	36%	36,3%

TABLEAU 12 MESURES RÉCENTES SELON LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

		Écoles	primaires		Nombre
	Bedford	Enfant-Soleil	Barthélemy-Vimont	Ste-Odile	total de mesures
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air	#4b Ateliers de psychomotricité		#7 Activités culturelles #17 Loisirs familiaux	#3 Programmation basketball #4 Mon école à pied à vélo! #17 Programmation sportive QEF #18 Programme d'éducation aux activités plein air #21 Taekwendo	8
Développement des compétences des jeunes		#7a Plan d'action collectif #7b Campagne de sensibilisation « Dénoncer l'intimidation à l'école » #11 Rapprochement intergénérationnel	#4 Alternative suspension #5 Dîner de filles	#9 Collecte de feuilles #16 Une école pacifiquement ouverte sur son milieu	7
Interventions liées à la réussite éducative			#12 Entreprenariat jeunesse	#28 Projet de contes primaire – secondaire	4
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle	#5 Ateliers de cuisine #6 Cuisines collectives parents- enfants #8 Réflexions sur la mesure alimentaire	#9 Bonne-Boîte-Bonne- Bouffe	#11 Magasins partage		5
Liens École-Famille	#1a Plan d'action collectif #1b Local des parents		#9 Francisation des parents	#22 Conférence aux parents (Aide aux devoirs)	2
Plans d'action collectifs	#1a Plan d'action collectif #11 Viens jouer dans ma cour		#8 École en santé		3

1.5 COMMENT LES MESURES SONT-ELLES ADAPTÉES AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE ET DÉFAVORISÉ?

La plupart des mesures tiennent compte de la défavorisation matérielle en étant accessibles gratuitement ou à faible coût puisqu'elles sont portées par des acteurs publics et communautaires, en dehors des rapports marchands. On note aussi dans quelques mesures des attributs d'accessibilité physique tels que des points de service à proximité, la disponibilité d'un transport collectif ou un service de garde sur place. Il y a par ailleurs des mesures qui, en ellesmêmes, constituent une réponse à la défavorisation sociale et matérielle. Ce sont les mesures

alimentaires et la mesure *Alternative Suspension* (#4 à Barthélemy-Vimont), qui est un programme se retrouvant plutôt au secondaire, généralement implanté en milieux socioéconomiquement défavorisés.

Plus de la moitié des mesures (55,8 %) comportent des adaptations au contexte pluriethnique (Tableau 13a). Cette proportion varie entre les écoles, Barthélemy-Vimont disposant de la plus grande proportion de mesures comportant des adaptations (74 %). Les adaptations *in situ*, dans les mesures régulières, en fonction des préférences des participants et des besoins particuliers qui se manifestent, constituent l'approche la moins fréquente au primaire (ex : le choix d'une danse brésilienne dans les cours de danse dans #2b à Barthélemy-Vimont) (Tableau 13b).

Les adaptations planifiées comportent des obligations en vertu des lois et politiques, tels que les services de traduction (en anglais ou dans leur langue) à l'intention des parents d'élèves nouveaux arrivants, ou en vertu des obligations d'accommodement raisonnable (ex : les menus végétariens dans les ateliers de cuisine ou les cuisines collectives; le port du hidjab dans les activités sportives). Les adaptations planifiées sont aussi à l'initiative des écoles et leurs partenaires, tels que tenir compte, dans les activités de sensibilisation, du tabou entourant la drogue ou l'alcool dans certaines cultures (#6a et #14 à Barthélemy-Vimont); inclure la capacité d'adaptation à la diversité culturelle dans les critères d'embauche des animateurs (#1a à Bedford); ou diversifier l'offre d'activités sportives pour répondre aux intérêts des populations immigrantes.

Des mesures sont aussi porteuses d'une optique d'intégration des enfants immigrants et leurs familles à l'école et à la société d'accueil. Certaines découlent d'obligations imparties aux commissions scolaires par les programmes publics, dont la Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle (1998) qui est la politique-cadre en matière d'adaptation systémique à la diversité, et le Plan d'action qui lui est assorti. C'est le cas des cours de francisation des parents. Ces cours comportent en eux mêmes des adaptations pour tenir compte des conditions propres aux populations immigrantes, telle que la composition des groupes sur la base de regroupements ethnoculturels, de liens interpersonnels déjà existants, en fonction de la scolarisation ou du niveau de connaissance préalable du français, de sorte à soutenir la motivation des participants. D'autres mesures sont à l'initiative des écoles et leurs partenaires. C'est le cas de mesures de développement des compétences axées sur l'ouverture à la différence et à l'interculturalisme (#10 à Barthélemy-Vimont; #12 à Bedford), ou qui aident à l'adaptation à la société d'accueil (#15 Arts et contes à Barthélemy-Vimont qui soutient la transition par l'art thérapie; #20 à Ste-Odile ou #16 à Barthélemy-Vimont qui sont des groupes d'échange sur l'adaptation à la société d'accueil). À ce chapitre, des mesures de loisirs, culture et sports sont aussi utilisées comme opportunités d'apprentissage du français, de rapprochement interculturel et d'intégration sociale (#3, #6a et #6b à Enfant-Soleil). C'est aussi le cas de mesures de liens école-famille qui informent les parents immigrants sur les ressources de la société d'accueil (#10 à Ste-Odile), sur l'accompagnement parental dans le parcours scolaire québécois (#22 à Ste-Odile), ou qui visent la connaissance de la diversité culturelle du territoire chez le personnel scolaire (#18 à Barthélemy-Vimont).

TABLEAU 13A DISTRIBUTION DES MESURES COMPORTANT DES ADAPTATIONS AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

	Écoles primaires				Total dae
	Bedford	Enfant- Soleil	Barthélemy- Vimont	Ste- Odile	Total des écoles
Nombre de mesures comportant des adaptations	9	5	17	12	43
Nombre de mesures dans chaque école et au total	16	13	23	25	77
% des mesures comportant des adaptations	56,2%	38,5%	73,9%	48,0%	55,8%

TABLEAU 13B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES TYPES D'ADAPTATION AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES

		Écoles primaires					
Types d'adaptations ¹		Enfant-	Barthélemy-	Ste-	Toutes les écoles		
	Bedford	Soleil	Vimont	Odile			
Adaptations in situ au contexte pluriethnique	1		6		7		
% des mesures comportant des adaptations	11,1%		35,3%		16,6%		
Adaptations planifiées au contexte pluriethnique	7	1	5	5	18		
% des mesures comportant des adaptations	77,7%	20%	35,3%	41,6%	42,8%		
Adaptations soutenant l'intégration sociale	3	4	7	8	22		
% des mesures comportant des adaptations	33,3%	80%	35,3%	66,6%	52,4%		
Nombre de mesures comportant des adaptations	9	5	17	12	43		

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

2. LE PANIER DE 69 MESURES DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES

Les 69 mesures dans les cinq écoles secondaires sont décrites selon leurs types, les objectifs qu'elles poursuivent, les stratégies qu'elles déploient, leurs populations cibles, et l'adaptation au contexte pluriethnique et socioéconomiquement défavorisé. Étant donné que la collecte a porté sur l'école secondaire desservant chaque territoire, les deux écoles secondaires desservant Bordeaux-Cartierville sont traitées dans l'analyse comme une seule école.

2.1 QUELS TYPES DE MESURES?

Au secondaire l'importance des activités sportives, culturelles et de loisirs est aussi grande qu'au primaire, le tiers des mesures leur étant consacrées (Tableau 14). S'y retrouve une diversité d'activités en vertu des goûts des jeunes : break-danse, hip-hop, baladi, petit orchestre, café étudiant, musique, théâtre, camp de jour estival, arts du cirque, club de musculation, basketball, activités de plein air (ex : raquette, patinage, camping, rabaska), journalisme étudiant, improvisation, développement artistique, radio étudiante. Comme au primaire, pour certaines mesures, la programmation s'étend les samedis, pendant les mercredis pédagogiques, la relâche scolaire et même pendant la période estivale. Le Tableau 15 détaillant les mesures montre que se retrouvent aux écoles Évangéline & La Dauversière des activités plus nombreuses et aussi plus diversifiées.

Cependant au secondaire, la plus grande part des mesures se consacre au développement des compétences (40 %) où, comme au primaire, la prévention de la criminalité, de la violence, de la toxicomanie et des gangs de rue occupe une place importante (Tableau 15). S'y retrouvent aussi des mesures plus propres au secondaire, tels que : le jumelage comme mentor dans l'aide aux devoirs des plus jeunes (#5a à La Voie), ou comme mentoré par un adulte dans une démarche d'acquisition de saines habitudes de vie (#5c à La Voie) ou dans le programme *Motivation Jeunesse* (#1b à Lucien-Pagé); des mesures sur la relation aux parents (#10 à Évangéline & La Dauversière) ou sur les préoccupations à l'adolescence (#8 à Évangéline & La Dauversière); des mesures destinées aux jeunes ayant des difficultés tels que le travail de rue (#3 à Saint-Laurent; #12 à Évangéline & La Dauversière), les mesures *Alternative Suspension* et *Repères* qui offrent une supervision et un suivi aux élèves suspendus de l'école.

Mais au secondaire, c'est surtout par les interventions liées à la réussite éducative que les mesures se distinguent, en focalisant sur la prévention du décrochage scolaire et l'insertion au marché du travail. Il peut s'agir d'activités de mentorat (#5 à La Voie, #7 à Saint-Laurent), de stages en entreprises ou de soutien à l'employabilité (voir les 8 mesures au Tableau 15). Les initiatives d'alternance étude – stage en milieu de travail se démarquent par le fort engagement des écoles dans leur planification et leur réalisation. Des professeurs et des psycho-éducateurs y travaillent activement. Figurent aussi parmi les interventions liées à la réussite éducative le programme Entreprenariat Jeunesse (Saint-Laurent et Lucien-Pagé) qui vise à développer chez les jeunes le sens de l'entreprise en ciblant tous les jeunes et particulièrement ceux qui s'intéressent à l'entreprise. Dans ces initiatives, l'implication des écoles est moindre, se résumant à la diffusion d'information ou l'implication d'un enseignant. Autrement, en continuité du primaire, l'aide aux devoirs se poursuit dans une école (#9 à Saint-Laurent) de même que l'activité de passage du primaire au secondaire qui implique aussi les jeunes du secondaire (#27 à Évangéline & La Dauversière).

Au secondaire, la liaison école-famille est promue dans six mesures. La francisation des parents se poursuit, en continuité du primaire, dans deux écoles secondaires (#3 La Voie et #11 Saint-Laurent), tout comme l'intervenant communautaire scolaire à La Voie (#1) et dans *Un milieu ouvert sur ses écoles* (#15 à Évangéline & La Dauversière). S'ajoutent à Saint-Laurent le soutien aux compétences parentales d'encadrement scolaire (#6) et une activité d'accueil des parents (#5) et, à La Voie, une activité d'information sur le système de santé québécois à l'intention des parents immigrants (#11). Cependant, les mesures d'exploration/sécurité alimentaire et matérielle sont quasi inexistantes au secondaire (seul #9 à La Voie).

Quant aux plans collectifs, s'y retrouvent en continuité du primaire les deux mesures fondées sur la stratégie d'intervenant communautaire scolaire (#1 à La Voie, #15 à Évangéline & La Dauversière). Il n'y a pas, au secondaire, de plan *École en santé*, ni de plan *Québec en forme*, ni de plan issu de l'initiative des Comités de quartier de la CSDM.

TABLEAU 14 DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

1		Écoles	secondaires	5	Toutes les
Types de mesures ¹	La Voie	St-Laurent	Lucien-Pagé	Évangéline & La Dauversière	écoles
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air	3	4	3	11	21 30,4%
Développement des compétences des jeunes	6	5	7	9	27 39,1%
Interventions liées à la réussite éducative	3	3	4	3	13 18,8%
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle	1				1 1,4%
Liens école-famille	3	3		1	7 10,1%
Plans d'action collectifs	1			1	2 2,9%
Nombre de mesure dans chaque école et au total	16	15	14	24	69

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 15 ENSEMBLE DES MESURES PAR TYPES ET SOUS-CATÉGORIES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

		Écoles se	condaires	
Types de mesures	La Voie N=16	Saint-Laurent N=15	Lucien-Pagé N=14	Évangéline & La Dauversière N=24
		DE CULTURE, LOISIRS, SPOR		
Sports d'équipe	#2b « Ligues de garage »		#12 Programme de basketball	#14 ABC Sports
Sports, culture et loisirs	2a Activités culturelles et sportives #6 Café étudiant	#1 Activité leadership #12 Culture à l'école #14 Apprentis « Vélogiciens » #13 Camp estival	#4 Arts du cirque #5 Arts jeunesse	#1 Animation d'un club musculation #4 Remèdes naturels du monde #9 Mercredis scolaires #26 Activités de relâche et estivales #31 Belle au naturel #29 Secondaire en spectacle #25 Atelier d'improvisation #19 MOÉ - Passeport jeunesse #30 Radio étudiante
Plein air				#18 Éducation aux activités de plein air
	INTERVENTIONS DE DÉVELOP	PEMENT DES COMPÉTENCES S	OCIALES DES JEUNES	
Sensibilisation à l'environnement et compétences civiques	#10 École Verte	#15 Paniers de la solidarité	#13 Activités sur l'environnement	
Activités /ateliers intimidation, violence, racisme, sécurité, criminalité, drogues, gangs de rue, toxicomanies	#4a Prévention du racisme #4b Prévention de la violence # 4c Promotion de la sécurité et prévention de la criminalité	#2 Prévention de la criminalité #4 Prévention des toxicomanies	#11 Toxik Impressions #2 Promotion de la sécurité et prévention de la violence et de la criminalité SPVM #6 Démystification Gang de rue	#11 Tournée prévention sur la sécurité et le civisme #13 Activités de prévention des toxicomanies #16 École pacifiquement ouvert sur son milieu
Groupes d'échange et d'entraide				#10 Atelier mères filles adolescentes #7 Projet lilas #8 Magasine Authentik
ÉMS			#7 École en santé	
Maison de jeunes/ travail de rue		#3 Travail de rue		#12 Travail de rue et Tournée des classes
Jumelage	#5a Projet Horizon #5c Projet Jeunes en mouvement, Jeunes en santé		#1b Projet jumelage intergénérationnel	
Alternative Suspension & Repères		#8 Alternative Suspension	#3 Alternative Suspension	#5 Alternative Suspension #6 Programme Repères
•	INTERVENTIO	NS LIÉES À LA RÉUSSITE ÉDUC	ATIVE	
Aide aux devoirs		#9 Aide aux devoirs		
Entreprenariat Jeunesse		#10 Entreprenariat jeunesse	#8 Entreprenariat étudiant	
Mentorat Stages en entreprise Soutien à l'employabilité	#5b Projet Prométhée #7 Camps pédagogiques en entreprise #8 Stage-études	#7 Accroche-toi	#10 Formation et préparation au marché du travail - IDÉO 16/17 #1a Programme pédagogique #9 Projet Classe affaire	#3 Soutien en employabilité CJE
Passage primaire - secondaire				#27Caravane d'Évangéline #28 Projet de contes
	EXPLORATION - S	SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MA	ATÉRIELLE	•
Ateliers de cuisine	#9 Ateliers de cuisine			
	L	IENS ÉCOLE — FAMILLE	T	
Compétences parentales d'encadrement scolaire		#6 Soutien aux parents		
Francisation des parents	#3 Francisation des parents	#11 Francisation des parents		
	#1 Liaisons École-Famille- Communauté (ICS) #11 Introduction au système de santé QC	#5 Accueil des nouveaux parents		#15 Un milieu ouvert sur ses écoles
	PL	ANS D'ACTION COLLECTIFS		
	#1 Liaison É-F-C ICS Comité de quartier CDN			#15 Un milieu ouvert sur ses écoles

2.2 QUELS OBJECTIFS POURSUIVENT CES MESURES?

Les objectifs sociaux et de santé dominent au secondaire comme au primaire, tel que le montre le Tableau 16a. Cependant, là s'arrête le comparable. Au secondaire, les objectifs scolaires, c.-à-d. centrés sur le parcours scolaire des jeunes, sont visés par 45 % des mesures, alors que les objectifs familiaux et communautaires sont réduits. Ainsi, au secondaire, les mesures se recentrent sur le jeune lui-même plutôt que de viser aussi le milieu où il vit (Tableau 16b).

TABLEAU 16A DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS OBJECTIFS POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

		Nombre							
	Social et	ocial et							
	de santé	Scolaire	Familial	Communautaire	Environnemental	de mesures			
Nombre de mesures	40	31	8	6	3	69			
% du total des mesures	57,9%	44,9%	11,5%	8,6%	4,3%				

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 16B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS OBJECTIFS ET LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

		O	bjectifs	des mesures ¹		Nombre
Types de mesures ¹	Social et de santé	Scolaire	Familial	Communautaire	Environnemental	de mesures de chaque type
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air	18	8	1	3	1	21
Développement des compétences des jeunes	20	5	1	1	2	27
Interventions liées à la réussite éducative		13				13
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle	1					1
Liens école-famille	1	5	6	2		7
Plans d'action collectifs	1	2	2	1		2

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

2.3 QUELLES STRATÉGIES DÉPLOIENT CES MESURES ET QUELLE EST L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE?

Au secondaire, comme au primaire, les stratégies de promotion dominent (Tableaux 17a et 17b). Cependant, on voit apparaître au secondaire des mesures de traitement destinées à des jeunes aux prises avec différentes difficultés. Ce sont les activités de prévention de la criminalité qui comportent, au secondaire, un volet de médiation faite par les policiers auprès de jeunes identifiés (La Voie, Saint-Laurent et Lucien-Pagé). Apparaissent aussi les mesures *Alternative Suspension* (dans 3 écoles) et *Repères* (classe de répit, #6 à Évangéline & La Dauversière) qui sont des interventions correctrices auprès d'élèves suspendus ou ayant des difficultés de comportement. Quand aux mesures de prévention, plus importantes aussi qu'au primaire, ce sont des activités de soutien à la réussite éducative destinées aux élèves en difficultés

d'apprentissage, tels que le mentorat, l'accompagnement scolaire, les stages en entreprises et l'alternance stage-étude, et une activité de loisir qui vise la prévention du décrochage (#6 à La Voie). Ce resserrement des mesures auprès des jeunes ayant des difficultés de persévérance scolaire, de comportement ou d'apprentissage se confirme dans les Tableaux 18a et 18b qui disent qu'au secondaire, 27 % des mesures sont destinées à des jeunes identifiés (15 % au primaire) et que ces mesures déploient surtout des stratégies de prévention et de traitement.

TABLEAU 17A DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

		Stratégies des mesures ¹						
	Information				total de			
	sensibilisation	sensibilisation Promotion Prévention Traitement						
Nombre de mesures	10	43	13	7	69			
% du total des mesures	14,5%	62,3%	18,8%	10,1%	09			

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 17B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES ET LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

1	S	Stratégies des mesures ¹						
Types de mesures ¹	Information sensibilisation	Promotion	Prévention	Traitement	mesures de chaque type			
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air		20	1		21			
Développement des compétences des jeunes	8	12	4	7	27			
Interventions liées à la réussite éducative		6	7		13			
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle		1			1			
Liens école-famille	2	4	1		7			
Plans d'action collectifs		2			2			

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 18A DISTRIBUTION DES MESURES SELON L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

	Ét	Nombre total		
	Universelle	Sélective	Identifiée	de mesures
Nombre de mesures	32	21	19	60
% du total des mesures	46,4%	30,4%	27,5%	69

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 18B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES ET L'ÉTENDUE DE LEUR CIBLE POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

Chunchéain 1		Étendue de la cible ¹					
Stratégie ¹	Universelle	mesures par stratégie					
Information sensibilisation	8	1	3	10			
Promotion	22	18	4	43			
Prévention	3	2	8	13			
Traitement	3		7	7			

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

L'analyse comparée des territoires (Tableau 19) montre que cette concentration des efforts sur la prévention et le traitement de problèmes spécifiques (persévérance scolaire, comportement, apprentissage), qui s'observe au secondaire, caractérise surtout Saint-Laurent et Parc-Extension, et moins Côte-des-Neiges, alors qu'elle ne se retrouve pas à Bordeaux-Cartierville. Dans ce dernier cas, le dispositif intégrateur *Un milieu ouvert sur ses écoles* y génère, au secondaire, un plus grand volume de mesures. Ces mesures additionnelles sont surtout du type activités physiques, sport, culture, loisirs et plein air. Ce sont des initiatives de la communauté auxquelles est associée l'école par le biais de l'intervenant communautaire scolaire (#7, #8, #10, #19, #20, #27, #28, #29, #30) et des initiatives rendues possibles vue la mobilisation plus importante de ressources par les promoteurs de *Un milieu ouvert sur ses écoles* (#15, #16, #18, #24). Cela se traduit notamment par une programmation plus ample en période estivale et sur les questions interculturelles (#7, #10, #20). En conséquence, au secondaire, le volume de mesures promotionnelles est maintenu. Ce phénomène est aussi présent bien que moins accentué à Côte-des-Neiges qui maintient une offre d'activités promotionnelles au secondaire grâce à différents arrangements collaboratifs entre l'école La Voie et les acteurs de la communauté.

TABLEAU 19 DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS STRATÉGIES, PAR TERRITOIRE ET PAR ÉCOLE PRIMAIRE ET SECONDAIRE

1	Côte de	s Neiges	Saint-L	aurent	Parc-Exte	nsion	Bordea	ux-Cartierville	Toutes les
Stratégies ¹		La	Enfant-	St-	Barthélemy	Lucien-		Évangéline &	écoles
	Bedford	Voie	Soleil	Laurent	-Vimont	Pagé	Ste-Odile	La Dauversière	ecoles
Information sensibilisation	2	3	1	2	1	3	3	2	17
Promotion	13	10	10	8	21	7	19	18	106
% du total des mesures	81,25	62,5%	76,9%	53,3%	91,3%	50%	76%	75%	72,6%
Prévention	1	3	2	5	2	3	3	2	21
Traitement	-	1	1	2	1	2	1	2	8
Nombre total de mesures	16	16	13	15	23	14	25	24	146

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

2.4 QUELLES POPULATIONS SONT VISÉES ET AVEC QUELLE INTENSIVITÉ?

Le panier de mesures issues de la collaboration des écoles secondaires avec leur communauté cible les jeunes (à 88 %) mais bien peu, comparé au primaire, ciblent leurs parents (16 % comparé à 41 %) (Tableaux 20a et 21). Il est reconnu que la participation parentale au parcours scolaire des élèves diminue de façon importante au secondaire, voire au troisième cycle du primaire. Cependant, nos résultats amènent à considérer que les opportunités de participation peuvent aussi être plus rares. Dans les 11 mesures sollicitant les parents au secondaire (Tableau 23), il y a les cours de francisation (Saint-Laurent et La Voie), une activité annuelle d'accueil qui leur transmet de l'information (#5 Saint-Laurent), un atelier sur les compétences parentales d'encadrement scolaire (#6 à Saint-Laurent) et une activité d'information sur le système de santé québécois (#11 à La Voie). Mais la moitié des mesures destinées aux parents est issue de la stratégie d'intervenant communautaire scolaire qui a pour attribut de s'employer à développer les liens école-famille-communauté. Cette stratégie est l'objet d'un plan d'action collectif à Côte-des-Neiges (#1 à La Voie) et elle est aussi déployée à Bordeaux-Cartierville, d'où sont issues cinq mesures conviant les parents, soit les initiatives Un milieu ouvert sur ses écoles (#15) et Une école pacifiquement ouverte sur son milieu (#16), des ateliers mère-fille en contexte immigrant (#10), le programme d'Éducation aux activités en plein air conçu pour les jeunes et les familles (#18) et le journal étudiant Passeport Jeunesse distribué aux familles et dans la communauté (#19). Ces résultats tendent à montrer que, lorsque les parents sont pris en compte dans le processus d'idéation, il en résulte des initiatives qui leur sont destinées.

Comme au primaire, seules quatre mesures ciblent la communauté, soit celles mentionnées précédemment issues de la stratégie des intervenants communautaires scolaires (#1 à La Voie; #15, #16, #19 à Évangéline & La Dauversière). Pour ce qui est du personnel scolaire secondaire, une seule mesure leur est destinée, soit École Verte (#10 à La Voie), une activité de sensibilisation au recyclage réalisée avec le concours de l'Éco-quartier.

Enfin, comme au primaire, les mesures sont continues tout au long de l'année (61 %) ou périodiques (27 %), alors qu'elles sont sporadiques dans 11 % des cas (Tableaux 22a et 22b). Ce sont aussi surtout les mesures de développement des compétences qui reviennent périodiquement, cela étant lié à la nature des activités de sensibilisation. En outre, ce sont majoritairement (62 %) des activités matures (durée de 3 ans et plus) (Tableau 24). Ce qui témoigne aussi au secondaire de la stabilité de l'offre parascolaire.

TABLEAU 20A DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS CIBLES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

		Cibles des mesures ¹					
	Jeunes	Parents- Familles	Communauté	Personnel scolaire	Nombre total de mesures		
Nombre de mesures	61	11	4	1	69		
% du total des mesures	88,4%	15,9%	5,8%	1,4%	09		

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 20B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS CIBLES ET LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

		Cibles de	es mesures ¹		Nombre de
Types de mesures ¹	Jeunes	Parents- Familles	Communauté	Personnel scolaire	mesures de chaque type
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air	20	2	2		21
Développement des compétences des jeunes	26	2	1	1	27
Interventions liées à la réussite éducative	13				13
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle	1				1
Liens école-famille	1	7	1		7
Plans d'action collectifs	1	2	1		2

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 21 DISTRIBUTION DES MESURES SELON QU'ELLES CIBLENT LES PARENTS SEULS OU AVEC LES JEUNES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

		Parents-	Familles	Total
		oui	non	Total
Jeunes	oui	4	57	61
	non	7	1	8
	Total	11	58	69

TABLEAU 22A DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEUR INTENSIVITÉ POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

	Inten	sivité des m	esures	
				Nombre total de
	Continue	Périodique	Sporadique	mesures
Nombre de mesure selon l'intensivité	42	19	8	69
% du total des mesures	60,8%	27,5%	11,6%	

Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 22B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES ET LEUR INTENSIVITÉ POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

	Intensivit	é des mesure	s	
Types de mesures ¹	Continue	Périodique	Sporadique	Nombre de mesures de chaque type
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air	15	5	1	21
Développement des compétences des jeunes	13	8	6	27
Interventions liées à la réussite éducative	9	4		13
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle	1			1
Liens école-famille	4	2	1	7
Plans d'action collectifs	2			2

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 23 ONZE MESURES SOLLICITANT LES PARENTS SELON LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

Types de mesures	Côte des Neiges École La Voie	Saint-Laurent École St-Laurent	Parc-Extension École Lucien-Pagé	Bordeaux-Cartierville Écoles Évangéline & La Dauversière
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air				#18 Éducation aux activités de plein air #19 Passeport jeunesse
Développement des compétences				#10 Atelier mères-filles adolescentes #16 Une école pacifiquement ouverte sur son milieu
Liens école-famille	#1 Liaisons École-Famille- Communauté #3 Francisation des parents #11 Introduction au système de santé québécois	#5 Accueil des nouveaux parents #6 Soutien aux parents #11 Francisation des parents		#15 Un milieu ouvert sur ses écoles
Plans d'action collectifs	#1 Liaisons École-Famille- Communauté			#15 Un milieu ouvert sur ses écoles

En contrepartie, il est intéressant d'observer où se passe et en quoi consiste l'exploration et le développement d'idées nouvelles (Tableau 25). Notons d'abord que dans toutes les écoles, leur collaboration avec leur communauté entraîne des initiatives nouvelles. Il peut s'agir de l'implantation d'une activité ayant déjà cours ailleurs. C'est le cas du programme Repères (#6) et d'ABC Sport (#14) à Évangéline & La Dauversière, et d'un atelier du SPVM sur la sensibilisation aux gangs de rue à Lucien-Pagé (#6). Il peut aussi s'agir d'initiatives nouvelles telles que la programmation d'activités lors des journées pédagogiques (#9) et la programmation en plein air (#18) à Évangéline & La Dauversière, l'activité de mentorat relatif à l'acquisition de saines habitudes de vie à La Voie (#5c), l'activité éducative interactive sur les toxicomanies à Lucien-Pagé (#11), des activités liées à l'environnement (#10 à La Voie) et à la solidarité (#15 à Saint-Laurent), ou enfin l'activité d'information sur le système de santé québécois à l'intention des parents immigrants (#11 à La Voie).

TABLEAU 24 DISTRIBUTION DES MESURES RÉCENTES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

		Écoles	secondaires		Toutes les
Longévité	La Voie	St-Laurent	Lucien-Pagé	Évangéline & La Dauversière	écoles
Nombre de mesures récentes : ≤2 ans	3	2	3	11	19
Nombre de mesures dans chaque école et au total	16	15	14	24	69
% de mesures récentes	3	2	3	11	19
% de mesures recentes	18,7%	13,3%	21,4%	45,8%	27,5%

TABLEAU 25 MESURES RÉCENTES SELON LEURS TYPES POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

		École	es secondaires		Nombre
				Évangéline &	total de
	La Voie	St-Laurent	Lucien-Pagé	La Dauversière	mesures
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air				#14 ABC Sports #18 Un milieu ouvert sur ses écoles #4 Remèdes naturels du monde #9 Mercredis scolaires	4
Développement des compétences des jeunes	#10 École Verte #5c Projet Jeunes en mouvement, Jeunes en santé	#15 Paniers de solidarité	#11 Toxik Impressions #6 Démystification Gang de rue	#10 Atelier mères filles adolescentes #13 Activités de prévention des toxicomanies #16 Une école pacifiquement ouverte sur son milieu #6 Programme Repères #8 Magasine Authentik	10
Interventions liées à la réussite éducative			#10 Formation et préparation au marché du travail – IDÉO 16/17	#3 Soutien en employabilité CJE #28 Projet de contes primaire - secondaire	4
Liens École-Famille	#11 Introduction au système de santé uébécois	#6 Soutien aux parents			1

2.5 COMMENT LES MESURES SONT-ELLES ADAPTÉES AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE ET DÉFAVORISÉ?

Au secondaire, comme au primaire, la plupart des mesures sont accessibles gratuitement ou à faible coût puisque portées par des acteurs publics et communautaires. Les mesures spécifiquement dédiées à faire face à la défavorisation sociale et matérielle y sont toutefois plus nombreuses, soit 13 mesures (18,8 %) contre quatre mesures au primaire (5,2 %). Si au primaire il s'agissait principalement de mesures alimentaires, au secondaire ce sont des mesures pour faire face aux problèmes académiques, de décrochage scolaire ou de comportement souvent associés aux milieux de pauvreté et qui s'y manifestent avec davantage d'acuité au secondaire. Ce sont des mesures tels que *Alternative Suspension* (#8 à Saint-Laurent; #3 à Lucien-Pagé; #5 à Évangéline & La Dauversière), des interventions de prévention du décrochage scolaire (#7 Saint-Laurent), du travail de rue (#3 à Saint-Laurent) et autres interventions psychosociales (#1 Évangéline & La Dauversière), et des stages en entreprises (#8 à La Voie; #9 à Lucien-Pagé; #3 à Évangéline & La Dauversière).

Sur le plan des adaptations au contexte pluriethnique, plus de 60 % des mesures en comportent (Tableau 26a). Cette proportion varie entre les écoles, à Saint-Laurent 80 % des mesures comportant des adaptations. Au secondaire, les adaptations réalisés *in situ*, en fonction des caractéristiques des participants et des besoins particuliers, constituent une pratique assez répandue caractérisant selon les écoles de 20 % à 66 % des mesures adaptées (Tableau 26b).

Les adaptations planifiées répondent, à l'instar du primaire, à des obligations légales ou des programmes publics, tels que la communication aux nouveaux arrivants en anglais ou dans leur langue (#1 à La Voie; #6 à Saint-Laurent; #16 à Évangéline & La Dauversière) et le recours à l'interprétariat (#5, #7 à Saint-Laurent). Comme au primaire, d'autres adaptations sont à

l'initiative des écoles et leurs partenaires, tels que tenir compte dans les activités de sensibilisation du tabou entourant la drogue ou l'alcool dans certaines cultures (#4 à Saint-Laurent; #4b à La Voie).

Quant aux mesures dédiées à l'intégration à la société d'accueil, s'y retrouvent comme au primaire les cours de francisation des parents, qui sont une obligation liée aux programmes publics. S'y retrouvent aussi, et en assez grand nombre, des initiatives des écoles et leurs partenaires. Il s'agit d'activités visant à soutenir la construction identitaire des jeunes filles issues de l'immigration (#7, #31 à Évangéline & La Dauversière) ou le rapprochement culturel entre mères d'ailleurs et filles d'ici (#10 à Évangéline & La Dauversière). Il s'agit aussi de mesures de développement des compétences axées sur l'ouverture à la différence et à l'interculturalisme (#4 à La Voie), ou de mesures de familiarisation avec le marché du travail pour les jeunes issus de l'immigration (#7 à La Voie). Des mesures de loisirs, culture et sports sont aussi utilisées comme opportunités d'apprentissage du français, de rapprochement interculturel et d'intégration sociale (#15, #18, #26 à Évangéline & La Dauversière; #13, #14 à Saint-Laurent).

Les mesures visant à soutenir l'intégration sociale dominent à La Voie, Saint-Laurent et Évangéline & La Dauversière, alors que les adaptations *in situ* dominent à Lucien-Pagé, là où se retrouvent aussi le moins de mesures adaptées (43 % des mesures) (Tableau 26b). Ainsi, au secondaire, soit que les écoles et leurs partenaires font beaucoup d'adaptations aux mesures et alors il s'agit surtout d'adaptations pour soutenir l'intégration à la société d'accueil. C'est le cas de Côte-des-Neiges, Saint-Laurent et Bordeaux-Cartierville. Soit que les écoles et leurs partenaires tendent à faire moins d'adaptations et alors il s'agit surtout d'adaptations *in situ*. C'est le cas de Parc-Extension.

TABLEAU 26A DISTRIBUTION DES MESURES COMPORTANT DES ADAPTATIONS AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

		Écoles	secondaires		
	La Voie	St-Laurent	Lucien-Pagé	Évangéline & La Dauversière	Total des écoles
Nombre de mesures comportant des adaptations	10	12	6	15	43
Nombre de mesures dans chaque école et au total	16	15	14	24	69
% des mesures comportant des adaptations	62,5%	80,0%	42,8%	62,5%	62,3%

TABLEAU 26B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES TYPES D'ADAPTATION AU CONTEXTE PLURIETHNIQUE POUR LES ÉCOLES SECONDAIRES

		Écoles	secondaires		
Types d'adaptations ¹	La Voie	St-Laurent	Lucien-Pagé	Évangéline & La Dauversière	Toutes les écoles
Adaptations in situ au contexte pluriethnique	2	4	4	4	14
% des mesures comportant des adaptations	20,0%	33,3%	66,6%	26,6%	32,5%
Adaptations planifiées au contexte pluriethnique % des mesures comportant des adaptations	3 30,0%	3 25,0%	1 16,6%	2 13,3%	9 20,9%
Adaptations soutenant l'intégration sociale % des mesures comportant des adaptations	8 80,0%	6 50,0%	1 16,6%	9 60,0%	24 55,8%
Nombre de mesures comportant des adaptations	10	12	6	15	43

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

3. LES COLLABORATIONS INTERORGANISATIONNELLES À LA BASE DES MESURES

Les collaborations interorganisationnelles sont traitées sur la base des territoires locaux en considérant ensemble les deux ordres d'enseignement. Ce choix est justifié par le fait que les organisations d'un territoire collaborent souvent avec les différentes écoles rendant plus pertinente une vue d'ensemble par territoires locaux.

3.1 QUELS ACTEURS SONT ENGAGÉS DANS LES MESURES ÉCOLE-COMMUNAUTÉ?

Les mesures issues de la collaboration école-communauté engagent principalement les établissements scolaires (dans 97 % des mesures) et les organismes communautaires (dans 86 % des mesures). Les organismes communautaires sont engagés de façon importante dans tous les types de mesures et ils le sont notamment dans tous les plans collectifs (Tableaux 27a et 27b). Ils le sont aussi dans presque toutes les mesures de lien école-famille, ce qui signifie qu'ils peuvent endosser un rôle d'intermédiaire entre l'école et les familles. Ils sont aussi engagés dans 71 % des mesures plus proprement liées à la réussite éducative (ex : aide aux devoirs, prévention du décrochage) dans des stratégies d'intervention distinctes des interventions professionnelles spécialisées des écoles en la matière.

Quant au secteur municipal, il est engagé dans 24 % des mesures, surtout dans les sports, la culture et les loisirs (24,4 % des mesures de ce type) et le développement des compétences (28,5 % des mesures de ce type), dans ce dernier cas notamment par la contribution du Service de police de la Ville de Montréal aux activités préventives. Pour ce qui est du secteur de la santé et des services sociaux, il est engagé dans 16 % des mesures, principalement dans le développement des compétences (20 % des mesures de ce type), la sécurité alimentaire (27 % des mesures de ce type) et les liens parents-école (41 % des mesures de ce type). Ces deux acteurs sont largement impliqués avec le milieu communautaire et les écoles dans les plans collectifs (62 % des mesures de ce type) (voir Tableaux 27a et 27b).

Les autres catégories d'acteurs ont des contributions très ciblées. Le réseau économique communautaire, plus particulièrement les Carrefours Jeunesse Emploi, s'investit dans des interventions préparatoires au marché du travail au secondaire, tels que l'entreprenariat étudiant, les stages en entreprise ou le soutien à l'employabilité. Quant à l'implication des entreprises privées, il s'agit de sous-traitants des écoles pour des activités culturelles ou des interventions sociales, par exemple le *Théâtre Parmi Nous* ou des entreprises en arts du cirque qui réalisent des activités dans les écoles (#12 à Saint-Laurent; #7b à Enfant-Soleil; #4 à Lucien-Pagé). Il s'agit aussi d'entreprises qui accueillent les activités de stages ou de familiarisation au marché du travail (#1a à Lucien-Pagé; #7 à La Voie). Du côté de la philanthropie, il s'agit principalement de la Fondation Chagnon engagée, certes, à titre de bailleur, mais aussi à titre de partenaire de l'intervention en orientant celle-ci avec le programme *Québec en forme*.

TABLEAU 27A DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES CATÉGORIES D'ACTEURS ENGAGÉS

			Caté	gories d'acteui	rs engag	és ¹		
		De la					Économique	Total des
	Scolaire	santé	Municipal	Communautaire	Privé	Philanthropique	communautaire	mesures
Nombre de mesures	142	24	35	126	9	10	10	146
% du total des mesures	97,2%	16,4%	23,9%	86,3%	6,2%	6,8%	6,8%	140

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 27B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES CATÉGORIES D'ACTEURS ENGAGÉS ET LES TYPES DE MESURES

		(Catégories d	'acteurs engag	és dans les	mesures ¹		
Types de mesures ¹	Scolaire	De la santé	Municipal	Communautaire	Privé	Philanthropique	Économique communautair e	Nombre de mesures par type
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air % des mesures de ce type	43 95,5%	1 2,2%	11 24,4%	39 86,6%	3 6,6%	7 15,5%	1 2,2%	45
Développement des compétences des jeunes % des mesures de ce type	48 97,9%	10 20,4%	14 28,6%	43 87,7%	3 6,1%	1 2,0%	1 2,0%	49
Interventions liées à la réussite éducative % des mesures de ce type	21 100%	1 4,7%	2 9,5%	15 71,4%	3 14,3%		7 33,3%	21
Exploration/sécurité alimentaire et matérielle % des mesures de ce type	10 90,9%	3 27,3%	2 18,2%	10 90,9%	-		-	11
Liens école-famille % des mesures de ce type	17 100%	7 41,1%	3 17,6%	16 94,1%	-	2 11,7%	1 5,8%	17
Plans d'action collectifs % des mesures de ce type	9 100%	5 62,5%	5 62,5%	9 100%	-	3 33%	-	9
Nombre de mesures par catégorie d'acteurs	142	24	35	126	9	10	10	

L'analyse comparée par territoire montre que Saint-Laurent se démarque par un engagement plus important des acteurs publics municipaux et de la santé et des services sociaux, et un engagement moindre des acteurs communautaires (Tableau 28). En contrepartie, on observe

dans les trois autres territoires un engagement plus important des acteurs communautaires. Ces variations peuvent refléter les politiques respectives des commissions scolaires. La Commission scolaire de Montréal (2005) a placé le modèle de l'école communautaire comme une stratégie de son plan de développement 2005-2010, cherchant à accroître les liens avec les familles, les partenaires et les communautés locales pour soutenir les élèves dans leur cheminement scolaire. Elle cherche à actualiser cette orientation notamment par le moyen des comités de quartier, qui sont un espace de gouverne participative parents-écoles, auxquels un financement est dédié et qui convient les acteurs des communautés à innover. De son côté, la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (2006) a mis de l'avant un plan stratégique 2006-2009 axé plutôt sur l'enseignement et la pédagogie, d'où un catalogue mois étendu de mesures écolecommunauté. Les collaborations historiques étroites des écoles de Saint-Laurent avec le milieu municipal (la Ville de Saint-Laurent avant les fusions municipales) font de celui-ci un partenaire privilégié de leurs mesures école-communauté.

TABLEAU 28 DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES CATÉGORIES D'ACTEURS ENGAGÉES PAR TERRITOIRE ET PAR ÉCOLE PRIMAIRE ET SECONDAIRE

			Nombre de	e de mesures par territoire et par école					
Catégories	Côte-de: N=	s-Neiges 32	Saint-Laurent N=28		Parc-Extension N=37		Bordea	ux-Cartierville N=49	
d'acteurs ¹	Bedford N=16	La Voie N=16	Enfant- Soleil N=13	St- Laurent N=15	Barthélemy- Vimont N=23	Lucien- Pagé N=14	Ste- Odile N=25	Évangéline & LaDauversière N=24	
Scolaire % des mesures	3 10		28 100		37 1009			45 92%	
du territoire	16	16	13	15	23	14	23	22	
De la santé	(5	7		5			6	
% des mesures du territoire	18,	7%	25	%	13,5	%	,	13,3%	
du territoire	4	2	4	3	3	2	4	2	
Municipal	g	9 12		4		10			
% des mesures	28,1%		42,5%		10,8%		20,4%		
du territoire	6	3	6	6	1	3	5	5	
Communautaire	2	8	19	9	32			47	
% des mesures	,		67,8	3%	86,5	%	(95,9%	
du territoire	16	12	10	9	23	9	25	22	
Privé	2	2	3		2			2	
% des mesures	6,2	2%	10,7	7%	5,4%	6		4,1%	
du territoire		2	1	2		2		2	
Philanthropique	1	L	2		2			7	
% des mesures	3,2	1%	7,1	%	5,4%	6		14,3%	
du territoire	1			1	1		5	2	
Économique	1	l	4		3			2	
communautaire	3,2	1%	14,3	3%	8,19	6		4,1%	
% des mesures du territoire		1		4	1	2		2	

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

3.2 COMMENT LES ACTEURS ENGAGÉS COLLABORENT-ILS?

3.2.1 Analyse à partir des données de réseaux

Si on s'attarde d'abord à la nature des collaborations existantes à l'intérieur de chacun des territoires pour chacune des trois fonctions de collaboration documentées dans l'analyse de réseaux (Tableau 29), on constate que l'ampleur (densité) de ces collaborations est plus importante pour le partage de ressources que pour la réalisation conjointe d'actions. Cela est généralement reconnu dans la littérature sur les collaborations interorganisationnelles (Konrad, 1996) : plus un projet demande un engagement important moins les acteurs prêts à y collaborer seront nombreux.

TABLEAU 29 INDICES DE RÉSEAUX GLOBAUX PAR TERRITOIRE ET FONCTIONS DE COLLABORATION*

		Saint-La	URENT	
Fonctions de collaboration	Densité	Symétrie	Réciprocité	Centralité
Partage des ressources	0.4328	78.85	61.40	31.90
Planification conjointe	0.3804	80.77	60.40	38.57
Réalisation conjointe	0.3402	76.81	50.00	40.95
		Bordeaux-Ca	ARTIERVILLE	
Fonctions de collaboration	Densité	Symétrie	Réciprocité	Centralité
Partage des ressources	0.3470	80.90	57.36	55.56
Planification conjointe	0.3112	83.45	59.32	60.97
Réalisation conjointe	0.2758	81.94	52.73	60.40
		Côte-des-	Neiges	
Fonctions de	Densité	Symétrie	Réciprocité	Centralité
collaboration				
Partage des ressources	0.5395	59.18	47.37	41.43
Planification conjointe	0.4778	76.39	64.21	41.43
Réalisation conjointe	0.4528	49.26	26.60	33.81
		Parc-Ext	ENSION	
Fonctions de collaboration	Densité	Symétrie	Réciprocité	Centralité
Partage des ressources	0.4259	77.21	61.72	34.98
Planification conjointe	0.3785	74.93	54.87	38.81
Réalisation conjointe	0.2998	75.21	46.63	42.94

^{*} Notons que la symétrie pour la grande majorité des collaborations évaluées est au-dessus de 0,70 ce qui indique une bonne fidélité de ces indicateurs. Seuls deux des indicateurs de symétrie du territoire de Côte-des-Neiges sont légèrement inférieurs à ce seuil.

Quand on regarde ensemble les indicateurs de densité et de centralité, on observe que le territoire où la collaboration semble la plus dense est Côte-des-Neiges; celui où elle est le moins dense est Bordeaux-Cartierville. Cette différence peut en partie s'expliquer par la nature différente de la coordination d'activités. Dans Bordeaux-Cartierville les indices de centralité sont plus élevés, ce qui laisse supposer que certains organismes sont plus actifs dans la coordination des activités; ce qui serait moins le cas dans Côte-des-Neiges. Les niveaux de densité et de centralité des collaborations des deux autres territoires sont pour leur part sensiblement comparables.

Ce même phénomène s'observe à partir des scores des regroupements intrasectoriels, intersectoriels et globaux. Le Tableau 30 montre que la densité de la collaboration, qu'elle soit entre les organismes d'un même secteur ou entre les secteurs, est plus faible à Bordeaux-Cartierville et clairement plus élevée à Côte-des-Neiges. On note toutefois que l'écart entre les indices de Bordeaux-Cartierville et ceux de Parc-Extension et Saint-Laurent est moins important pour la réalisation collective. Le Tableau 30 montre également que dans l'ensemble les organismes ont des collaborations d'abord avec leur secteur, les scores intrasectoriels étant globalement plus élevés que les scores intersectoriels. Cette réalité est davantage importante dans le territoire de Côte-de-Neiges, où les scores intersectoriels sont clairement plus élevés que dans les trois autres territoires.

TABLEAU 30 MOYENNES ET ÉCARTS TYPES DES SCORES DE RÉSEAUX INTRASECTORIELS, INTERSECTORIELS ET TOTAUX EN FONCTION DU TERRITOIRE ET DE LA FONCTION DE COLLABORATION

			Partage de ressources		Planification commune			Réalisation collective			
Territoire	(N)		% de liens inter	% de liens intra	% de liens total	% de liens inter	% de liens intra	% de liens total	% de liens inter	% de liens intra	% de liens total
St-Laurent	(21)	M	0,4318	0,5000	0,4172	0,3815	0,4297	0,3682	0,3473	0,3656	0,3297
		Ė-T	0,22	0,41	0,21	0,22	0,42	0,22	0,20	0,39	0,21
Bordeaux-	(26)	M	0,3461	0,3943	0,3451	0,2984	0,3863	0,3052	0,2649	0,3405	0,2677
Cartierville		Ė-T	0,19	0,29	0,20	0,19	0,29	0,19	0,18	0,30	0,18
Côte-des-	(21)	M	0,4976	0,6474	0,5276	0,4305	0,4823	0,4476	0,4013	0,4823	0,4228
Neiges		Ė-T	0,24	0,41	0,24	0,24	0,34	0,23	0,21	0,34	0,20
Parc-	(32)	M	0,4154	0,4628	0,4140	0,3710	0,4359	0,3678	0,2940	0,2995	0,2915
Extension		Ė-T	0,20	0,26	0,19	0,19	0,28	0,18	0,18	0,21	0,18

Afin de bien saisir la nature des indices précédemment présentés, il importe d'apprécier la collaboration dans chaque territoire en lien avec les mesures produites. Pour ce faire, les Figures II – III – IV – V présentent, pour la fonction de réalisation collective, les relations existant entre les regroupements sectoriels dans les différents types de mesures.

Les boîtes au fond coloré représentent les regroupements sectoriels. Les flèches noires reliant ces regroupements représentent l'intensité des relations de collaboration rapportées par les répondants : ligne grasse = collaboration fréquente; ligne simple = collaboration modérée; ligne pointillée = collaboration faible; absence de ligne= aucune collaboration rapportée. Ces graphiques représentent en outre, par les flèches de couleur, dans quels types de mesures chacun de ces regroupements sectoriels est impliqué, dans une fonction de réalisation collective. La couleur de la flèche représente la classification des types de mesures : vert = sport, culture et loisirs; brun kaki = développement de compétences; bleu = sécurité alimentaire; orange = liaison école-famille; rouge = interventions liées à la réussite éducative; rose = plans d'action collectifs. Ainsi, dans la figure II portant sur le territoire de Saint-Laurent, six regroupements sectoriels sont impliqués, dans une fonction de réalisation collective, dans une première mesure, le plan du Comité d'action de milieu laurentien, qui est de type plan collectif (rose); et cinq regroupements sectoriels sont impliqués, dans une fonction de réalisation collective, dans une seconde mesure, la campagne de sensibilisation du Comité d'action de milieu laurentien, qui est de type développement des compétences (brun kaki).

FIGURE II REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DES COLLABORATIONS DE TYPE RÉALISATION CONJOINTE ENTRE LES REGROUPEMENTS SECTORIELS D'ORGANISMES; REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DE L'ENGAGEMENT DE CES REGROUPEMENTS SECTORIELS DANS LES DIFFÉRENTS TYPES DE MESURES

TERRITOIRE DE SAINT-LAURENT

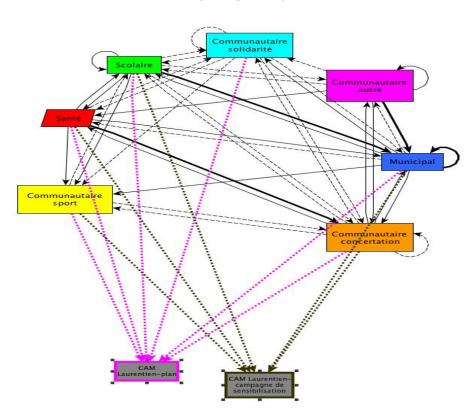


FIGURE III REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DES COLLABORATIONS DE TYPE RÉALISATION CONJOINTE ENTRE LES REGROUPEMENTS SECTORIELS D'ORGANISMES; REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DE L'ENGAGEMENT DE CES REGROUPEMENTS SECTORIELS DANS LES DIFFÉRENTS TYPES DE MESURES

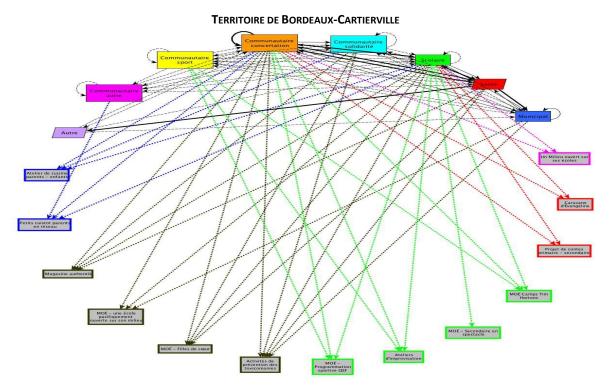


FIGURE IV REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DES COLLABORATIONS DE TYPE RÉALISATION CONJOINTE ENTRE LES REGROUPEMENTS SECTORIELS D'ORGANISMES; REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DE L'ENGAGEMENT DE CES REGROUPEMENTS SECTORIELS DANS LES DIFFÉRENTS TYPES DE MESURES

TERRITOIRE DE CÔTE-DES-NEIGES

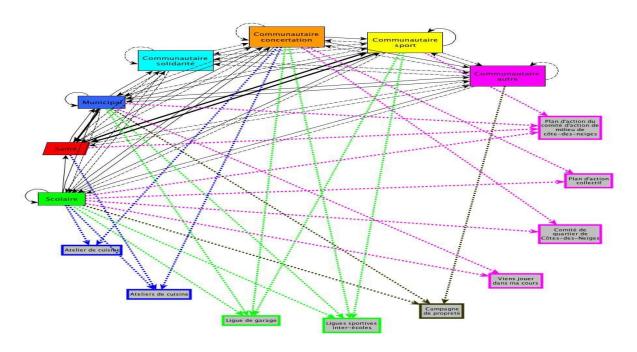
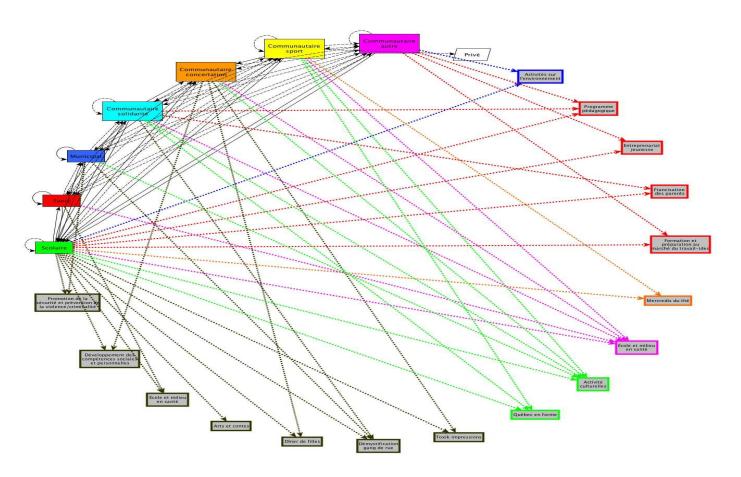


FIGURE V
REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DES COLLABORATIONS DE TYPE RÉALISATION CONJOINTE ENTRE LES REGROUPEMENTS
SECTORIELS D'ORGANISMES; REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DE L'ENGAGEMENT DE CES REGROUPEMENTS SECTORIELS
DANS LES DIFFÉRENTS TYPES DE MESURES

TERRITOIRE DE PARC-EXTENSION



Ces graphiques montrent à quel point la réalité de chacun des territoires est différente. Par exemple, dans Saint-Laurent, même si la collaboration est relativement plus dense que dans Bordeaux-Cartierville, cette densité s'exprime principalement par un engagement dans beaucoup moins de mesures. De plus, dans Bordeaux-Cartierville, cette collaboration semble être davantage guidée par le triangle Scolaire«--»Santé«--»Acteur communautaire de concertation, triangle qu'on ne retrouve pas avec autant d'intensité dans les trois autres territoires. Notons particulièrement que, dans Côte-des-Neiges, on ne voit aucune ligne grasse, ce qui signifie que les relations entre les regroupements d'organismes ne semblent pas orientées ou coordonnées par une dynamique particulière comme dans Bordeaux-Cartierville, où la centralité observée au Tableau 29 semble se traduire par une influence du triangle précédemment identifié. Ainsi, le nombre d'activités où peut s'exprimer la collaboration, le nombre de ressources disponibles et la nature des alliances créées peuvent grandement influencer les scores de densité et de centralité observés.

3.2.2 Analyses à partir de la description des mesures

Trois types de structures collaboratives sont rencontrées, soit des arrangements biorganisationnels qui soutiennent 41,7 % des mesures, des arrangements pluriorganisationnels qui en soutiennent 22 % et des structures d'action concertée qui tendent à prendre le pas dès lors que la collaboration engage plus de deux partenaires (36 % des mesures) (Tableau 31a). Selon ce que réalisent ensemble ces structures, deux modèles de collaboration interorganisationnelle se dégagent :

- des structures bi ou pluriorganisationnelles qui produisent de la référence⁴ et qui mettent en commun des ressources pour des activités dont la coordination et la prestation sont le plus souvent assurées par un organisme responsable (Tableau 31b, peloton en haut à gauche);
- 2) des structures d'action concertée qui planifient et réalisent conjointement des mesures (Tableau 31b, peloton en bas à droite).

Tel que le montre le Tableau 31b, la pratique collaborative mixe ces modèles de sorte que des arrangements bi ou pluri organisationnels produisent aussi, bien que dans une moindre mesure, de la planification et de la réalisation conjointe. De même, des structures d'action concertée peuvent conduire à un mandat donné à un organisme qui coordonne la mise en commun des ressources et la réalisation. Mais la pratique tend à se situer sur l'axe tracé par ces deux pelotons, allant de la référence et la coordination dans des arrangements bi ou pluri organisationnels vers de la planification et de la réalisation conjointe dans des structures d'action concertée.

TABLEAU 31A DISTRIBUTION DES MESURES SELON LE TYPE DE STRUCTURES INTER ORGANISATIONNELLES

Types de str	Total des mesures				
Bi	Bi Pluri Structure d'action				
organisationnelle	organisationnelle	concertée			
61	32	53	146		
41,7%	21,9%	36,3%	100%		

⁴ Seules 5 mesures ne produisent que de la référence.

TABLEAU 31B DISTRIBUTION DES MESURES SELON LES TYPES DE COLLABORATION ET LES TYPES DE STRUCTURES INTER ORGANISATIONNELLES

Types de collaboration ¹	Types de stru	Nombre de mesures par type de collaboration ¹		
	Bi organisationnelle	Pluri organisationnelle	Structure d'action concertée	
Références % des mesures dans chaque type de structures	22 36,0%	13 40,6%	7 13,2%	42 28,7%
Mise en commun + coordination % des mesures dans chaque type de structures	48 78,7%	27 84,3%	17 32,0%	92 63,0%
Planification conjointe % des mesures dans chaque type de structures	7 11,4%	1 3,1%	30 56,6%	38 26,0%
Réalisation collective % des mesures dans chaque type de structures	8 13,1%	5 15,6%	33 62,3%	46 31,5%
Nombre de mesures par type de structures	61	32	53	146

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

Les deux modèles de collaboration identifiés se déploient différemment selon les territoires. À Saint-Laurent et à Parc-Extension, les arrangements biorganisationnels sont surtout privilégiés (Tableau 32, peloton de 37 mesures, en haut au centre). À Bordeaux-Cartierville, plus de la moitié des mesures au primaire et au secondaire sont portées par des structures d'action concertée. À Côte-des-Neiges, de telles structures sont surtout actives au primaire où elles portent 62 % des mesures (Tableau 32, peloton de 40 mesures, en bas, à droite et à gauche). Dans le cas des structures d'action concertée, si ce sont les mêmes structures qui produisent une bonne partie du panier de mesures, un gain peut être escompté sur le plan de l'intégration et de la cohérence des mesures. À ce sujet, dans Côte-des-Neiges, parmi les 13 mesures soutenues par des structures d'action concertée, le Comité d'action de milieu, promu et financé par Québec en forme, supporte la planification et l'évaluation de cinq mesures dans le domaine du sport; le Comité de quartier Côte-des-Neiges, promu et financé par la CSDM, en soutient trois; et la Table de sécurité alimentaire en soutient aussi trois. À Bordeaux-Cartierville, la Table de concertation Jeunesse de Bordeaux-Cartiervlle, par sa mesure Un milieu ouvert sur ses écoles, est quasi la seule structure d'action concertée à oeuvrer dans les 27 mesures. On peut formuler l'hypothèse que ces structures d'action concertée présentent un gain potentiel de cohérence, comparé au modèle bi ou multiorganisationnel. Quelques indicateurs comparant les territoires sur cette question sont discutés au Chapitre 3- consacré à la conclusion.

TABLEAU 32 DISTRIBUTION DES MESURES SELON LE TYPE DE STRUCTURES INTER ORGANISATIONNELLES, PAR TERRITOIRE ET PAR ÉCOLE PRIMAIRE ET SECONDAIRE

	Nombre de mesures par territoire et par école									
Types de structures inter organisationnelles	Côte-des-Neiges N=32		Saint-Laurent N=28		Parc-Extension N=37		Bordeaux- Cartierville N=49			
	Bedford N=16	La Voie N=16	Enfant- Soleil N=13	St- Laurent N=15	Barthélemy- Vimont N=23	Lucien- Pagé N=14	Ste- Odile N=25	Évangéline La Dauversière N=24		
Biorganisationnelle	1:	1	18		19		13			
% des mesures	34,3%		64,3%		51,3%		26,5%			
du territoire et de l'école	1	10	9	9	12	7	6	7		
recole	6,2%	62,5%	69,2%	60,0%	52,2%	50%	24%	29,1%		
Pluriorganisationnelle	8		7		8		9			
% des mesures du territoire et de	25,0	0%	25%		21,6%		18,3%			
l'école	5	3	2	5	4	4	4	5		
	31,2%	18,7%	15,4%	33,3%	17,4%	28,6%	16,6%	20,8%		
Structure d'action	13	3	3		10		27			
concertée	40,6	5%	10	,7%	27,0%		55,1%			
% des mesures du territoire et de	10	3	2	1	7	3	15	12		
l'école	62,5%	18,7%	15,4%	6,6%	30,4%	21,4%	60%	50%		

3.3 COMMENT LES PARTENAIRES COLLABORENT-ILS POUR LE FINANCEMENT DES MESURES?

Les données montrent que le financement des mesures donne lieu aussi à différentes modalités de collaboration où les partenaires sont fortement investis. Le financement est souvent de diverses sources et comporte aussi un investissement en espèce (ressources humaines, équipements et locaux). Le Tableau 33 montre la distribution des sources de financement et le Tableau 34 montre la distribution des sources de financement dans les différents types de mesures. Il en ressort les cinq points suivants.

- 1. Près du quart (23,3 %) des mesures tire un financement de fonds dédiés à des mesures spécifiques qui sont transversales à plusieurs écoles (Tableau 33). Cette source de financement est particulièrement mobilisée dans les mesures liées à la réussite éducative (52 % des mesures de ce type, voir Tableau 34). C'est le cas des mesures d'Entreprenariat Jeunesse des Centres Jeunesse Emploi financées par Emploi Québec et le Secrétariat à la Jeunesse, et des mesures d'aide aux devoirs financées par le MÉLS. C'est également le cas des programmes de francisation des parents financés par le ministère de l'Immigration.
- 2. Un autre quart des mesures tire un financement des fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités. Ces fonds proviennent de programmes tels que Agir Autrement, le Programme de soutien à l'école montréalaise ou les programmes de la Direction des services aux communautés culturelles de la CSDM. Cette source de

financement est mobilisée dans une bonne part des mesures de sport, loisirs et culture (44 %) et de liaison école-famille (29 %).

- 3. Le cinquième des mesures (18,5 %) trouvent du financement auprès de tiers financeurs publics telles que la Direction de santé publique de Montréal ou la Ville de Montréal. Ce financement est mobilisé dans 28 % des mesures de développement des compétences et dans 26 % des mesures de sport, culture et loisir, ce qui correspond aux missions de ces tiers financeurs publics. Quand aux tiers financeurs philanthropiques, impliqués dans 4 % des mesures, il s'agit principalement de Centraide qui finance des activités réalisées par des organismes communautaires engagés dans les mesures, et de la Fondation Chagnon par le biais de Québec en forme. S'y retrouvent également d'autres fondations tels que le Fonds des employés de la Fondation de solidarité FTQ (#7 à Saint-Laurent); la Fondation du YMCA qui soutient Alternative Suspension réalisé par le YMCA du Parc (#3 à Lucien-Pagé); les bourses de persévérance scolaire du projet Classe Affaire provenant du Fonds Ville-Marie alimenté par des entreprises privées (#9 à Lucien-Pagé); l'organisme J'apprends avec mon enfant, dont le financement est essentiellement privé, qui réalise la mesure Cercle de lecture et Soutien à la lecture à domicile (#5 à Enfant-Soleil).
- 4. Mais l'investissement des partenaires de l'action à partir de leurs propres ressources de fonctionnement constitue la source la plus importante de ressources puisque 62 % des mesures y ont recours et qu'elle est contributive dans tous les types de mesures.
- 5. Enfin, des montages financiers plus complexes sont surtout mobilisés dans les plans collectifs, soit dans celui du Comité d'action de milieu laurentien couvrant l'école primaire (#7a, #7b à Enfant-Soleil) et dans celui de Bordeaux-Cartierville couvrant le primaire et le secondaire (#15). Ces montages mobilisent, certes, les ressources des partenaires et des fonds municipaux, de l'éducation, de la santé et de la philanthropie (Centraide, Fondation Chagnon), mais aussi des fonds de bailleurs plus distanciés tels que le Centre national de prévention du crime (fédéral), le Service de police de la Ville de Montréal, des fonds spéciaux des ministères de la Justice et de la Sécurité publique du Québec.

TABLEAU 33 DISTRIBUTION DES MESURES SELON LA SOURCE DE FINANCEMENT, PAR TERRITOIRE ET PAR ÉCOLE PRIMAIRE ET SECONDAIRE

	Nombre de mesures par territoire et par école									
Sources de		s-Neiges =32	St-Laurent N=28		Parc-Extension N=37		Bordeaux-Cartierville N=49		Toutes	
financement ¹	Bedford N=16	La Voie N=16	Enfant- Soleil N=13	St- Laurent N=15	Barthélemy- Vimont N=23	Lucien- Pagé N=14	Ste- Odile N=25	Évangéline & LaDauversière N=24	les écoles	
Fonds dédiés		7		5	9			13	34	
% des mesures	21,	,8%	17	,8%	24,3	%		26,5%		
du territoire	5	2	1	4	6	3	9	4	23,3%	
Fonds alloués aux	(6		4	7		21		38	
écoles et distribués	18,7%		14,3%		18,9%		42,8%			
selon leurs priorités % des mesures du territoire	3	3	1	3	5	2	12	9	26%	
Tiers financeurs	1		4		9		13		27	
publics % des mesures	3,1%		14,3%		24,3%		26,5%			
du territoire		1	1	3	5	4	7	6	18,5%	
Tiers financeurs	:	1	2		2		1		6	
philanthropiques % des mesures	3,:	1%	7,	1%	5,4%	%		2,0%		
du territoire	1		1	1		2		1	4,1%	
Ressources des	2	.0	1	.3	19		39		91	
partenaires % des mesures	62,	,5%	46	,4%	51,3%		79,6%			
% des mesures du territoire	8	12	7	6	12	7	21	18	62,3%	
Montage financier	-	-		2			2		4	
% des mesures			7,	1%				4,1%		
du territoire			2				1	1	2,7%	

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 34 DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES ET LES SOURCES DE FINANCEMENT POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES

			Nombre de				
Types de mesures ¹	Fonds dédiés	Fonds des écoles	Tiers financeurs publics	Tiers financeurs philanthropiques	Ressources des partenaires	Montage financier	mesures de chaque type
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air % des mesures de ce type	14 31,1%	20 44,4%	12 26,6%	1 2,2%	29 64,4%		45
Développement des compétences des jeunes % des mesures de ce type	3 6,1%	9 18,3%	14 28,5%	2 4,1%	32 65,3%	1 2,0%	49
Interventions liées à la réussite éducative % des mesures de ce type	10 47,6%	3 14,2%	1 4,7%	3 14,3%	12 57,1%		21
Exploration/sécurité alimentaire et matérielle % des mesures de ce type	1 9,1%	2 18,2%	1 9,1%		11 100%		11
Liens école-famille % des mesures de ce type	5 29,4%	5 29,4%	1		5 29,4%	2 11,7%	17
Plans d'action collectifs % des mesures de ce type	1 12,5%	2 25%	-1		2 25%	3 37,5%	8
Nombre de mesures par source de financement ¹	34	38	27	6	91	4	

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

L'analyse comparée par territoire montre que, mis à part les fonds dédiés, le dispositif de Bordeaux-Cartierville mobilise davantage les diverses sources de financement afin de soutenir les mesures (Tableau 33). Tout à la fois, les écoles y soutiennent davantage de mesures (43 % contre de 10 % à 21 % dans les autres territoires), tout comme les tiers financeurs publics (26 % contre de 3 % à 24 % dans les autres territoires), et les partenaires y mobilisent leurs propres ressources dans davantage de mesures (79 % contre de 46 % à 62 % dans les autres territoires). En outre, dans ce territoire, ces diverses sources de financement co-investissent dans les mêmes mesures alors que le cofinancement est une pratique peu répandue dans les autres territoires (Tableau 35). Cela peut résulter du caractère davantage intégré de la structure collaborative à la base des mesures. En fait, plus de 50 % des mesures dans Bordeaux-Cartierville sont portées par la structure collaborative intersectorielle *Un milieu ouvert sur ses écoles* et son montage financier.

TABLEAU 35 COFINANCEMENT DES MESURES PAR LES DIFFÉRENTES SOURCES, PAR TERRITOIRE

	Territoires						
Cofinancement	Côte-des-	St-Laurent	Parc-	Bordeaux-			
Communication	Neiges	N=28	Extension	Cartierville			
	N=32		N=37	N=49			
% des mesures financées par Fonds des écoles + Ressources							
des partenaires			2,7%	34,7%			
% des mesures financées par Fonds des écoles + Ressources				12,2%			
des partenaires + Tiers financeurs publics							

3.4 Qu'en est-il des structures intégratives?

Sept plans collectifs couvrant le primaire et le secondaire se veulent intégrateurs. Dans tous ces plans, les acteurs scolaires et communautaires sont engagés (Tableau 36). Le Comité de quartier de Côte-des-Neiges, issu de l'initiative de la CSDM et qui agit pour le primaire et le secondaire, n'associe que les milieux scolaire et communautaire. Quant aux acteurs publics municipaux et de la santé, ils sont tous deux engagés dans les comités d'action de milieu (CAM), issus du programme Québec en forme, qui se retrouvent au primaire dans Côte-des-Neiges et Saint-Laurent. Le Comité d'action de milieu de Saint-Laurent (CAM-LAU) intègre aussi l'approche École en santé. En outre, un plan collectif à Parc-Extension, pour le primaire, est spécifiquement dédié à École en santé, où le CSSS est actif mais non le municipal, et un plan est dédié à Québec en forme où le scolaire et le communautaire sont engagés. À Côtedes-Neiges, un plan collectif est porté par une concertation de quartier (le Conseil communautaire de Côte-des-Neiges), où le municipal est engagé mais non la santé. Quant à l'initiative Un milieu ouvert sur ses écoles de Bordeaux-Cartierville, initiée par la concertation de quartier et où sont engagés les secteurs scolaire, municipal, communautaire et de la santé, ce dispositif tient lieu de Comité de quartier pour l'initiative de la CSDM, de Comité d'action de milieu Québec en forme, et intègre l'approche École en santé (DSP) (voir Tableau 36). Les résultats de l'analyse de réseaux présentés précédemment vont aussi en ce sens en montrant le degré de centralité du réseau école-communauté de Bordeaux-Cartierville.

Le Tableau 36 informe en outre sur la portée intégrative de ces structures et plans collectifs. On peut considérer que le degré d'intégration de diverses initiatives prenant appui sur la concertation des communautés, qu'elles proviennent des programmes publics ou des communautés, demeure faible puisque seules deux structures, celles de Saint-Laurent et de Bordeaux-Cartierville, portent plus d'un programme ou initiative.

TABLEAU 36 STRUCTURES ET COMPOSITION DU RÉSEAU D'ACTEURS DES PLANS D'ACTION COLLECTIFS

	Programmes			Acteu	rs	
Territoires Écoles	sectoriels* Initiatives communautaires	Structures / plans d'action collectifs				De la
Ecoles			Scolaire	Comm.	Mun.	santé
CDN	QEF	Comité d'action de milieu/ #4a Plan d'action collectif	Х	Х	Х	Х
Bedford	Concertation de Q	Conseil communautaire de CDN / #11 Viens jouer dans ma cour	Х	Х	Х	
CDN Bedford	CSDM	Comité de quartier CDN/ #1a Plan d'action collectif				
C _{DN} La Voie		#1 Liaisons École-Famille-Communauté	Х	Х		
ST-LAURENT ESoleil	QEF AÉS	Comité d'action de milieu laurentien/ #7a Plan d'action collectif	Х	Х	Х	Х
PEXTENSION** BVimont	QEF	Comité d'action de milieu / #13 Québec en forme	Х	Х		
	AÉS	Comité école en santé/ #8 École en santé	Х	Х		Х
B-CARTIERVILLE Ste-Odile	Concertation de Q; QEF; AÉS;	Table de concertation jeunesse B-C / #15 Un milieu ouvert sur les écoles	Х	Х	х	Х
B-CARTIERVILLE Év.&LaDau	CSDM	uartier de la CSDM. Québec en forme ⁵ . École en sant	4			

^{*} Programmes publics sectoriels : comité de quartier de la CSDM, Québec en forme⁵, École en santé.

Autre constat, le dispositif intégrateur de Bordeaux-Cartierville favorise le développement d'interventions à large spectre. Sans qu'elles ne soient moins destinées aux jeunes (94 % des mesures les ciblent), davantage de mesures ciblent aussi les parents ou la famille, et la communauté (Tableau 37). En outre, un pourcentage plus grand de mesures cible simultanément les jeunes, les parents et la communauté (Tableau 38). Eu égard à la communauté, ces mesures y soutiennent l'intégration sociale des jeunes et réalisent des activités ayant des retombées communautaires, notamment en termes de liens sociaux. C'est le cas des activités communautaires dans l'initiative Un milieu ouvert sur ses écoles (MOÉ) (#15), tout comme pour la mesure de lutte contre l'intimidation et la violence (#16), où l'action se passe dans les écoles mais aussi dans la communauté, et pour le journal étudiant Passeport Jeunesse (#19) qui relie les écoles et la communauté et fait une couverture des événements qui y ont cours. Ce type de mesures à plus large spectre se retrouve aussi, bien qu'en moins grand nombre, dans les trois autres territoires. C'est le cas de la Campagne de sensibilisation Dénoncer l'intimidation à l'école du Comité d'action de milieu laurentien (#7b Enfant-Soleil), du plan d'action collectif Viens jouer dans ma cour, centré sur l'amélioration du voisinage entre l'école et son milieu (#11 Bedford), des ligues sportives école-communauté (#2b La Voie), et des Mercredis du thé de Barthélemy-Vimont (#18) qui cherchent à rapprocher le personnel enseignant de la réalité pluriethnique du milieu.

^{**} La mesure École en santé de l'école Lucien-Pagé n'est pas incluse car elle ne comporte pas de plan collectif.

⁵ Malgré son financement provenant en partie d'une fondation privée, ce programme est soutenu et promu, tel un programme public, au palier central de l'État.

TABLEAU 37 DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS CIBLES PAR TERRITOIRE

		Tous les			
Cibles ¹	Côte-des-	St-Laurent	Parc-Extension	Bordeaux-Cartierville	territoires
	Neiges				
Enfants – Adolescents % des mesures du territoire	26	21	33	46	123
	81,2%	75%	89,1%	93,8%	84,2%
Parents – Famille	8	9	7	19	43
% des mesures du territoire	25%	32,1%	18,9%	38,7%	29,4%
Communauté	2	1	1	6	10
% des mesures du territoire	6,2%	3,5%	2,7%	12,2%	6,8%

¹ Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

TABLEAU 38 DISTRIBUTION DES MESURES SELON L'ÉTENDUE DE LEURS CIBLES PAR TERRITOIRE

Étendue de la cible	Côte-des-		Parc-	Bordeaux-	Tous les
Eteridae de la cibie	Neiges	St-Laurent	Extension	Cartierville	territoires
	N=32	N=28	N=37	N=49	N=146
Enfants ou Adolescents (E/A)	26	21	33	46	123
% des mesures du territoire	81,2%	75%	89,1%	93,8%	84,2%
E/A + Parents	2	3	3	15	23
% des mesures du territoire	6,2%	10,7%	8,1%	30,6%	15,7%
E/A + Parents + Communauté	1			6	7
% des mesures du territoire	3,1%		-	12,2%	4,8%

La conclusion est consacrée à une discussion des résultats présentés précédemment au regard des politiques et programmes publics en éducation et en santé, et au regard des enjeux spécifiques à la pluriethnicité et à la défavorisation. La discussion porte également, en référence aux écrits scientifiques, sur la capacité intégrative des instances collaboratives et sa portée sur le plan de la cohérence des interventions à multiples partenaires.

Les résultats montrent que les neuf écoles étudiées sont engagées dans de nombreux arrangements collaboratifs avec des acteurs de leur communauté pour produire une étendue considérable d'activités et de services, reflétant la résultante de l'ouverture des écoles à leur communauté en contexte montréalais pluriethnique et défavorisé.

L'ouverture de l'école à sa communauté et le soutien à la participation des parents à l'école et au parcours scolaire des enfants sont deux stratégies d'intervention en milieux défavorisés qui apparaissent de façon inconstante mais récurrente dans les politiques publiques québécoises en éducation depuis la fin des années 1970⁶, bien que les rôles de ces tiers acteurs soit demeurés peu définis et peu soutenus à travers les politiques successives, jusqu'à la réforme initiée en 1997 où ils sont mieux situés et instrumentés (Deniger et Roy, 2008; Bédard *et al.*, 2009). La représentation de ces tiers acteurs au conseil d'établissement de l'école, avec droit de vote pour les parents, instituée par la réforme de 1997 dans la *Loi sur l'instruction publique*⁷, les fait formellement entrer dans la communauté éducative de l'école. La réforme de 1997 positionne ainsi les municipalités et les organismes publics et communautaires comme des partenaires potentiels de l'école pour la réussite scolaire.

Dans le cadre de référence des services éducatifs complémentaires du ministère de l'Éducation (MÉQ, 2002a), des orientations sont données à la collaboration école-communauté. Ce cadre situe le rôle des acteurs de la communauté dans le créneau des services éducatifs complémentaires⁸, il propose des structures collaboratives et spécifie que ces services complémentaires, se déclinant en quatre programmes (soutien à l'apprentissage, aide à l'élève, vie scolaire, promotion et prévention), visent les compétences transversales des jeunes (exploiter l'information, résoudre des problèmes, exercer son jugement critique, mettre en œuvre sa pensée créatrice, structurer son identité, coopérer, communiquer de façon appropriée) et les domaines de formation généraux, soit la santé et le bien-être,

_

⁶ Les politiques québécoises en Éducation de la fin des années 1970 et début 1980 ont posé les premiers jalons de la collaboration école-famille-communauté en mettant de l'avant, en contexte défavorisé, l'idée de l'adaptation de l'école à son milieu et de l'école partenaire de sa communauté dans la lutte pour « l'égalité des chances » et contre la pauvreté.

⁷ Les instances participatives des parents d'avant la réforme de 1997, soit les comités d'école et les comités de parents des commissions scolaires, n'accordaient aucun pouvoir décisionnel aux parents qui y participaient. Ces instances n'accordaient pas non plus de représentation aux acteurs de la communauté. La Loi 180 adoptée en 1997, modifiant la *Loi sur l'instruction publique du Québec*, institue les conseils d'établissement des écoles avec une représentation de parents (avec droit de vote) équivalente aux membres du personnel, une présidence par un parent d'élève, et une représentation (droit de parole sans droit de vote) de deux membres de la communauté (Bédard *et al.*, 2009).

⁸ Dans la Loi sur l'instruction publique, le Régime pédagogique définit que les services éducatifs comprennent des services d'enseignement et des services éducatifs complémentaires et particuliers (MÉQ, 2002a).

l'orientation et l'entreprenariat, l'environnement et la consommation, les médias, le vivreensemble et la citoyenneté. Le conseil d'établissement de l'école, à titre d'instance décisionnelle locale, a un rôle important dans la collaboration des acteurs de la communauté avec l'école du fait qu'il approuve les mesures relatives à l'utilisation à des fins pédagogiques et éducatives du temps hors enseignement et hors horaire, à l'aménagement d'activités parascolaires et au développement de moyens pour favoriser la réussite scolaire des élèves (MÉQ, 2002a), alors que ce sont ces espaces-temps qu'occupent les mesures issues de la collaboration école-famille-communauté.

Enfin, découlant de cette réforme, des programmes sont plus spécifiquement octroyés à la collaboration école-famille-communauté en contexte défavorisé, tels que le *Programme de soutien à l'école montréalaise*, la *Stratégie d'intervention Agir Autrement* (SIAA), le programme *Famile-École-Communauté-Réussir ensemble* (FÉCRE).

1. QUE CONCLURE SUR LE PANIER DE MESURE AU REGARD DES POLITIQUES ET PROGRAMMES PUBLICS?

Nous pouvons apprécier le panier de mesures issues de la collaboration école-famillecommunauté répertoriées dans les écoles des quatre territoires montréalais étudiés à l'aulne de ces orientations.

Le panier de mesures produites est principalement composé d'activités sportives, culturelles, de loisirs et de développement des compétences, déployant des stratégies promotionnelles larges qui visent le développement global des jeunes, leur socialisation et leur intégration scolaire et sociale. Ces mesures constituent, pour les jeunes, des opportunités d'investissement personnel et de développement et représentent vraisemblablement un enrichissement social de leur milieu de vie que constituent leur école et leur communauté. Le panier comporte aussi des mesures liées aux conditions matérielles associées à la pauvreté. Il comporte enfin des mesures de soutien à la réussite éducative et aux liens parents-école. Le Tableau 39 rappelle la distribution des mesures au primaire et au secondaire selon leurs types. Cette offre, du moins dans sa distribution, paraît correspondre aux attentes des parents et des élèves en ce qui concerne les activités sportives alors que leurs attentes semblent dépasser l'offre de mesures de soutien et d'encadrement⁹.

⁹ Un sondage de la CSDM (2005) indique que 61 % des parents et 64 % des élèves donnent priorités aux activités sportives et culturelles et que 52 % des parents et 38 % des élèves placent en deuxième rang l'aide aux devoirs et aux travaux scolaires.

TABLEAU 39 DISTRIBUTION DES MESURES SELON LEURS TYPES PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT

Types de mesures¹	Écoles primaires	Écoles secondaires
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air	24	21
% du total des mesures	31,2%	30,4%
Développement des compétences des jeunes	22	27
% du total des mesures	28,5%	39,1%
Interventions liées à la réussite éducative	8	13
% du total des mesures	10,4%	18,8%
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle	10	1
% du total des mesures	12,9%	1,4%
Liens école-famille	10	7
% du total des mesures	12,9%	10,1%
Plans d'action collectifs	7	2
% du total des mesures	9,1%	2,9%
Nombre de mesures pour chaque ordre d'enseignement	77	69

¹Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

Ces mesures sont développées dans le créneau que leur trace le cadre de référence des services éducatifs complémentaires (MÉQ, 2002a) qui promeut une « approche santé » axée sur les habitudes vie et les compétences des jeunes et sur des environnements scolaires favorables à la santé et au bien-être. Tel que promu dans ce cadre, ces mesures mobilisent les ressources scolaires et municipales de sorte à offrir aux élèves une diversité d'activités sportives et culturelles. Tel que le stipule aussi ce cadre, une aide au cheminement scolaire des élèves, à leur orientation professionnelle et face à leurs difficultés est offerte dans les mesures de type « interventions liées à la réussite éducative ». Enfin, le panier de mesures se situe dans le créneau des services éducatifs complémentaires en ce qu'il porte sur les compétences transversales et les domaines généraux de formation. Le Tableau 40 établit de façon générale la correspondance entre les types de mesures répertoriées et les quatre programmes des services éducatifs complémentaires ¹⁰.

¹⁰ Pour une appréciation plus détaillée de cette correspondance, se référer à la politique des services éducatifs complémentaires (MÉQ, 2002a).

TABLEAU 40 CORRESPONDANCE ENTRE LES TYPES DE MESURES ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ DES ÉCOLES ÉTUDIÉES ET LES QUATRE PROGRAMMES DES SERVICES ÉDUCATIFS COMPLÉMENTAIRES

Types de mesures	Programmes des services éducatifs complémentaires			
école-famille- communauté	Soutien à l'apprentissage	Aide à l'élève	Vie scolaire	Promotion prévention
Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air	11		Х	Х
Développement des compétences des jeunes		Х	Х	Х
Interventions liées à la réussite éducative	Х	Х		
Exploration - sécurité alimentaire et matérielle	X			
Liens école-famille	X			
Plans d'action collectifs	X	X	X	X

Du point de vue du secteur de la santé, ce panier de mesures souscrit aux orientations de l'approche *École en santé* (AÉS) (Gouvernement du Québec, 2005) en ce qu'il favorise l'acquisition de compétences et de comportements favorables à la santé, au bien-être et à la réussite éducative et en ce que ces mesures travaillent à créer un environnement scolaire et communautaire stimulant. On y souscrit aussi à l'AÉS du fait que les mesures ciblent des facteurs-clés liés aux individus (compétences sociales, habitudes de vie, comportements sains) et à l'environnement scolaire (enrichissement du milieu), familial (liens parents-école) et communautaire (intégration sociale et amélioration des milieux et conditions de vie). Ce panier de mesures souscrit en cela aux orientations de l'OMS pour une école promotrice de la santé (Deschesnes *et al.*, 2003).

Par cette analyse sommaire de conformité, nous voulons souligner le fait que les mesures répertoriées sont, de façon générale, enlignées sur les politiques publiques en éducation et en santé publique qui cherchent à travailler en promotion et prévention en misant sur la collaboration entre les institutions publiques et avec les organismes des communautés.

2. QUE CONCLURE SUR LES ENJEUX SPÉCIFIQUES AUX MILIEUX PLURIETHNIQUES ET DÉFAVORISÉS ?

Particulièrement, dans le contexte montréalais pluriethnique et défavorisé, les mesures recensées tendent à répondre aux enlignements donnés par le *Programme de soutien à l'école montréalaise* (MÉQ, 2001), une des lignes d'action de la réforme de 1997 visant spécifiquement les milieux montréalais défavorisés. Elles le font par l'adaptation des mesures au contexte pluriethnique et défavorisé. Elles le font aussi par les mesures de type « liens école-famille » qui cherchent à répondre à l'insistance du programme en faveur du renforcement de la relation entre l'école et les parents. Elles le font enfin par les mesures de soutien à la réussite éducative.

Concernant l'adaptation à la défavorisation, les mesures tiennent compte de la défavorisation matérielle par l'accès gratuit ou à faibles coûts aux activités, à l'alimentation ou à du matériel scolaire, au transport ou à un service de garde. Quant à la défavorisation sociale, elle est surtout considérée dans les mesures de soutien à la réussite éducative qui visent à faire face, surtout au secondaire, aux problèmes académiques, de persévérance scolaire ou de comportements souvent associés aux milieux de pauvreté. Mais on ne peut parler d'une adaptation des mesures en vertu des particularités de la pauvreté propres aux communautés ethnoculturelles, dans le sens soulevé par McAndrew (2001) lorsqu'elle soutient que les mesures visant l'intégration des immigrants et celles visant à soutenir les milieux défavorisés demeurent généralement peu articulées entre elles.

Quant à l'adaptation au contexte pluriethnique, cette préoccupation est aussi présente au secondaire qu'au primaire, avec environ 60 % des mesures comportant des adaptations. Les adaptations in situ afin que les mesures conviennent mieux aux caractéristiques ethnoculturelles des participants sont, de façon prévisible, plus fréquentes au secondaire qu'au primaire vu la capacité plus grande des élèves d'âge plus avancé à exprimer des préférences. Quant aux adaptations planifiées, s'y retrouvent principalement les obligations en vertu des lois et programmes publics (ex : les services de traduction destinés aux parents d'élèves immigrants) et celles liées aux droits de la personne en vertu des chartes et de la jurisprudence (ex: l'obligation d'accommodation raisonnable). Mais la plus large part des adaptations va à des mesures de soutien à l'intégration des nouveaux arrivants (enfants et parents) d'une part, et au « vivre-ensemble » dans une société pluraliste, d'autre part, qui figurent pour plus de 50 % des mesures adaptées, au primaire comme au secondaire. C'est là que se situent principalement les adaptations développées à l'initiative des écoles et de leurs partenaires. La perspective interculturelle y est promue, au sens où les mesures privilégient à la fois l'ouverture à la différence, les relations harmonieuses et l'adaptation à la société d'accueil (Potvin, McAndrew et Kanouté et al. 2006). Par exemple, l'information des parents immigrants sur le système scolaire québécois côtoie la sensibilisation des enseignants à la diversité culturelle de la clientèle de leur école; le développement des compétences liées à l'ouverture à la différence côtoie le développement des capacités d'adaptation à la société d'accueil; diverses activités culturelles, de loisirs et de sports sont utilisées pour favoriser l'apprentissage du français, les rapprochements interculturels et l'intégration sociale.

Concernant la relation parents-école, particulièrement sensible en milieux défavorisés et pluriethniques, il faut mentionner que la démocratisation des structures scolaires locales découlant de la réforme de 1997, par l'octroi d'un droit de vote aux parents au conseil d'établissement et par le rôle attendu de l'organisme de participation des parents (OPP) dans le projet éducatif de l'école, n'apparaît pas aux yeux des analystes comme une mesure pouvant avoir une portée significative sur la participation des parents faiblement scolarisés, socioéconomiquement défavorisés, ou d'immigration récente à cause de la distance culturelle, économique et sociale qui les sépare de l'école (Deniger et Roy, 2008). Des mesures proximales et adaptées à leurs besoins propres sont plus indiquées. C'est d'ailleurs ce que soutient le cadre de référence des services éducatifs complémentaires (MÉQ, 2002a) quant il parle du soutien à l'exercice du rôle parental dans la scolarisation des enfants. Ce qui, en

contrepartie, positionne ces parents en cible des interventions plutôt qu'en acteur contribuant à les orienter. Dans les mesures répertoriées, celles dédiées à la relation écolefamille (13 % au primaire et 10 % au secondaire) sont de cet ordre. Elles comportent une familiarisation des parents immigrants avec la langue française et avec l'école québécoise, par les cours de francisation ou lors de conférences sur le système d'éducation québécois; de l'information sur le rôle parental d'encadrement scolaire; et des ressources dédiées aux parents tels que les intervenants communautaires-scolaires qui, par exemple, animent un lieu destiné aux parents dans l'école, soutiennent un journal des parents ou mettent en lien les parents avec les ressources de la communauté. Ces mesures répondent aux stratégies du *Programme de soutien à l'école montréalaise* qui, pour les parents, parle de nouvelles approches de soutien parental et d'agent de liaison entre l'école, les parents et la communauté.

Une recension systématique des écrits scientifiques sur la relation parents-école en contexte défavorisé et pluriethnique (Leithwood, 2009) conclue que des compétences et des conduites appropriées, de la part des directions et du personnel des écoles, reliées à la place des parents dans l'école, à la communication et aux relations interpersonnelles avec ceux-ci favorisent leur engagement dans le parcours scolaire de leurs enfants. Sept moyens favorisant l'engagement parental sont recensés : la consultation fréquente des parents par les enseignants; un personnel scolaire qui s'assure que les parents immigrants comprennent bien le système d'éducation; des enseignants qui comprennent les différences culturelles quant aux représentations qu'ont les parents de leur place dans l'école; un service d'interprétariat; l'ajustement des horaires pour accommoder les parents; une ouverture à répondre aux différents besoins des parents; la disponibilité de services facilitant l'exercice du rôle parental, tels que des repas à l'école ou des programmes après l'école¹¹. Le panier de mesures répertoriées dans les quatre territoires montréalais défavorisés et d'immigration récente comportent des services relatifs à certains de ces moyens : 1) la compréhension du système éducatif québécois est traitée dans les cours de francisation et par la communication d'information sur le système et les rôles d'encadrement parentaux; 2) l'interprétariat est présent dans l'adaptation de certaines mesures à la pluriethnicité; 3) la disponibilité de services facilitant l'exercice du rôle parental est un moyen auquel est dédiée une large part des mesures, notamment celles de type activités physiques, sports, culture, loisirs et plein air. Les mesures comportent plusieurs attributs pour convenir aux familles, tels que des adaptations à la défavorisation (gratuité ou très faible coût des mesures) et à la pluriethnicité (les deux tiers des mesures), et l'extension de la programmation d'activités les samedis, lors des mercredis pédagogiques, de la relâche scolaire et pendant la période estivale.

Concernant les mesures de soutien à la réussite éducative, on peut constater que ce n'est pas le créneau le plus investi par la collaboration école-famille-communauté puisqu'elles ne représentent que 10 % des mesures au primaire et 18 % au secondaire. De surcroît, au primaire comme au secondaire, ces mesures sont déployées auprès de sous-groupes ciblés. Au primaire, l'aide aux devoirs est la mesure type de soutien à la réussite éducative et elle est

¹¹ Le plan stratégique 2005-2010 de la CSDM (2005) reprend pour l'essentiel ces moyens devant favoriser les liens école-famille.

destinée à des élèves identifiés par l'école comme ayant des difficultés. En passant du primaire au secondaire, les résultats montrent un accroissement des interventions destinées à soutenir la réussite éducative, celles-ci étant essentiellement orientées vers la prévention du décrochage et le développement de l'employabilité (mentorat, accompagnement scolaire, stages en entreprises et stage-étude), là aussi auprès d'individus et de sous-groupes ciblés. Les mesures de soutien à la réussite éducative issues de la collaboration école-famille-communauté dans les milieux pluriethniques et défavorisés étudiés sont donc essentiellement correctrices. Lorsque tous les types de mesures sont considérés, en passant du primaire au secondaire, les résultats montrent un resserrement autour de sous-groupes et d'individus ayant des problèmes de persévérance, d'assiduité, d'apprentissage ou de comportement (de 11 % à 29 %, voir Tableaux 6a et 17a). Tout le panier de mesures est donc interpellé par les problèmes socioéducatifs liés à la défavorisation.

Est-ce que ces services éducatifs complémentaires, toutes mesures considérées, peuvent faire une différence sur le plan de la réussite éducative des jeunes des milieux pluriethniques et défavorisés? Nos données comportent deux enseignements à ce sujet. Premièrement, les mesures de soutien à la réussite éducative issues de la collaboration école-famillecommunauté sont essentiellement de nature correctrice. Elles correspondent en cela aux stratégies du Programme de soutien à l'école montréalaise qui met l'accent sur le soutien à l'apprentissage et la récupération et, au secondaire, sur la préparation à l'emploi et la formation professionnelle. Elles ne constituent pas des stratégies d'action sur la réussite éducative, en amont, dans la perspective de briser le cycle de reproduction des inégalités sociales en éducation. Deuxièmement, les tiers acteurs (communauté et parents), actifs dans les services éducatifs complémentaires, ne sont pas mobilisés dans les services réguliers d'enseignement, qui sont l'activité centrale de l'école, de sorte à soutenir l'ajustement du curriculum académique à la réalité culturelle et matérielle de la pauvreté et de l'immigration. Ces deux constats interpellent les décideurs des politiques et programmes en éducation sur la possible persistance d'un cloisonnement, à l'encontre de l'esprit de la réforme, entre les services réguliers d'enseignement et les services éducatifs complémentaires issus de la collaboration école-communauté, et sur le rôle de l'école et particulièrement des services d'enseignement dans la reproduction ou la réduction des inégalités sociales dans l'éducation. L'idée de l'adaptation de l'école, et tout particulièrement de son curriculum académique, à la réalité culturelle et matérielle des milieux défavorisés et immigrants habite depuis le milieu des années 1970 le paysage des politiques québécoises en tant que stratégie de réduction des inégalités sociales en éducation¹². Cette idée n'a cependant jamais vraiment été portée en avant plan des politiques et, conséquemment, incarnée dans les pratiques pédagogiques en milieux pluriethniques et défavorisés. Le panier de mesures école-famille-communauté étudié, qui peut être considéré comme un indicateur des enlignements pris par la réforme dans les pratiques, soutient cette conclusion.

¹²Cette position a été principalement portée par le Conseil scolaire de l'Île de Montréal.

3. QUE CONCLURE SUR L'EFFORT D'ACTION CONCERTÉE ET SUR LA PORTÉE INTÉGRATIVE DES STRUCTURES COLLABORATIVES?

Le portrait des arrangements collaboratifs école-communauté à la base des mesures répertoriées montre que cette communauté avec laquelle les écoles collaborent est principalement celle des organismes communautaires, partenaires dans 86 % des mesures. Ce qui fait du milieu communautaire le premier partenaire des écoles, alors qu'il est aussi reconnu pour être un partenaire traditionnel du milieu de la santé et des services sociaux (Jetté, 2008). Le milieu communautaire est largement investi dans tous les types de mesures et il l'est notamment dans les plans collectifs. Suivent les secteurs municipal (24 % des mesures) et sociosanitaire (16 % des mesures) dans leurs rôles et champs traditionnels de collaboration avec l'école. Les Tableaux 41 et 42 montrent que l'acteur municipal pourvoie en infrastructures, équipements et en ressources humaines dans le champ de la culture, du loisir et du sport. Il pourvoie aussi en ressources humaines, principalement policières, dans le développement des compétences liées à l'intimidation, la violence, le racisme, la criminalité, les toxicomanies et les gangs de rue. Quant au secteur sociosanitaire, il pourvoit en ressources humaines dans le champ des compétences des jeunes et des parents (mesures relatives aux liens famille-école). Ces deux acteurs agissent souvent en maître d'œuvre en ces domaines. Mais l'intérêt des Tableaux 41 et 42 est de montrer qu'en outre, les acteurs municipal et sociosanitaire sont significativement engagés avec l'école dans de nouveaux rôles de leadership, de coordination et de planification collective, dans leur domaine traditionnel de compétence, mais aussi dans de nouveaux domaines, étant notamment engagés dans les deux tiers des plans collectifs¹³.

Cela témoigne de transformations dans le sens de l'action intersectorielle qui s'expriment dans les **structures**, les **processus** et les **finalités** des systèmes d'action. Au plan des **structures**, la réforme de l'éducation de 1997 institue un nouvel acteur, le scolaire, dans le domaine de la culture, du loisir et du sport, de gouverne municipale. Et elle institue un nouveau rôle de participation de la communauté dans l'école par sa présence au conseil d'établissement de l'école. De son côté, la réforme municipale de 2006¹⁴ modernise et élargit les compétences des municipalités. Les grandes villes (et les municipalités régionales de comté) sont désormais interpellées en matière de développement social et sont devenues des acteurs incontournables des plans d'action concernant la famille et les jeunes. Les écoles tendent de leur côté à accroître leur participation aux concertations locales. En outre, plusieurs politiques et programmes publics viennent susciter, baliser ou instrumenter l'action intersectorielle. Rappelons ici le cadre de référence des services éducatifs complémentaires

_

¹³ On notera un engagement de l'acteur municipal dans un nouveau domaine, celui des mesures de soutien à la réussite éducative, dans un rôle de planification et de coordination d'activités telles que l'aide aux devoirs et les camps pédagogiques en entreprises.

¹⁴ La *Loi sur les compétences municipales*, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006, regroupe et modernise les compétences des municipalités dont traitaient le *Code municipal* et la *Loi sur les cités et villes*. Les pouvoirs administratifs et réglementaires qui sont accordés aux municipalités sont rédigés en des termes généraux, ce qui donne à ces dernières une plus grande marge de manoeuvre. Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) entend « *intégrer les impératifs de développement durable dans les stratégies et les plans d'aménagement et de développement; [...] améliorer la capacité des municipalités locales, des MRC et des communautés métropolitaines à prendre en compte les principes de développement durable dans leurs planifications et leurs interventions en aménagement du territoire. » : voir http://www.mamrot.gouv.qc.ca//publications/dossiers/deve dura/plan acti.pdf. (Tremblay, 2010).*

(MÉQ, 2002a), l'entente de complémentarité MÉLS-MSSS (2003) ou l'approche École en santé (Gouvernement du Québec, 2005) déjà mentionnés dans ce rapport.

Ces changements structurels entraînent au plan des **processus** un repositionnement des acteurs scolaires, sociosanitaires, municipaux et communautaires dans de nouveaux rôles et de nouveaux domaines d'action. Par exemple, devant les défis actuels qui confrontent les services publics, l'acteur municipal considère que sa collaboration avec le scolaire doit dépasser l'échange d'équipements et de locaux pour s'attaquer à des questions qui les interpellent tous deux, tels que le décrochage scolaire, ne serait-ce que pour une raison d'ordre public, ou la continuité des services de garde scolaires et municipaux, puisqu'il s'agit là d'attentes légitimes des citoyens adressées aux gestionnaires des ressources de la collectivité (Association québécoise du loisir municipal, 2005). La planification des commissions scolaires reflète aussi cette volonté d'action intersectorielle (Commission scolaire de Montréal, 2005; Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, 2006).

Ces repositionnements s'observent dans les territoires de notre étude où des structures d'action concertée, dans lesquelles sont engagés les acteurs communautaires, municipaux ou de la santé, régissent une partie plus ou moins importante de la collaboration écolecommunauté: 55,1 % des mesures à Bordeaux-Cartierville, 40,6 % à Côte-des-Neiges, 27 % à Parc-Extension et 10,7 % à Saint-Laurent (voir Tableau 43). Autrement, des arrangements de coordination bi ou pluri organisationnelle soutiennent les mesures.

Le nombre de structures et de plans d'action collectifs est un deuxième indicateur de cet effort d'action concertée. De tels structures et plans collectifs existent dans tous les territoires. Ces structures et plans sont davantage intégrateurs si une même structure tient lieu de dispositif pour les différents programmes publics qui sollicitent une structure locale d'action concertée pour leur déploiement. Également si ces structures s'imbriquent, plutôt que de se superposer, aux structures de concertation locale préexistantes. Ces deux marqueurs d'intégration, soit incorporer les programmes sectoriels en une même structure et s'imbriquer aux concertations locales préexistantes, sont faiblement actualisé dans les territoires, à l'exception de Bordeaux-Cartierville où trois programmes publics prennent place dans l'initiative école-communauté préexistante *Un milieu ouvert sur ses écoles*. Les indices de centralité des réseaux sociaux école-communauté dans les quatre territoires soutiennent aussi l'idée d'une intégration accrue des structures dans Bordeaux-Cartierville. Les plans collectifs sont aussi porteurs d'intégration s'ils sont soutenus par un montage financier, ce qui se retrouve dans deux territoires, tel que le rappelle le Tableau 43.

L'engagement des acteurs comme partenaire dans les instances de gouverne comporte leur contribution à la planification collective et au financement. L'indicateur que constitue les sources de financement mobilisées dans les mesures, que rappelle le Tableau 43, montre l'engagement effectif des partenaires de l'intervention comme premier investisseur dans le financement des mesures, soit l'investissement des écoles dans 14 % à 42 % des mesures et l'investissement des partenaires dans 46 % à 79 % des mesures, selon les territoires (Tableau

43). L'investissement des tiers financeurs publics, important à Parc-Extension et Bordeaux-Cartierville, apparaît ici comme un indicateur d'intégration dans la mesure où il signifie la mobilisation d'acteurs extra territoriaux dans l'action locale. Un cran plus poussé de l'intégration s'observe dans le cofinancement des mesures, réalisé par l'école et ses partenaires, ou encore par l'école, ses partenaires et des tiers financeurs publics. Cette pratique des montages financiers s'observe surtout à Bordeaux-Cartierville, ce qui découle de la structure hautement intégrative *Un milieu ouvert sur ses écoles* qui porte plus de la moitié des mesures.

De telles structures intégratives de l'action peuvent avoir pour **finalité** davantage de cohérence dans les interventions à multiples partenaires. La notion de cohérence réfère ici notamment aux constituantes non contradictoires des programmes ou politiques, à leur vision partagée et à l'enlignement entre leurs objectifs et leurs moyens (Howlett, 2009; Jordan et Halpin, 2006; May et Jones, 2005). Dans les territoires étudiés, davantage de cohérence peut se reconnaître dans une continuité du primaire au secondaire ¹⁵. Cette continuité s'observe dans une approche commune de l'intervention, visible dans les deux territoires ayant adopté la stratégie d'intervenant communautaire scolaire comme base au développement d'une partie de leur intervention école-famille-communauté. Cette continuité s'observe aussi dans la présence d'activités de transition du primaire vers le secondaire, développées dans un territoire. Davantage de cohérence se reconnaît aussi dans le maintien, au secondaire comme au primaire, d'un volume comparable de mesures promotionnelles. Les modèles de Bordeaux-Cartierville et de Côte-des-Neiges, atteignent mieux cette finalité. Ce qui peut s'expliquer par une structure commune qui porte les mesures école-famille-communauté au primaire et au secondaire.

Un autre indicateur de cohérence est l'étendue de la cible école-famille-communauté, les interventions à large spectre, ciblant à la fois les jeunes, les parents et la communauté, pouvant être porteuses de davantage de cohérence. Les quatre territoires présentent à des degrés divers des mesures ciblant à la fois les enfants ou adolescents et leurs parents. Un cran plus loin, moins de mesures intègrent une cible école-famille-communauté. Ce niveau d'intégration se retrouve dans une mesure de Côte-des-Neiges, *Viens jouer dans ma cour*, centrée sur l'amélioration du voisinage entre l'école et son milieu (#11 Bedford). Il est surtout présent à Bordeaux-Cartierville, découlant du rôle central de la structure unique d'action concertée qui y a cours dans la collaboration école-famille-communauté. Dans ce territoire, les mesures ciblant les trois niveaux y soutiennent l'intégration sociale des jeunes et réalisent des activités ayant des retombées communautaires, notamment en termes de liens sociaux (#15, #16, #19).

Le dispositif le plus intégrateur rencontré dans les quatre territoires est celui de Bordeaux-Cartierville. Il répond positivement à plusieurs des indicateurs de structures et processus intégrateurs et à plusieurs marqueurs de cohérence. Ce dispositif mobilise plus intensivement

-

¹⁵ La continuité de l'intervention entre les écoles primaires d'un même territoire aurait été un indicateur aussi intéressant, mais notre recherche ne comporte qu'une école primaire par territoire.

les diverses sources de financement, notamment les sources de financement extra territoriales, et il génère un plus grand nombre de mesures. Il intègre les divers programmes publics sectoriels proposés aux collaborations locales école-communauté. Ce qui peut avoir une incidence sur la cohérence de l'action en réduisant l'impact négatif de la sectorisation des programmes du palier central sur l'action locale. Ce dispositif développe davantage de mesures à large spectre, ciblant à la fois l'école, la famille et la communauté. Il favorise la cohérence de l'intervention du primaire au secondaire, notamment en favorisant la transition et en maintenant au secondaire un volume de mesure promotionnelles comparables à ce qui est déployé au primaire.

TABLEAU 41 RÔLES DU SECTEUR MUNICIPAL DANS LES MESURES ISSUES DE LA COLLABORATION ÉCOLE-COMMUNAUTÉ PAR TYPE DE MESURES ET PAR ÉCOLE PRIMAIRE OU SECONDAIRE

		Rôles des acteurs municipaux				
Écoles	Mesures		Ressources	Leadership		
Ecoles	iviesures	Infrastructures et	humaines	Coordination		
		équipements	Expertise	Planification collective		
	Activit	és physiques, sports, cu	lture, loisirs, plein air			
Bedford	10	X				
La Voie	2b	X	X	X		
ESoleil	1, 6a, 6b	X	Χ	X		
St-Laurent	12, 13	X	Χ	X		
LPagé	5	X	Х	X		
Ste-Odile	1, 18	X				
Év.&LaDau	18	Х				
	Dév	eloppement des compé	tences des jeunes			
Bedford	9, 12		Χ	X		
La Voie	4c		X			
ESoleil	7b			X		
St-Laurent	2, 15	X	Χ	X		
BVimont	6a		Χ			
LPagé	2, 6	X	Χ	X		
Ste-Odile	8, 16		Χ			
Év.&LaDau	11, 13, 16		Χ	X		
		terventions liées à la ré	ussite éducative			
La Voie	7		Χ	X		
St-Laurent	9	X	X	X		
		oration - sécurité alime	ntaire et matérielle			
Bedford	6	X				
ESoleil	10	X				
	Liens école-famille					
St-Laurent	5	X				
Ste-Odile	15			X		
Év.&LaDau	15			X		
Plans d'action collectifs						
Bedford	4a, 11		X	X		
ESoleil	7a		X			
Ste-Odile	15			X		
Év.&LaDau	15			X		

TABLEAU 42 RÔLES DU SECTEUR SOCIOSANITAIRE DANS LES MESURES ISSUES DE LA COLLABORATION ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ PAR TYPE DE MESURES ET PAR ÉCOLE

		Rôles des acteurs municipaux			
		Interventions individuelles,	Interventions de groupes de	Leadership	
Écoles	Mesures	dépistage, identification de cas,	jeunes ou de parents,	Coordination	
		recrutement, références, plans	formation, animation,	Planification	
		individualisés	programmation d'activités	collective	
		Activités physiques, sports, cu	ture, loisirs, plein air		
Ste-Odile	21	X			
		Développement des compé	tences des jeunes		
ESoleil	4, 7b	X		Х	
St-Laurent	4		Х		
BVimont	14		X		
LPagé	7, 11		X	X	
Ste-Odile	7, 20, 21	X	X	X	
Év.&LaDau	13			Χ	
		Interventions liées à la ré	ussite éducative		
La Voie	5b	X			
		Exploration - sécurité alimer	ntaire et matérielle		
Bedford	5, 6	X	X		
ESoleil	8	X			
BVimont	1		X		
		Liens école-fa	mille		
Bedford	1b	X	X		
Lavoie	11		X		
ESoleil	8	X			
St-Laurent	5, 11	x			
Ste-Odile	15	X	Х	Х	
Év.&LaDau	15	X	Х	Х	
Plans d'action collectifs					
Bedford	4a			Х	
ESoleil	7a			Х	
BVimont	8		Х	Х	
Ste-Odile	15			Х	
Év.&LaDau	15			Х	

Tableau 43 Structures et processus intégratifs et attributs de cohérence de l'action dans les quatre territoires étudiés

		Territoires		
	Côte-des- Neiges N=32	Saint- Laurent N=28	Parc- Extension N=37	Bordeaux- Cartierville N=49
Indicateurs d'intégration dans	s les structures/	processu	S	
% mesures soutenues par structure d'action concertée	e ¹ 40,6%	10,7%	27,0%	55,1%
Nb de structures portant des plans collectifs / Nb programmes sectoriels intégrés au plan ²	3/3	1/2	2/2	1/4
Indices de centralité des réseaux collaboratifs É-C				
Partage de ressources	41,43	31,90	34,98	55,56
Planification conjointe	41,43	38,57	38,81	60,97
Réalisation collective		40,95	42,94	60,40
Montages financiers dans les plans collectifs		х		Х
Sources de financement mobilisées ³				
• % mesures – ressources des écoles	18,7%	14,3%	18,9%	42,8%
• % mesures – tiers financeurs publics	3,1%	14,3%	24,3%	26,5%
• % mesures – ressources des partenaires		46,4%	51,3%	79,6%
Cofinancement				
• % mesures –école + partenaires			2,7%	34,7%
% mesures –école + partenaires +tiers publics				12,2%
Attributs de cohérer	nce des mesure	s		
Continuité du primaire au secondaire				
Approche commune	Oui ⁴			Oui⁵
• Activités de transition				Oui
• Maintien des mesures promotionnelles ⁶ :				
% secondaire / % au primaire	62%/	53%/	50%/	76%/
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	81%	77%	91%	75%
Intervention à large spectre ⁷ :				
• % mesures enfants/adolescents (E/A)–parents		10,7%	8,1%	30,6%
• % mesures E/A–parents –communauté				12,2%
² Voir Tableau 34. ³ Voir Tableau 31.	#1 Liaisons École-Fam #15 Un milieu ouvert Voir Tableau 19. Voir Tableau 36.			

4. QUELQUES LIMITES DE LA MÉTHODE ET PISTES DE RECHERCHE SOULEVÉES

La principale limite de la recherche, liée à la qualité des données, est relative à l'exhaustivité de la description des mesures. Le portrait des mesures a été réalisé à l'aide du matériel recueilli, qui s'est avéré dans certains cas incomplet ou imprécis malgré la diversité des sources d'information (entrevues auprès des directions d'école et d'informateurs clé des organismes partenaires; documents). Les données recueillies par entrevue auprès d'informateurs clé pour décrire des interventions peuvent être moins précises que ne le sont les sources documentaires qui répertorient de façon exhaustive les activités réalisées. Mais les documents administratifs documentent rarement les arrangements interorganisationnels à la base des activités. Dans ce cas-ci, nous étions placés devant des pratiques de transmission orale, qui ne réfèrent pas à des interventions définies dans des documents de référence. Par exemple, aucune des 146 mesures répertoriées dans les neuf écoles ne se retrouve dans le répertoire de l'INSPQ (2009) portant sur les interventions de promotion de la santé et de prévention selon l'approche École en santé, un répertoire dressé sur la seule base des sources documentaires. Dans cette recherche, la triangulation des sources a ainsi été limitée du fait que les informations recueillies des diverses sources étaient surtout complémentaires. En conséquence, il est possible que des mesures issues de la collaboration école-communauté puissent avoir cours sans avoir été répertoriées ou que des informations soient manquantes dans les fiches descriptives. Le but de la recherche était d'abord de mettre en relief l'éventail des mesures issues de la collaboration école-communauté, d'en montrer les domaines d'action, l'étendue des réseaux et les arrangements collaboratifs. Dans cette recherche, le but n'était pas de produire des études de cas exhaustives sur les mesures.

La deuxième limite reliée aux choix de méthode est celle d'être privé d'une analyse des mesures en contexte, sur la base des quatre territoires locaux. Dans cette recherche, nous avons choisi une méthodologie d'analyse descriptive transversale, recourant à des descripteurs standardisés pour toutes les mesures. Une telle mise en contexte par territoire local aurait requis une approche d'étude en profondeur, de type étude de cas. Une conséquence de ce choix de méthode est la limite des analyses comparatives entre les territoires. Au-delà de souligner des différences, notre analyse n'est pas en mesure de les mettre en contexte et de les expliquer. Des analyses descriptives secondaires, à partir de la même base de données (fiches et fichier SPSS), pourront être menées ultérieurement avec l'optique de fournir des portraits locaux aux acteurs des écoles et des organismes des communautés.

La description des collaborations école-famille-communauté présentée dans cette recherche soulève quelques questions de recherche additionnelles.

Nos travaux incitent à documenter, en contexte, les plus innovantes et prometteuses des mesures répertoriées dans les quatre territoires étudiés. Il serait utile, notamment à des fins de réplication, et dans la foulée de travaux déjà réalisés sur l'intervenant de milieu école-

famille-communauté (Bilodeau et al., 2009), que soient analysées de manière comparative les plus importantes mesures créées à l'interface de l'école et de la famille, ou de l'école et de la communauté, de sorte à caractériser leurs similitudes, leurs différences et leurs attributs innovants. Dans le même esprit, une analyse comparative, en contexte, des structures intégratives et des arrangements bilatéraux de coordination, permettrait de documenter les processus conduisant aux différences observées dans cette recherche sur le plan de la cohérence de l'action à multiples partenaires.

En outre, les résultats de cette recherche montrant une plus-value des approches intégratives fondées sur les stratégies de concertation intersectorielle et d'intervenant de milieu école-famille-communauté militent en faveur d'une analyse rigoureuse de leurs impacts sur divers plans, celui de l'environnement scolaire (climat, opportunités), celui des pratiques de direction (ex : la gestion des incidents), des pratiques professionnelles (ex : enseignement; plan d'intervention individualisée), ou celui des conduites individuelles des jeunes (persévérance scolaire, participation à la vie parascolaire comme facteur d'attraction et de rétention à l'école, pratiques sportives et culturelles; conduites violentes ou délinquantes).

Enfin, des chantiers de recherche doivent permettre de soutenir et d'expliciter les innovations pédagogiques impliquant les enseignants et prenant appui sur la collaboration école-communauté, tout comme les initiatives émergentes visant à accroître et rendre davantage interactive la relation école-famille et la participation des parents au parcours scolaire de leurs enfants, dans les contextes d'immigration récente, pluriethniques et socioéconomiquement défavorisés.

BIBLIOGRAPHIE

Association québécoise du loisir municipal (2005). *La concertation scolaire-municipale*. Actes. Journée de réflexion 2004. Trois-Rivières : Association québécoise du loisir municipal, 52 p.

Bédard J., Couturier Y., Larose F., Lenoir A., Potvin L., Terrisse B. (2009). Étude des représentations et des indices d'opérationnalisation de l'école communautaire au regard des approches et programmes visant la collaboration famille-école-communauté mis en œuvre au Québec. Sherbrooke : Faculté d'éducation, Université de Sherbrooke, 44 p.

Bilodeau A., Lefebvre C., Cassan C., Couturier Y., Bastien R., Lenoir A. (2009). *La pratique de l'intervenant communautaire – scolaire dans l'initiative* Un milieu ouvert sur ses écoles. *Une modélisation*. Montréal : CSSS-CAU de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent, 60 p.

Commission scolaire de Montréal (2005). *Le défi de la réussite*. Plan stratégique 2005-2010. Montréal : Commission scolaire de Montréal, 42 p.

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (2006). *Plan stratégique de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys 2006-2009*. Montréal : Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, 22 p.

Corak M. (2005). Equality of Opportunity and Inequality across the Generations: Challenges Ahead. *Policy Options/Options Politiques 26 (3),* 78-83.

Dallaire N. (1998). Enjeux et voies d'avenir de la promotion- prévention, une réflexion dans le champ enfance-jeunesse-famille. Thèse de doctorat. Montréal : Université de Montréal, 304 p.

Degenne A., Forsé M. (2004). Les réseaux sociaux. Paris : Armand Colin, 288 p.

Deniger M.A., Roy G. (2008). L'itinéraire québécois des politiques scolaires d'intervention en milieux défavorisés. In K. Frohlich, M. De Koninck, A. Demers, P. Bernard (éds), Les inégalités sociales de santé au Québec (pp 293-326). Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

Deschesnes M., Martin C, Hill A.J. (2003). Comprehensive Approaches to School Health Promotion: How to Achieve Broader Implementation? *Health Promotion International, 18 (4),* 387-396.

Direction de santé publique de Montréal (2005). *Objectif jeunes : comprendre, soutenir.* Montréal : Agence de santé et de services sociaux de Montréal, 108p.

Direction de la santé publique de Montréal (1998). Rapport annuel 1998 sur la santé des populations : Les inégalités sociales de la santé. Montréal : Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, 92 p.

Dryfoos J.G. (1994). Full-Service Schools. San-Francisco: Jossey-Bass, 205 p.

Glasman D. (1992). L'école réinventée ? Le partenariat dans les zones d'éducation prioritaires. Paris : L'Harmattan, 199 p.

Gouvernement du Québec (2001). *Loi sur l'instruction publique*. Québec : Éditeur officiel du Québec, 174 p.

Gouvernement du Québec (2005). École en santé. Guide à l'intention du milieu scolaire et de ses partenaires. Pour la réussite éducative, la santé et le bien-être des jeunes. Québec : ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, 13 p.

Howlett M. (2009). Governance Modes, Policy Regimes and Operational Plans: A Multi-Level Nested Model of Policy Instrument Choice and Policy Design. *Policy Sciences* 42(1): 73-89.

Institut national de santé publique du Québec (2009). Analyse des interventions de promotion de la santé et de prévention en contexte scolaire québécois : cohérence avec les meilleures pratiques selon l'approche École en santé. Québec : Institut national de santé publique du Québec, 229 p.

Jetté C. (2008). Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence. Québec : Presses de l'Université du Québec. 422 p.

Jordan G. et D. Halpin (2006). The Political Costs of Policy Coherence: Constructing a Rural Policy for Scotland. *Journal of Public Policy* 26(1): 21-41.

Konrad E.L. (1996). A multidimensional framework for conceptualizing human services integration initiatives. Dans J. M. Marquart et E. L. Konrad (Éds.). *Evaluating Initiatives to Integrate Human Services*. (pp. 5-19). San Francisco: Jossey-Bass.

Knoke D. et Kuklinski J. H. (1982). Network analysis. Newbury Park: Sage Publications, 96 p.

Lasker R. D., Weiss E.S., Miller R. (2001). Partnership Synergy: A Practical Framework for Studying and Strengthening the Collaborative Advantage. *The Milbank Quarterly*, 79 (2), 179-205.

Leithwood K. (2009). Four Key Policy Questions about Parent Engagement Recommendations from the Evidence. In R. Deslandes (éd), *International Perspectives on Contexts, Communities and Evaluated Innovative Practices: Family-School-community Partnerships* (pp. 8-20). London: Taylor & Francis Books.

McAndrew M. (2001). *Immigration et diversité à l'école. Le débat québécois dans une perspective comparative*. Montréal : PUM, 263 p.

McAndrew M., Ledoux M. (1995). La concentration ethnique dans les écoles de langue française de l'île de Montréal : un portrait statistique. *Cahiers québécois de démographie 24 (2)*, 343-370.

McAndrew M., Hardy J.Y. (1992). Les agents de milieu et de liaison : un bilan. Montréal : ORI, CECM.

McAndrew M., St-Pierre A., Cumming-Potvin W. (1996). Le technicien en assistance sociale affecté à la prévention de l'abandon scolaire. *Revue canadienne de l'Éducation 21(1)*, 35-49.

May P.J., Jones B.D., *et al.* (2005). Policy Coherence and Component-Driven Policymaking: Arctic Policy in Canada and the United States. *Policy Studies Journal 33(1), 37-63*.

McAndrew M. (2001). *Immigration et diversité à l'école. Le débat québécois dans une perspective comparative*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Ministère de l'Éducation du Québec (2001). *Programme de soutien à l'école montréalaise 2001-2002*. Québec : Gouvernement du Québec, 58 p.

Ministère de l'Éducation du Québec (2002a). Les services éducatifs complémentaires : essentiels à la réussite. Québec : Gouvernement du Québec, 59 p.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministère de la Santé et des Services sociaux (2003). Deux réseaux, un objectif : le développement des jeunes. Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation. Québec : Gouvernement du Québec, 34 p.

Ministère de l'Éducation (2000). *Prendre le virage du succès. Évaluation d'un projet innovateur de concertation entre l'école et la communauté.* Québec : Gouvernement du Québec, 161 p.

Potvin M., McAndrew M., Kanouté F. (2006). *L'éducation antiraciste en milieu scolaire francophone à Montréal : diagnostic et prospectives.* Rapport de recherche, Chaire du Canada Éducation et rapports ethniques, initiative conjointe CRSH-Multiculturalisme (ministère du Patrimoine Canadien), mai, http://www.ceetum.umontreal.ca/pdf/3%20%20rapport%20final%20éducation%20antiraciste.pdf

Potvin M., Eid P., Venel N. (2007). *La deuxième génération issue de l'immigration. Une comparaison France-Québec.* Montréal : Athéna Éditions, 270 p.

Potvin M. (2004). Racisme et discrimination au Québec : réflexion critique et prospective sur la recherche. In J. Renaud, A. Germain et X. Leloup (éds), *Racisme et discrimination : permanence et résurgence d'un phénomène inavouable* (pp 172-196). Québec : Presses de l'Université Laval.

Sanders M.G. (2003). Community Involvement in Schools. From Concepts to Practice. *Education and Urban Society 35 (2):* 161-180.

Symes S. L. (2004). Social Determinants of Health: The Community as an Empowered Partner. *Public health research, practice and policy 1,* 1-5.

Tremblay J. (2010). *Mieux connaître les municipalités pour collaborer avec elles*. Montréal : Journées annuelles de santé publique 2009, 9 mars 2010.

Vitaro F. & Gagnon C. (2000). Prévention des problèmes d'adaptation chez les enfants et les adolescents. Québec : Presses de l'Université du Québec, Volume 1, 535 p., Volume 2, 616 p.



PROCEDURE DE CHOIX DES QUATRE TERRITOIRES A L'ETUDE ET DES ECOLES PARTICIPANTES

Les quatre territoires montréalais présentant les taux les plus élevés de pauvreté, de pluriethnicité et d'immigration récente ont été sélectionnés selon la procédure suivante.

Le premier critère a été de retenir les territoires de CLSC présentant 30 % et plus de leur population vivant sous le seuil de faible revenu, selon les données de Recensement Canada, 2001. Sur les 26 territoires de CLSC de l'île de Montréal, 16 répondaient à ce critère. Parmi ces 16 territoires, le second critère a été de retenir ceux où 40 % et plus de leur population est issue de l'immigration. Cinq territoires ont alors été retenus. Parmi ces cinq territoires, ceux ayant 10 % et plus de leur population issue de l'immigration récente ont été retenus. Ce sont les territoires de Parc-Extension, Bordeaux-Cartierville, Saint-Laurent, Côte-des-Neiges (voir Tableau 1).

Les écoles participantes ont été sélectionnées selon la procédure suivante. Étant donné que ces quatre territoires sont desservis, chacun, par une école secondaire, cette école a été retenue ¹⁶. Parmi les 19 écoles primaires, une par territoire a été retenue sur la base de deux critères, premièrement le score cumulatif le plus élevé aux trois indicateurs (voir Tableau 2) pour le secteur de recensement desservi par l'école; deuxièmement la volonté de l'école de participer.

¹⁶ Le territoire de Bordeaux-Cartierville comptant 2 écoles secondaires, l'une couvrant les secondaires I-II-III et l'autre les secondaires IV et V, il a été décidé d'en traiter comme d'une seule école.

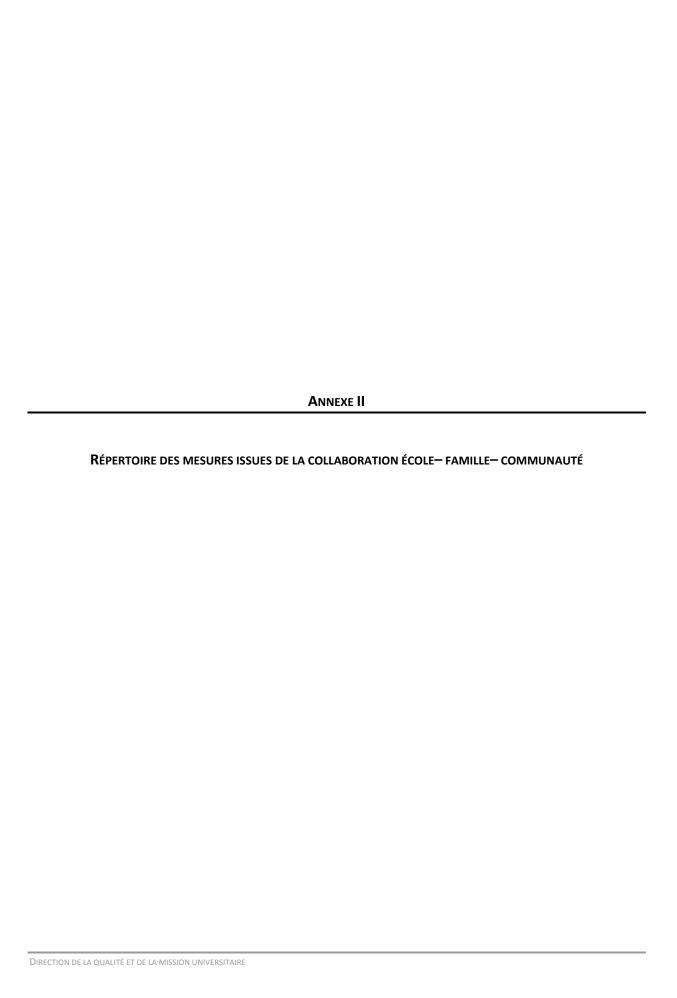
TABLEAU 1 POURCENTAGE DE LA POPULATION VIVANT SOUS LE SEUIL DE FAIBLE REVENU, ISSUE DE L'IMMIGRATION ET ISSUE DE L'IMMIGRATION RÉCENTE, POUR 16 TERRITOIRES DE CLSC MONTRÉALAIS1 (RECENSEMENT CANADA, 2001)

Territoire de CLSC	≥30 % de la population vivant sous le seuil de faible revenu	≥40 % de la population issue de l'immigration	≥10 % de la population issue de l'immigration récente (≤5 ans)
Bordeaux-Cartierville	30,1	46,0	9,5
Parc-Extension	52,1	62,0	17,1
Métro	31,6	35,5	11,4
Saint-Laurent	30,3	48,4	9,8
Côte-des-Neiges	32,8	43,5	13,1
Verdun-Côte-St-Paul	31,3	15,1	4,5
Saint-Henri	46,0	24,2	5,0
Pointe-Saint-Charles	49,3	13,8	4,4
Saint-Louis-du-Parc	34,3	29,0	5,4
Des Faubourg	47,5	19,3	4,5
Hochelaga- Maisonneuve	46,0	10,4	3,4
La Petite-Patrie	36,7	18,7	3,6
Villeray	33,9	29,0	5,8
Rosemont	30,8	17,3	4,5
Saint-Michel	41,0	42,7	6,8
Montréal-Nord	39,5	26,5	4,6

Territoires de CLSC où le pourcentage de la population vivant sous le seuil de faible revenu est égal ou supérieur à 30 %.

TABLEAU 2 POURCENTAGE DE LA POPULATION VIVANT SOUS LE SEUIL DE FAIBLE REVENU, ISSUE DE L'IMMIGRATION ET ISSUE DE L'IMMIGRATION RÉCENTE, PAR SECTEUR DE RECENSEMENT DESSERVI PAR LES ÉCOLES PRIMAIRES POUR 4 TERRITOIRES DE CLSC (RECENSEMENT CANADA, 2001)

	% de la		% de la population	
Écolos muimosinos	population vivant	% de la population	issue de	
Écoles primaires	sous le seuil de	issue de l'immigration	l'immigration	
	faible revenu		récente (≤5 ans)	
	Bordeau	X-CARTIERVILLE		
François-de-Laval	31,5	42,5	10,4	
Alice-Parizeau	43	51,6	13,9	
Louisbourg		En dessous des seuils		
Sainte-Odile		En dessous des seuils		
	SAIN	T-LAURENT		
Aquarelle	37	48	10,7	
Bois-Franc	37	48	10,7	
Enfant-Soleil	50	58	22	
Henri-Beaulieu	45	60	14,6	
Laurentide	20	50	9,5	
	Parc-	EXTENSION		
Barthélemy-Vimont	48	60	14	
Annexe	52	62	14	
Barclay	48	60	14	
	Соте-	DES-NEIGES		
Berford	60	64	25	
Félix Leclerc	51	57	22	
St-Pascal-Baylon	45	60	15	
Notre-Dame-des-	47	53	20	
Neiges				
Simone-Monet	47	53	20	
Des Nations	43	57	15	
Iona	24	44	12	



CÔTE-DES-NEIGES

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD

1.	LIAISONS ÉCOLE — FAMILLE — COMMUNAUTÉ	p.3
2.	FRANCISATION DES PARENTS	
3.	AIDE AUX DEVOIRS	p.6
4.	COMITÉ D'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES 4A. Plan d'action collectif 4B. Ateliers de psychomotricité 4C. Transitions en forme et en santé 4D. Ateliers de tennis	p.7 p.8 p.9
5.	ATELIERS DE CUISINE	p.11
6.	CUISINES COLLECTIVES PARENTS-ENFANTS	p.12
7.	ÉCOLE DU SAMEDI	p.13
8.	RÉFLEXIONS SUR LA MESURE ALIMENTAIRE	p.14
9.	CAMPAGNE DE PROPRETÉ	p.15
10.	LIGUES SPORTIVES INTER-ÉCOLES	p.16
11.	VIENS JOUER DANS MA COUR	p.17
12.	SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE	p.18

LIAISONS ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ

1A. PLAN D'ACTION COLLECTIE

COMITÉ DE QUARTIER DE CÔTE-DES-NEIGES

DESCRIPTION

- PLAN D'ACTION COLLECTIF planifié et réalisé par l'ensemble des intervenants scolaires du territoire de Côte-des-Neiges, qui vise la réussite de tous les jeunes des niveaux primaire et secondaire des écoles publiques francophones par l'implication des parents dans le cheminement scolaire et social de leur(s) enfant(s). Cette mesure vise aussi le rapprochement des parents avec la collectivité locale.
- Le principal moyen de ce plan d'action est l'embauche d'une ressource humaine dans chacune des écoles pour faciliter l'établissement de liens privilégiés (soutenus et étroits) avec les parents, le soutien à la participation des parents à la vie associative de l'école et la transmission aux parents d'informations sur les ressources existantes dans la collectivité.
 - Plan d'action collectif ◀
 - Objectifs : Scolaire Familial ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

Cette mesure vise tous les parents, qui sont rejoints de manière variable selon les activités mises en place. L'intervenante communautaire-scolaire (ICS) est présente 35 heures par semaine tout au long de l'année. Cette mesure est en place depuis 2006.

- Cible universelle ◀
- Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

- COMITÉ DE QUARTIER DE CÔTE-DES-NEIGES : Les 28 intervenants du milieu scolaire (les conseils d'établissement et directions des 11 écoles du territoire, les représentants de la commission scolaire de montréal, les commissaires et analystes et le directeur du centre d'éducation aux adultes pauline-julien) partagent la responsabilité du plan d'action collectif. A fait une planification précédée de l'identification collective des besoins et des solutions. Intègre les objectifs et les actions des partenaires.
- ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD (de même que toutes les écoles publiques francophones du territoire) : L'équipe de direction et le corps professoral font la promotion des activités. L'équipe de direction tient des rencontres avec l'ICS pour discuter et planifier son intervention. La directrice participe au comité de quartier de côte-des-NEIGES et au COMITÉ D'ENCADREMENT DU PROJET ICS.
- COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL: Assure le financement de la mesure. Participe, via les commissaires, les analystes et la direction des établissements, au comité de quartier de côte-des-neiges. Participe au comité d'encadrement du PROJETICS. Actualise à travers ce plan d'action sa politique interculturelle et son orientation d'école communautaire.
- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES : Participe au comité de quartier de côte-des-neiges et au comité D'ENCADREMENT DU PROJET ICS. Héberge la coordination des ICS.
- COMITÉ D'ENCADREMENT DU PROJET ICS: Coordonne l'implantation et supervise le plan d'action collectif dans les écoles du territoire. Est composé de 6 partenaires : 2 directions d'école, 1 analyste de la COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL, ${f 1}$ CSSS de la montagne, ${f 1}$ Table jeunesse de côte-des-neiges.
- autres instances de concertation et organisations du territoire : Soutiennent le projet par la réalisation d'activités ponctuelles et/ou par l'harmonisation de leurs objectifs avec ceux du projet (Intégration horizontale des objectifs et des actions du projet collectif).
- financement de la mesure : Provient de la commission scolaire de montréal, via le comité de quartier côte-des-neiges, pour assurer une présence de l'ICS 2 jours par semaine à l'école PRIMAIRE BEDFORD. De plus, pour avoir une ICS à plein temps, l'école primaire bedford comble avec son budget du « Programme de soutien à l'école montréalaise ».
 - Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

ADAPTATION(S)

Lors de la planification de ce projet collectif, le besoin de répondre à la clientèle de Côte-des-Neiges et de communiquer spécifiquement en tagal, tamoul, chinois, bengali et arabe a été établi.

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique

1B. LOCAL DES PARENTS ET JOURNAL DES PARENTS

COMITÉ DE QUARTIER DE CÔTE-DES-NEIGES

DESCRIPTION

Le local des parents est un lieu d'intégration et de socialisation des parents qui vise le développement du sentiment d'appartenance des parents à l'école et leur participation à la vie associative. Différents moyens sont mis en place par l'ICS (intervenante communautaire-scolaire), dont la participation au journal de l'école, des rencontres entre parents, des activités parent-enfant, la diffusion d'informations, des ateliers offerts par différents organismes communautaires de la collectivité.

- Liens école-famille ◀
- Objectifs : Scolaire Familial ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Tous les parents de l'école PRIMAIRE BEDFORD sont ciblés, mais ils sont rejoints de manière variable selon les activités.

L'école possède un local pour les parents de l'école depuis le mois d'août 2006. Le local est ouvert de 8 h 30 à 9 h 30 et de 13 h à 16 h 30.

- Cible universelle ◀
- Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Récente <

COLLABORATION(S)

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD : L'équipe de direction et les enseignants font la promotion du local et des activités. L'intervenante communautaire-scolaire (ICS) coordonne le LOCAL DES PARENTS et est responsable du « Journal des parents » de l'école PRIMAIRE BEDFORD. Les parents du Conseil d'établissement (CE) favorisent les liens avec les autres parents de l'école en faisant la promotion des activités de l'école et de la collectivité.

CSSS DE LA MONTAGNE: En plus de faire des suivis individuels et de remplir les mandats compris dans le panier de services CSLC, la travailleuse sociale fait connaître les ressources disponibles aux parents de l'école. Elle participe donc aux soirées d'informations au local des parents. Ce faisant, elle fait aussi du démarchage, de l'intégration sociale et du dépistage.

Table de concertation sur la sécurité alimentaire : Offre des ressources informationnelles et humaines lors de 2 activités : un café-rencontre et un atelier ayant pour thème les ressources en alimentation et en sécurité alimentaire dans la collectivité de Côte-des-Neiges.

BAOBAB FAMILIAL—MULTICAF—ECO-QUARTIER—CENTRE DE RESSOURCES ÉDUCATIVES ET PÉDAGOGIQUES (CRÉP): Participent à la réalisation des activités ponctuelles ou régulières.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Ce volet est en lien avec le projet ICS. Les organisations assument les coûts associés aux activités.

- Réseaux : Scolaire De la santé Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
- Références Mise en commun + coordination et prestation de services ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

ADAPTATION(S)

Dans le cadre de la mesure LIAISONS ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ, différentes stratégies sont déployées pour favoriser la transmission de l'information aux parents : présentations en français et en anglais, traduction, plusieurs langues parlées par les ICS. Par contre, certaines écoles préfèrent des communications unilingues en français.

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

2. FRANCISATION DES PARENTS

CENTRE D'ÉDUCATION AUX ADULTES PAULINE-JULIEN

DESCRIPTION

Les cours de Francisation visent l'apprentissage de la langue française par les parents allophones des écoles du territoire. Ultimement, cette mesure vise à favoriser le rapprochement école-FAMILLE-COMMUNAUTÉ, la réussite scolaire et l'intégration sociale des jeunes.

Plusieurs stratégies ont été développées pour favoriser l'atteinte de ces objectifs dont une offre centralisée et adaptée aux besoins et aux réalités des parents et la présence d'agents de liaison engagés pour faire le lien entre les écoles du territoire de Côte-des-Neiges et le CENTRE D'ÉDUCATION AUX ADULTES PAULINE-JULIEN.

Liens école-famille ◀

Objectifs: Familial — Scolaire ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les cours sont offerts à tous les parents allophones du territoire qui veulent apprendre le français, mais aussi aux familles élargies et aux grands-parents qui s'occupent des enfants. Pour l'instant, les cours rejoignent des personnes d'immigration récente (4-5 ans).

Ces cours sont offerts en après-midi, en soirée ou en fin de semaine.

Cette formule regroupée existe depuis 1 an.

Cible sélective ◀

Parents-familles

Continue ◀

Mature ◀

COLLABORATION(S)

CENTRE D'ÉDUCATION AUX ADULTES PAULINE-JULIEN: Fournit l'expertise. A le mandat de la commission scolaire de montréal d'offrir des cours de Francisation sur ce territoire. Propose les services de formateurs qualifiés. Embauche 2 agents de liaison pour développer un lien avec les écoles, les parents et les organisations de la communauté et pour faire connaître les services du centre d'éducation aux adultes pauline-Julien. Offre aux écoles du territoire un service d'interprètes lors d'événements spécifiques: convocation à l'école, remise des bulletins, etc. Offre aux parents un service de garde et un horaire flexible. Déploie des stratégies qui favorisent la motivation et la persévérance des parents.

TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES : Soutient depuis plusieurs années un processus de réflexion collective face à la situation vécue par chacune des écoles. A planifié et a mis en place l'harmonisation du service dans toutes les écoles du territoire.

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD (de même que toutes les écoles de côte-des-NEIGES): Fournit les références des parents qui souhaitent apprendre le français au centre d'éducation aux adultes pauline-julien.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement provient de la commission scolaire de montréal (CSDM).

Réseaux : Scolaire — Communautaire ◀

Structure d'action concertée ◀

Références — Planification collective — Mise en commun + coordination et prestation de services ◀

Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

ADAPTATION(S)

La mesure en elle-même est une réponse collective à la difficulté identifiée par plusieurs écoles de rejoindre les parents des communautés ethnoculturelles.

L'expertise développée au fil des années tend à démontrer que la constitution des groupes sur la base du regroupement ethnoculturel, des liens existants entre les personnes ou du nombre d'années de scolarisation sont des éléments importants à considérer pour soutenir la motivation des personnes allophones à poursuivre les cours de francisation.

Accessibilité financière — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale —

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique

AIDE AUX DEVOIRS

TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES

Jumelage entre les élèves du primaire et du secondaire visant, par l'AIDE AUX DEVOIRS, à soutenir la réussite scolaire des élèves en difficultés de l'école PRIMAIRE BEDFORD et à développer leur sentiment d'appartenance à l'école.

Interventions liées à la réussite éducative ◀

Objectifs : Scolaire ◀

Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure vise les enfants de l'école PRIMAIRE BEDFORD qui ont des difficultés scolaires. Ce jumelage est fait sur une base hebdomadaire.

Cible identifiée ◀

Enfants ◀

Continue ◀

COLLABORATION(S)

TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES: Forme et soutient le développement des compétences des jeunes du niveau secondaire qui s'engagent à devenir des accompagnants et des tuteurs.

ÉCOLE SECONDAIRE LAVOIE ET ÉCOLE SECONDAIRE MONT-ROYAL : Recrutent et réfèrent leurs élèves qui souhaitent s'investir dans cette forme de bénévolat.

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD: Organise l'AIDE AUX DEVOIRS. Fait la référence des enfants qui ont des difficultés. Prête les locaux.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Chaque partenaire assume les frais reliés aux ressources humaines. La collation est offerte par l'école primaire bedford.

Réseaux : Scolaire — Communautaire ◀

Pluriorganisationnelle ◀

Références — Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(s) Aucune mention.

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES

4A. PLAN D'ACTION COLLECTIF

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES

PLAN D'ACTION COLLECTIF qui soutient une vision intégrée des actions à réaliser pour favoriser l'éducation à la santé et le développement de saines habitudes de vie de tous les élèves du territoire de Côte-des-Neiges.

- Plan d'action collectif ◀
- Objectifs : Social et de santé
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

Depuis 5 ans, les partenaires du comité ont réalisé une étude de besoins et ont réalisé un PLAN D'ACTION COLLECTIF destiné aux 4-12 ans du territoire de Côte-des-Neiges. Ce plan d'action comprend 3 stratégies : ATELIERS DE PSYCHOMOTRICITÉ - TRANSITIONS EN FORME ET EN SANTÉ - COURS DE TENNIS.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES est une table de partenaires composée des organisations suivantes : LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES, CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE CÔTE-DES-NEIGES, TENNIS MONTRÉAL, L'ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, la COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL, le CSSS DE LA MONTAGNE et les 7 écoles primaires du territoire de Côte-des-Neiges (directions). Ces partenaires ont réalisé une étude de besoins et ont fait un plan d'action collectif.

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD : Participe au comité. Arrime les orientations d'éducation à la santé de son projet éducatif aux objectifs du comité et du PLAN D'ACTION COLLECTIF.

LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES, CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE CÔTE-DES-NEIGES, TENNIS MONTRÉAL: Ont participé à l'étude de besoins et à l'élaboration du plan d'action collectif. Ont pris en charge, à la demande des autres partenaires, la réalisation des actions planifiées collectivement. Les 2 premiers organismes sont impliqués à l'école primaire bedford.

CSSS DE LA MONTAGNE : Les intervenants en organisation communautaire ont travaillé à la mise sur pied de ce comité, à l'identification des besoins et au choix des priorités d'action jusqu'en décembre 2006.

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE: Les intervenants du développement social ont participé à l'étude de besoins.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Le financement du PLAN D'ACTION COLLECTIF provient du programme « Québec en forme » de la Fondation Lucie et andré chagnon. Les coûts associés au processus de planification collective ont été assumés par les organisations partenaires.

- Réseaux : Scolaire De la santé Municipal Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques

ADAPTATION(S)

Aucune mention.

4B. ATELIERS DE PSYCHOMOTRICITÉ

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE CÔTE-DES-NEIGES

DESCRIPTION

Les ateliers de psychomotricité visent le développement moteur des enfants d'âge préscolaire auquel s'ajoutent des objectifs pédagogiques; lorsqu'un mot-groupe de mots est appris dans la classe avec les professeurs, il est aussi utilisé dans l'atelier par les psychoéducateurs.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé Scolaire ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les ateliers de psychomotricité s'adressent aux enfants des prématernelles et maternelles de plusieurs écoles du territoire Côte-des-Neiges dont l'école primaire BEDFORD.

Au cours de la dernière année, 124 écoliers de 4-5 ans ont été rejoints de l'école PRIMAIRE BEDFORD. Les ateliers ont débuté en 2005-2006 et prennent place durant les heures d'école de septembre à mai.

- Cible sélective ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S

centre communautaire de Loisir de côte-des-neiges: Embauche, supervise et soutient une psychoéducatrice à temps partiel pour l'école PRIMAIRE BEDFORD. Assure la coordination. Prend en charge la planification à la réalisation. Fait partie du comité d'action de milieu de côte-des-neiges.

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD : Prête des locaux. Fournit du temps — professeurs qui sont présents lors des ateliers.

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES : Fait le suivi et l'évaluation de ce volet du PLAN D'ACTION COLLECTIF. FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts associés sont financés avec le volet local du programme « Québec-Enfant » de la FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

ADAPTATION(S) Aucune mention.

4C. TRANSITIONS EN FORME ET EN SANTÉ

LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES

DESCRIPTION

Les animations orientées vers le sport et l'activité physique à différents moments de la journée et lors des sorties, congés scolaires et activités parascolaires visent le développement et le maintien d'une pratique sportive régulière chez les élèves.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Tous les élèves sont ciblés même si parfois certaines activités sont orientées vers un niveau en particulier ou vers certaines classes.

Animations tout au long de l'année depuis 3 ans.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S

LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES: Embauche, supervise et soutient un animateur intégré à la vie de l'école primaire BEDFORD. Fait partie du COMITÉ D'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES.

 ${\it \'ecole PRIMAIRE BEDFORD: Prête des locaux. Accueille l'animateur 35 \ heures par semaine.}$

provient de l'école pour compléter le temps plein de l'animateur.

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES : Fait le suivi et l'évaluation de ce volet du plan d'action collectif. FINANCEMENT DE LA MESURE : Une partie provient de « *Québec en forme »* (20 à 25 heures par semaine), une autre

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques

ADAPTATION(S)

Le coût des activités est fixé à 10 \$ par année. Ce montant symbolique est une forme d'engagement à la participation.

La capacité de s'ajuster aux différentes réalités du territoire est une condition d'embauche de l'animateur et fait aussi partie de la philosophie de LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES.

Accessibilité financière — Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

4D. ATELIERS DE TENNIS

TENNIS MONTRÉAL

DESCRIPTION

La mise en place d'un programme d'initiation au tennis et son intégration aux autres activités d'éducation physique offertes à l'école visent le développement d'une pratique sportive chez les élèves de l'école PRIMAIRE BEDFORD.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

La session est offerte à toutes les classes incluant les classes maternelles, prématernelles et classes d'accueil.

Le programme d'initiation est d'une durée de 6 cours (5 cours et minitournoi). La présence de TENNIS MONTRÉAL à l'ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD S'ÉTENDE du 3 mars au 25 avril 2008. Cette mesure est en place depuis 5 ans.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

TENNIS MONTRÉAL: Assure la réalisation de cette activité (clé en main). Fait partie du comité D'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES. ASSURE UNE présence experte à l'école PRIMAIRE BEDFORD d'approximativement 160 heures par année.

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD : Prête des locaux. Fait partie du comité d'action de milieu de côte-des-neiges. Jumelage des moniteurs attitrés aux sessions d'initiation avec les professeurs d'éducation physique titulaires; c'est un règlement de l'école et une obligation demandée par les assurances, mais surtout c'est un élément facilitant du fait que les enseignants peuvent s'assurer de l'adaptation du langage et de la compréhension des enfants. Ces sessions sont inscrites au curriculum de l'éducation physique.

SERVICE DE GARDE DE L'ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD: Lors de la semaine de relâche, il y a un une activité partagée de tennis montréal et du service de garde de l'école primaire bedford (20 heures pour chacun des groupes soit 2 heures par jour).

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES : Fait le suivi et l'évaluation de ce volet du plan d'action collectif.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les cours sont financés dans le cadre du projet local de « Québec-Enfant » de la FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON.

Réseaux : Scolaire

Structure d'action concertée

Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀

Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

ADAPTATION(S)

Au cours des premières années, la session se faisait au début de l'année scolaire. Or les écoliers des classes d'accueil n'avaient pas suffisamment de maîtrise de la langue pour apprécier cette activité. Maintenant, les professeurs présents font de manière occasionnelle des ajustements de rythme et de langage pour ces classes.

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

ATELIERS DE CUISINE

TABLE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES—SNOWDON, CSSS DE LA MONTAGNE, CLSC CÔTE-DES-NEIGES

Dans une perspective de complémentarité avec l'objectif du projet éducatif de l'école PRIMAIRE BEDFORD et avec le PLAN D'ACTION COLLECTIF développé par le comité d'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES (CAM-CDN), les ateliers de cuisine visent l'acquisition d'habiletés culinaires et de connaissances en nutrition pour permettre aux écoliers d'adopter de saines habitudes de vie et plus particulièrement celles en lien avec l'alimentation.

- Exploration, sécurité alimentaire et matérielle ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure s'adresse aux écoliers de la 3^e à la 6^e année. Au cours de la dernière année, 2 sessions d'ateliers ont été réalisées. À chaque session, 4-5 groupes d'enfants ont participé dans le cadre de l'horaire régulier des classes.

Ce projet est en place depuis 2 ans.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continu ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

TABLE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES—SNOWDON : Les membres de cette concertation ont décidé de s'associer au plan d'action du CAM-CDN en proposant une activité de nutrition complémentaire aux objectifs d'éducation à la santé de tous les élèves des écoles primaires du territoire. Fournit une ressource humaine pour l'animation. Fournit l'expertise sur ce type d'intervention. Coanime avec la nutritionniste du csss de la montagne—clsc côte-des-neiges.

CSSS DE LA MONTAGNE—CLSC CÔTE-DES-NEIGES: La nutritionniste participe à la programmation des ateliers de nutrition. Participe au recrutement des enfants dans l'école. Coanime les ateliers avec l'animatrice de la table de sécurité alimentaire du conseil communautaire de côte-des-neiges—snowdon.

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD : Prête un local doté d'équipements pour faire la cuisine. Arrime cette activité avec les orientations de son projet éducatif.

FINANCEMENT DE LA MESURE : ASSURÉ PAR la TABLE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES-SNOWDON.

- Réseaux : Scolaire De la santé Communautaire ◀
- Pluriorganisationelle Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Dans le cadre des ateliers, le langage et le vocabulaire sont simplifiés. Les menus et les recettes sont végétariens afin d'éviter les débats sur les préférences religieuses et personnelles.

Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

CUISINES COLLECTIVES PARENTS-ENFANTS

TABLE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES—SNOWDON, CSSS DE LA MONTAGNE—CLSC CÔTE-DES-NEIGES

Dans une perspective de complémentarité avec les objectifs du projet éducatif de l'école PRIMAIRE BEDFORD et CEUX du COMITÉ D'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES et de la TABLE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE côte-des-neiges—snowdon, les cuisines collectives visent le développement des habiletés culinaires et des connaissances en nutrition et alimentation des enfants et des parents et visent aussi le réseautage et la mixité culturelle des familles de l'école PRIMAIRE BEDFORD.

- Exploration, sécurité alimentaire et matérielle
- Objectifs : Familial Communautaire Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure s'adresse à toutes les familles de l'école PRIMAIRE BEDFORD. Au cours de la dernière année, il y a eu 2 groupes de cuisines collectives. Le premier groupe, composé de 7 familles (10 parents ou enfants), cuisinait une fois par mois à l'école dans le cadre de l'école du SAMEDI dans un local doté d'équipements pour faire la cuisine. Le 2^e groupe était réservé aux parents et se tenait dans un local communautaire. C'est une mesure récente : Le 1^{er} groupe a débuté en octobre 2007 et le 2^e groupe en mars 2008. La participation à une activité de cuisine collective demande 2 jours par mois; un jour pour faire la planification et un autre pour faire la cuisine.

- Cible universelle ◀
- Enfants Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

- TABLE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES—SNOWDON: Fournit une ressource humaine. Assure le leadership. Fournit l'expertise sur cette stratégie d'intervention. Organise les rencontres de planification avec les familles participantes. Porte le dossier de la sécurité alimentaire pour l'ensemble du territoire.
- CSSS DE LA MONTAGNE—CLSC CÔTE-DES-NEIGES: Soutient l'activité via la travailleuse sociale. Recrute les familles. Participe aux cuisines collectives et se faisant, fait aussi du démarchage, de l'intégration sociale, du dépistage. Fait connaître des ressources aux parents de l'école PRIMAIRE BEDFORD.
- ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE: Prête un local pour que les parents puissent faire la cuisine. Ce local est un pôle communautaire important de cette collectivité; ce qui contribue à l'intégration sociale des familles de l'école PRIMAIRE BEDFORD.
- ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD : L'intervenante communautaire-scolaire (ICS) recrute les familles. L'école fournit un local doté d'équipements pour faire la cuisine.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines, est assumé par les partenaires.
 - Réseaux : Scolaire De la santé Communautaire Municipal ◀
 - Pluriorganisationelle Structure d'action concertée ◀
 - Références Planification conjointe Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

- Dans le cadre des ateliers, le langage et le vocabulaire sont simplifiés. De plus, les menus et les recettes sont végétariens afin d'éviter les débats sur les préférences religieuses et personnelles.
- L'accent est mis sur le réseautage et l'intégration sociale et communautaire des nouveaux arrivants à la société d'accueil. Pour ce faire, l'information sur les activités et sur la vie associative du quartier est remise aux familles participantes.
 - Adaptations dans une perspective d'intégration sociale Adaptations planifiées au contexte pluriethnique
 - Réponse à la défavorisation ◀

ÉCOLE DU SAMEDI

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD

DESCRIPTION

Les différentes activités d'initiation aux sports, culture et loisirs visent la découverte d'un intérêt, le développement d'un sentiment d'appartenance, l'acquisition de valeurs de respect et de persévérance ainsi que la promotion de la santé et du bien-être.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Tous les élèves et leurs parents sont invités à participer aux activités hebdomadaires organisées dans le cadre de l'école du SAMEDI.

L'école PRIMAIRE BEDFORD a mis sur pied un projet nommé « Samedi d'être à Bedford » il y a plus de 6 ans. Seul le nom a changé il y a quelques temps.

L'ÉCOLE DU SAMEDI a lieu tous les samedis de l'année scolaire.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD: Recrute les familles, via son ICS. Fournit un local. Engage 2 éducatrices spécialisées dont les mandats sont la coordination, l'identification des activités, le recrutement des élèves, la gestion et le suivi. Paye un concierge qui veille aux salles et à l'encadrement des élèves. Arrime cette mesure aux orientations de son projet éducatif, plus précisément, la valorisation et le développement de la culture générale des élèves et l'apprentissage et la prise en charge de sa santé.

QUÉBEC EN FORME: Recrute un animateur pour les activités sportives.

organisations du territoire côte-des-neiges: Participent à des activités ponctuelles ou régulières.

FINANCEMENT DE LA MESURE : « Québec en forme » finance certaines activités. « Opération solidarité » et « Soutien aux projets éducatifs », financements (CSDM) de soutien à la réussite scolaire, apportent aussi une aide financière.

- Réseaux : Scolaire Communautaire Philanthropique ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
- Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités Tiers financeurs philanthropiques ◀

ADAPTATION(S)

Un montant annuel symbolique de 10 \$ est demandé aux parents pour la participation de leur enfant aux activités.

Accessibilité financière ◀

RÉFLEXIONS SUR LA MESURE ALIMENTAIRE

MULTI-CAF: LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE

Au cours de 2007-2008, dans un contexte spécifique à l'école PRIMAIRE BEDFORD où les enfants nouvellement arrivés au pays jetaient une partie de la nourriture provenant de la mesure alimentaire, un atelier comprenant la visite des cuisines, une rencontre avec le chef cuisinier et une discussion autour des préférences des enfants a été réalisé afin de démystifier les aliments et de partager les différentes manières d'apprêter les mets.

- Exploration, sécurité alimentaire et matérielle ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Information et sensibilisation ◀

CARACTÉRISTIQUES

Un groupe de 20 enfants d'une classe d'accueil a participé à l'atelier, qui n'a eu lieu qu'une fois en 2007-2008. La direction et l'organisme responsable de la mesure alimentaire pensent répéter l'expérience en 2008-2009.

- Cible sélective ◀
 - Enfants ◀
- Sporadique ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

MULTI-CAF: LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE: Fournit un service alimentaire aux écoles du territoire. Anime l'atelier et a fait visiter les cuisines aux élèves de la classe d'accueil. Fait des réunions avec l'école 4 fois par année pour établir les menus.

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD : Recherche une solution aux difficultés identifiées par les enfants. Fait des réunions avec l'organisme partenaire 4 fois par année pour établir les menus.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le budget de la mesure alimentaire provient du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT et est remis aux commissions scolaires. Pour ce qui est spécifiquement de l'atelier expérimental réalisé, l'école primaire BEDFORD a assumé les frais associés.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationnelle <
- Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

Les préférences alimentaires des élèves nouvellement arrivés ont été tenues en compte.

Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

CAMPAGNE DE PROPRETÉ

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES—ÉCO-QUARTIER

La CAMPAGNE DE PROPRETÉ tenue dans toutes les écoles du territoire de Côte-des-Neiges vise la sensibilisation et la responsabilisation des élèves face à la propreté de leur environnement physique. Plusieurs moyens sont mis en place lors de cette campagne : nettoyage de la cour extérieure, concours de bricolage avec des objets de récupération et concours de propreté dans les classes.

Développement des compétences des jeunes ◀

Objectifs : Environnemental ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Tous les écoliers sont invités à participer aux activités proposées. Cette campagne a lieu au mois de mai chaque année.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique ◀

COLLABORATION(S)

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE: Planifie la campagne de propreté avec les partenaires. Assure le leadership de cette campagne de propreté. société environnementale de côte-des-neiges—éco-quartier : Participe et planifie la campagne du mois de

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD : Participe et planifie la campagne du mois de mai. FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines, sont assumés par les organisations partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire Municipal ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

ADAPTATION(S) Aucune mention.

10. LIGUES SPORTIVES INTER-ÉCOLES

ACTEURS MULTIPLES DE CÔTE-DES-NEIGES

DESCRIPTION

La pratique d'un sport d'équipe (soccer et basket-ball) dans une ligue constituée des écoles primaires du territoire et encadrée par les diverses organisations de la collectivité de Côtedes-Neiges vise le développement global des enfants dans leur communauté.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé Communautaire ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les équipes sont composées d'écoliers de 10-12 ans dans chacune des écoles. Le nombre d'équipes est variable. Certaines écoles font du recrutement large, d'autres choisissent la quinzaine de jeunes qui composent l'équipe formée pour représenter l'école.

Ces ligues ont des matchs du mois d'octobre au mois de mai et les pratiques se tiennent à 7 h le matin. Les minitournois se tiennent après l'école. Le « Tournoi de soccer » de 12 équipes représentant 11 écoles de Côte-des-Neiges a cours durant 10-12 fins de semaine.

Existe depuis 2 ans pour le soccer et 4 ans pour le basket-ball.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 26 : Participe à l'organisation et la réalisation des tournois. Encadre, via 2 policiers sociocommunautaires, les matchs de soccer. Poursuive leur travail de sensibilisation et de prévention (violence — intimidation).

LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES: Assure la présence d'un entraîneur payé.

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE CÔTE-DES-NEIGES et ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Fournissent les arbitres.

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE: Prête des équipements.

TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES: Participe à l'organisation.

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD : Participe à l'organisation. Affiche les résultats et les statistiques à l'école.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources

humaines, sont assumés par les organisations partenaires. Aussi, le SPVM-PDQ 26 fait la levée de fonds pour l'achat des trophées.

Réseaux : Scolaire — Municipal — Communautaire ◀

- Pluriorganisationelle <
- Réalisation commune ◀
- Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S) Aucune mention.

11. VIENS JOUER DANS MA COUR

COMITÉ DE SUIVI DU NORD-EST DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES—SNOWDON

Projet collectif visant l'amélioration du voisinage de l'école, et plus spécifiquement le quadrilatère autour du parc Kent (Darlington-Goyer-Bedford) par des aménagements physiques (parc-école, jardins collectifs, etc.) mais aussi par des rencontres avec les résidents et des activités de rapprochement avec des organismes.

- Plan d'action collectif ◀
- Objectifs : Communautaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les partenaires du comité se réunissent régulièrement pour planifier les étapes du plan d'action collectif et les activités ponctuelles.

Toutes les familles des écoliers de l'école primaire BEDFORD et les résidents de ce quadrilatère sont invités à participer aux activités de mobilisation proposées. Par exemple, en 2007-2008, un samedi de mai, quelque 400 personnes (membres des familles des jeunes qui fréquentent l'école) ont disputé des matchs de basket-ball avec 4 policiers. Ces activités de rapprochement et de rencontres sont à géométrie variable.

- Cible universelle ◀
- Enfants Parents-familles Communauté ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

COMITÉ DE SUIVI DU NORD-EST DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES—SNOWDON: Le mandat et les actions de ce comité s'échelonnent sur plusieurs années. Pour l'instant, une étape d'identification des besoins et la recherche de solutions est en cours. Un 2^e mandat de ce comité, en lien avec l'école PRIMAIRE BEDFORD, est de développer des activités familiales alternatives et gratuites.

SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 26 : 4 policiers pour faire connaître la philosophie et les habitudes de la police d'ici aux nouveaux arrivants lors de l'activité « Familles ».

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE: Membre du comité. Fait les consultations et les suivis d'aménagement des parcs de ce secteur.

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD : Organisation conjointe des activités. La direction de l'ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD a participé l'année dernière aux consultations de la VILLE sur la politique familiale, sur le plan d'action et le plan d'avenir en sport et loisirs.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Pour l'instant, les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines qui participent aux travaux du comité ou aux activités, sont assumés par les organisations.

- Réseaux : Scolaire Municipal Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

ADAPTATION(S) Aucune mention.

12. SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

PRÉVENTION NOTRE-DAME-DE-GRÂCE—TANDEM, ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Ateliers de sensibilisation visant à amener les enfants à adopter des comportements adéquats face à l'intimidation, l'insécurité, la violence, la résolution de conflits, le choix des amis, les lois, la prévention sur l'Internet, la perception de la violence dans les médias et la sécurité à vélo.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Information et sensibilisation ◀

CARACTÉRISTIQUES

Tous les écoliers de l'école PRIMAIRE BEDFORD, de la maternelle à la 6^e année. Toutes les classes sont visitées au moins une fois durant l'année scolaire. Ces 2 organismes travaillent ensemble depuis longtemps.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

PRÉVENTION NOTRE-DAME-DE-GRÂCE: À travers le mandat de TANDEM pour le territoire côte-des-NEIGES—NOTRE-DAME-DEgrâce, organise le contenu des ateliers en fonction du niveau des enfants. Fournit les ressources humaines. ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE: Organise le contenu des ateliers en fonction du niveau des enfants. Fournit les ressources humaines.

ÉCOLE PRIMAIRE BEDFORD : Accueille les 2 organismes à l'école. La direction n'est que très exceptionnellement impliquée. FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure principalement associés aux ressources humaines sont assumés par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Municipal Communautaire ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

Un atelier offert aux écoliers de la 6^e année porte sur la diversité des cultures, plus précisément sur la démystification dans le respect et la non-violence.

Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE

1.	LIAISONS ÉCOLE — FAMILLE — COMMUNAUTÉ	p.20
2.	ACTIVITÉS PARASCOLAIRES	p.21
	2A. Activités culturelles et sportives	p.21
	2B. « Ligues de garage »	p.22
3.	FRANCISATION DES PARENTS	p.23
4.	ATELIERS DE PRÉVENTION	p.24
	4A. Prévention du racisme	
	4B. Prévention de la violence	p.25
	4C. Promotion de la sécurité et prévention de la criminalité	p.26
5.	JUMELAGES	p.27
	5A. Projet Horizon	p.27
	5B. Projet Prométhée	
	5C. Projet Jeunes en mouvement, Jeunes en santé	p.29
6.	CAFÉ ÉTUDIANT	p.30
7.	CAMPS PÉDAGOGIQUES EN ENTREPRISE	p.31
8.	STAGE — ÉTUDES	p.32
9.	ATELIERS DE CUISINE	p.33
10.	ÉCOLE VERTE	p.34
11.	INTRODUCTION AU SYSTÈME DE SANTÉ QUÉBÉCOIS	p.35

COMITÉ DE QUARTIER DE CÔTE-DES-NEIGES

DESCRIPTION

- Plan d'action collectif planifié et réalisé par l'ensemble des intervenants scolaires du territoire de Côte-des-Neiges, qui vise la réussite de tous les jeunes des niveaux primaire et secondaire des écoles publiques francophones par l'implication des parents dans le cheminement scolaire et social de leur(s) enfant(s). Cette mesure vise aussi le rapprochement des parents avec la collectivité locale.
- Le principal moyen de ce plan d'action est l'embauche d'une ressource humaine dans chacune des écoles pour faciliter l'établissement de liens privilégiés (soutenus et étroits) avec les parents, le soutien à la participation des parents à la vie associative de l'école et la transmission d'informations aux parents sur les ressources existantes dans la collectivité.
 - Plan d'action collectif Liens école-famille ◀
 - Objectifs : Scolaire Familial ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure vise tous les parents. L'école secondaire la voie accorde une grande importance aux parents dont les adolescents sont en transition primaire-secondaire.

L'intervenante communautaire-scolaire (ICS) est présente 35 heures par semaine tout au long de l'année. 2002. Le plan d'action collectif a été élaboré en 2006-2007 et a été mis en place dans l'ensemble des écoles du territoire Côte-des-Neiges en 2007-2008.

- Cible universelle Cible sélective ◀
 - Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATIONS

- COMITÉ DE QUARTIER DE CÔTE-DES- NEIGES : Les 28 intervenants du milieu scolaire (les conseils d'établissement et directions des 11 écoles du territoire, les représentants de la commission scolaire de montréal, les commissaires et analystes et le directeur du centre d'éducation aux adultes pauline-julien) partagent la responsabilité du plan d'action collectif. A fait une planification précédée de l'identification collective des besoins et des solutions.
- école secondaire la voie (de même que toutes les écoles publiques francophones du territoire): L'équipe de direction et le corps professoral font la promotion des activités. L'équipe de direction tient des rencontres avec l'ICS pour discuter et planifier son intervention. La directrice participe au comité de QUARTIER DE CÔTE-DES-
- COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL : Assure le financement de la mesure. Participe, via les commissaires, les analystes et la direction des établissements, au comité de quartier de côte-des-neiges. Participe au comité d'encadrement du PROJET ICS. Actualise à travers ce plan d'action sa politique interculturelle et son orientation d'école
- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES : Participe au COMITÉ DE QUARTIER DE CÔTE-DES-NEIGES et au COMITÉ D'ENCADREMENT DU PROJET ICS. Héberge la coordination des intervenantes communautaires-scolaires.
- COMITÉ D'ENCADREMENT DU PROJETICS : Coordonne l'implantation et supervise le plan d'action collectif dans les écoles du territoire. Est composé de 6 partenaires (2 directions d'école, 1 analyste de la CSDM, 1 CSSS DE LA MONTAGNE, 1 de la TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES).
- AUTRES INSTANCES DE CONCERTATION ET ORGANISMES DE BASE DU TERRITOIRE: SOUTIENNENT le projet par la réalisation d'activités ponctuelles et/ou par l'harmonisation de leurs objectifs avec ceux du projet (Intégration horizontale des objectifs et des actions du projet collectif).
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient de la commission scolaire de montréal via le comité de quartier de côte-des-neiges pour assurer la présence quotidienne d'une ICS. Au début, en 2002, l'école secondaire La voie tirait de l'enveloppe « Agir Autrement » les fonds pour financer ce poste.
 - Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

ADAPTATION(S)

- Lors de la planification de ce projet collectif, le besoin de répondre à la clientèle de Côte-des-Neiges et de communiquer spécifiquement en tagal, tamoul, chinois, bengali et arabe a été établi.
- Lors des activités ou des ateliers faits par l'intervenante communautaire-scolaire (ICS) ou la conseillère en orientation, les informations sont transmises aux parents en français et en anglais. Il en est de même pour les documents tels les règles de l'école et le code de vie remis lors des rencontres scolaires.
 - Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

2. ACTIVITÉS PARASCOLAIRES

2A. ACTIVITÉS CULTURELLES ET SPORTIVES

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE CÔTE-DES-NEIGES

DESCRIPTION

- Les activités de sports, culture et loisirs mises en place dans le cadre du programme « Écoles en forme et en santé » du MÉLS visent le développement du potentiel des élèves et la mise en place des conditions optimales de réussite scolaire par l'activité physique et la saine alimentation. À l'école secondaire la voie, ces activités visent aussi le développement d'un sentiment d'appartenance et l'enracinement des élèves à leur communauté.
- Ces activités choisies selon les demandes formulées par les jeunes se déroulent sur l'heure du dîner (1-2 animateurs ont la charge de la salle de jeu) ou après les heures de classe (cours de break-dance, de hip hop, de baladi, petit orchestre) dans les locaux de l'école. Afin d'assurer une continuité école-communauté, les mêmes activités sont offertes dans les locaux du centre communautaire de loisir de côte-des-neiges au cours de la fin de semaine et de l'été.
 - Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé Communautaire ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Le programme « Écoles en forme et en santé » cible le 3^e cycle du primaire et le 1^{er} cycle du secondaire, mais à l'école secondaire la voie, les activités déployées visent tous les élèves. En 2007-2008, 123 jeunes ont été rejoints au cours des 4-6 sessions de cours.

Les activités ont lieu le midi, le soir, la fin de semaine et l'été.

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀

COLLABORATION(S)

- CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE CÔTE-DES-NEIGES : Assume le leadership de cette mesure. Embauche, supervise et soutient les ressources humaines associées à cette mesure. Assure la continuité durant la fin de semaine et durant l'été. Harmonise son message et certaines de ses activités avec l'école secondaire la voie. Fournit les locaux et l'équipement.
- ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Anime, via sa technicienne en loisirs, le processus qui permet la proposition et la sélection des activités en début d'année. Fait le recrutement d'animateurs et d'entraîneurs. Intègre ces activités (auxquelles s'ajoutent le café étudiant) aux objectifs de l'école en s'assurant qu'elles véhiculent les mêmes valeurs et les mêmes règles que le code de vie de l'école. Harmonise son message et ses activités aux jeunes avec le centre communautaire de loisir de côte-des-neiges. Fournit les locaux et l'équipement.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient du programme du MÉLS « Écoles en forme et en santé » (intégration des communautés culturelles) pour lequel l'école doit être associée à un organisme de la communauté locale. Il y a aussi une participation financière de l'école (Programme « Agir autrement ») et de la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES.
 - Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
 - Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services Planification conjointe ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités \blacktriangleleft

Les activités sont gratuites pour les jeunes.

Accessibilité financière ◀

2B. « LIGUES DE GARAGE »

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 26. LOISIRS SPORTIES CÔTE-DES-NEIGES. TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES, ASSOCIATION DES NOIRS DE CÔTE-DES-NEIGES, MAISON DES JEUNES DE CÔTE-DES-NEIGES

DESCRIPTION

Les « LIGUES DE GARAGE » visent à créer des opportunités de rapprochement et de socialisation entre les jeunes et les adultes de la communauté de Côte-des-Neiges par des activités sportives conviviales.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

- Tous les élèves de l'école ainsi que tous les membres de la communauté sont invités à participer. Le nombre de participants est variable.
- Certaines activités de fin de semaine sont ponctuelles alors que d'autres sont sur une base régulière comme les activités animées et supervisées de basket-ball et de net-ball qui se déroulent du lundi au samedi après les heures d'école.
- Différents partenariats se sont développés au fil des dix dernières années suite aux nouvelles orientations telles que l'École communautaire, la police de quartier et la décentralisation du volet Sports et loisirs de la VILLE DE MONTRÉAL vers les arrondissements.
 - Cible universelle ◀
 - Adolescent(e)s Communauté ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

- ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE: Travaille avec des organismes communautaires. Prête des locaux et des infrastructures (aréna-piscine-terrain de jeux) selon les besoins des organisations partenaires. Planifie les activités avec les partenaires.
- SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL POSTE DE QUARTIER 26 : Les constables participent à des tournois de hockey et de basketball avec les jeunes du territoire.
- LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES: Fait la formation des arbitres. Donne des cours d'arbitrage pour les matchs de hockey aux élèves de l'école secondaire la voie — qualification de niveau 1 — qui obtiennent une rétribution selon le niveau de scolarité atteint.
- TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES: Anime une réflexion sur l'importance des activités parascolaires pour le territoire de Côte-des-Neiges. Soutient la coopération entre les organisations.
- MAISON DES JEUNES DE CÔTE-DES-NEIGES: Anime des activités de net-ball et de basket-ball sur une base régulière. ASSOCIATION DES NOIRS DE CÔTE-DES-NEIGES: Anime des activités de net-ball et de basket-ball sur une base régulière.
- ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Fournit des locaux gymnases. Organise des rencontres régulières de planification et de suivi de la direction de l'école avec les organismes partenaires.
- FINANCEMENT DE LA MESURE: Chaque partenaire assume une partie des frais reliés à ces activités, qui sont principalement associés aux ressources humaines.
 - Réseaux : Scolaire Communautaire Municipal ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
 - Réalisation commune
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

Aucune mention.

3. FRANCISATION DES PARENTS

CENTRE D'ÉDUCATION AUX ADULTES PAULINE-JULIEN

Les cours de Francisation visent l'apprentissage de la langue française par les parents allophones des écoles du territoire. Ultimement, cette mesure vise à favoriser le rapprochement ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ, la réussite scolaire et l'intégration sociale des jeunes.

Plusieurs stratégies ont été développées pour favoriser l'atteinte de ces objectifs dont une offre centralisée et adaptée aux besoins et aux réalités des parents et la présence d'agents de liaison engagés pour faire le lien entre les écoles du territoire de Côte-des-Neiges et le centre d'éducation aux adultes pauline-julien.

Liens école-famille ◀

Objectifs: Familial — Scolaire ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les cours sont offerts à tous les parents du territoire qui veulent apprendre le français, mais aussi aux familles élargies et aux grands-parents qui s'occupent des enfants. Pour l'instant, les cours rejoignent des personnes d'immigration récente (4-5 ans).

Ces cours sont offerts en après-midi, en soirée ou en fin de semaine.

Cette formule regroupée existe depuis 1 an.

Cible sélective ◀

Parents-familles ◀

Continue ◀

Mature ◀

COLLABORATION(S)

CENTRE D'ÉDUCATION AUX ADULTES PAULINE-JULIEN: Fournit l'expertise. A le mandat de la commission scolaire de MONTRÉAL d'offrir des cours de francisation sur ce territoire. Propose les services de formateurs qualifiés. Embauche 2 agents de liaison pour développer un lien avec les écoles, les parents et les organisations de la communauté et pour faire connaître les services du centre d'éducation aux adultes pauline-julien. Offre aux écoles du territoire un service d'interprètes lors d'événements spécifiques : convocation à l'école, remise des bulletins, etc. Offre aux parents un service de garde et un horaire flexible. Déploie des stratégies qui favorisent la motivation et la persévérance des parents.

TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES: Soutient depuis plusieurs années un processus de réflexion collective face à la situation vécue par chacune des écoles. A planifié et a mis en place l'harmonisation du service dans toutes les écoles du territoire.

école secondaire la voie : (de même que toutes les écoles de côte-pes-neiges): Fournit les références des parents qui souhaitent apprendre le français au centre d'éducation aux adultes pauline-julien.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement provient de la commission scolaire de montréal (CSDM).

Réseaux : Scolaire — Communautaire ◀

Structure d'action concertée

Références — Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services — Planification collective ◀

Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

ADAPTATION(S)

La mesure en elle-même est une réponse collective à la difficulté identifiée par plusieurs écoles de rejoindre les parents des communautés ethnoculturelles.

L'expertise développée au fil des années tend à démontrer que la constitution des groupes sur la base du regroupement ethnoculturel, des liens existants entre les personnes ou du nombre d'années de scolarisation sont des éléments importants à considérer pour soutenir la motivation des personnes allophones à poursuivre les cours de francisation.

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale

ATELIERS DE PRÉVENTION

4A. PRÉVENTION DU RACISME

LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC

DESCRIPTION

Les ateliers visent la prévention du racisme chez les adolescents par la transmission d'informations sur des thématiques civiques et citoyennes telles les droits et libertés, les droits des jeunes, les lois et les actions des gouvernements, la fierté de soi.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Information et sensibilisation ◀

CARACTÉRISTIQUES L'année dernière, 6-8 classes ont été visitées à la demande de leurs professeurs.

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Sporadique ◀

COLLABORATION(S

LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC : Organise des ateliers de sensibilisation.

ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Les professeurs initient la demande auprès de la LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC et accueillent leurs représentants dans leur classe.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Service offert gratuitement par la LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC.

- Réseaux Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

4B. PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

GROUPE LOVE

DESCRIPTION

Les ateliers visent la prise de conscience des différentes formes de violence subies ou vécues par les jeunes et sont articulés autour de la présentation d'un témoignage (par le journal, des photos ou la présence d'une jeune victime lors des présentations) et de discussions animées avec les jeunes des classes par un intervenant qualifié.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Il y a eu au cours de l'année 2007-2008, 5-6 présentations faites à des classes de Secondaire I et CPF de l'école SECONDAIRE LA VOIE. Les classes comptent en moyenne 30 élèves.

- Cible universelle ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Sporadique ◀

COLLABORATION(S)

GROUPE LOVE : Propose aux jeunes une présentation d'une durée d'une heure approximativement. Prépare et présente le matériel. Anime les échanges. Fournit les intervenants. Recrute et accompagne un jeune qui fait un témoignage.

ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Achète un service clé en main. Définit les paramètres de l'intervention faite par GROUPE LOVE. Par exemple au cours de la dernière année, la direction adjointe et la travailleuse sociale ont insisté plus particulièrement sur l'intimidation même si de façon générale GROUPE LOVE aborde toutes les formes de

FINANCEMENT DE LA MESURE: L'ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE achète ce service à partir de son budget de fonctionnement.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationnelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

ADAPTATION(S)

Les intervenants accordent une grande importance à la compréhension des concepts et à la définition des mots reliés à la violence. Cela prend parfois plus de temps, surtout quand la classe est composée de jeunes qui vivent dans des univers culturels où la sexualité ou la violence sont tabous et/ou certains concepts ne sont pas connus.

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

4C. PROMOTION DE LA SÉCURITÉ ET PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 26

DESCRIPTION

Les ateliers déployés à l'école et dans la communauté visent la promotion de la sécurité et la prévention de la CRIMINALITÉ et abordent différentes thématiques : alcool au volant, stupéfiants, taxage et intimidation, « les lois et moi ».

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Information et sensibilisation Traitement ◀

CARACTÉRISTIQUES

Au cours de l'année 2007-2008, 2 pièces de théâtre ont aussi été présentées : « Prince Serpent » qui abordait le recrutement des gangs de rues et la prostitution, et « Les jeux où tu n'as qu'une seule vie » qui touchait la conception du danger et les réalités de la vie.

Il y a eu aussi des interventions personnalisées de médiation auprès de certains jeunes.

- Cible universelle Cible identifiée ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Sporadique ◀

COLLABORATION(S)

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 26 : Les 2 policiers sociocommunautaires préparent les ateliers, choisissent les pièces de théâtre et font les interventions.

ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Fournit les locaux.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 26 finance les pièces de théâtre et assurent les coûts associés aux ressources humaines.

- Réseaux : Scolaire Municipal ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination et coordination ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Aucune mention.

5. **JUMELAGES**

5A. PROJET HORIZON

GRANDS FRÈRES ET GRANDES SŒURS DE MONTRÉAL

Formation des élèves du secondaire aux activités de JUMELAGE (sessions régulières d'aide aux devoirsactivités sociales - réalisation d'un projet de groupe) qui vise le développement des compétences et des habiletés nécessaires à l'établissement d'un lien privilégié avec des enfants en difficultés académiques de niveau primaire.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Le recrutement est fait parmi les adolescents de Secondaire IV et V selon le rendement scolaire et/ou la motivation à s'impliquer. Le choix final relève de la direction de l'école secondaire. Une trentaine de jeunes de l'école secondaire la voie a participé au cours de la dernière année. Cette mesure existe depuis 3 ans.

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

GRANDS FRÈRES ET GRANDES SŒURS DE MONTRÉAL : Porte le leadership de cette mesure. Fait les formations. Fait l'évaluation mensuelle et annuelle des activités. Assure un suivi régulier avec l'école. ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Fait le recrutement.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines, sont assumés par les organisations partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
 - Références ◀
- Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

Lors de la formation, les mises en situation sont adaptées en fonction du contexte dans lequel les tuteurs auront à intervenir. En ce sens, les formations à l'ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE ont des mises en situation qui abordent les caractéristiques pluriethniques et socioéconomiques.

Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

GRANDS FRÈRES ET GRANDES SŒURS DE MONTRÉAL

DESCRIPTION

Jumelage entre un mentor de niveau universitaire et son protégé de niveau secondaire qui vise à prévenir le décrochage scolaire et à favoriser la réussite scolaire par le développement d'une relation significative.

- Intervention liées à la réussite éducative ◀
 - Objectifs: Scolaire
 - Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

- Les jeunes visés ont des difficultés à l'école (pas seulement de nature académique mais aussi sociale) et sont à risque de décrocher.
- Le jumelage entre le mentor et son protégé est fait pour une année et peut être poursuivi, si cela est possible et voulu, les années subséquentes. Les rencontres sont hebdomadaires.
- Le projet prométhée a été fusionné avec les grands frères et grandes sœurs de montréal il y a 2 ans, mais il existe depuis 18 ans.
 - Cible identifiée ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Continue
 - Mature •

COLLABORATION(S)

- GRANDS FRÈRES ET GRANDES SŒURS DE MONTRÉAL: Porte le leadership de cette mesure. Fournit une équipe d'intervention clinique (formée en psychologie/travail social). Fournit un superviseur. Fait l'évaluation de chaque candidat mentor (entrevues-enquêtes dont une enquête policière). Fait le profil de chaque enfant. Fait les formations avec les mentors retenus. Fait l'évaluation mensuelle et annuelle des activités. Assure un suivi régulier entre le responsable et les écoles. Les mentors fournissent une heure par semaine. S'investissent pour développer une relation avec un adolescent. Font de l'écoute et du renforcement positif. Identifient les difficultés en lien avec l'école de leur jeune protégé.
- école secondaire la voie : Fournit les locaux. L'équipe-école est sollicitée s'il y a des besoins spécifiques. Les élèves sont choisis par la direction adjointe et les principaux intervenants de l'école.
- CSSS DE LA MONTAGNE—CLSC CÔTE-DES-NEIGES: Organise des échanges sur des situations particulières et fait des suivis
- université de montréal, université concordia, université mcgill, université du québec à montréal : Permettent de faire une présentation dans les classes afin de recruter des mentors.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines salariées, sont assumés par les organisations partenaires de cette mesure.
 - Réseaux : Scolaire De la santé Privé non caritatif Communautaire ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
 - Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

- Un des facteurs de réussite de ce type d'intervention est l'habileté à former des paires. Si, à partir du profil du tuteur ou du profil de l'enfant, il est convenu que les paramètres linguistiques ou culturels sont importants ils seront pris en compte — mais pas de manière systématique.
- Lors de la formation des tuteurs, les mises en situation sont adaptées au contexte dans lequel les tuteurs auront à intervenir et en ce sens, les formations comportent des mises en situation qui abordent les caractéristiques pluriethniques et socioéconomiques.
 - Adaptations au contexte pluriethnique in situ Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

DESCRIPTION

Jumelage, réalisé notamment dans le cadre d'ateliers, qui vise le soutien d'un adolescent dans sa démarche d'acquisition de saines habitudes de vie et de pratique régulière d'une activité physique par un adulte.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Tous les jeunes sont ciblés, mais une attention est portée aux jeunes qui ont des problèmes d'image corporelle, d'estime de soi et d'obésité.

D'une durée de 60-90 minutes, les ateliers portent sur la nutrition et les habitudes de vie et sont faits dans le cadre des activités parascolaires ou sont insérés dans le cursus scolaire. La pratique d'une activité physique est à géométrie variable.

Cette mesure a été un projet pilote à l'école secondaire la voie en 2007-2008.

- Cible identifiée ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ·
 - Récente <

COLLABORATION(S)

GRANDS FRÈRES ET GRANDES SŒURS DE MONTRÉAL : Fournit une équipe d'intervention clinique (formée en psychologie/travail social). Fournit un superviseur. Fait l'évaluation de chaque candidat mentor (entrevuesenquêtes dont une enquête policière). Fait le profil de chaque enfant. Fait les formations avec les mentors retenus. Fait l'évaluation. Les citoyens-mentors participent aux ateliers et écrivent chaque semaine un registre d'observations.

ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Fournit les locaux. L'équipe-école est sollicitée s'il y a des besoins spécifiques. Réfère les

ORGANISATIONS DU TERRITOIRE: Des partenariats ponctuels sont tissés pour la pratique d'un sport.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines salariées, sont assumés par les organisations partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

Un des facteurs de réussite de ce type d'intervention est l'habileté à former des paires. Si, à partir du profil du tuteur ou du profil de l'enfant, il est convenu que les paramètres linguistiques ou culturels sont importants — ils seront donc pris en compte — mais pas de manière systématique ou extérieure à la démarche.

Lors de la formation des tuteurs, les mises en situation sont adaptées au contexte dans lequel les tuteurs auront à intervenir, en ce sens, les formations ont des mises en situation qui abordent les caractéristiques pluriethniques et socioéconomiques.

Adaptations au contexte pluriethnique in situ — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

6. CAFÉ ÉTUDIANT

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE CÔTE-DES-NEIGES

DESCRIPTION

Le CAFÉ ÉTUDIANT vise la persévérance et la réussite scolaire des adolescents identifiés à risque par une présence significative d'animateurs à l'heure du dîner dans les locaux de l'école et par l'accès à des espaces dédiés à la pratique de jeux et d'activités qui intéressent les jeunes.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Scolaire ◀
 - Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure vise les élèves de Secondaire I et II, mais aussi les classes d'accueil et les CPF. Le nombre de jeunes rejoints est variable mais en moyenne, il y a 100-120 jeunes par semaine.

Le CAFÉ ÉTUDIANT est ouvert sur l'heure du dîner tout au long de l'année.

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue 4

COLLABORATION(S)

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE CÔTE-DES-NEIGES: Embauche, supervise et soutient 2 animateurs. Coordonne la mesure. Joue un rôle de planification et de réalisation. Déploie des stratégies de collaboration, de soutien et d'échanges à plus d'un niveau avec L'école secondaire la voie.

ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Met à la disposition un local. Assure une présence quotidienne via un technicien en loisirs. Déploie des stratégies de collaboration, de soutien et d'échanges à plus d'un niveau avec le CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE CÔTE-DES-NEIGES.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines salariées, sont assumés par les organisations partenaires. Plus précisément, les ressources humaines rattachées au CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE CÔTE-DES-NEIGES SONT financées par le « Fonds Jeunesse » octroyé par la DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL. La TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES a CONTRIBUÉ financièrement à l'achat d'une partie de l'équipement.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Tiers financeurs publics Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Aucune mention.

7. CAMPS PÉDAGOGIQUES EN ENTREPRISE

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, ENTREPRISES PRIVÉES (IGA, SOBEY'S, BMR)

Les camps pédagogiques en entreprise visent l'intégration sociale et professionnelle des adolescents par la mise en place de conditions permettant une première expérience de travail dans un environnement positif qui soutient leurs apprentissages et leur intégration.

- Interventions liées à la réussite éducative <
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

- Les jeunes qui souhaitent participer doivent faire parvenir leur curriculum vitae et une lettre de motivation à un comité de sélection. Chaque année, seize jeunes sont retenus pour participer à ces formations de 3 semaines; 8 jeunes en alimentation — 8 jeunes en quincaillerie.
- Cette mesure a lieu durant l'été et s'adresse seulement aux jeunes qui sont inscrits dans un établissement au mois de septembre suivant.

Cette mesure existe depuis 2-3 ans.

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

- ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE: Initie les collaborations. Collabore à l'organisation des camps avec les entreprises privées, l'école secondaire la voie et les autres écoles (Au début, il y avait l'école saint-luc et l'école secondaire la voie - maintenant il y a plusieurs autres écoles qui participent). Offre une formation sur la salubrité et l'hygiène pour les jeunes qui travaillent dans les épiceries. Délivre une attestation de réussite de la formation.
- ENTREPRISES PRIVÉES: Les premières années, Loblaw's et Rona fournissaient le lieu de stage, mais aussi les ressources humaines (formateurs et tuteurs). Cette année, ce sont les compagnies IGA -Sobey's et BMR. Ces magasins sont plus petits, ce qui facilite l'accompagnement des adolescents.
- ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Les professeurs et la conseillère en orientation soutiennent les jeunes qui souhaitent poser leur candidature. Collabore avec l'Arrondissement côte-des-neiges—notre-dame-de-grâce et les entreprises PRIVÉES.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure sont partagés par les organisations impliquées; les entreprises payent les stagiaires 100 \$ par semaine et le temps des formateurs; l'arrondissement assument le coût de la formation; l'école secondaire la voie assume les frais reliés aux ressources humaines.
 - Réseaux : Scolaire Municipal Privé non caritatif ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
 - Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

ADAPTATION(S)

- Cette mesure n'est pas exclusive à un groupe en particulier, mais permet à un grand nombre d'adolescents issus des communautés ethnoculturelles de vivre une première expérience positive en milieu de travail, trop souvent teintée pour eux de difficultés supplémentaires.
 - Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

STAGES-ÉTUDES

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CÔTE-DES-NEIGES

Les stages-études visent à soutenir concrètement les adolescents dans leur choix d'un projet de carrière par l'exploration de leurs intérêts, qualités et talents.

- Interventions liées à la réussite éducative
 - Objectifs : Scolaire ◀
 - Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure s'adresse aux élèves du Secondaire IV et V en difficultés d'apprentissage. La participation à ces activités est variable.

L'ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE et CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CÔTE-DES-NEIGES COllaborent depuis 10 ans.

- Cible identifiée ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CÔTE-DES-NEIGES: Assure le leadership de cette mesure. Détient une expertise dans ce domaine. Amène des conférenciers. Ses conseillers rencontrent les jeunes. Fait un travail de fond préparatoire avec les élèves qui s'inscrivent à des sorties. Organise des visites d'entreprises et des centres de formations professionnelles. Tient des ateliers sur la motivation pour les jeunes. Informe sur les projets en entreprenariat étudiant.

ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Collabore, via sa conseillère en orientation, à la mise en œuvre des activités. Crée des liens avec les partenaires. Inscrit ces activités dans la philosophie de l'école « Orientante » adoptée par l'école SECONDAIRE LA VOIE et dans le plan de réussite de l'école 2007-2008 qui vise l'augmentation du nombre d'élèves qui peuvent identifier un projet de vie, un rêve de carrière d'ici juin 2008.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines, sont assumés par chacun des 2 partenaires.

- Réseaux : Scolaire Économique communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

ADAPTATION(S)

Cette mesure constitue une réponse aux problèmes d'apprentissage plus souvent rencontrés en milieux défavorisés.

Réponse à la défavorisation ◀

9. ATELIERS DE CUISINE

TABLE DE CONCERTATION EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE CÔTE-DES-NEIGES—SNOWDON, TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES

DESCRIPTION

Les ATELIERS DE CUISINE visent à développer de saines habitudes de vie, particulièrement celles en lien avec l'alimentation, par l'acquisition des connaissances en nutrition et le développement des habiletés culinaires.

- Exploration, sécurité alimentaire et matérielle ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette activité est offerte à tous les élèves du Secondaire I à V en début d'année. Une vingtaine de jeunes volontaires (4 groupes mixtes de 5-6 jeunes chacun) se sont inscrits au cours de la dernière année. Cette activité a lieu une fois par quinzaine après l'école depuis 2006.

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

TABLE DE CONCERTATION EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES—SNOWDON: Assure le leadership de cette mesure. Fournit une expertise et un savoir-faire sur ce type d'ateliers. Harmonise cette mesure avec celles des autres instances de concertation du territoire et plus particulièrement la TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES et du COMITÉ D'ACTION DE MILIEU DE CÔTE-DES-NEIGES.

TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES: Anime une réflexion et fait une planification collective sur les activités parascolaires du territoire.

ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Participe au recrutement des jeunes.

RELAIS CÔTE-DES-NEIGES: Prête des locaux.

FINANCEMENT DE LA MESURE : LA TABLE JEUNESSE DE CÔTE-DES-NEIGES donne des fonds à la TABLE DE CONCERTATION EN SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE pour la réalisation de cette mesure. Les autres partenaires sauf le RELAIS CÔTE-DES-NEIGES contribuent
en assumant les frais associés aux ressources humaines.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
- Références Réalisation commune Planification conjointe ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S

Trouver des recettes nutritives les moins coûteuses possibles.

Accessibilité financière ◀

10. ÉCOLE VERTE

SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES

DESCRIPTION

Semaine de sensibilisation au recyclage visant l'éducation civique de toutes les personnes de l'école - adolescents et employés - au regard des enjeux environnementaux, par des stratégies de sensibilisation aux conséquences des gestes posés et par la promotion des comportements à adopter.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs: Environnemental
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Tous les élèves, l'équipe de direction, les professionnels, le corps professoral et tout le personnel de soutien de l'école sont ciblés.

Au cours de l'année 2007-2008, la semaine de sensibilisation s'est déroulée en novembre. Les différentes activités avaient lieu à l'heure de dîner et lors de la tournée des classes (3-4 classes par jour).

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s Personnel de l'école ◀
 - Sporadique ◀
 - Récente <

COLLABORATION(S)

société environnementale de côte-des-neiges (via son mandat éco-quartier) : Organise des activités de sensibilisation et d'éducation à l'environnement. Planifie les activités avec l'équipe de direction de l'école secondaire la VOIE. Assure le leadership de la réalisation. Détient une expertise. Soutient l'école dans son choix de faire de la récupération.

ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE : Planifie la semaine de sensibilisation et toutes les activités de récupération avec la société ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES. Mobilise les 1 000 élèves, le corps professoral et le personnel de soutien à adopter des comportements responsables.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines salariées, sont assumés par les organisations partenaires de cette mesure.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

Les responsables de la société environnementale de côte-des-neiges insistent sur l'importance de mobiliser les jeunes des quartiers défavorisés et pluriethniques. Ils sont une courroie de transmission vers les familles, qui souvent ne parlent pas la langue ou sont préoccupées par leurs conditions matérielles et financières.

Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

11. INTRODUCTION AU SYSTÈME DE SANTÉ QUÉBÉCOIS

CSSS DE LA MONTAGNE-CLSC CÔTE-DES-NEIGES

Séance d'informations visant l'intégration sociale des parents de l'école secondaire la voie par la présentation des différentes composantes du système de santé québécois et plus particulièrement celles qui offrent des services aux familles : CLSC, clinique jeunesse, etc.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Communautaire ◀
 - Information et sensibilisation ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure a été mise en place pour répondre aux besoins exprimés par les parents. Tous les parents de l'école ont été invités.

Une seule séance a été faite à titre de projet pilote.

- Cible universelle ◀
- Parents-familles ◀
 - Sporadique ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

ÉCOLE SECONDAIRE LA VOIE—CSSS DE LA MONTAGNE-CLSC CÔTE-DES-NEIGES: L'agent pivot de ÉCOLE EN SANTÉ et l'ICS ont préparé et animé conjointement cet atelier.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines salariées, sont assumés par les organisations partenaires.

- Réseaux : Scolaire De la santé ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S) Une attention particulière a été portée aux nouveaux arrivants.

Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀



ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL

1.	ACTIVITÉS PARASCOLAIRESp	.40
2.	MAISON DE JEUNES 9-12 ANSp	.41
3.	COUR D'ÉCOLE ET PARAPLUIEp	.42
4.	BIENVENUE À LA MATERNELLEp	.43
5.	CERCLE DE LECTURE ET SOUTIEN À LA LECTURE À DOMICILEp	.44
6.	SAMEDIS ENSOLEILLÉSp 6A. Samedis ensoleillés	.45
7.	COMITÉ D'ACTION DE MILIEU LAURENTIEN	.47
8.	FRANCISATION DES PARENTSp	.49
9.	BONNE-BOITE-BONNE-BOUFFEp	.50
10.	JARDINS COMMUNAUTAIRESp	.51
11.	RAPPROCHEMENT INTERGÉNÉRATIONNELp	.52

1. ACTIVITÉS PARASCOLAIRES

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT, ASSOCIATION DES ÉCHECS ET MATHS DE MONTRÉAL, ASSOCIATION RÉGIONALE DU SPORT ÉTUDIANT LAC SAINT-LOUIS

Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air qui visent le développement global des jeunes par l'apprentissage et la pratique d'activités sportives et culturelles avec des adultes compétents dans des espaces dédiés et sécuritaires.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les activités s'adressent à l'ensemble des écoliers sauf l'activité des échecs qui est réservée aux 4^e, 5^e et 6^e

Une activité différente a lieu chaque soir de la semaine après les heures de classe, par exemple, le mercredi, il y a les échecs. Il y a 3 sessions d'activités durant l'année scolaire, donc 3 séances d'inscription.

Les tournois de minibasket et de minisoccer sont des événements annuels qui sont réalisés en lien avec les autres écoles de l'arrondissement Saint-Laurent.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
- Continue Périodique ◀

COLLABORATION(S)

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL : Sous la responsabilité de la directrice adjointe de l'école, les activités parascolaires sont réalisées par 2 animateurs sportifs engagés par l'école.

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT: Offre gracieusement une salle de danse et une salle pour le karaté.

ASSOCIATION DES ÉCHECS ET MATHS DE MONTRÉAL : Soutient le déroulement de l'activité échecs.

ASSOCIATION RÉGIONALE DU SPORT ÉTUDIANT DU LAC SAINT-LOUIS : Soutient l'organisation lors des tournois de minibasket et minisoccer au cours de la dernière année.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Assuré par l'école.

- Réseaux : scolaire Municipal Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

ADAPTATION(S)

En raison de leur faible coût, les activités sont ajustées aux conditions de pauvreté dans lesquelles se trouvent certains élèves de l'école. Le coût d'une session d'activités est de 10 \$ sauf pour le karaté où le coût est de 55 \$ par enfant (pour le formateur). L'école comble le manque à gagner.

Accessibilité financière ◀

2. MAISON DE JEUNES 9-12 ANS

CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT L'UNITÉ

MAISON DE JEUNES intra-muros qui, dans une perspective de prévention et par une animation adaptée et la présence d'adultes significatifs, vise à prévenir l'isolement et la marginalisation des jeunes, l'intimidation et la violence, la toxicomanie et l'appartenance à des gangs de rue.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Ouverte 3 soirs par semaine (les mardis et les jeudis de 18 h 30 à 20 h 30 et les vendredis de 16 à 17 h et 18 h 30 à 20 h 30) dans les locaux de l'école.

S'adresse aux jeunes âgés de 9 à 12 ans (4^e, 5^e et 6^e année du primaire) fréquentant les écoles primaires Aquarelle et Enfant-Soleil. De 25 à 35 jeunes la fréquentent quotidiennement.

Existe depuis octobre 2001.

- Cible sélective ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT L'UNITÉ: Assume le leadership et la coordination de la maison des jeunes qui est installée dans les locaux de l'école. Deux de ses intervenants y travaillent quotidiennement.

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL : Prête et loue des locaux (gymnase, cuisine, salle d'informatique, bibliothèque). La direction et l'équipe de l'école (Services professionnels et enseignants) tiennent des rencontres de planification des interventions auprès des jeunes, auxquelles le centre pour Le Développement L'UNITÉ est invité.

organisations de saint-laurent : Des organisations locales, telles que le CLSC saint-laurent, le SPVM - poste de quartier 26, l'arrondissement saint-laurent, la commission scolaire marguerite-bourgeois collaborent à des activités de la maison DES JEUNES de manière occasionnelle.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT L'UNITÉ assure le financement de la mesure.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
- Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

Aucune mention.

3. COUR D'ÉCOLE ET PARAPLUIE

CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT L'UNITÉ

ACTIVITÉS PHYSIQUES, SPORTS, CULTURE, LOISIRS, PLEIN AIR qui visent à offrir aux écoliers des expériences sociales positives et à prévenir le contact avec les incivilités et la criminalité après les heures d'école.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

S'adresse à tous les jeunes âgés de 6 à 12 ans du territoire. Le nombre de jeunes rejoints est variable puisque l'enfant est toujours libre de retourner à la maison.

Se déroule 3 jours par semaine durant l'année scolaire après les heures de classe jusqu'à 17 h (durée d'environ 2 heures 30). Les ateliers sont d'une durée moyenne de 60-70 minutes. Les activités ont lieu dans la cour d'école sauf lors des journées de pluie ou de grand froid où elles se tiennent à l'intérieur de l'école.

Initié par le centre pour le développement l'unité et les écoles du quartier, cour d'école et parapluie a été mis sur pied en septembre 1996.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT L'UNITÉ: Assume le leadership. Supervise les ressources humaines. Fournit les ressources matérielles. Planifie les activités et les interventions.

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL : Prête ses locaux (cour d'école et gymnase).

FINANCEMENT DE LA MESURE: Le financement de cette mesure est possible par le partage des frais relatifs aux ressources humaines et matérielles. L'école fournit un montant de 4 500 \$ annuellement. Le CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT L'UNITÉ assume les ressources humaines (± 50 000 \$ par an).

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

Les activités sont gratuites pour les écoliers.

La création de liens entre les enfants et le développement d'un sentiment d'appartenance au milieu de vie sont favorisés. Ce qui, pour les enfants nouvellement arrivés, prend une dimension d'intégration sociale.

Accessibilité financière — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

BIENVENUE À LA MATERNELLE

CSSS BORDEAUX-CARTIERVILLE—SAINT-LAURENT

DESCRIPTION

Journée de dépistage qui vise l'identification des difficultés et des retards des enfants qui seront admis à la maternelle au mois de septembre suivant. La référence à des services spécialisés est aussi faite, le cas

Lors de cette journée organisée conjointement par l'école primaire enfant-soleil et le CLSC saint-laurent, les intervenantes du CLSC rencontrent chaque parent et chaque futur écolier afin d'identifier les capacités du futur écolier et les stades de développement à l'aide de standards reconnus.

Développement des compétences des jeunes

Objectifs : Scolaire ◀

Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Ces journées de dépistage se déroulent dans toutes les écoles primaires du territoire desservi par le CLSC SAINT-

Elles ont commencé il y a plus de 8 ans.

- Cible universelle ◀
- Parents-familles Enfants ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

csss bordeaux-cartierville—saint-laurent: Assume le leadership. Rencontre les futurs écoliers et leurs familles. Une évaluation est produite pour chaque futur écolier par les infirmières scolaires et les hygiénistes dentaires. Les travailleuses sociales y sont impliquées dans une moindre importance. Offre via la psychoéducatrice des ateliers de stimulation durant l'été sur le territoire de Saint-Laurent.

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL : Fournit les locaux. Fait les références des futurs écoliers. Participe à la journée via l'organisatrice communautaire.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines, est assumé par les partenaires.

Réseaux : Scolaire — De la santé ◀

- Biorganisationelle <
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

ADAPTATION(S)

Aucune mention.

CERCLE DE LECTURE ET SOUTIEN À LA LECTURE À DOMICILE

J'APPRENDS AVEC MON ENFANT

DESCRIPTION

Les activités de littératie visent le soutien à l'apprentissage et à la pratique de la lecture pour les enfants ayant des difficultés de concertation, de lecture ou de langage.

Plus précisément, l'activité « soutien à la lecture à domicile » travaille à la mise en place et au maintien d'un environnement propice à la lecture dans la résidence familiale de l'enfant ainsi qu'un jumelage avec un adulte soutenant sa pratique et son goût de la lecture. Le cercle de lecture est une activité dirigée de pratique de la lecture entre pairs qui se déroule à l'école sur l'heure du dîner.

- Interventions liées à la réussite éducative <
 - Objectifs: Scolaire Familial ◀
 - Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les écoliers ciblés sont âgés entre 5 à 9 ans et ont été identifiés par l'école comme ayant des difficultés d'écriture et de lecture. Au cours de l'année 2007-2008, 27 écoliers ont été ciblés. De ce nombre, 6 écoliers différents ont participé au CERCLE DE LECTURE et 11 écoliers et leurs familles ont participé au SOUTIEN À LA LECTURE À DOMICILE. À titre expérimental, 2 rencontres ont été faites avec les parents des enfants de la mesure SOUTIEN À LA LECTURE À DOMICILE.

Le soutien à la lecture à domicile existe depuis 2000 et prend place une ou deux fois par semaine en moyenne. Le cercle de lecture existe depuis 2001 et se tient une fois par semaine à l'heure du dîner dans les locaux de

- Cible identifiée ◀
- Enfants Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Mature

COLLABORATION(S)

J'APPRENDS AVEC MON ENFANT : Assume le leadership de ces mesures. Organise des rencontres avec les familles. Forme et accompagne les bénévoles. Produit un rapport d'activités pour l'école. Participe à la fête de l'école. La direction, la coordination et les bénévoles y sont impliqués.

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL : FOURNIT les locaux. Fait les références des écoliers à l'organisme J'APPRENDS AVEC MON ENFANT. Suit le déroulement des mesures. La direction adjointe, les professeurs et l'orthopédagogue y sont impliqués.

CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE ET COMMUNAUTAIRE SAINT-LAURENT : Recrute des bénévoles pour le volet soutien à la lecture à

FINANCEMENT DE LA MESURE : Est assumé par l'organisme J'APPRENDS AVEC MON ENFANT dont le financement est essentiellement privé.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Tiers financeurs philanthropiques ◀

ADAPTATION(S)

Aucune mention.

SAMEDIS ENSOLEILLÉS

6A. SAMEDIS ENSOLEILLÉS

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL

Les activités de sports, culture et loisirs, variées et adaptées aux demandes des enfants, visent le développement de leur potentiel, la maîtrise de la langue française et le développement d'un sentiment d'appartenance à

Des cours de français pour les parents et des ateliers de stimulation précoce sont aussi offerts dans le cadre des SAMEDIS ENSOLEILLÉS (ref. fiche 8 ci-après).

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

S'adressent aux écoliers de 5 à 12 ans (5-8 ans et 9-12 ans) et à leurs familles de l'école primaire enfant-soleil, mais aussi celles de 4 autres écoles primaires du quartier.

En 2008-2007, il y a eu plus de 500 inscriptions lors des 3 sessions offertes; la première du mois d'octobre à décembre; la deuxième de janvier à mars et la dernière d'avril à juin.

Existent depuis 2000 et ont lieu les samedis de l'année scolaire entre 13 à 17 h.

- Cible universelle ◀
- Enfants Parents-familles ◀
 - Continue 4
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL : Assume la responsabilité, via l'organisatrice communautaire. Fournit les installations sportives et les locaux. Assume les frais d'activités. Cherche des bénévoles. Les professeurs participent au démarchage et à la sollicitation des familles. Fait le lien avec 4 autres écoles du secteur.

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT CENTRE DES LOISIRS: Fournit les animateurs.

YMCA SAINT-LAURENT: Déploie une ressource humaine à l'animation.

CENTRE D'INITIATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT L'UNITÉ: Soutient les animateurs en intervenant plus spécifiquement avec des enfants, des groupes ou des situations plus difficiles.

CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE : Trouve des bénévoles.

ÉCOLE INTERNATIONALE MONT-ROYAL : Les adolescents de cette école effectuent du bénévolat, ce qui fait partie intégrante de leur cursus scolaire.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines (salariés et bénévoles), est assumé par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Municipal Communautaire ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

Une participation symbolique de 2 \$ est demandée aux parents chaque samedi, ce qui est loin de couvrir la totalité des frais. L'école souhaite ainsi faciliter l'accès à tous les écoliers incluant ceux issus des familles défavorisées économiquement.

Les activités, les cours de francisation pour adultes et les ateliers de stimulation précoce favorisent l'intégration sociale des familles récemment immigrées.

Accessibilité financière — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT

Le CAMP DE JOUR vise les mêmes objectifs de développement, de francisation et de socialisation des enfants que les SAMEDIS ENSOLEILLÉS dont ils sont le pendant estival.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Tous les jeunes de Saint-Laurent peuvent s'y inscrire, mais les élèves de l'école primaire enfant-soleil ont priorité. 80 jeunes y viennent chaque semaine dont approximativement la moitié fréquente l'école primaire enfant-soleil durant l'année scolaire.

Le camp de jour est de 9 à 16 h; le service de garde est ouvert de 7 à 9 h le matin et de 16 à 18 h en fin d'après-

Ces camps de jour sont offerts chaque été depuis 2003-2004.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT: Organise les activités du camp. Fournit les ressources humaines et matérielles. Intègre la demande de l'école à son offre de camp de jour. Recrute les futurs animateurs de camps de jour. ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL : Fournit les locaux.

FINANCEMENT DE LA MESURE: L'ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT ASSUME les coûts reliés aux ressources humaines et aux activités (matériel d'activités, autobus, assurances, coordination, etc.), ce qui représente plus de 130 000 \$ par année.

- Réseaux : Scolaire Municipal ◀
 - Biorganisationelle <
- Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

ADAPTATION(S)

Plusieurs formes de soutien financier sont offertes par les partenaires aux familles financièrement défavorisées : ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT accepte que les enfants de ces familles viennent que 2 ou 3 jours par semaine; ce qui est moins dispendieux pour les familles. Par ailleurs, ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT accorde un rabais de 40 % du tarif après l'examen des revenus de ces familles. Finalement, le csss bordeaux-cartierville—saint-laurent assume entièrement les coûts si la participation d'un enfant au camp de jour est jugée nécessaire à son développement.

Contrairement aux autres camps de jour développés par l'arrondissement saint-Laurent, celui-ci est exclusivement francophone. Il s'agit là d'une des conditions de l'école dans les arrangements partenariaux.

Accessibilité financière — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU LAURENTIEN

7A. PLAN D'ACTION COLLECTIE

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU LAURENTIEN

Plan d'action collectif visant une conception intégrée des préoccupations et des solutions à apporter concernant les 4-12 ans du territoire.

Au cours de la dernière année, les travaux des partenaires du comité d'action de milieu laurentien se sont articulés autour de la réalisation d'une étude de besoins des jeunes du territoire, l'élaboration d'un plan de travail collectif, l'intégration et le déploiement local des programmes nationaux, les demandes de financement pour soutenir les actions collectives et l'organisation des activités en lien avec la thématique de l'intimidation (ref. fiche 7B.)

- Plan d'action collectif ◀
- Objectifs : Social et de santé Communautaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les rencontres des partenaires ont été faites sur une base régulière tout au long de la dernière année. Le groupe de concertation s'est réuni la première fois en 2008.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU LAURENTIEN: Regroupe les représentants des écoles primaires du réseau public francophone de l'arrondissement Saint-Laurent et des organisations qui ont une mission pour les 4-12 ans. Les partenaires partagent la responsabilité du plan d'action collectif.

CSSS BORDEAUX-CARTIERVILLE—SAINT-LAURENT: ASSume la responsabilité de la démarche d'analyse des besoins: conception, mise en œuvre, traitement et analyse des données de l'enquête. Favorise l'intégration des approches et des financements dont il est le fiduciaire : « Québec en forme » et ÉCOLE EN SANTÉ.

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL ET TOUTES LES ÉCOLES PRIMAIRES DE LA COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOIS DE L'ARRONDISSEMENT SAINT—LAURENT: Participent aux réunions, via la direction, l'organisatrice communautaire, l'agente de liaison.

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT : Délègue des ressources humaines spécialisées en activités sportives, récréatives et plein air au comité d'action de milieu laurentien.

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOIS, YMCA SAINT-LAURENT, CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT L'UNITÉ, CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE : DÉlègue une ressource humaine au comité d'action de milieu laurentien.

conseil des organismes sociaux saint-laurent (table de quartier qui regroupe les différents comités de concertation) : Travaille à l'harmonisation et au non-dédoublement des objectifs des comités et à la circulation de l'information entre les concertations et dans la collectivité laurentienne.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement des actions du plan collectif provient de plusieurs enveloppes : « École en santé », lutte à l'intimidation, fonds spécial du ministère de la justice du québec.

- Réseaux : Scolaire Municipal De la santé Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Montage financier ◀

ADAPTATION(S)

Faire une étude des besoins et une planification locale des programmes nationaux en fonction des caractéristiques du milieu pluriethnique et de défavorisation.

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique — Réponse à la défavorisation ◀

7B. CAMPAGNE DE SENSIBILISATION « DÉNONCER L'INTIMIDATION À L'ÉCOLE » COMITÉ D'ACTION DE MILIEU LAURENTIEN

Campagne de sensibilisation qui vise à dénoncer l'intimidation à l'école en informant et en sensibilisant différents sous-groupes de la collectivité laurentienne.

- Développement des compétences des jeunes
 - Objectifs: Communautaire
 - Information et sensibilisation

CARACTÉRISTIQUES

Plusieurs stratégies ont été déployées au cours des 4 semaines de la campagne :

Pour les intervenants — jeunesse du territoire, des trousses pédagogiques ont été distribuées et une conférence-causerie avec un expert a été organisée à la table jeunesse du conseil des organismes sociaux saint-laurent.

Des ateliers d'informations sur la cybercriminalité ont été offerts aux parents des écoles du territoire.

En 2007-2008, 12 écoles ont vu une pièce de théâtre de la troupe « Parmi nous » qui traite de la thématique.

Une campagne médiatique a eu cours, les principaux moyens étaient un kiosque d'informations sur la thématique; un lancement de presse de la campagne de sensibilisation et un article dans le journal local; l'annonce, en présence du ministre de la sécurité publique, d'un financement reçu pour soutenir cette campagne de sensibilisation; une parade dans les rues de Saint-Laurent et le dévoilement de bannières dénonçant l'intimidation à l'école déposées devant l'édifice des principaux partenaires (Écoles du territoire—CSSS—SPVM).

- Cible universelle ◀
 - Communauté
 - Sporadique
 - Récente

COLLABORATION(S)

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU LAURENTIEN: A intégré le dossier de la prévention de l'intimidation au plan d'action collectif du comité D'ACTION DE MILIEU LAURENTIEN. A planifié et réalisé les activités de la campagne de sensibilisation.

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 7 : Participe aux rencontres. A assumé un leadership, via ses policiers sociocommunautaires, pour la mise en place des ateliers sur la cybercriminalité. Les agents de la Police montée ont participé à l'activité de la parade-bannière. Réalise des activités complémentaires à la thématique : rencontres individuelles de médiation avec les parents, participation aux rencontres du CE de l'école PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL, caférencontre avec les jeunes filles de 6^e année pour les sensibiliser aux stratégies de recrutement des gangs de rue.

ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Les élèves en art dramatique du Pavillon Émile-Legault de l'école SECONDAIRE SAINT-LAURENT Ont créé une pièce de théâtre sur l'intimidation qu'ils ont présentée aux élèves de 6^e année de l'école primaire enfant-soleil. csss bordeaux-cartierville—saint-laurent: Participe aux rencontres et à la réalisation du plan d'action collectif.

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL : Participe aux rencontres et à la réalisation du plan d'action collectif.

YMCA SAINT-LAURENT: Participe aux rencontres et à la parade-bannière.

THÉÂTRE PARMI NOUS: Cette troupe de théâtre d'intervention a orienté sa pièce vers la problématique de l'intimidation. FINANCEMENT DE LA MESURE: Le financement des actions a été assuré par un fonds local du MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 7 et l'ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT PARTICIPENT financièrement en payant les coûts des 2 pièces de théâtre présentées aux élèves du territoire. Les organismes partenaires ont aussi contribué en libérant leurs employés pour qu'ils participent aux actions collectives.

- Réseaux : Scolaire De la santé Municipal Communautaire Privé ◀
 - Structure d'action concertée
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Montage financier

ADAPTATION(s) Aucune mention.

FRANCISATION DES PARENTS

CENTRE D'ÉDUCATION DES ADULTES OUTREMONT

DESCRIPTION

Des cours de francisation sont offerts aux adultes allophones de la communauté laurentienne. Les intervenants scolaires du territoire ont développé des stratégies pour favoriser l'inscription des parents des élèves à ces cours de francisation. Par exemple, des cours offerts dans le cadre des samedis ensoleillés de l'école primaire enfant-soleil abordent le contenu et le vocabulaire reliés au quotidien des enfants et à la socialisation entre parents. Aussi, une agente de liaison est embauchée par la commission scolaire marguerite-BOURGEOIS pour faciliter le recrutement et offrir un soutien aux parents allophones des écoles du territoire.

Liens école-famille ◀

Objectifs: Familial - Scolaire

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Offerts à tous, il n'y a cependant aucune statistique de fréquentation des parents de l'ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT.

Les cours sont offerts en 3 lieux de l'arrondissement Saint-Laurent : À l'école primaire enfant-SOLEIL depuis 2000, des cours de 4 heures sont offerts chaque samedi pour une session de 10 semaines; au centre Léonard-De-VINCI, on expérimente une nouvelle formule en offrant des cours de différents niveaux 2 soirs par semaine pour une durée de 15 semaines; au CENTRE D'ÉDUCATION AUX ADULTES OUTREMONT, les différents niveaux de cours offerts sont durant le

Cible sélective ◀

Parents-familles ◀

Continue ◀

Mature ◀

COLLABORATION(S)

CENTRE D'ÉDUCATION AUX ADULTES OUTREMONT : A un mandat de la commission scolaire marguerite-BOURGEOIS d'offrir des cours de francisation à la population allophone de 16 ans et plus. Détient l'expertise des cours de francisation. Fait la promotion et le réseautage avec les partenaires du territoire.

ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT — TOUTES LES ÉCOLES DU TERRITOIRE: Transmet l'information aux parents allophones notamment lors de la soirée d'accueil. Fait les références.

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOIS: Embauche une agente de liaison qui travaille une journée par semaine à transmettre l'information aux parents des différentes communautés ethnoculturelles; elle donne des informations sur les cours de francisation, leur explique le fonctionnement et travaille à la constitution des groupes notamment ceux des parents aux différents points de service. S'assure de la qualité de l'enseignement. Favorise que les cours de francisation soient un levier d'intégration et de qualification professionnelle des parents.

CSSS BORDEAUX-CARTIERVILLE—SAINT-LAURENT: Fait des références.

TABLE JEUNESSE DU COSSL: Diffuse aux partenaires les informations sur l'offre et le fonctionnement des cours de francisation du centre d'éducation aux adultes outremont.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement des cours de francisation offerts aux parents allophones est assuré par le ministère de l'immigration et des relations avec les citoyens du GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, via la COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOIS.

Réseaux : Scolaire — De la santé — Communautaire ◀

Pluriorganisationelle ◀

Références — Mises en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀

Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

ADAPTATION(S)

Les cours de français sont offerts dans 3 lieux différents afin d'assurer une meilleure desserte du territoire Saint-Laurent.

Les cours de francisation sont offerts à coûts minimes; seul un montant de 40 \$ est demandé pour assurer les frais administratifs d'ouverture du dossier. Les cours sont gratuits à l'école PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL et pour permettre aux parents d'y assister, des activités sont proposées à leurs enfants pour un coût minime (2\$).

Accessibilité financière — Accessibilité physique — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

BONNE-BOITE-BONNE-BOUFFE

MOISSON MONTRÉAL

Groupe d'achat qui offre aux familles un service d'approvisionnement en fruits et légumes variés tout en faisant la promotion de la saine alimentation et en sensibilisant à l'importance de réduire l'impact de la consommation sur l'environnement.

- Exploration, sécurité alimentaire et matérielle ◀
 - Communautaire Familial ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Une participation bihebdomadaire au groupe d'achats est demandée aux familles. Depuis février 2008, plus de vingt parents de l'école participent à ce groupe d'achats à l'école PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL, l'un des 5 points de chute de l'arrondissement Saint-Laurent.

- Cible universelle ◀
- Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

моїsson монткéal: Assume le leadership régional de cette stratégie d'approvisionnement en fruits et légumes. Offre le soutien logistique. Livre les boîtes de fruits et légumes frais à l'école. Fournit les informations relatives à l'alimentation et à la consommation.

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL : L'organisatrice communautaire de l'école fait du démarchage auprès des familles, gère les inscriptions et organise le point de chute lors de la livraison bihebdomadaire.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines, est assumé par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

Le regroupement de consommateurs de fruits et de légumes est économiquement avantageux pour les familles.

Accessibilité financière — Réponse à la défavorisation ◀

10. JARDINS COMMUNAUTAIRES

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT

Dans une perspective de sécurité alimentaire et de développement social, les JARDINS communautaires visent à répondre aux besoins économiques, éducatifs, ludiques et culturels et offrent des opportunités de tisser des liens sociaux entre jardiniers.

- Exploration, sécurité alimentaire et matérielle ◀
 - Objectifs : Communautaire Familial ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

La VILLE DE MONTRÉAL a investi en 2004-2005 près de 3 millions de dollars en vue de revitaliser les parcs Hartenstein et Cousineau adjacents à l'école PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL. Le JARDIN COMMUNAUTAIRE est l'une de ces améliorations. Les terrains du jardin communautaire Cardinal sont disponibles pour tous les résidents de l'arrondissement, mais un certain nombre est réservé pour les parents de l'école primaire enfant-soleil.

Une trentaine de parents de l'école PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL S'y impliquent tous les étés depuis 2004.

- Cible universelle ◀
 - Familles ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT : Offre un accès privilégié réservé aux familles de l'école primaire ${\tt ENFANT-SOLEIL.}\ Soutient\ les\ jardiniers\ en\ offrant\ des\ outils,\ des\ semences\ et\ de\ l'information.$

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL : L'organisatrice communautaire de l'école fait la liaison entre les familles et l'arrondissement. Explique le concept aux nouveaux arrivants. Fait les références à l'arrondissement saint-laurent .

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines, est assumé par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Municipal ◀
 - Biorganisationelle <
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

ADAPTATION(S)

L'accès aux terrains et la terre sont gratuits. Les coûts reliés aux semences et aux instruments sont minimes.

Les familles de l'école primaire enfant-soleil ont un accès privilégié à un terrain proche de leur résidence.

Accessibilité financière — Accessibilité physique ◀

11. RAPPROCHEMENT INTERGÉNÉRATIONNEL

CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE SAINT-LAURENT

Le jumelage vise à rapprocher les générations en permettant à des écoliers et des citoyens âgés de vivre une expérience commune. Au cours de l'année 2007-2008, ils ont fait une muraille sur la thématique de la famille.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Le jumelage a été effectué avec les jeunes d'une classe de 4^e année dans le cadre de la semaine « Action Bénévolat » en mai. Les citoyens sont des résidents de l'arrondissement.

- Cible universelle ◀
- Enfants Aînés ◀
 - Sporadique ◀
 - Récente ◀

COLLABORATIONS

ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL : Porte l'initiative et le leadership de ce jumelage intergénérationnel. L'organisatrice communautaire de l'école fait le lien entre le centre d'action bénévole saint-laurent, le professeur, les écoliers et les citoyens âgés. Fournit le matériel d'activités.

CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE SAINT-LAURENT : Trouve les bénévoles parmi les résidents âgés de l'arrondissement. Fait les références à l'école.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement est principalement en termes de ressources humaines.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Aucune mention.

ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT

1.	ACTIVITÉ LEADERSHIPp.54
2.	PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉp.55
3.	TRAVAIL DE RUEp.56
4.	PRÉVENTION DES TOXICOMANIESp.57
5.	ACCUEIL DES NOUVEAUX PARENTSp.58
6.	SOUTIEN AUX PARENTSp.59
7.	ACCROCHE-TOIp.60
8.	ALTERNATIVE SUSPENSIONp.61
9.	AIDE AUX DEVOIRSp.62
10.	ENTREPRENARIAT JEUNESSEp.63
11.	FRANCISATION DES PARENTSp.64
12.	CULTURE À L'ÉCOLEp.65
13.	CAMP ESTIVALp.66
14.	APPRENTIS « VÉLOGICIENS »
15	PANIERS DE LA SOLIDARITÉ n. 68

ACTIVITÉ LEADERSHIP

YMCA SAINT-LAURENT

Les ateliers visent à améliorer la condition physique, psychologique (estime de soi) et sociale des adolescents par l'expression et le développement des compétences des jeunes à travers la musique.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

La mesure s'adresse aux élèves en cheminement particulier du Pavillon Saint-Germain. Au cours de la dernière année, une soixantaine de ces élèves ont participé aux ateliers suivants :

Exploration musicale: Découverte et animation autour des instruments de musique — Préparation d'un spectacle présenté à la fin de l'année. Il y a 8-10 élèves inscrits (¾ filles -¼ garçons) à l'atelier donné au Pavillon Saint-Germain le midi (1 heure) et 1 soir chaque semaine.

Danse: Il y a 8 élèves (des filles) à l'atelier donné à l'école après les heures de classe. Le même atelier s'adressant à tous les jeunes du territoire Saint-Laurent — est donné dans les locaux du YMCA 2 soirs semaine. Une dizaine de jeunes y participent chaque soir.

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue <

COLLABORATION(S)

YMCA SAINT-LAURENT: Fournit les ressources humaines. Défraie les frais indirects associés aux ressources humaines. Fournit les locaux la fin de semaine.

ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Fournit les locaux durant les activités de jour.

FINANCEMENT DE LA MESURE : La presque totalité du financement de cette mesure provient de l'enveloppe « Écoles en forme et en santé » du MÉLS.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
- Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Fonds dédiés à mesures spécifiques

ADAPTATION(S)

Les activités sont gratuites.

Les activités peuvent être poursuivies au cours de la fin de semaine dans les locaux de l'organisme partenaire. Cette stratégie facilite l'intégration sociale des élèves nouvellement arrivés à une organisation de leur

Accessibilité financière — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 7

Ensemble d'activités de sensibilisation (informations sur les permis de conduire; examen du commandant sur la sécurité civile) et d'intervention ciblée auprès des jeunes qui ont déjà « les pieds dans la marge » (soutien au personnel enseignant; échanges entre intervenants de l'école). Visent à développer chez les jeunes des comportements sociaux et civiques responsables et respectueux des lois.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé
- Information et sensibilisation Traitement ◀

CARACTÉRISTIQUES

- L'objectif est de rejoindre le plus de jeunes avec une attention particulière portée aux classes d'adaptation du Secondaire III, IV, V.
- Il y a aussi au Pavillon Émile-Legault, depuis avril dernier, l'école fournit un local dans lequel un policier sociocommunautaire vient une fois par semaine - le mercredi pour recevoir les jeunes qui reviennent après
- Pour les ateliers de prévention, toutes les classes sont visitées au cours de l'année.
- Cible universelle Cible identifiée ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

- SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL POSTE DE QUARTIER 7 : Porte le leadership. Transmet l'information sur les lois qui touchent les jeunes et sur la sécurité civile. Fournit un policier sociocommunautaire.
- ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Fournit un local une journée par semaine. Autorise les policiers à faire la tournée des classes. Les psychoéducateurs sont impliqués dans les activités conjointes.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement est principalement relié aux ressources humaines et est assumé par les deux organismes partenaires.
 - Réseaux : Scolaire Municipal ◀
 - Biorganisationelle <
 - Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

ADAPTATION(S)

- Les policiers sociocommunautaires conviennent de l'importance de connaître les habitudes et les codes culturels des jeunes et des familles. Ces connaissances leur permettent d'adapter leurs interventions au besoin.
 - Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

TRAVAIL DE RUE

RAP JEUNESSE

DESCRIPTION

Le Travail De Rue vise à créer des liens significatifs avec tous les adolescents en portant une attention particulière à ceux qui ont un besoin de soutien dans les choix face à la violence, la toxicomanie, le décrochage scolaire, les conflits familiaux, etc. Deux moyens sont privilégiés: l'animation d'ateliers dans les classes et une présence continue dans l'école et en périphérie (cafétéria, corridors, arrêts d'autobus, cour d'école, parcs avoisinants), dans les moments de transition des élèves, soit principalement sur l'heure du dîner et à la sortie des classes.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé
 - Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

- Au cours de la dernière année, les travailleurs de rue sont intervenus auprès d'une centaine de jeunes de l'école secondaire saint-Laurent, mais avaient établi auparavant un nombre impressionnant de contacts (jusqu'à 500 par année).
- Il y a 2 travailleurs de rue pour le territoire Saint-Laurent et 21 % du temps de présence dans le milieu est dans et autour de l'école secondaire saint-laurent.
- Les travailleurs de rue font aussi des animations dans les classes autour de leur travail et des sujets qui préoccupent les jeunes. Au cours de la dernière année, 200 étudiants de Secondaire II et un sous-groupe d'élèves du Secondaire IV et V de l'école secondaire saint-laurent ont participé à ces animations.
- Les travailleurs de rue sont présents à l'école secondaire saint-laurent depuis 7-8 ans.
- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀

COLLABORATION(S)

- RAP (RUE-ACTION-PRÉVENTION) JEUNESSE: Leadership et expertise du travail de rue dans les écoles. Soutien aux travailleurs de rue. Recherche de financement pour payer les travailleurs de rue dans les écoles.
- ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Accepte la présence des travailleurs de rue dans ses locaux et aux environs de l'école. Intègre l'approche et le mandat des travailleurs de rue à l'école.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : En 2007-2008, le volet travail de rue du rap jeunesse provient du contrat-ville.
 - Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
 - Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

ADAPTATION(S)

- Les travailleurs de rue accordent une attention à la dimension culturelle dans la mesure où l'élève l'identifie comme un élément important. Il fait alors des adaptations in situ en partant des besoins de l'élève.
 - Adaptations au contexte pluriethnique in situ Réponse à la défavorisation ◀

PRÉVENTION DES TOXICOMANIES

CUMULUS

DESCRIPTION

Programme visant à aider les adolescents à développer leur capacité de faire des choix éclairés et de gérer leurs expériences de vie en fonction de leurs propres limites. Ce programme comporte 4 volets : 1) Présence bihebdomadaire d'une intervenante pour faire les suivis individuels; 2) Ateliers thématiques selon le niveau scolaire (Tableau des drogues (Sec. I); Plaisir (Sec. II); Le cycle de l'assuétude (Sec. III); Drogue et sexualité (Sec. IV / Sec. V); Après bal (Sec. V) Ad Modus Vivendi (adaptation scolaire, élèves 15-16)); 3) Semaine de sensibilisation aux risques liés aux toxicomanies — kiosques — activités à l'heure du dîner et le soir sur des thématiques en lien avec drogue et santé mentale; 4) Pièce de théâtre.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé
- Promotion de la santé et de la réussite éducative Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Au cours de l'année 2007-2008, 20 groupes du Secondaire I-II-III et 32 groupes du Secondaire IV-V ont participé aux ateliers. Les autres statistiques ne sont pas disponibles. Existe depuis 2002-2003.

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
- Continue Sporadique ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

симиция: Porte la philosophie d'intervention. Assure un leadership dans le dossier de prévention des toxicomanies. Fournit une intervenante 2 jours semaine.

ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Fournit un local. Accepte les intervenants dans les classes. Libère la psychoéducatrice pour participer aux activités.

CSSS BORDEAUX-CARTIERVILLE — SAINT-LAURENT: L'infirmière collabore à la formation.

TROUPE DE THÉÂTRE PARMI NOUS: Production théâtrale qui vise à faire passer un message aux adolescents avec humour, sur deux thématiques : Modération dans la consommation - Alcool au volant.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les ateliers donnés par cumulus à l'école secondaire saint-laurent sont un service complémentaire de la commission scolaire marguerite-bourgeois. L'école secondaire saint-laurent « achète » les services d'une intervenante de cumulus à raison de 2 jours semaine avec son budget de fonctionnement.

- Réseaux : Scolaire Privé Communautaire De la santé ◀
 - Pluriorganisationelle <
- Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

ADAPTATION(S)

Les adaptations ne sont pas planifiées. Les outils et les stratégies d'intervention ne sont pas modifiés. Par contre, les habitudes des jeunes issus des communautés culturelles peuvent être tenues en compte lorsque les thématiques abordées sont les drogues ou la sexualité.

Les activités proposées aux élèves sont gratuites.

Accessibilité financière — Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

ACCUEIL DES NOUVEAUX PARENTS

ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT

DESCRIPTION

Cet événement d'accueil vise à mobiliser les parents à la réussite éducative de leur enfant, à les intégrer à la communauté éducative de l'école et plus largement, à la collectivité laurentienne. La transmission d'informations sur le fonctionnement scolaire et sur les services de la collectivité (Présentation multimédia, kiosques d'informations et visite guidée des organismes locaux) est la principale stratégie.

- Liens école-famille ◀
- Objectifs : Scolaire Familial ◀
- Information et sensibilisation

CARACTÉRISTIQUES

Cet événement annuel réalisé en début d'année scolaire vise particulièrement les nouveaux parents et les parents des classes d'accueil. En moyenne, une centaine de parents y participent annuellement dont 70 % sont des parents des classes d'accueil.

Cette soirée d'accueil existe depuis 4 ans.

- Cible sélective ◀
- Parents-familles ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Fournit les locaux. La direction et la direction adjointe organisent et animent l'événement. Permet aux organismes du territoire de tenir un kiosque d'informations sur leurs services. CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE ET COMMUNAUTAIRE DE SAINT-LAURENT : Recrute des interprètes et des traducteurs. ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT: Fournit l'autobus.

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI SAINT-LAURENT—CSSS BORDEAUX-CARTIERVILLE-SAINT-LAURENT—CRAME-ÉCO-QUARTIER—SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 7 : Chaque organisation délègue une ressource humaine à la soirée pour le kiosque d'informations et/ou la tournée des organismes du quartier.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines (employés et citoyens), est assumé par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire économique Communautaire Municipal De la santé ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
 - Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

Une quinzaine d'interprètes bénévoles sont présents afin de transmettre l'information sur le fonctionnement de l'école aux parents allophones. Ces interprètes couvrent l'ensemble des langues parlées ou comprises par les parents de l'école qui, pour cette activité, sont regroupés selon la langue parlée.

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique

SOUTIEN AUX PARENTS

YMCA SAINT-LAURENT

DESCRIPTION

Les ateliers sur les compétences parentales visent le développement de la compétence des parents à soutenir leurs adolescents vers la réussite scolaire et plus largement, à leur donner les assises dont ils ont besoin pour devenir des adultes généreux, compétents et engagés.

Liens école-famille ◀

Objectifs: Familial

CARACTÉRISTIQUES

Les deux séries d'ateliers s'adressent aux parents des adolescents des classes d'accueil du Secondaire III et IV qui participent à la mesure d'AIDE AUX DEVOIRS. L'atelier de sensibilisation aux « 40 acquis du YMCA, qui s'inspire d'un programme jeunesse en place dans les YMCA nord-américains, a rejoint une dizaine de mères dont quelques-unes ont poursuivi par la suite au YMCA.

Deux séries d'une dizaine de rencontres ont été mises en place au cours de l'année scolaire 2007-2008.

- Cible identifiée ◀
- Parents-familles ◀
 - Périodique <
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Fournit les locaux. Paie les services d'une orthopédagogue qui fait le recrutement lors de la soirée d'accueil, rencontre les parents, fait les suivis téléphoniques avec les parents. Embauche une intervenante pour réaliser les ateliers « Soutien global ». Les professeurs du Secondaire III ciblent les jeunes qui ont des difficultés, mais qui ne font pas partie des classes d'accueil.

YMCA SAINT-LAURENT: Fournit l'expertise pour l'atelier de sensibilisation « 40 acquis ». Fournit les animateurs. Fournit

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement est assuré par le budget de fonctionnement de l'école.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

Les ateliers sont gratuits et se déroulent en français ou en anglais.

Accessibilité financière — Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI - SAINT-LAURENT

Programme d'accompagnement individuel visant à maximiser les chances d'obtenir un diplôme d'études secondaires. Les moyens déployés auprès des jeunes référés, et au besoin, auprès de leurs parents portent sur les techniques d'études, les sources de motivation, les moyens d'action et les relations avec les enseignants et les parents.

- Interventions liées à la réussite éducative
 - Objectifs : Scolaire ◀
 - Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les jeunes ayant une propension au décrochage scolaire, peu importe leur niveau, sont visés par cette mesure. Ce programme rejoint davantage les jeunes du Secondaire IV et V.

Au cours de l'année 2007-2008, 39 jeunes ont participé aux activités proposées.

La présence, une journée par semaine, de l'intervenante dans les locaux de l'école secondaire, existe depuis 4 ans.

- Cible identifiée ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI - SAINT-LAURENT : Assure un leadership dans le dossier de la motivation à la persévérance scolaire et à la réinsertion scolaire des jeunes décrocheurs âgés de 12 à 24 ans sur le territoire de Saint-Laurent. Remplit ce mandat à l'école secondaire saint-laurent en déployant et soutenant une intervenante-pivot une journée semaine.

ÉCOLE SECONDAIRE SANT-LAURENT : FOURNIT UN local pour l'intervenante du carrefour Jeunesse-Emploi - SAINT-LAURENT. Les professeurs et le personnel non enseignant réfèrent les élèves qu'ils considèrent à risque (absentéisme, retard répété, désintéressement scolaire). La conseillère en orientation de l'école participe aussi à cette mesure.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement provient principalement du carrefour Jeunesse-Emploi - SAINT-LAURENT qui trouve des fonds pour permettre la réalisation de cette mesure auprès de « Priorité jeunesse » de la DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL, la « Stratégie d'action jeunesse » du secrétariat à la jeunesse et du « Fonds des employés de la Fondation » de solidarité FTQ. Cette dernière a fait une levée de fonds pour permettre d'accorder une bourse d'études aux jeunes afin de soutenir leur motivation à poursuivre les études.

- Réseaux : Scolaire Économique communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
- Fonds dédiés à des mesures spécifiques Tiers financeurs publics Tiers financeurs philanthropiques ◀

ADAPTATION(S)

L'intervenante a parfois recours à des interprètes lors des médiations familiales.

Le processus de médiation entre le jeune et ses parents n'est pas différent lorsqu'il s'agit d'une famille immigrante, mais les perspectives ethniques peuvent être tenues en compte pour permettre la résolution positive d'une crise.

Les interventions auprès des jeunes et de leurs familles sont gratuites.

Accessibilité financière — Adaptations au contexte pluriethnique in situ — Réponse à la défavorisation

ALTERNATIVE SUSPENSION

CENTRE ACCROCHE

DESCRIPTION

Ensemble de moyens conformes à l'approche développée par le YMCA DU PARC qui vise à transformer le temps de suspension des élèves en temps de réflexion sur leur trajectoire et sur les différentes attitudes.

Parmi les moyens, il y a des ateliers éducationnels, de l'intervention individuelle, des travaux scolaires et des discussions dirigées vers les différentes problématiques vécues par les jeunes sur le territoire de Saint-

Développement des compétences des jeunes

Objectifs : Scolaire ◀

Traitement ◀

CARACTÉRISTIQUES

S'adresse aux élèves qui, pour diverses raisons, se retrouvent temporairement exclus de l'école secondaire saint-LAURENT (en moyenne 4-5 jours).

L'approche développée par le YMCA DU PARC est implantée à différents endroits à Montréal. C'est le CENTRE ACCROCHE qui offre la mesure à Saint-Laurent depuis plusieurs années.

Cible identifiée ◀

Adolescent(e)s ◀

Continue ◀

Mature ◀

COLLABORATIONS

CENTRE ACCROCHE: Déploie les moyens. Fournit une ressource humaine. Recrute les bénévoles.

YMCA DU PARC: Offre un soutien aux organismes et partage l'expertise développée au fil des ans pour l'établissement du partenariat, la mise en place de la structure, la formation des intervenants et l'accès aux outils, aux ateliers de perfectionnement.

ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT: Fournit les références des élèves qui ont une suspension.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines (employés et citoyens), est assumé par les partenaires.

Réseaux : Scolaire — Communautaire ◀

Pluriorganisationelle ◀

Références — Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

Les locaux sont situés à proximité de l'école secondaire.

Les quartiers où le programme est implanté sont généralement défavorisés et plusieurs sont pluriethniques. Cette mesure constitue une réponse s'adressant à la défavorisation.

Accessibilité physique — Réponse à la défavorisation ◀

9. AIDE AUX DEVOIRS

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT

Activités de soutien à l'apprentissage scolaire visant à favoriser l'intégration scolaire des jeunes immigrants fréquentant l'école secondaire saint-laurent.

- Interventions liées à la réussite éducative ◀
 - Objectifs : Scolaire ◀
 - Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

S'adresse aux enfants des classes d'accueil. Une soixantaine d'enfants font régulièrement leurs devoirs après l'école au Centre de loisirs et depuis peu à l'aréna. Existe depuis 2004.

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT: Coordonne l'activité. Fournit les ressources humaines: la coordonnatrice et les bénévoles. Fournit les locaux au centre sportif saint-laurent et à l'aréna raymond-bourque. ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Fait les références.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le salaire de la coordonnatrice est assuré par l'école secondaire saint-laurent .

- Réseaux : Scolaire Municipal ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

L'ARÉNA RAYMOND-BOURQUE et le CENTRE DE LOISIRS SAINT-LAURENT SONT SITUÉS À PROXIMITÉ DE l'ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT. Les élèves peuvent faire leurs devoirs avant de faire la pratique d'un sport. Pour tous les jeunes et particulièrement ceux qui viennent d'arriver au pays, cette proximité permet de découvrir les installations sportives et la pratique d'un sport ou d'une activité.

Accessibilité physique — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

10. ENTREPRENARIAT JEUNESSE

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI SAINT-LAURENT

Les activités visent à sensibiliser les adolescents au concept de l'entreprenariat jeunesse tel que souhaité par la « Stratégie d'action jeunesse ». Les moyens mis en place sont les projets d'entreprenariat et les activités de sensibilisation.

- Interventions liées à la réussite éducative <
 - Objectifs : Scolaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les élèves du Secondaire IV-V du Pavillon Émile-Legault de l'école secondaire saint-laurent sont la cible des activités de sensibilisation (kiosque d'informations et ateliers sur l'offre de service en entreprenariat jeunesse) qui ont été tenues lors de la « Journée Carrières » tenue au Pavillon Émile-Legault le 4 décembre 2007.

- Une classe de Secondaire V a élaboré et déposé un projet d'entreprenariat étudiant « Chocolo-Chocolat » au MINISTÈRE DE L'EDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT afin d'obtenir un financement pour le mettre en œuvre.
 - Cible sélective ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Continu ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

- CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI SAINT-LAURENT: Porte le leadership et l'expertise du dossier de l'entreprenariat jeunesse à l'école et dans la communauté laurentienne. Fournit l'agent de sensibilisation. Transmet les informations aux jeunes. Soutient le projet d'entreprenariat étudiant « Chocolo-Chocolat » de l'école secondaire Saint-Laurent. Fait l'animation des ateliers lors de la semaine de sensibilisation de l'entreprenariat étudiant à l'école secondaire SAINT-LAURENT et dans les organismes - jeunesse de la communauté laurentienne.
- TABLE DE CONCERTATION EN ENTREPRENEURSHIP JEUNESSE DE SAINT-LAURENT : Les partenaires multiréseaux contribuent à définir l'offre de service laurentienne en matière d'entreprenariat jeunesse, à renforcer le partenariat autour de cette stratégie, à planifier la semaine de sensibilisation à l'entreprenariat jeunesse sur le territoire laurentien.
- ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Permet la participation d'un professeur et de ses élèves à un projet d'entreprenariat étudiant. Accueille les intervenants du carrefour jeunesse-emploi saint-laurent lors des activités de sensibilisation. Participe à la Table de Concertation en entrepreneurship jeunesse de Saint-Laurent.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : La semaine de sensibilisation à l'entreprenariat jeunesse est financée par le secrétariat D'ACTION À LA JEUNESSE et LE DÉFI DE L'ENTREPRENARIAT JEUNESSE S'INSCRIT dans la « Stratégie d'action jeunesse ». Le financement du projet « Chocolo-Chocolat » s'il est obtenu proviendra du MÉLS.
 - Réseaux : Économique communautaire Communautaire Scolaire ◀
 - Structure d'action concertée
 - Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services Planification collective ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

Aucune mention.

CENTRE D'ÉDUCATION AUX ADULTES OUTREMONT

DESCRIPTION

Des cours de francisation sont offerts aux adultes allophones de la communauté laurentienne. Les intervenants scolaires du territoire ont développé des stratégies pour favoriser l'inscription des parents des élèves à ces cours de francisation. Par exemple, des cours offerts dans le cadre des samedis ensoleillés de l'école primaire ENFANT-SOLEIL abordent le contenu et le vocabulaire reliés au quotidien des enfants et à la socialisation entre parents. Aussi, une agente de liaison est embauchée par la commission scolaire marguerite-bourgeois pour faciliter le recrutement et offrir un soutien aux parents allophones des écoles du territoire.

- Liens école-famille ◀
- Objectifs: Familial Scolaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Offerts à tous, aucune statistique de fréquentation des parents de l'école secondaire saint-laurent n'est cependant disponible.

Les cours sont offerts à 3 endroits de l'arrondissement Saint-Laurent : À l'école PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL depuis 2000, des cours de 4 heures sont offerts chaque samedi pour une session de 10 semaines; au centre Léonard-De-VINCI, on expérimente une nouvelle formule en offrant des cours de différents niveaux de 2 soirs par semaine pour une durée de 15 semaines; au centre d'éducation aux adultes outremont, les différents niveaux de cours offerts sont durant le jour.

- Cible sélective ◀
- Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

CENTRE D'ÉDUCATION AUX ADULTES OUTREMONT : A un mandat de la commission scolaire marguerite-bourgeois d'offrir des cours de francisation à la population allophone de 16 ans et plus. Détient l'expertise des cours de francisation. Fait la promotion et le réseautage avec les partenaires du territoire.

ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT — TOUTES LES ÉCOLES DU TERRITOIRE: Transmet l'information aux parents allophones notamment lors de la soirée d'accueil. Fait les références.

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOIS: Embauche une agente de liaison qui travaille une journée par semaine à transmettre l'information aux parents des différentes communautés ethnoculturelles; elle donne des informations sur les cours de francisation, leur explique le fonctionnement et travaille à la constitution des groupes notamment ceux des parents aux différents points de service. S'assure de la qualité de l'enseignement. Favorise que les cours de francisation soient un levier d'intégration et de qualification professionnelle des parents.

CSSS BORDEAUX-CARTIERVILLE—SAINT-LAURENT: Fait des références.

TABLE JEUNESSE DU COMITÉ DES ORGANISMES SOCIAUX SAINT-LAURENT : Diffuse aux partenaires les informations sur l'offre et du fonctionnement de cours de francisation du centre d'éducation aux adultes outremont.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement des cours de francisation offerts aux parents allophones est assuré par le MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS du GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, VIA la COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOIS.

- Réseaux : Scolaire De la santé Communautaire ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

ADAPTATION(S)

Les cours de français sont offerts dans 3 lieux différents afin d'assurer une meilleure desserte du territoire Saint-Laurent.

Les cours de francisation sont offerts à coûts minimes ; seul un montant de 40 \$ est demandé pour assurer les frais administratifs d'ouverture du dossier. Les cours sont gratuits à l'école primaire enfant-soleil et pour permettre aux parents d'y assister, des activités sont proposées à leurs enfants pour un coût minime (2 \$).

Accessibilité physique — Accessibilité financière ◀

12. CULTURE À L'ÉCOLE

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT

Animation basée sur le théâtre visant le développement de valeurs et d'attitudes prosociales chez les jeunes des écoles du territoire Saint-Laurent pour un meilleur vivre ensemble et le respect des différences.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Deux activités sont proposées:

Pièce de théâtre: Avant et après la présentation d'une pièce de théâtre, l'arrondissement Saint-Laurent embauche un comédien qui fait de l'animation dans les classes pour aider les jeunes à comprendre ce qu'ils s'apprêtent à voir et pour les aider à exprimer leur appréciation de la pièce de théâtre. Il y a une pièce de théâtre choisie pour les Secondaires I-II et une autre pour les Secondaires III-IV-V.

Production collective de médiation culturelle : L'activité consiste à explorer les différentes facettes d'une pièce de théâtre (scénographie, texte, éclairages, etc.). Au cours d'une session de 24 rencontres, une trentaine de jeunes s'initient en compagnie de professionnels du théâtre en refaisant la pièce présentée à l'école au cours de l'année. En 2007-2008, cette activité a été réalisée avec des jeunes des classes d'accueil. La pièce s'appelait « L'envers du Fantôme ».

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT: Leadership et expertise d'animation culturelle. Planifie et organise les activités. Choisit la pièce de théâtre présentée. Offre aux écoles une programmation culturelle à faible coût. ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Fait les références. Prête les locaux pour les activités de médiation. FINANCEMENT DE LA MESURE : Le volet de la médiation culturelle est financé par le ministère de la culture, des

COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE. Pour le volet théâtre, l'arrondissement Saint-Laurent retient et finance une pièce de théâtre parmi l'offre de programmation professionnelle disponible à Montréal. L'école paye un prix symbolique pour permettre à ses élèves d'assister à la représentation de la pièce de théâtre.

- Réseaux : Scolaire Municipal Privé ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

ADAPTATION(S)

L'animation culturelle offre aux élèves des écoles de l'arrondissement une opportunité d'avoir accès à des nouveaux univers culturels pouvant être par ailleurs difficiles d'accès, de travailler ensemble et possiblement de créer des liens. C'est aussi une bonne manière de contrer l'exclusion culturelle.

Accessibilité financière — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

13. CAMP ESTIVAL

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT

Le camp de jour estival vise la poursuite de l'apprentissage de la langue française durant l'été chez les élèves allophones nouvellement arrivés tout en contribuant à leur intégration à la société d'accueil.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Scolaire Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Ce camp s'adresse aux élèves qui sont arrivés au pays depuis quelques mois seulement. En moyenne, une trentaine d'élèves participe annuellement. Ce camp a lieu durant 2 semaines.

- Cible identifiée ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT: Organise les activités du camp. Fournit les ressources humaines et matérielles. Intègre la demande de l'école à son offre de camp de jour. Recrute les futurs animateurs de camps de jour. ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Fait les références.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement de cette mesure provient de l'école secondaire saint-laurent qui paie les coûts des salaires des ressources humaines.

- Réseaux : Scolaire Municipal ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

Cette mesure est une stratégie d'intégration sociale.

Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI SAINT-LAURENT

Par l'intermédiaire du projet d'intervention sociale et professionnelle vélogik s'adressant aux 16-30 ans du territoire Saint-Laurent, les ateliers visent à offrir aux élèves de l'école secondaire saint-laurent des opportunités de découvrir de nouveaux intérêts et d'expérimenter de nouvelles pratiques sportives et de loisirs qui augmentent leur capacité d'agir et qui les introduit aux valeurs citoyennes et environnementales.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Scolaire Environnemental ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

- En 2007-2008, 5 types d'activités ont été réalisées par les vélogiciens de manière ponctuelle : présentations multimédias sur les changements climatiques dans les classes; atelier de fabrication d'un vélo « Gagne ton vélo »; ateliers de réparations mécaniques d'un vélo; animation de milieu et sorties visant la découverte de leur collectivité ou de sports hivernaux; démarches de sensibilisation auprès des élus pour l'obtention d'une piste cyclable sur le territoire de Saint-Laurent.
- S'adresse expressément aux jeunes « à risque » du Secondaire IV et V du Pavillon Émile-Legault qui ont une propension à décrocher ou qui ont des difficultés à l'école. Le nombre de jeunes rejoints au cours de l'année 2007-2008 est variable selon les activités. À titre d'exemple, 61 des 87 jeunes inscrits ont terminé l'atelier sur la fabrication de leur vélo. À l'école, comme dans la collectivité, 44 activités organisées par les vélogiciens ont permis de rejoindre 700 jeunes laurentiens.

Le projet vélogik a été mis sur pied en 2004.

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Sporadique
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

- CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI SAINT-LAURENT—PROJET VÉLOGIK: Fournit les ressources matérielles et humaines pour accompagner les jeunes de l'école secondaire saint-laurent lors des activités spécialement mises en place pour eux. Intègre un volet scolaire à leur projet d'insertion sociale vélogik.
- ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Fait les références. Accepte que les vélogiciens viennent à l'école pour animer des activités auprès des jeunes ciblés.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement du PROJET VÉLOGIK provient de plusieurs sources (Arrondissement Saint-Laurent, élus du territoire, Gouvernement du Canada, commerces au détail). Le choix d'y inclure un volet scolaire relève du CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI SAINT-LAURENT.
 - Réseaux : Scolaire Économique communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
 - Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

- Le projet vélogik vise prioritairement les jeunes décrocheurs et les immigrants. Les élèves de l'école secondaire qui participent aux activités reçoivent l'influence de cette orientation.
 - Adaptations dans une perspective d'intégration sociale Réponse à la défavorisation ◀

15. PANIERS DE LA SOLIDARITÉ

MOISSON-MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT, CRAME ÉCO-QUARTIER SAINT-LAURENT

Activité de sensibilisation aux enjeux de la pauvreté visant à développer la solidarité et l'implication communautaire à une activité réalisée par un ensemble de partenaires de la collectivité. Les élèves peuvent participer en apportant des denrées à l'école ou en faisant du bénévolat.

- Développement des compétences des jeunes ◀
- Objectifs : Social et de santé Communautaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

L'ensemble des élèves de l'école est sollicité, mais aucune forme de compilation n'est faite pour savoir le nombre d'élèves qui apportent des denrées ou qui font du bénévolat.

La formule « centralisée », où toutes les organisations de la collectivité sont interpellées, est récente.

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Périodique
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT : Mobilise les élèves par le service d'animation de la vie spirituelle et d'engagement communautaire. Transmet l'information aux élèves et aux familles. Réfère les familles à l'ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT.

MOISSON-MONTRÉAL: Redistribue les denrées. Accueille les jeunes bénévoles de l'école secondaire saint-laurent ARRONDISSEMENT SAINT-LAURENT: Centralise les demandes.

CRAME-ÉCO-QUARTIER: Fournit les bacs bleus. Recueille les denrées ramassées à l'école secondaire saint-laurent ainsi qu'aux autres points de chute de l'arrondissement saint-laurent.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines (employés et citoyens), est assumé par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire Municipal Caritatif ◀
 - Pluriorganisationnelle ◀
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

ADAPTATION(S)

Cette activité a changé de nom afin d'inclure la réalité des tous les élèves, passant de « Paniers de Noël » à « Paniers de la Solidarité ». Ce changement permet d'interpeller l'ensemble des élèves sur une valeur commune.

Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀



ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT

1.	ATELIERS DE CUISINE	p.72
2.	ACTIVITÉS PARASCOLAIRES	p.73
	2C. Éco-Curieux	p.75
3.	AIDE AUX DEVOIRS	
	3A. Aide aux devoirs (1 ^e à 5 ^e)	•
4.	ALTERNATIVE SUSPENSION	
5.	DÎNER DE FILLES	•
		•
6.	ATELIERS DE PRÉVENTION	•
	6B. Développement des compétences sociales et personnelles	
	6C. Activités sur l'environnement	
7.	ACTIVITÉS CULTURELLES	p.83
8.	ÉCOLE EN SANTÉ	p.84
9.	FRANCISATION DES PARENTS	p.85
10.	LEADERS POSITIFS	p.86
11.	MAGASINS PARTAGE	p.87
12.	ENTREPRENARIAT JEUNESSE	p.88
13.	QUÉBEC EN FORME	p.89
14.	TOXIK IMPRESSIONS	p.90
15.	ARTS ET CONTES	p.91
16.	CONVERSATION FRANÇAISE	p.92
17.	LOISIRS FAMILIAUX	p.93
12	MERCREDIS DI I THÉ	n 9/

ATELIERS DE CUISINE

Ce projet existe depuis 8 ans.

COMITÉ CUISINE

DESCRIPTION

Les ateliers de cuisine s'inscrivent dans les orientations du programme « École en santé » et visent le développement de bonnes habitudes alimentaires et le perfectionnement du français chez les enfants.

Les ateliers de cuisine se déroulent en classe. Les enfants, accompagnés d'une intervenante communautaire, réalisent des recettes en équipe. Les enfants apprennent à combiner des aliments, à manipuler des instruments, à appliquer des principes de mathématiques (mesure) et de français (lecture). Chaque atelier est animé de jeux interactifs qui favorisent l'acquisition de connaissances sur la nutrition et le développement d'une saine alimentation. Les enfants doivent aussi faire des lectures préparatoires à l'atelier. Le dernier atelier vise l'appropriation des recettes par les parents, les recettes réalisées par les enfants leur sont présentées.

- Exploration, sécurité alimentaire et matérielle ◀
- Objectifs : Social et de santé Familial Scolaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les ateliers s'adressent aux classes du 1er cycle du primaire dont les enseignants acceptent de prendre part à l'activité. En 2007-2008, 11 classes ont participé à une série de 4 ateliers d'une durée d'une heure. Les ateliers pour les parents ne se tiennent qu'une seule fois, à la fin de l'année scolaire.

- Cible sélective ◀
- Enfants Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

COMITÉ CUISINE : Est formé d'une intervenante des cuisines collectives saint-roch, de l'infirmière du csss de la montagne— CLSC PARC-EXTENSION, d'un enseignant, d'un directeur adjoint et de la coordonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ de l'école primaire Barthélemy-vimont. Élabore la programmation des activités de cuisine. Initiée par l'intervenante des cuisines collectives saint-roch la programmation d'ateliers doit répondre à des critères de facilité. Elle est par la suite présentée aux enseignants qui acceptent ou non d'y engager leur classe. Les inscriptions complétées, les membres du comité cuisine planifient la mise en œuvre des ateliers.

cuisines collectives saint-roch: Assume en grande partie l'organisation. Prend en charge la préparation et l'animation des ateliers de cuisine.

csss de la montagne—clsc parc-extension: Collabore, via l'infirmière scolaire aux ateliers des enfants. Anime conjointement avec les intervenantes des cuisines collectives saint-roch, les ateliers des parents et transmet de l'information sur la nutrition, les étiquettes, etc.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Fournit un local. Les enseignants soutiennent les étapes préparatoires aux ateliers (lecture) et supervisent les ateliers. L'adjoint à la direction et la coordonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ participent au comité cuisine.

FINANCEMENT DE LA MESURE : L'organisme cuisines collectives saint-roch assure la majeure partie du financement. L'école PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT finance dans une proportion moindre.

- Réseaux : Scolaire Communautaire De la santé ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
- Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Les menus sont économiques. Il s'agit essentiellement de mets simples, sans cuisson (collations, salades) et pour favoriser l'inclusion de tous, ils sont végétariens.

Accessibilité financière — Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

2. **ACTIVITÉS PARASCOLAIRES**

2A. ACTIVITÉS ÉDUCATIVES DE LA MAISON DES JEUNES

CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE UNIE

Cours variés visant le développement de compétences chez les enfants qui y apprennent les premiers rudiments de l'informatique, la danse, le cinéma et la musique.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUE(S)

Ces cours sont offerts tout au long de l'année et s'adressent exclusivement aux enfants âgés de douze ans et

Ils sont disponibles depuis une dizaine d'années.

- Cible sélective ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE UNIE : Dirige et soutient tous les aspects de cette offre de services.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Fait connaître la programmation et l'organisme aux élèves de 6^e année. Pour ce faire, la coordonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ organise une fois par année la visite des élèves au CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE UNIE et une visite des intervenants du CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE UNIE dans les classes de 6^e année.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Ressources mobilisées par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle
 - Références ◀
- Ressources mobilisées par les partenaires

En général, l'inscription à ces activités est soit gratuite ou à prix modique.

Accessibilité financière ◀

2B. ACTIVITÉS PARASCOLAIRES DU CHAIS

CENTRE HAÏTIEN D'ANIMATION ET D'INTERVENTION SOCIALE (CHAIS)

Activités sportives et culturelles visant à donner des opportunités aux enfants de développer leur estime de soi, leurs compétences et leurs connaissances à travers les arts du cirque, la danse et l'Internet.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Ouvertes à tous, les activités parascolaires ont lieu une fois par semaine durant l'heure du dîner, le soir ou la fin de semaine. Seule l'activité Internet est offerte tous les midis dans les locaux de l'organisme.

La plupart des activités sont en place depuis quelques années.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

CENTRE HAÏTIEN D'ANIMATION ET D'INTERVENTION SOCIALE (CHAIS): Organise et anime les activités. ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Diffuse les informations pour faire connaître les activités du chais. FINANCEMENT DE LA MESURE: Les coûts relatifs aux ressources humaines et matérielles sont assumés par le chais qui les finance en partie par une subvention du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DES SPORTS (intégration des communautés culturelles) qui transite par l'école.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

ADAPTATION(S)

L'accès à ces activités parascolaires est gratuit.

Certaines activités sont teintées d'influences culturelles diverses, par exemple, la Capoeira, cours de danse offert, est une danse brésilienne.

Accessibilité financière — Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

ÉCO-QUARTIER PARC-EXTENSION; COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION

Cette activité parascolaire a un double objectif : sensibiliser les jeunes aux enjeux environnementaux et les aider à améliorer leurs compétences sociales.

À travers la réalisation d'un projet portant sur l'environnement, librement choisi par le participant, des informations sont transmises et une réflexion est induite sur les considérations environnementales reliées à la vie en société, par exemple, les sources d'énergie, les modes de transport, etc. En guise de complément, il y a parfois des sorties dans des lieux dédiés à l'environnement. Parallèlement à ces activités, les jeunes établissent dans un contrat, des objectifs et un engagement à respecter un code de comportement. Des interventions psychosociales s'insèrent tout au long des activités pour aider les jeunes à rehausser leur estime de soi et les soutenir dans le travail d'équipe.

- Développement des compétences des jeunes
- Objectifs : Social et de santé Environnemental ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

L'activité cible des jeunes ayant des habiletés sociales limitées. Une dizaine d'enfants de 5^e année ont participé. Au cours de l'année scolaire, l'activité hebdomadaire dure 1 heure, 1 fois par semaine, après les classes. Durant l'été, les jeunes font des sorties.

L'activé existe depuis 6 ans.

- Cible identifiée ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ÉCO-QUARTIER VILLERAY : Organise et anime l'activité. Fournit les ressources pédagogiques.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT: Offre un soutien, via la coordonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ, à l'organisation logistique de l'activité (inscription, autorisation des parents, réservation des locaux de l'école, etc.). Fournit un local. Cible, via le psychoéducateur, les enfants qui pourraient bénéficier de l'activité.

coalition jeunesse parc extension : L'intervenant de milieu participe à l'activité et fait des interventions qui visent le développement d'habiletés sociales chez les jeunes.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Les ressources financières proviennent d'éco-quartier villeray et de la coalition jeunesse PARC-EXTENSION (soutenue par Priorité Jeunesse de la DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL).

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

ADAPTATION(S)

En donnant la possibilité aux enfants de choisir leur projet, ceux-ci peuvent arrêter leur choix en fonction de leurs goûts et de leurs univers culturels.

Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

AIDE AUX DEVOIRS

3A. AIDE AUX DEVOIRS ($1^e \lambda 5^e$)

CENTRE HAÏTIEN D'ANIMATION ET D'INTERVENTION SOCIALE (CHAIS)

DESCRIPTION

Service d'AIDE AUX DEVOIRS visant la réussite scolaire des enfants. Dans les locaux du CHAIS, des intervenants encadrent et accompagnent les enfants dans la réalisation des devoirs et l'apprentissage des leçons. L'accent est mis sur les matières de base comme le français.

Il est prévu, pour certains enfants, d'organiser une période d'activités sportives et culturelles après la période des devoirs afin qu'ils apprennent à travailler en coopération.

Interventions liées à la réussite éducative

Objectifs : Scolaire ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative — Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

L'AIDE AUX DEVOIRS S'adresse aux enfants dont les parents ont consenti à ce qu'ils reçoivent le service. Il y a 50 places disponibles pour les enfants de la 1^{re} à la 5^e année. Le ratio est d'un tuteur pour 5 enfants. Les séances durent 90 minutes et ont lieu 4 soirs par semaine après les classes. Le CHAIS offre un service d'AIDE AUX DEVOIRS depuis une vingtaine d'années.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

centre haïtien d'animation et d'intervention sociale (chais) : S'occupe d'aller chercher les enfants à l'école. Prend en charge la supervision d'une période de devoirs dans ses locaux. La direction du CHAIS formalise une entente de service avec la direction de l'école primaire Barthélemy-vimont depuis 5 ans.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Expédie une lettre aux parents. Réfère au chais les élèves dont les parents ont manifesté leur intérêt. S'assure que les informations sur les devoirs et leçons à faire se retrouvent dans l'agenda de l'élève. La direction formalise une entente de service avec la direction du CHAIS depuis 5 ans.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Cette mesure est financée par l'école via son budget d'aide aux devoirs et par des fonds venant du comité réussite éducative de la coalition jeunesse parc-extension.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds dédiées à des mesures spécifiques Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

L'AIDE AUX DEVOIRS est un service gratuit.

Certains enfants n'ont pas toujours à la maison un contexte propice pour faire leurs devoirs, les parents ne pouvant les aider pour des raisons linguistiques. L'accent est mis sur la francisation des élèves.

Accessibilité financière — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE UNIE

DESCRIPTION

Service d'AIDE AUX DEVOIRS visant la réussite scolaire des élèves de 6^e année offert par des intervenants qui les encadrent et les accompagnent lors de la réalisation des devoirs et l'apprentissage des leçons dans un environnement propice à l'étude.

Les enfants s'inscrivent dans une démarche où ils doivent atteindre des objectifs personnels. Ils sont amenés à se définir un plan d'avenir qu'ils préparent en fonction de leurs qualités personnelles, des défis qu'ils souhaitent relever ainsi que les moyens à mettre de l'avant pour y parvenir (temps d'études, objectifs scolaires). La conception de ce plan d'avenir aide les élèves à réfléchir et se projeter dans l'avenir, ce qui constitue une démarche favorable à la transition primaire-secondaire.

Interventions liées à la réussite éducative

Objectifs: Scolaire

Promotion de la santé et de la réussite éducative — Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Il y a deux types de clientèle parmi les 10-15 jeunes qui participent à l'AIDE AUX DEVOIRS. La première correspond à des jeunes (10) en difficultés scolaires que l'école réfère au service d'AIDE AUX DEVOIRS. Les autres s'inscrivent par eux-mêmes.

Les élèves référés participent à 4 séances d'AIDE AUX DEVOIRS par semaine qui durent 90 minutes (collation incluse). Les autres sont libres et participent selon les objectifs qu'ils se sont donnés.

Le service est en place depuis une quinzaine d'années. Le système de référence existe depuis peu, 1 ou 2 ans.

Cible identifiée — Cible universelle ◀

Enfants ◀

Continue

Mature

COLLABORATION(S)

CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE UNIE: Prend en charge l'organisation et le déroulement des activités d'aide aux devoirs. Fournit les tuteurs, le matériel, les locaux.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : La direction de l'école réfère les enfants sous la recommandation des enseignants et après avoir obtenu l'approbation parentale. Autorise les intervenants du centre communautaire jeunesse unie à consulter le bulletin de l'enfant. S'occupe, via la coordonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ, de la transmission d'informations entre les enseignants et le centre communautaire jeunesse unie.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines (employés et citoyens), est assumé par les partenaires. L'école PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT paye un montant par enfant, ce qui rembourse une petite partie des coûts du service (budget MÉLS, AIDE AUX DEVOIRS).

Réseaux : Scolaire — Communautaire ◀

Biorganisationelle ◀

Références — Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Fonds dédiés à des mesures spécifiques — Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Le service d'AIDE AUX DEVOIRS est gratuit pour les familles.

Accessibilité financière ◀

ALTERNATIVE SUSPENSION

CENTRE HAÏTIEN D'ANIMATION ET D'INTERVENTION SOCIALE (CHAIS)

ALTERNATIVE SUSPENSION vise à transformer le temps de suspension des enfants en un temps de réflexion et d'action. Lorsqu'ils sont suspendus, les élèves se rendent dans les locaux du chais durant la journée et réalisent leurs travaux scolaires sous la supervision d'une intervenante. Ensuite, ils doivent réfléchir et discuter avec l'intervenant de leur comportement, leur rapport à l'école et leur relation avec leurs pairs. Chaque élève doit mettre par écrit le produit de sa réflexion.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Scolaire ◀
 - Traitement ◀

CARACTÉRISTIQUES

Depuis 2 ans, une moyenne de vingt enfants a passé 1 journée ou 2 dans les locaux du CHAIS comme alternative à la suspension.

- Cible identifiée ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

centre haïtien d'animation et d'intervention sociale (chais): Prend en charge et encadre les enfants durant le temps de la suspension. Des intervenants dédiés font le point sur le séjour avec l'élève suspendu. Anime un entretien entre la direction de l'école, l'enfant et les parents pour préparer le retour à l'école.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : La Direction réfère après approbation des parents, les enfants suspendus au CHAIS. Participe à l'entretien préparant le retour à l'école.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DES SPORTS - INTÉGRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES - VETSE une partie du financement de la mesure. L'autre partie est assumée par le CHAIS.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Références Mise en commun + coordination des ressources prestations de services ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Cette mesure laisse place à des ajustements en situation d'intervention en fonction des besoins particuliers et de l'univers culturel de l'enfant. Les quartiers où le programme est implanté sont généralement défavorisés et plusieurs sont pluriethniques. Cette mesure constitue une réponse s'adressant à la défavorisation.

Adaptations au contexte pluriethnique in situ — Réponse à la dévaforisation ◀

DÎNER DE FILLES

COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION

Dans le cadre convivial d'un dîner collectif, groupes d'échange et d'entraide qui amènent les jeunes filles très introverties à s'exprimer et à échanger sur ce qu'elles ressentent en compagnie d'intervenants psychosociaux qui ont pour objectif de développer l'estime de soi de ces jeunes filles.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative

CARACTÉRISTIQUES

Les dîners ciblent 5-6 jeunes filles de 6^e année introverties ou qui ont de sérieuses difficultés de communication. Il y a un dîner par semaine. Au total, une vingtaine de filles différentes ont participé à un ou plusieurs dîners. Ces dîners se tiennent depuis 2 ou 3 ans.

- Cible identifiée ◀
- Adolescentes <
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : A initié cette mesure. La psychoéducatrice anime avec l'intervenante de milieu de la coalition jeunesse parc-extension. Les enseignants ciblent les participantes potentielles.

coalition jeunesse parc-extension : L'intervenante de milieu se joint à la psychoéducatrice de l'école pour bonifier l'intervention.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines, est assumé par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
 - Réalisation commune
- Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

Les adaptations au contexte pluriethnique in situ sont possibles, soit en fonction des caractéristiques et des besoins des participantes.

Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

ATELIERS DE PRÉVENTION

6A. ATELIERS VIOLENCE ET CRIMINALITÉ ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT

Des conférences et des jeux interactifs présentés en classe par les intervenants de la communauté abordent les thèmes reliés à la violence et la criminalité et visent, par la transmission d'informations, la sensibilisation des jeunes à ces phénomènes.

- Développement des compétences des jeunes
 - Objectifs : Social et de santé
 - Information et sensibilisation ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les ateliers, d'une durée de 60 minutes, se déroulent une fois par année.

Les thématiques diffèrent selon le niveau scolaire; par exemple, on aborde l'enlèvement et l'intimidation avec les élèves du premier cycle alors qu'avec les élèves du 2^e cycle, on aborde le taxage, la violence, la démystification des gangs de rue, la cybercriminalité, la violence dans les médias, la sécurité à vélo. La sécurité à l'Halloween est un atelier présenté à toutes les classes de l'école.

Les ateliers sont en place depuis un nombre variable d'années (2 à 5 ans).

- Cible universelle ◀
 - **Enfants**
 - Périodiques
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT: Assure le leadership de la programmation. En début d'année scolaire, les organisations spécialisées en prévention de la violence établissent les besoins de l'école et complètent, par des ateliers offerts dans leur champ d'expertise respectif, l'offre du psychoéducateur de l'école. Un calendrier d'ateliers pour l'année scolaire est ensuite produit. Le personnel de direction prend en charge la logistique et l'organisation des plages horaires avec les enseignants. La psychoéducatrice de l'école fait l'animation de l'atelier intimidation avec l'intervenante pivot de la coalition Jeunesse parc-extension.

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 33 : Les policiers sociocommunautaires animent 3 ateliers : « Sécurité à l'Halloween », « Taxage et violence », « Cybercriminalité ». Conjointement avec les intervenants de tandem centre lajeunesse, les policiers sociocommunautaires animent aussi les ateliers suivants : « Violence dans les médias », « Sécurité vis-à-vis enlèvement ».

COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION: Conjointement avec le centre JEUNESSE COMMUNAUTAIRE UNIE, les intervenants animent l'atelier « Démystification des gangs de rue ». L'intervenante pivot anime l'atelier sur l'intimidation conjointement avec la psychoéducatrice de l'école primaire Barthélemy-vimont.

CENTRE JEUNESSE COMMUNAUTAIRE UNIE: 2 intervenants animent conjointement, avec la coalition JEUNESSE PARC-EXTENSION, l'atelier sur la démystification des gangs de rue.

TANDEM CENTRE LAJEUNESSE: Conjointement avec les policiers sociocommunautaires du service de Police de La VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 33, les intervenants animent les ateliers portant sur la violence dans les médias et sur la sécurité vis-à-vis l'enlèvement.

FINANCEMENT DE CETTE MESURE: Les organisations, via leurs intervenants, assurent l'animation des ateliers dans les classes, en présence de l'enseignant. Ils assurent également les ressources matérielles et informatives. En ce sens, le financement de cette mesure est assumé par l'ensemble des partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire Municipal ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

L'adaptation du discours sont faits en fonction des univers culturels des enfants de la classe.

Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION

DESCRIPTION

Ateliers qui amènent les jeunes à analyser et à échanger sur les relations et les situations conflictuelles en compagnie d'intervenants psychosociaux qui ont pour objectif l'acquisition d'habiletés et de compétences nécessaires pour résoudre les conflits sans violence.

Ces ateliers s'appuient sur des programmes développés par des psychoéducateurs et par le MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, LOISIRS ET DU SPORT, par exemple, « Vers le pacifique », « Fluppy ».

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Ces ateliers durent 60-90 minutes et ont lieu dans une douzaine de classes de l'école, 1 ou 2 fois par année. Ils sont en place depuis environ 10 ans.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION: Planifie conjointement les ateliers avec la direction de l'école primaire Barthélemyviмont. Définit le contenu avec les enseignants et le psychoéducateur. Anime les ateliers en classe en présence de l'enseignant.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Avec l'intervenant de la coalition Jeunesse Parc-extension, la direction sélectionne les classes. Les enseignants et le psychoéducateur en définissent les contenus spécifiques.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Cette mesure est financée par la coalition jeunesse parc-extension qui est appuyée financièrement par « Priorité Jeunesse » de la DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
- Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

ADAPTATION(S)

Aucune mention.

ÉCO-QUARTIER PARC-EXTENSION

DESCRIPTION

Les activités visent la sensibilisation aux enjeux environnementaux et le développement d'une responsabilisation citoyenne des jeunes face à ces enjeux. Plusieurs moyens peuvent contribuer à l'atteinte de ces objectifs : les corvées de nettoyage, la collecte de feuilles mortes ou la plantation de fleurs, mais également des visites à des expositions ou des sites dédiés à l'environnement et des activités éducatives données en classe et appuyées par du matériel pédagogique adapté (conférences interactives, jeux, ateliers sur le compostage, recyclage, énergie renouvelable, matières résiduelles, etc.).

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs: Environnemental
- Promotion de la santé et de la réussite éducative

CARACTÉRISTIQUES

Environ la moitié des classes de l'école ont accueilli une activité. Selon le degré d'engagement des classes participantes, il y a eu jusqu'à 4 activités d'une heure par année.

Une classe de 4^e année, « la classe verte », reçoit des activités d'éco-quartier parc-extension presque chaque semaine.

Depuis 5 ans, éco-quartier parc-extension offre ses services à toutes les classes de l'école.

- Cible universelle ◀
 - **Enfants** ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

éco-quartier villeray : Offre à l'école un panier de ressources et d'activités. Fournit le matériel pédagogique et les instruments. Prend en charge, via les intervenants, l'animation auprès des enfants, et ce, en présence de l'enseignant.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : La coordonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ diffuse l'Offre de services aux enseignants. Lorsque ceux-ci sont intéressés aux activités proposées, la planification de l'horaire, des stratégies et des thèmes est faite par les intervenants d'éco-quartier parc-extension, la coordonnatrice école-FAMILLE-COMMUNAUTÉ et les enseignants concernés.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les ressources sont assurées à la fois par éco-quartier parc-extension (matériel et intervenants) et par l'ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT (budget discrétionnaire de la direction de l'école).

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
- Tiers financeurs publics Fonds alloués aux écoles et distribués selon leur priorité ◀

ADAPTATION(S)

Aucune mention.

7. ACTIVITÉS CULTURELLES

COMITÉ ARTS ET LOISIRS DE LA COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION

ACTIVITÉS CULTURELLES où des groupes d'enfants expérimentent le théâtre, la danse et la musique en compagnie de spécialistes. À terme, les enfants font une prestation devant parents et amis.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Pendant 3 mois, 3 groupes d'enfants de 9 à 12 ans participent à ces activités. D'une durée de 2 heures, ces activités hebdomadaires ont lieu chaque week-end du printemps. Cette mesure est en place depuis l'année 2007-2008.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

COMITÉ DE LOISIRS DE LA COALITION JEUNESSE DE PARC EXTENSION : Pilote et déploie le projet. Établit les priorités et les orientations du projet. Assure les ressources artistiques. Est composé de représentants de la VILLE DE MONTRÉAL, LOISIRS DU PARC, PARK-EXTENSION YOUTH ORGANIZATION, PISCINE SAINT-ROCH, CENTRE HAÏTIEN D'ANIMATION ET D'INTERVENTION SOCIALE, COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION, CENTRE JEUNESSE COMMUNAUTAIRE UNIE, ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Participe, via la coordonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ, au comité de loisirs de la COALITION JEUNESSE DE PARC EXTENSION et fait les liens entre le projet, l'école, les enfants et les parents. A fait une étude de besoins auprès des élèves afin de guider l'élaboration des orientations. Recrute les participants aux activités. A initié la participation du « Programme de soutien à l'École montréalaise » dans cette mesure. FINANCEMENT DE LA MESURE : Cette mesure est supportée par le « Programme de soutien à l'école montréalaise ».

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée
- Planification conjointe Réalisation commune ◀
- Fonds allouées aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

Le sondage réalisé auprès des enfants a guidé l'offre d'activités culturelles. Les responsables ont pu ajuster les plages horaires en fonction des préférences et des contraintes des enfants et des familles.

Accessibilité financière — Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

ÉCOLE EN SANTÉ

COMITE ÉCOLE EN SANTÉ

DESCRIPTION

Ensemble d'activités chapeautées par le csss de la montagne dans le cadre de l'approche école en santé qui vise la santé, le bien-être et la réussite éducative des élèves et de leur famille.

Des activités variées sont déployées en fonction du cycle des enfants; ateliers de stimulation, événement « Petit Déjeuner », ateliers sur la nutrition, informations sur les ressources disponibles dans le quartier, événement « Collation santé », ateliers portant sur les groupes alimentaires et les activités physiques, projet

« Puberté ». Pour tous les parents des enfants de l'école, un omnipraticien du csss de la montagne—clsc parc-EXTENSION offre des conférences sur des thèmes reliés à la santé : médicaments, vaccination, ressources du système de santé.

Plan d'action collectif ◀

Objectifs : Social et de santé ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les ateliers de stimulation durent une heure par semaine et se déroulent sur 10 semaines, pendant l'horaire régulier de l'école. Ils ciblent des enfants référés (environ 10-12 élèves). Deux rencontres avec les parents sont prévues afin de discuter des difficultés et des progrès de leur enfant.

La majorité des élèves de 2 classes de 3^e année et leurs parents participent à l'événement d'une demi-journée « Petit Déjeuner » qui se tient 2 fois par année.

Chaque classe de 4^e année participe à l'activité d'une demi-journée « Collation santé » qui se tient une fois par

Chaque classe de 5^e et 6^e année participe à 2 ateliers « *Puberté* » par année pour lesquels les groupes sont formés exclusivement de garçons ou de filles.

Les conférences aux parents sont mensuelles ou bimensuelles et durent une demi-journée.

Ces activités existent depuis 2 ans environ.

Cible universelle ◀

Enfants — Parents-familles ◀

Périodique <

Récente ◀

COLLABORATION(S)

COMITÉ ÉCOLE EN SANTÉ : Planifie les activités. Est composé de représentants du CSSS DE LA MONTAGNE, COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION, ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT. Les membres de ce comité se rencontrent 1 fois aux 6 semaines.

csss de la montagne—clsc parc-extension : La travailleuse sociale et l'agent-pivot d'école en santé participent au comité ÉCOLE EN SANTÉ. La travailleuse sociale et l'infirmière prennent en charge et mettent en œuvre les activités. S'adjoignent des collaborateurs de l'école ou de la communauté. La travailleuse sociale et le psycho éducateur de l'école primaire Barthélemy-vimont animent conjointement les ateliers de stimulation. 2 ressources et enseignants de l'école primaire Barthélemy-vimont s'occupent conjointement des aspects logistiques (calendrier, épicerie, etc.) de l'événement « Petit Déjeuner ». L'infirmière et les enseignants (4^e année) de L'ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT animent conjointement l'événement « Collation santé ». 2 ressources et le psycho éducateur de l'école primaire barthélemy-vimont prennent en charge conjointement le projet « Puberté », les enseignants collaborent à l'organisation et assurent une présence lors de la tenue des ateliers. La travailleuse sociale et le médecin planifient conjointement les conférences. Le médecin anime les conférences.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT: Participe, via la direction de l'école, la coordonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ, 4 enseignants et un parent, au comité école en Santé. Les enseignants réfèrent les enfants pour l'atelier de stimulation. Fait la liaison avec les parents, via le psycho éducateur. Partage plusieurs tâches conjointes avec le CSSS DE LA MONTAGNE (voir description plus haut). Fournit un local pour les conférences.

COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION: Participe, via l'intervenant, au comité école en Santé.

PARK-EXTENSION YOUTH ORGANIZATION (P.E.Y.O.), CUISINE COLLECTIVES SAINT-ROCH, RESSOURCES ACTION-ALIMENTATION: Participent à l'événement « Petit Déjeuner » pour faire connaître leurs services.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le CSSS DE LA MONTAGNE et l'école PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT ASSUMENT les frais reliés aux ressources humaines déployées dans le cadre des activités décrites.

Réseaux : Scolaire — De la santé — Communautaire ◀

Structure d'action concertée ◀

Planification conjointe — Réalisation commune ◀

Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Une fois par mois, un médecin issu d'une communauté culturelle répond aux questions des familles.

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

FRANCISATION DES PARENTS

COMITÉ DE QUARTIER DE PARC-EXTENSION, CENTRE WILLIAM-HINGSTON, CRÉP, AFRIQUE AU FÉMININ

cours de francisation offerts aux parents allophones de l'école visant à répondre aux difficultés de communication entre les intervenants de l'école et certains parents. Il s'agit de cours d'introduction au français qui s'appliquent au langage et au vocabulaire de l'école et s'articulent autour du matériel de communication (bulletin, agenda) de l'école.

Cette mesure prévoit également des activités d'intégration où les parents allophones sont amenés à mieux connaître la société québécoise par des sorties et des activités socioculturelles, par exemple, à la cabane à sucre.

Liens école-famille ◀

Objectifs: Familial — Scolaire ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les cours durent 5 heures par semaine réparties sur 2 jours (soir ou fin de semaine). En 2007-2008, il y a eu une session de 15 semaines (janvier à mai 2008) pour laquelle il y eu 2 groupes d'une vingtaine de parents allophones.

Cette mesure existe depuis 2 ans.

- Cible sélective ◀
- Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

CENTRE WILLIAM-HINGSTON: Assure la mise en œuvre. Établit une collaboration avec le crép, l'école primaire barthélemy-VIMONT et AFRIQUE AU FÉMININ. Assure les ressources enseignantes et les outils pédagogiques. Adapte son mandat MÉLS aux besoins des écoles du territoire.

COMITÉ DE QUARTIER DE PARC-EXTENSION : Les cours de francisation émanent d'une décision collective. Se compose de représentants de toutes les écoles du quartier et du CENTRE WILLIAM-HINGSTON.

CENTRE DE RESSOURCES ÉDUCATIVES ET PÉDAGOGIQUES (CRÉP) : Aide au recrutement des parents, via son intervenante communautaire. Fait un démarchage dans les activités et les organisations du territoire. Fait un suivi des parents tout au long de leur session de formation. Assure la coordination entre l'école, les parents, les cours et le service de garde.

AFRIQUE AU FÉMININ: Offre un service de garde.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Contribue au recrutement des parents. Fournit un local. Apporte des exemples d'outils de communication scolaires.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement est assuré par la commission scolaire de montréal par l'intermédiaire du fonds octroyé au comité de quartier de parc-extension.

Réseaux : Scolaire — Communautaire ◀

Structure d'action concertée ◀

Références — Planification conjointe — Réalisation commune ◀

Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

ADAPTATION(S)

Les cours et le service de garde pour les enfants des participants sont gratuits.

Les cours sont ajustés au niveau de connaissance préalable des parents allophones.

Les activités sociales et culturelles visent à mieux faire connaître la société québécoise.

Accessibilité financière — Adaptations planifiées au contexte pluriethnique —

10. LEADERS POSITIFS

CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE UNIE

Ateliers de groupe, soutenus par un intervenant, où les jeunes sont amenés à discuter et à réfléchir sur des thèmes relatifs à l'estime de soi.

Plusieurs moyens sont déployés dont des jeux visant la connaissance de soi, le savoir s'exprimer, l'écoute, la formation et l'affirmation de ses opinions ainsi que la participation à un travail d'équipe. Aussi, les jeunes développent à partir d'un thème social des projets artistiques collectifs qu'ils présentent, à terme, aux autres jeunes du centre communautaire jeunesse unie.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Une dizaine d'élèves de 6^e année ayant des difficultés d'apprentissage, de comportements ou en classe spéciale participent au projet.

Pendant 4 à 5 mois, les jeunes se rencontrent à chaque semaine après les classes dans les locaux du CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE UNIE.

Ce projet existe depuis 3 ans.

- Cible identifiée ◀
 - Enfants ◀
 - Continue <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE UNIE : Prend en charge, via son intervenant, le déroulement du projet. En assure les ressources humaines et matérielles.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Cible les élèves via son psychoéducateur.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement, par l'intermédiaire de la coalition jeunesse parc-extension, vient de la « Priorité Jeunesse » de la direction de santé publique de montréal.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

ADAPTATION(S) Les ateliers abordent des thématiques reliées à l'ouverture à la différence et au multiculturalisme.

Ajustements systématiques dans une perspective d'intégration sociale ◀

11. MAGASINS PARTAGE

RESSOURCE ACTION-ALIMENTATION PARC-EXTENSION

MAGASINS PARTAGE où les familles se rendent pour obtenir gratuitement le matériel nécessaire à la rentrée scolaire des enfants (cahier, crayon, règle, etc.) et, à la période de Noël, bénéficier d'une épicerie à coût réduit, soit à 10 % du coût d'achat.

- Exploration, sécurité alimentaire et matérielle ◀
 - Objectifs : Social et de santé
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Ces activités, s'adressant aux ménages en situation de pauvreté économique, se déroulent sur 3 jours en août et une journée pour Noël.

Cette mesure a aidé environ 300 ménages (800 enfants) en 2007-2008.

Ces magasins partage sont en place depuis 3 ans.

- Cible sélective ◀
 - Familles ◀
 - Périodique ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

RESSOURCES ACTION-ALIMENTATION PARC-EXTENSION: Porte le leadership. Organise les événements. S'occupe des enfants et des familles qui s'y présentent. Mobilise les partenaires de la communauté pour leur soutien aux événements. Insère les familles participantes aux autres activités de l'organisme.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Sélectionne les familles, via la coordonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ et les membres de l'équipe-école, par un processus de consultation interne à l'école. Coordonne les inscriptions à l'événement. Participe à l'événement.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les denrées et les effets scolaires sont des dons ou sont achetés avec des subventions provenant d'organismes publics, privés et communautaires du quartier et de la région montréalaise. Les ressources humaines salariées et bénévoles de ressources action-alimentation parc-extension et l'école primaire BARTHÉLEMY-VIMONT sont aussi mobilisées par ces événements.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Pluriorganisationelle <
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

Il s'agit d'une mesure de soutien économique aux familles lors de la rentrée scolaire et à la période des fêtes.

Accessibilité financière — Réponse à la défavorisation ◀

12. ENTREPRENARIAT JEUNESSE

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD; JEUNES ENTREPRISES DU QUÉBEC

Visant à sensibiliser les jeunes à la culture entrepreneuriale, les ateliers les amènent à discuter de tous les aspects d'une entreprise et à réaliser un produit. Plus spécifiquement, le volet « Initiation aux affaires » traite des notions générales liées à l'entreprenariat : les éléments organisationnels, la gestion, la production et le marketing. Le volet « Jeux de société » permet aux enfants de développer un jeu de société éducatif en équipe. Au cours de plusieurs séances, les enfants réalisent le développement de leur produit : choix du jeu, matériel nécessaire, accessoires et définition des buts et règles du jeu. Ils doivent aussi élaborer les cartes du jeu en lien avec leur thématique et les questions-réponses. S'appuyant sur une logique de pédagogie coopérative, les ateliers amènent les enfants à respecter un code de vie et une division du travail, à apprendre à travailler et à résoudre des problèmes en équipe.

- Interventions liées à la réussite éducative
 - Objectifs : Scolaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

« Initiation aux affaires » et « Jeux de société » ont été tenus dans une classe de 5^e année. Concrétisés par 4-5 séances pour chacun, les ateliers duraient environ 60-90 minutes.

Cette mesure a été mise en place dans l'année scolaire 2007-2008.

- Cible sélective ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD : L'agente de développement assure l'animation, le développement du contenu, les outils pédagogiques et le matériel.

JEUNES ENTREPRISES DU QUÉBEC : Recrute 2 bénévoles qui viennent animer les ateliers du volet « Initiation aux affaires ». ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : La COORdonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ diffuse l'information auprès des enseignants. Fait le lien, le cas échéant, entre l'enseignant et l'agente du CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD. Planifie l'horaire des ateliers. L'enseignant participe et exerce un rôle de supervision durant les ateliers.

Dans une démarche d'autonomisation, il s'approprie et intègre les outils dans ses propres activités pédagogiques.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le salaire de l'agente de développement du CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD provient d'un financement du « Secrétariat de la jeunesse » du GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. Les autres organisations impliquées couvrent les frais reliés aux ressources humaines.

- Réseaux : Communautaire Scolaire Économique communautaire ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
 - Réalisation coniointe ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques

ADAPTATION(S)

Les ateliers s'appuient sur des outils développés par le carrefour JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD. Les ateliers n'ont pas un objectif spécifique lié à la pluriethnicité et à la pauvreté, mais ils peuvent admettre certains ajustements en fonction des besoins et des intérêts particuliers des enfants. Par exemple, les enfants peuvent choisir des thèmes ou des sujets en lien avec leur univers culturel.

13. QUÉBEC EN FORME

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU, PARK-EXTENSION YOUTH ORGANIZATION (P.E.Y.O.), CORPORATION DES LOISIRS DU PARC

Programmation d'activités sportives s'adressant aux enfants économiquement défavorisés et visant la découverte et la pratique de sports de combat, de l'athlétisme, du baseball, de la danse, du flag football, du soccer, de la gymnastique, du hockey-cosom, du multisports, du patinage et des sports de raquette. La programmation accorde une attention particulière à la psychomotricité des enfants d'âge scolaire.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air Plan d'action collectif ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Ces activités ont lieu au complexe william-hingston, situé à proximité de l'école primaire barthélemy-vimont, à l'heure du dîner, lors des récréations et après les classes ou l'aide aux devoirs. Chaque activité sportive dure environ 60 minutes.

Depuis 2005, plusieurs centaines d'enfants ont participé à une fréquence d'une ou 2 fois par semaine.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

COMITÉ D'ACTION DE MILIEU-PARC-EXTENSION : Se compose de représentants scolaires, institutionnels et communautaires. Réalise la programmation de « Québec en forme ».

PARK-EXTENSION YOUTH ORGANIZATION (P.E.Y.O.), CORPORATION DE GESTION DES LOISIRS DU PARC: Organisent et animent les activités sportives et de psychomotricité.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Prend en charge, via son éducateur physique, les inscriptions des enfants aux activités. La direction et les enseignants coordonnent les activités de psychomotricité au préscolaire.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement des activités provient d'un partenariat de la fondation lucie et andré CHAGNON et du GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.

- Réseaux : Scolaire Communautaire Philanthropique ◀
 - Structure d'action concertée
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques

Cette mesure rend les activités sportives variées accessibles à une population économiquement défavorisée.

Accessibilité financière ◀

COMITÉ DE PRÉVENTION DES TOXICOMANIES DE LA COALITION JEUNESSE DE PARC-EXTENSION

Parcours animé visant la prévention de la toxicomanie en transmettant aux jeunes une information juste et fiable sur le phénomène des drogues.

Plus précisément, les jeunes suivent un parcours interactif à travers différents espaces physiques animés avec des décors, des objets, des jeux et des supports visuels autour d'aspects spécifiques, par exemple, les types de drogue, le cycle de dépendance, l'influence des pairs, la géopolitique des drogues et les impacts de la consommation sur la santé physique, psychologique, sociale.

Ces animations favorisent la compréhension de l'information en plaçant les jeunes dans des environnements virtuels. Un animateur les guide à travers le parcours où ils sont aussi invités à explorer, à questionner, à manipuler les objets et à s'exprimer activement. Ce parcours se conclut dans un espace où les jeunes peuvent laisser leurs impressions et obtenir des informations sur les ressources disponibles.

Il est à noter qu'il existe un CD-ROM reprenant virtuellement le parcours et les thèmes de TOXIK IMPRESSIONS.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative

CARACTÉRISTIQUES

Le projet cible les classes du 3^e cycle et les classes « difficultés d'apprentissage ».

Les enfants de l'école PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT SE déplacent pour faire le parcours qui dure une demi-journée. Le projet prévoit aussi un retour sur la matière pour les jeunes ayant participé au parcours. L'activité de retour dure une heure.

Ce projet existe depuis l'année 2000 pour l'école PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

COMITÉ DE PRÉVENTION DES TOXICOMANIES DE LA COALITION JEUNESSE DE PARC-EXTENSION : Le projet est sous la gouverne du comité. L'intervenante spécialisée en toxicomanie prend en charge la logistique et assure la production des contenus et du matériel. Les animations sont réalisées par une équipe formée des intervenants jeunesse de différentes organisations du quartier : l'intervenant de milieu (« Coalition Jeunesse »), l'intervenant pivot (« Coalition Jeunesse »), l'infirmière du CLSC, l'intervenant de тандем, etc.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : La direction approuve le projet. L'école, via la coordonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ, participe au projet. Lors de l'événement, enseignant, psychoéducateur ou autre professionnel scolaire accompagnent chaque classe.

FINANCEMENT DE LA MESURE : La COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION finance le projet avec l'enveloppe du programme « Priorité Jeunesse — Plan de prévention des toxicomanies » de la direction de santé publique de montréal.

- Réseaux : Scolaire De la santé Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

ADAPTATION(S)

Les animations prennent en compte et ajustent leur discours aux communautés ethnoculturelles, par exemple, le discours sur les drogues et l'alcool est ajusté en fonction des croyances de certaines communautés pour lesquelles ce sujet est tabou.

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique

15. ARTS ET CONTES

PARK-EXTENSION YOUTH ORGANIZATION (P.E.Y.O.)

Cette mesure vise à aider les enfants récemment immigrés à faire une transition entre la société d'origine et la société d'accueil. Le principal moyen mis en place pour faciliter leur intégration scolaire et sociale consiste à amener les enfants à s'exprimer sur leur parcours migratoire. Des stratégies d'art thérapie animées par des intervenants communautaires où, par des dessins et des contes, les enfants parlent de leur pays d'origine, les raisons du départ et la façon dont ils vivent leur migration. Ces témoignages permettent, si nécessaire, une intervention rapide et un soutien approprié de l'ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT. Leurs parents sont invités à admirer les œuvres de leurs enfants à la dernière rencontre de la session.

- Développement des compétences des jeunes
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure s'adresse aux enfants des 3 classes d'accueil de l'école ainsi qu'à une classe DGA (difficultés graves d'apprentissage).

Une session de 2 mois comprend une dizaine de séances d'art thérapie d'une heure. Les séances se déroulent durant les heures de classe.

Cette mesure existe depuis 3 ou 4 ans.

- Cible sélective ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

PARK-EXTENSION YOUTH ORGANIZATION (P.E.Y.O.): Réalise, via les intervenants, l'animation des séances d'art thérapie en présence de l'enseignant et du psychoéducateur de l'école PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT. Planifie avec l'école. ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT: Le psychoéducateur et les enseignants impliqués auprès des classes d'accueil et de la classe DGA planifient conjointement avec P.E.Y.O. le déploiement de l'intervention.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines salariées, sont assumés par les organisations partenaires. Plus précisément, P.E.Y.O. assure les ressources humaines et matérielles par l'intermédiaire du « Programme d'action communautaire pour les enfants » (PACE) de SANTÉ CANADA.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

ADAPTATION(S)

L'utilisation de l'art, du dessin et du conte constitue un excellent moyen de favoriser l'expression des enfants qui maîtrisent peu la langue et la culture de la société d'accueil.

16. CONVERSATION FRANÇAISE

CONCERTATION-FEMME PARC-EXTENSION

Cette mesure vise à réduire l'isolement social et à favoriser la francisation des femmes du quartier, dont certaines sont les mères des enfants fréquentant l'école. Plusieurs stratégies sont déployées pour atteindre ces objectifs : le partage des expériences de vie, les conversations en français, le soutien d'une intervenante, les sorties, par exemple, au Festival de Jazz de Montréal, une promenade au Mont-Royal ou au Parc Jean

- Développement des compétences des jeunes
 - Objectifs : Familial ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure cible des femmes en situation d'isolement dans le quartier. En moyenne, 5 ou 6 femmes discutent pendant 2 heures chaque semaine. Cette initiative existe depuis 3 ans.

- Cible sélective ◀
- Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

concertation-femme: Prend en charge l'organisation et l'animation des activités. Fournit les locaux. Forme le groupe de partage et de discussion.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Diffuse l'information dans l'espace scolaire : publicité dans les publications de l'école, présence de concertation-femme lors des soirées de remise de bulletin et au déjeuner communautaire, réseautage de la coordonnatrice ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ, entre autres. Aide au recrutement des femmes afin de former le groupe de discussions et d'échange.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines salariées, sont assumés par les organisations partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
 - Références ◀
- Ressources mobilisées par les partenaires <

ADAPTATION(S)

Il s'agit d'une activité d'intégration. Souvent isolées, les femmes partagent leurs expériences avec d'autres. Étant donné qu'elles doivent converser en français, cette initiative favorise la francisation tout en réduisant leur sentiment d'isolement social. Les sorties organisées à Montréal permettent à ces femmes de mieux connaître la société d'accueil.

17. LOISIRS FAMILIAUX

COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION

Cette mesure vise à réduire l'isolement social en favorisant le rapprochement interculturel et le lien parentsenfants. Pour ce faire, une intervenante communautaire organise, la fin de semaine, des activités de loisirs et des sorties pour les familles.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Familial ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

En place depuis l'année 2007-2008, cette mesure cible les familles considérées comme relativement isolées. Une dizaine d'activités ponctuelles ont lieu durant l'année scolaire. Elles se tiennent le samedi et durent une bonne partie de la journée. En moyenne, une dizaine de familles participent à chaque activité.

- Cible sélective ◀
- Enfants Parents-familles ◀
 - Sporadique ◀
 - Récente <

COLLABORATION(S)

coalition jeunesse parc-extension: Assume le leadership de cette mesure. Prend en charge l'organisation des activités. Assure la présence d'une intervenante communautaire lors des activités.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : Aide au recrutement des familles. Soutient, via la coordonnatrice école-famillecommunauté, la mise en place des activités.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Cette mesure est financée par une subvention du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT (plan d'action en matière d'intégration scolaire et d'intégration interculturelle) qui transite par l'école.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle <
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

ADAPTATION(S)

Les loisirs familiaux permettent aux familles des loisirs et sorties qui par ailleurs, pourraient être trop onéreux et peu accessibles pour elles. Les LOISIRS FAMILIAUX contribuent aussi au rapprochement entre des familles et parfois, au rapprochement interculturel.

18. MERCREDIS DU THÉ

PARK-EXTENSION YOUTH ORGANIZATION (P.E.Y.O.)

Cette mesure vise à développer une meilleure compréhension et à accroître les connaissances du personnel de l'école, des parents et des intervenants de la communauté sur la pluriethnicité. Pour atteindre ces objectifs, 2 moyens sont déployés : des conférences données par des spécialistes et des représentants de communautés ethniques ou religieuses et des discussions entre les participants après les présentations.

- Liens école-famille ◀
- Objectifs : Communautaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

5 conférences se déroulant le mercredi après-midi ont eu lieu au cours de l'année scolaire. Les événements sont ouverts à tous. Une cinquantaine de personnes y ont participé. Cette mesure est en place depuis 4 ans.

- Cible universelle ◀
- Parents-familles Communauté Personnel de l'école ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

PARK-EXTENSION YOUTH ORGANIZATION (P.E.Y.O.): Fait partie du comité des MERCREDIS DU THÉ qui choisit les thématiques des conférences. S'occupe de la logistique de l'événement : conférenciers, animation. Réserve un local dans le complexe william-hingston.

ÉCOLE PRIMAIRE BARTHÉLEMY-VIMONT : S'OCCUPE de publiciser l'événement aux enseignants et aux parents. Le comité des MERCREDIS DU THÉ, composé de 2 enseignants de l'école et d'une intervenante du P.E.Y.O., pilote la mesure et choisit les thématiques des conférences.

FINANCEMENT DE LA MESURE: PARK-EXTENSION YOUTH ORGANIZATION (P.E.Y.O.) assure les ressources par l'intermédiaire du « Programme d'action communautaire pour les enfants » de SANTÉ CANADA.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Cette mesure favorise le mieux vivre ensemble dans l'école et la collectivité locale.

ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ

1.	ALTERNANCE ÉTUDES-STAGESp.9	
	1A. Programme pédagogiquep.9	6
	1B. Projet jumelage intergénérationnelp.9	7
2.	PROMOTION DE LA SÉCURITÉ ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE ET DE LA CRIMINALITÉp.9	8
3.	ALTERNATIVE SUSPENSIONp.9	9
4.	ARTS DU CIRQUEp.10	0
5.	ARTS JEUNESSE	1
6.	DÉMYSTIFICATION GANG DE RUEp.10	
7.	ÉCOLE EN SANTÉp.10	3
8.	ENTREPRENARIAT ÉTUDIANTp.10	4
9.	PROJET CLASSE AFFAIREp.10	15
	FORMATION ET PRÉPARATION AU MARCHÉ DU TRAVAIL - IDEO 16/17p.10	
11.	TOXIK IMPRESSIONSp.10	17
12.	PROGRAMME DE BASKET-BALLp.10	8
13.	ACTIVITÉS SUR L'ENVIRONNEMENTp.10	19

1. ALTERNANCE ÉTUDES-STAGES

1A. PROGRAMME PÉDAGOGIQUE

MOTIVATION JEUNESSE 16/18

DESCRIPTION

Le programme d'alternance études-stages vise la poursuite des études chez les jeunes ayant accumulé un retard académique important par le développement des compétences personnelles, sociales et professionnelles et par l'acquisition des connaissances et l'expérience du marché de l'emploi.

Plusieurs stratégies sont déployées pour atteindre ces objectifs : classes distinctes; complémentarité de la dimension scolaire (3 jours par semaine - matière de base) et de la dimension pratique (stage : 2 jours par semaine - cours de formation en emploi); apprentissage des matières de base orienté vers des activités stimulantes pour les jeunes, par exemple, réalisation d'un documentaire, activité de sports, activité de découverte, sortie et jumelage avec des aînés; stages non rémunérés au sein d'entreprises dans des domaines reliés à leurs intérêts : mécanique, plomberie, électronique, cuisine, alimentation, bijouterie, stage de cuisine dans le cadre de « *la Popote du bonheur* »; importance accordée au sentiment d'appartenance et à la solidarité entre les élèves du programme.

Interventions liées à la réussite éducative ◀

Objectifs : Scolaire ◀

Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

La proportion de jeunes qui provient du territoire de Parc-Extension est estimée à environ 25 %. Le programme compte 2 classes, soit environ 40-50 élèves ayant un retard scolaire et à risque de décrocher. Ce programme occupe les jeunes à temps plein pendant un an. Il existe depuis une vingtaine d'années.

- Cible identifiée ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

мотіvатіом је unesse 16/18: Assure la coordination générale du programme. Fait l'intervention psychosociale (interventions quotidiennes, organisation de la « Popote du bonheur »). Outille, encadre et évalue les élèves dans leur démarche de stage en entreprise. Donne, via son intervenante en emploi, la formation en emploi avec les enseignants de l'école secondaire lucien-pagé. Fait la sélection des candidats. Contacte périodiquement les parents pour leur faire part des progrès de leurs jeunes.

ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ: Prête 3 enseignants qui donnent les cours. Fournit des locaux et de l'équipement (téléphonie, informatique). Donne, via ses enseignants, les cours de formation à l'emploi avec l'intervenante de MOTIVATION —JEUNESSE 16/18. Identifie les élèves dont le profil correspond à la clientèle ciblée. Soutient les élèves intéressés à participer. Rencontre les parents. Fait la liaison avec toutes les intervenantes de MOTIVATION —JEUNESSE 16/18 et s'assurent de la compatibilité entre les besoins.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MOTIVATION — JEUNESSE 16/18: Établit les orientations du programme en concertation avec (définition des activités et affectation des ressources) les représentants des organisations qui siègent au CA: la coordonnatrice de MOTIVATION JEUNESSE 16/18, la direction adjointe de l'école SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ, la coordonnatrice de la MAISON DES GRANDS-PARENTS DE VILLERAY, la direction de RÉVOTHÈQUE et une psychoéducatrice de l'école Père-MARQUETTE.

FINANCEMENT DE LA MESURE : MOTIVATION JEUNESSE 16/18 est un programme financé de façon récurrente le ministère de L'ÉDUCATION, DU SPORT ET DU LOISIR dU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.

- Réseaux : Scolaire Communautaire Privé ◀
 - Structure d'action concertée
- Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

ADAPTATION(S

MOTIVATION —JEUNESSE 16/18 assume les frais de certaines activités pour les plus démunis, par exemple, les frais de transport pour une sortie.

Accessibilité financière — Réponse à la défavorisation ◀

MAISON DES GRANDS-PARENTS VILLERAY, MOTIVATION JEUNESSE 16/18

DESCRIPTION

Le jumelage vise à développer la solidarité intergénérationnelle et l'estime de soi des jeunes du programme MOTIVATION—JEUNESSE 16/18 par la participation à des activités (visionnement de vidéos, sorties dans des résidences pour personnes âgées, ateliers et rencontres thématiques, repas, etc.) au cours desquelles les adolescents et les aînés partagent leurs expériences de vie et leurs connaissances.

Pour les jeunes, cette relation, libre de rapport d'autorité, peut être inspirante et permettre de les outiller. Pour les aînés, cette relation permet de partager leurs expériences de vie et leurs stratégies de résolution de problèmes.

- Jumelage ◀
- Objectifs : Scolaire Social et santé ◀
 - Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les jeunes du programme participent aux activités de jumelage sur une base volontaire. En moyenne, il y a 12-15 jeunes et 8 aînés bénévoles.

Ces activités se tiennent toutes les 2 semaines, en après-midi durant les heures scolaires. Ce projet existe depuis plus de 10 ans.

- Cible identifiée ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

MAISON DES GRANDS-PARENTS VILLERAY: Offre des activités de jumelage. Planifie conjointement les activités et la programmation annuelle avec les intervenants de MOTIVATION – JEUNESSE 16/18. Met en œuvre et prend en charge les activités. Prête les locaux.

MOTIVATION – JEUNESSE 16/18: Planifie conjointement les activités et la programmation annuelle avec les intervenants de la MAISON DES GRANDS-PARENTS. Diffuse l'information auprès de la direction de l'école.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les activités sont financées par centraide du grand montréal, le ministère de la famille et des aînés et la table de concertation jeunesse villeray—petite-patrie (cf. programme de soutien « *Priorité Jeunesse* » de la direction de santé publique de montréal).

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestation de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

ADAPTATION(S)

Aucune mention.

2. PROMOTION DE LA SÉCURITÉ ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE ET DE LA CRIMINALITÉ

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 31

DESCRIPTION

Ateliers thématiques de prévention (drogues et toxicomanie, intimidation, sécurité routière ou à vélo, résolution de conflits, responsabilité citoyenne, etc.) qui visent la promotion de la sécurité et la prévention de la violence et de la criminalité contribuant ainsi à la paix scolaire et au sentiment de sécurité des élèves de l'école.

D'autres stratégies sont aussi mises en œuvre, par exemple, la médiation familiale, la médiation de conflits entre les jeunes, l'intervention auprès d'élèves ayant un comportement problématique ainsi que la présence policière dans différents endroits du quartier, dont l'école.

Développement des compétences des jeunes ◀

Objectifs : Social et de santé ◀

Information et sensibilisation — Traitement ◀

CARACTÉRISTIQUES

Ces activités s'adressent à l'ensemble des élèves de l'école secondaire lucien-pagé. En outre, le policier sociocommunautaire tient des rencontres avec des jeunes ayant un comportement problématique toutes les semaines ou selon le besoin. Par exemple, en 2007-2008, il y a 1-2 rencontres par semaine avec 4-5 jeunes.

En moyenne, le policier sociocommunautaire anime des ateliers thématiques dans chaque classe 1 ou 3 fois par année.

Ces activités sont en place depuis une dizaine d'années.

- Cible universelle Cible identifiée ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 31 : Assure, via un policier sociocommunautaire, une présence régulière à l'école. Planifie les activités avec l'école secondaire lucien-pagé. Anime les ateliers thématiques. Fait une intervention personnalisée avec les élèves en troubles de comportement. Assure les ressources matérielles, le contenu et l'expertise légale. Entretient des contacts quotidiens avec le technicien en prévention de la violence.

ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ: Planifie les activités avec le SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 26. L'équipe de direction de l'école valide la planification. Intègre à la vie de l'école, via le technicien en prévention de la violence, la présence du policier sociocommunautaire sur une base régulière (soutien logistique, identification des problématiques où l'expertise policière est nécessaire, participation aux rencontres policier-jeune-parents, mise en lien avec la direction et les enseignants).

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les activités s'appuient sur des ressources provenant de budgets du service de Police de la VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 26.

- Réseaux : Scolaire Municipal ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Le policier sociocommunautaire réalise davantage d'activités auprès des élèves en cheminement particulier et des nouveaux arrivants.

3. ALTERNATIVE SUSPENSION

YMCA DU PARC

DESCRIPTION

ALTERNATIVE SUSPENSION vise à prévenir les comportements problématiques et la répétition de suspension par différents moyens dont la supervision d'un intervenant lors des travaux scolaires, un suivi individuel avec le jeune et ses parents et des ateliers thématiques quotidiens où les jeunes sont amenés à réfléchir et à discuter entre eux de la gestion de la colère, l'organisation personnelle, leur rapport à l'autorité, l'importance de l'école et la résolution de conflits.

Développement des compétences des jeunes ◀

Objectifs : Scolaire ◀

Traitement ◀

CARACTÉRISTIQUES

Ce programme prend en charge des jeunes suspendus par l'école. Pour l'année 2007-2008, environ 40 élèves de l'école secondaire lucien-pagé y ont été référés. Ces élèves passent un séjour de 3 à 5 jours au YMCA DU PARC Où les activités se déroulent selon l'horaire régulier de l'école.

En ce qui concerne l'encadrement, le ratio est un intervenant pour 6 jeunes. Cette mesure existe depuis 1999.

Cible identifiée ◀

Adolescent(e)s ◀

Continue ◀

Mature ◀

COLLABORATION(S)

YMCA DU PARC: Développe une entente de collaborations formelles et de services avec l'école secondaire lucien-pagé. Prend en charge et encadre, via les intervenants, les jeunes suspendus. Assure également un suivi en contactant les parents 1 ou 3 fois durant le séjour du jeune. À la fin du séjour, les intervenants du YMCA DU PARC et la direction adjointe de l'école secondaire lucien-pagé rencontrent le jeune et ses parents pour faire un bilan de la situation et préparer le retour à l'école.

ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ: La direction adjointe prend contact avec le YMCA DU PARC pour inscrire un jeune au programme ALTERNATIVE SUSPENSION, informe le jeune et ses parents, transmet aux intervenants du programme les informations pertinentes à la gestion du séjour, par exemple, le dossier comportemental, et les travaux académiques à faire.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le programme ALTERNATIVE SUSPENSION à plusieurs sources de financement : « Stratégie nationale » pour la prévention du crime du gouvernement du Canada, la commission scolaire de montréal, centraide du grand montréal, le centre accroche, la fondation du YMCA et la ville de montréal. L'école paye la place des jeunes qu'elle envoie au programme ALTERNATIVE SUSPENSION YMCA DU PARC.

Réseaux : Scolaire — Communautaire ◀

Biorganisationelle ◀

Références — Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Tiers financeurs publics — Tiers financeurs philanthropiques — Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Les quartiers où le programme est implanté sont généralement défavorisés et plusieurs sont pluriethniques. Cette mesure constitue une réponse s'adressant à la défavorisation.

Réponse à la dévaforisation ◀

4. ARTS DU CIRQUE

CIRQUE DU MONDE, CIRQUE DU SOLEIL, ÉCOLE NATIONALE DE CIRQUE

DESCRIPTION

Activités de formation aux ARTS DU CIRQUE qui visent à favoriser la motivation scolaire (développer des champs d'intérêt variés), le sentiment d'appartenance à l'école (passer du temps de qualité à l'école et, donc, avoir le goût de rester et d'appartenir à l'école) et ultimement, permettre de former une équipe de cirque représentant l'école, faire des spectacles pour les écoles primaires et offrir des activités de formation aux enfants plus jeunes.

- Ateliers / cours d'art-loisir ◀
- Objectifs : Scolaire Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les séances de formation en arts du cirque sont ouvertes à tous : une trentaine de jeunes y participent. Les séances ont lieu plusieurs fois par semaine, après les cours et durant la période du dîner. Cette activité existe depuis plus de 5 ans.

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

CIRQUE DU MONDE, CIRQUE DU SOLEIL, ÉCOLE NATIONALE DE CIRQUE : Fournissent des formateurs et des animateurs spécialisés dans les arts du cirque.

ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ : Fournit des locaux. Est l'hôte d'un festival du cirque : une semaine où des jeunes de différentes écoles viennent apprendre les arts du cirque et donnent des représentations devant public. FINANCEMENT DE LA MESURE : Les séances de formation sont financées par des budgets scolaires.

- Réseaux : Scolaire Privé ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

ADAPTATION(S)

Les activités sont gratuites.

Accessibilité financière ◀

5. ARTS JEUNESSE

COMITÉ ARTS-JEUNESSE DE LA MAISON DE LA CULTURE VILLERAY—SAINT-MICHEL—PARC-EXTENSION

DESCRIPTIO

Activités qui visent à enrichir l'expérience culturelle et à développer l'appréciation des arts chez les jeunes par la présentation de spectacles de danse et des pièces de théâtre durant les heures de classe.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Tous les élèves de l'école bénéficient de sorties culturelles. Durant les heures de classe, à raison d'une fois par mois en moyenne. Depuis plusieurs années.

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

comité arts-jeunesse de la maison de la culture villeray—saint-michel—parc-extension : Tient des réunions mensuelles. Les équipes de direction des écoles du territoire participent à ce comité. Établit une programmation mensuelle d'activités culturelles susceptibles d'intéresser les jeunes.

MAISON DE LA CULTURE VILLERAY—SAINT-MICHEL—PARC-EXTENSION: La majorité des activités se déroulent au PATRO LE PRÉVOST, qui a des ressources importantes et une riche programmation culturelle destinée aux enfants et aux adolescents. ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ (de même que toutes les écoles du territoire): Amène les élèves aux événements culturels. FINANCEMENT DE LA MESURE: Les Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein airrelèvent du budget de l'ARRONDISSEMENT VILLERAY—SAINT-MICHEL—PARC-EXTENSION.

- Réseaux : Scolaire Municipal ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

ADAPTATION(S

Dans la sélection des activités, des considérations relatives à l'origine culturelle variée des jeunes peuvent être prises en considération.

6. DÉMYSTIFICATION GANG DE RUE

CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE-UNIE, SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 31, ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ

DESCRIPTIO

Ateliers d'informations et de sensibilisation des jeunes aux aspects sociaux et légaux des gangs de rue qui visent la prévention de la violence et de la criminalité.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Toutes les classes bénéficient de 2-3 ateliers d'une heure par année.

C'est une mesure qui en est, en 2007-2008, à sa première année d'implantation à l'ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ.

- Cible universelle ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Périodique <
 - Récente <

COLLABORATION(S)

CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE-UNIE: Fait, via ses intervenants, des animations conjointes autour des aspects sociaux des gangs de rue.

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL - POSTE DE QUARTIER 31 : Fait, via le policier sociocommunautaire, des animations conjointes autour des aspects sociaux des gangs de rue.

ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ : Approbation du projet par la direction. Fait des animations et s'occupe des aspects logistiques (calendrier et lien avec les enseignants), via le technicien en prévention de la violence de l'école.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines, est assumé par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire Municipal ◀
 - Pluriorganisationelle ◀
 - Réalisation commune
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Il s'agit d'une intervention qui porte sur la prévention d'une problématique qui caractérise les milieux pauvres et multiethniques, soit les gangs de rue. Durant l'animation, des ajustements de discours peuvent s'opérer en fonction des univers culturels des jeunes participants.

7. ÉCOLE EN SANTÉ

CSSS DU COEUR DE L'ÎLE -CLSC VILLERAY

spéciaux.

DESCRIPTION

Programmation qui vise la promotion de la santé et du bien-être des adolescents et plus spécifiquement, la sensibilisation aux infections transmissibles sexuellement et par le sang, aux grossesses précoces, à l'homophobie, au suicide et à la consommation des drogues, mais aussi la transmission d'informations sur des thématiques qui les touchent, par exemple, les relations amoureuses, la vaccination, etc.

Parmi les moyens déployés, mentionnons les ateliers en classe, les semaines thématiques et des événements

- Ateliers sur les compétences sociales
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Information et sensibilisation ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les activités de promotion et sensibilisation s'adressent à tous les élèves. De manière générale, les élèves participent à une activité de promotion et de sensibilisation par mois. Depuis au moins 5 années.

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

CSSS CŒUR DE L'ÎLE—CLSC VILERAY: Assure une expertise en soins infirmiers (2 jours par semaine) et en travail social (2 jours par semaine). Guide les interventions scolaires auprès de cas particuliers. Organise les activités de promotion et sensibilisation avec l'école secondaire lucien-pagé. Participe aux tables multidisciplinaires pour apporter leurs points de vue quant aux stratégies à adopter pour traiter les problématiques que vivent certains élèves.

ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ : Partage les interventions individuelles avec certains membres du personnel enseignant et les professionnels scolaires (psychoéducateur, technicien en éducation spécialisée, technicien en loisir). Certains enseignants et équipe de direction participent à des tables multidisciplinaires.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Une entente formelle interinstitutionnelle encadre l'action des ressources du CLSC dans l'école (cf. entente MSSS-MÉLS).

- Réseaux : Scolaire De la santé ◀
 - Biorganisationelle <
- Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S

De prime abord, ces activités traitent de thèmes universels qui concernent tous les adolescents. Cependant, l'intervention reconnaît que, en contexte de pauvreté et de multiethnicité, il peut exister des écarts culturels de perception entre les adolescents et leurs parents à propos des relations hommes/femmes, par exemple. Une attention particulière est portée à cet aspect dans l'animation et les discussions avec les jeunes.

8. ENTREPRENARIAT ÉTUDIANT

COOPÉRATIVE JEUNESSE DE SERVICE CENTRE-NORD, JEUNES ENTREPRISES DU QUÉBEC

DESCRIPTION

- L'entreprenariat jeunesse vise à sensibiliser les jeunes aux risques, aux exigences et aux récompenses relatifs à l'entreprenariat.
- Le principal moyen consiste à rassembler une quinzaine de jeunes qui expérimentent à petite échelle le développement et l'exploitation d'une entreprise. Accompagnés d'un mentor du monde des affaires, les jeunes réalisent chaque semaine une étape de production. Chaque jeune expérimente à tour de rôle les responsabilités inhérentes au bon fonctionnement de l'entreprise, par exemple, président, comptable, responsable des achats, responsable du marketing.
- Parallèlement, différentes tâches techniques sont réalisées : développer un plan d'affaires, mettre un produit en marché, tenir les livres comptables, produire des rapports financiers, préparer un rapport aux actionnaires, liquider l'entreprise à la fin de l'année et partager les dividendes, s'il y en a.
 - Interventions liées à la réussite éducative
 - Objectifs : Scolaire
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

- L'activité cible plus spécifiquement les jeunes de Secondaire V. Une vingtaine de jeunes, divisés en 1 groupes, ont participé au cours de l'année 2007-2008.
- Les ateliers se tiennent chaque semaine, de novembre à avril. D'une durée moyenne de 2 à 3 heures, ils se déroulent en différents lieux.
- Cette mesure existe depuis plusieurs années (15-20 ans).

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

- CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD: Assume, via une agente de développement, le leadership de l'activité. Prend en charge le démarrage de l'activité. Planifie et organise une tournée de promotion dans les classes du cours d'économie. Gère les inscriptions et établit les cohortes.
- JEUNES ENTREPRISES DU QUÉBEC : Un mentor bénévole accompagne chaque semaine les jeunes dans leur démarche de développement d'une entreprise.
- ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ : Un enseignant de l'école est impliqué.
- FINANCEMENT DE LA MESURE: Les coûts de cette mesure principalement associés aux ressources humaines sont assumés par les partenaires. Il y a aussi les cotisations des participants; chaque jeune fournit 5 \$ pour démarrer l'entreprise.
 - Réseaux : Scolaire Économique communautaire Communautaire ◀
 - Pluriorganisationelle <
 - Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

ADAPTATION(S)

- Les activités n'ont pas en soi pour objectif de répondre à des conditions relatives à la pluriethnicité et à la pauvreté. Mais elles peuvent donner lieu à certains ajustements en fonction des intérêts particuliers des jeunes : ceux-ci peuvent orienter leur choix d'entreprise en fonction de leur univers culturel.
 - Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

9. PROJET CLASSE AFFAIRE

ORGANISME POLYGLOBE MONTRÉAL

DESCRIPTION

Les stages estivaux en entreprise visent à soutenir les jeunes dans leur parcours et à favoriser leur persévérance scolaire.

Au cours de ces stages de formation non rémunérés, les adolescents se familiarisent à une profession en compagnie d'un mentor et font l'apprentissage d'attitudes et de valeurs liées au respect, à l'assiduité et à la ponctualité en contexte d'entreprise. Les participants obtiennent une bourse pour soutenir la poursuite de leur scolarité.

Interventions liées à la réussite éducative

Objectifs : Scolaire ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les stages estivaux sont offerts aux adolescents de Secondaire III et IV. Une vingtaine d'élèves en ont bénéficié l'année dernière.

Les stages durent plusieurs jours. Depuis l'an 2000.

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Périodique <
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ORGANISME POLYGLOBE MONTRÉAL: S'occupe de placer les adolescents intéressés dans une entreprise en fonction de leurs champs d'intérêt et des possibilités. Un mentor accueille et encadre l'adolescent durant son stage. ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ: Collabore aux inscriptions en passant l'information dans les classes. Les élèves intéressés à participer à ces stages entrent alors en contact avec les intervenants de POLYGLOBE. FINANCEMENT DE LA MESURE: Les bourses de persévérance que reçoivent les élèves proviennent du FONDS VILLE-MARIE, qu'alimentent des entreprises privées. Les coûts de cette mesure principalement associés aux ressources humaines sont assumés par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Pluriorganisationelle <
- Références Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Tiers financiers philanthropiques Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Le projet classe Affaire de l'organisme polyglobe montréal s'adresse surtout aux jeunes de milieux défavorisés. Ceux-ci disposent de moins d'opportunités que les autres pour acquérir des connaissances et de l'expérience en milieu de travail.

Réponse à la défavorisation ◀

10. FORMATION ET PRÉPARATION AU MARCHÉ DU TRAVAIL -

IDEO 16/17

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD

DESCRIPTION

Le programme d'alternance études-travail IDEO 16/17 vise la persévérance scolaire des jeunes en difficultés jusqu'à l'obtention d'un diplôme d'études secondaires et le développement de l'estime de soi et l'acquisition de compétences et d'habilités nécessaires pour intégrer le marché du travail.

Dans cette optique, IDÉO 16/17 se traduit par des projets qui intègrent les deux objectifs, par exemple, la rédaction d'un curriculum vitae durant le cours de français. Au cours de 2007-2008, la mesure IDÉO 16/17 s'est également matérialisée par un projet dans lequel les jeunes ont réalisé en équipe une vidéo. Ce projet spécifique poursuivait des objectifs supplémentaires de développement de compétences techniques (maniement d'une caméra, montage, etc.) et compétences intellectuelles, les jeunes ayant choisi de réaliser une entrevue avec un policier sociocommunautaire du territoire, ils ont eu à préparer les questions de l'entrevue.

Interventions liées à la réussite éducative

Objectifs : Scolaire ◀

Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure s'adresse aux jeunes de 16-17 ans des classes de cheminement particulier (formation et préparation au marché du travail) qui ont un important retard scolaire et sont en voie de décrocher. Une trentaine de jeunes ont participé au programme. Parmi ceux-ci, une douzaine a réalisé une vidéo durant quelques mois, à raison de 1 périodes par semaine.

Tout au long de l'année scolaire, 1-2 heures par semaine sont réservées à IDEO 16/17. Les activités ont été mises en œuvre durant l'année scolaire 2007-2008.

- Cible identifiée ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD: Via l'agente de développement, planifie conjointement avec les intervenants scolaires, les outils de formation et les activités d'intégration. Échange régulièrement avec les intervenants scolaires sur le cheminement des participants, et participe le cas échéant, à des comités multidisciplinaires de l'école.

ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ: Travaille auprès des participants IDEO 16/17, via 1 enseignants dédiés, le psycho éducateur et le conseiller en cheminement professionnel. Planifie avec le carrefour JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD les activités complémentaires qui renforcent l'apprentissage des matières scolaires et le développement des habiletés nécessaires à l'intégration au marché du travail, par exemple, la rédaction d'un curriculum vitae, la simulation d'une entrevue d'embauche. Échange régulièrement avec l'agente du CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CENTRE-NORD SUR le cheminement scolaire des participants.

FINANCEMENT DE LA MESURE : IDEO 16/17 est une mesure de la stratégie d'action jeunesse du gouvernement du québec et du SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE DU QUÉBEC. Elle s'inscrit en complémentarité avec le programme « Aqir autrement » qui vise la cohérence et la continuité des services auprès des jeunes ayant des difficultés au niveau secondaire.

- Réseaux : Scolaire Économique communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
- Fonds dédiés à des mesures spécifiques Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

ADAPTATION(s) Cette mesure constitue une réponse s'adressant à la défavorisation.

Réponse à défavorisation ◀

COMITÉ DE PRÉVENTION DES TOXICOMANIES DE LA COALITION JEUNESSE DE PARC-EXTENSION

DESCRIPTION

Parcours animé visant la prévention de la toxicomanie en transmettant aux jeunes une information juste et fiable sur le phénomène des drogues.

Plus précisément, les jeunes suivent un parcours interactif à travers différents espaces physiques animés avec des décors, des objets, des jeux et des supports visuels autour d'aspects spécifiques, par exemple, les types de drogue, le cycle de dépendance, l'influence des pairs, la géopolitique des drogues et les impacts de la consommation sur la santé physique, psychologique, sociale.

Ces animations favorisent la compréhension de l'information en plaçant les jeunes dans des environnements virtuels. Un animateur les guide à travers le parcours où ils sont aussi invités à explorer, à questionner, à manipuler les objets et à s'exprimer activement. Ce parcours se conclut dans un espace où les jeunes peuvent laisser leurs impressions et obtenir des informations sur les ressources disponibles.

Il est à noter qu'il existe un CD-ROM reprenant virtuellement le parcours et les thèmes de TOXIK IMPRESSIONS.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les jeunes se déplacent vers un local de la polyvalente; 28 classes ont participé à l'événement en 2007-2008. Ce projet existe depuis 1 ans à l'école secondaire Lucien-Pagé.

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Périodique ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

COMITÉ DE PRÉVENTION DES TOXICOMANIES DE LA COALITION JEUNESSE DE PARC-EXTENSION: Le projet est sous la gouverne du comité. L'intervenante spécialisée en toxicomanie prend en charge la logistique et assure la production des contenus et du matériel. Les animations sont réalisées par une équipe formée des intervenants jeunesse de différentes organisations du quartier: l'intervenant de milieu (COALITION JEUNESSE), l'intervenant pivot (COALITION JEUNESSE), l'infirmière du CLSC, l'intervenant de TANDEM, etc.

ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ: La direction approuve le projet. L'école, via le technicien en prévention de la violence, établit les horaires et fait le lien avec les enseignants. Lors de l'événement, l'enseignant, le psychoéducateur ou un autre professionnel scolaire accompagnent chaque classe.

FINANCEMENT DE LA MESURE : LA COALITION JEUNESSE PARC-EXTENSION finance le projet avec l'enveloppe du programme « Priorité Jeunesse — Plan de prévention des toxicomanies » de la DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL.

- Réseaux : Scolaire De la santé Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

ADAPTATION(

Les animations prennent en compte et ajustent leur discours aux communautés ethnoculturelles, par exemple, le discours sur les drogues et l'alcool est ajusté en fonction des croyances de certaines communautés pour lesquelles ce sujet est tabou.

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique

12. PROGRAMME DE BASKET-BALL

ORGANISME MONTRÉAL-CONCORDIA, YMCA DU PARC

DESCRIPTION

Le programme de Basket-Ball vise la réussite, le sentiment d'appartenance et la persévérance scolaire.

Les stratégies suivantes soutiennent l'atteinte des objectifs du programme. D'abord, les jeunes apprennent les techniques, pratiquent le basket-ball et participent à des compétitions. Le programme met un accent particulier sur l'apprentissage de la persévérance, de la solidarité et du travail en équipe. Les équipes de basket-ball sont mobilisées pour faire du bénévolat lors d'événements en lien avec le basket-ball. Finalement, un encadrement structuré par un enseignant supervise leur cheminement académique et aide les jeunes à intégrer le sport et les études.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Scolaire Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Environ 100 élèves participent annuellement au PROGRAMME DE BASKET-BALL : 5 équipes de garçons et 2 équipes de filles (classées selon l'âge).

Ces jeunes passent plusieurs heures par semaine à s'entraîner et à jouer au basket-ball. Il existe d'ailleurs un programme sport/études avec option « basket-ball » à l'école secondaire lucien-pagé.

Depuis au moins 10 ans.

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

ORGANISME MONTRÉAL CONCORDIA : Chapeaute les équipes de basket-ball — garçons. Fournit les ressources, l'équipement et les entraı̂neurs.

YMCA DU PARC : Chapeaute les équipes de basket-ball — filles. Fournit les ressources, l'équipement et les entraîneurs.

ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ : Assure la participation d'un enseignant pour faire le suivi académique et l'implication du professeur d'éducation physique.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines, sont assumés par les organisations partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Le basket-ball est une activité gratuite. Elle est aussi considérée comme une activité accrocheuse pour les jeunes issus de milieux multiethniques.

Accessibilité financière ◀

13. ACTIVITÉS SUR L'ENVIRONNEMENT

PATRO LE PRÉVOST-ÉCO-QUARTIER VILLERAY

DESCRIPTION

Les ateliers éducatifs, l'implantation du recyclage à l'école et la semaine verte visent la promotion de la citoyenneté par la sensibilisation des élèves aux enjeux environnementaux, par exemple, recyclage, compostage, etc.

Développement des compétences des jeunes ◀

Objectifs: Environnemental ◀

Information — sensibilisation ◀

CARACTÉRISTIQUES

Ces activités se déroulent de manière ponctuelle à la demande des professeurs. Une dizaine de classes ont assisté à un atelier thématique sur l'environnement au cours de l'année 2007-2008. Existe depuis 3 ans.

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Sporadique ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

PATRO LE PRÉVOST—ÉCO-QUARTIER VILLERAY: Fait connaître ses services par l'intermédiaire des espaces de diffusion de l'école (babillard, kiosque, dépliant). Déploie ses services dans l'école lorsqu'un enseignant souhaite faire une activité de sensibilisation. Soutient en termes de matériel et d'outils le comité vert de l'école pour l'implantation du recyclage dans l'école et l'organisation de la semaine verte.

ÉCOLE SECONDAIRE LUCIEN-PAGÉ : Implante, via le comité vert de l'école, le recyclage à l'école. Organise un événement de sensibilisation « Semaine verte ». Organise de manière ponctuelle et sous l'initiative de professeurs, des ateliers de sensibilisation dans les classes.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines salariées, sont assumés par les organisations partenaires de cette mesure. Le PATRO LE PRÉVOST reçoit un financement de la VILLE DE MONTRÉAL pour la mise en œuvre de son mandat éco-QUARTIER.

Réseaux : Scolaire — Communautaire ◀

- Biorganisationelle <
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

ADAPTATION(S)

Aucune mention.

BORDEAUX-CARTIVILLE	

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE

1.	LIAISONS ÉCOLE — FAMILLE — COMMUNAUTÉ	p.114
2.	PETITS CUISTO PARENTS EN RÉSEAU (PCPR)	p.115
3.	ABC SPORTS	p.116
4.	MON ÉCOLE À PIED À VÉLO!	p.117
5.	COURS DE FRANCISATION	p.118
6.	AIDE AUX DEVOIRS	p.119
7.	BIENVENUE À LA MATERNELLE	p.120
8.	TOURNÉE SPVM	p.121
9.	COLLECTE DE FEUILLES	p.122
10.	JOURNAL DES PARENTS	p.123
11.	OLYMPIADES DU GOÛT	p.124
12.	UN MILIEU OUVERT SUR SES ÉCOLES (MOÉ)	p.125
13.	UNE ÉCOLE PACIFIQUEMENT OUVERTE SUR SON MILIEU (ÉPOM)	p.126
14.	PROGRAMMATION SPORTIVE QUÉBEC EN FORME	p.127
15.	PROGRAMME D'ÉDUCATION AUX ACTIVITÉS DE PLEIN AIR	p.128
16.	PASSEPORT JEUNESSE	p.129
17.	FILLES DE CŒUR	p.130
18.	TAEKWANDO POUR GARÇONS	p.131
19.	CONFÉRENCE AUX PARENTS (AIDE AUX DEVOIRS)	p.132
20.	ATELIERS DE CUISINE PARENTS-ENFANTS	p.133
21.	CAMPS TIM HORTONS	p.134
22.	ATELIER D'IMPROVISATION	p.135
23.	ACTIVITÉS DE RELÂCHE ET ESTIVALES	p.136
24.	CARAVANE D'ÉVANGÉLINE	p.137
25	CONTEC DRIMAIDE CECONDAIDE	n 120

LOISIRS SAINTE-ODILE

LOISIRS SAINT-ODILE offre une programmation régulière de sports / loisirs (25 à 30 activités) qui vise à stimuler la pratique d'activités physiques.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

Cette mesure vise tous les jeunes de 6 à 12 ans et l'ensemble des citoyens du quartier. LOISIRS SAINTE-ODILE est localisé dans l'école et une large part de la clientèle fréquente l'école. 2 sessions de 12 semaines sont offertes pendant l'année scolaire (automne et hiver).

- On offre de plus des camps de jours l'été et de l'animation gratuite au parc Louisbourg pour les élèves ne pouvant défrayer les coûts du camp (5 fois semaine pendant 7 semaines).
- En 2007-2008, un soutien du fonds « Québec en forme » permet d'offrir une programmation de 4 activités réservées pour les élèves de chaque école primaire du quartier (5).
- On dénombre 450 à 500 inscriptions par session (60-70 % des jeunes et adultes de l' ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE), passant à 800 inscriptions par session avec les activités soutenues par QEF.
 - Cible universelle ◀
 - Enfants Adolescent(e)s Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

- LOISIRS SAINTE-ODILE: Met en place l'offre de services et sa dispensation, incluant les camps de jour et le projet du parc Louisbourg. Utilisation conjointe avec l'école du matériel sportif (achat en alternance).
- ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : Fournit un bureau à l'organisme et lui donne accès au gymnase ainsi qu'à certains locaux de 15 h 00 à 22 h 00 tous les jours.
- LA CORBEILLE: Fournit des collations chaque matin dans le cadre du projet au parc Louisbourg. TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Les ICS soutiennent les inscriptions dans les 5 écoles, pour la partie QEF de la programmation, et font l'interface avec les parents. Ils gèrent les temps de transition école - activité parascolaire.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient de la VILLE DE MONTRÉAL qui finance l'organisme pour un mandat d'offre de services en sports loisirs pour l'ensemble des citoyens. Une convention de partenariat est établie entre la VILLE et l'école pour l'utilisation des infrastructures. Une part des revenus provient des activités dont les coûts sont défrayés par les utilisateurs (autofinancement). « Québec en forme » finance l'extension de l'offre en multisports, cirque, hip hop et soccer dans les 5 écoles primaires.
 - Réseaux : Communautaire Philanthropique Municipal Scolaire ◀
 - Pluriorganisationnelle ◀
 - Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Fonds dédiés à des mesures spécifiques — Tiers financeurs publics — Ressources mobilisées par les partenaires

- Les activités sont offertes au moindre coût, avec un ticket modérateur de 10 \$ pour les activités QEF.
- Les activités ne faisant pas partie du financement QEF se déroulent dans l'école PRIMAIRE SAINTE-
- Diversification de la programmation afin de rejoindre toutes les clientèles dont les communautés culturelles (ex.: soccer) ou encore les filles (ex.: multisports, hip hop et cirque).
 - Accessibilité financière et physique Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

PETITS CUISTOT PARENTS EN RÉSEAU (PCPR)

ATELIERS CINQ-ÉPICES

Ces ateliers de nutrition visent à favoriser l'acquisition de saines habitudes alimentaires, l'amélioration des compétences transversales chez les enfants, ainsi que la mobilisation des parents.

- Exploration, sécurité alimentaire et matérielle ◀
- Objectifs : Social et de santé Familial Scolaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure vise tous les élèves de l'école ainsi que leurs parents et les enseignants.

- PCPR est ainsi composé de 8 ateliers de cuisine adaptés à chacun des niveaux scolaires. Ces ateliers d'une durée de 1 h 30 sont donnés à toutes les classes, de la maternelle à la 6^e année, à même le temps scolaire.
- Chaque atelier comprend une étape préparatoire avec l'enseignant. Il est ensuite réalisé dans un local réservé à cet effet avec l'enseignant, une nutritionniste communautaire ainsi que des
- En 2007-2008, l'activité rejoint 475 élèves, 16 enseignants et une centaine de parents. PCPR est un projet-pilote, mis en place en 2001.
 - Cible universelle ◀
 - Enfants Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

ATELIERS CINQ-ÉPICES: Assure l'élaboration, la coordination et la réalisation de l'activité. Fournit une nutritionniste qui réalise les activités.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : Intègre l'activité au cursus scolaire et libère les enseignants pour qu'ils s'y investissent.

PARENTS: Participent aux ateliers dans la classe de leur enfant.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenante communautaire-scolaire (ICS) participe aux ateliers.

FINANCEMENT DE LA MESURE : La FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON finance la mesure. L'école et la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE y investissent des ressources humaines.

- Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
 - Biorganisationnelle ◀
 - Réalisation commune ◀

Fonds dédiés à des mesures spécifiques — Tiers financeurs publics — Ressources mobilisées par les partenaires

Activité gratuite.

Accessibilité financière ◀

TABLE ABC SPORTS

Programme scolaire qui vise à déceler et former tôt des talents en sports, de sorte à ce qu'ils se constituent en athlètes sportifs.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Cette mesure s'adresse à tous les élèves des 5 écoles primaires et des 2 écoles secondaires du quartier 1 du réseau nord de la CSDM (Bordeaux-Cartierville).

Au primaire, 3 niveaux sont offerts:

le prénovice (1^{er} cycle) : découverte du basket-ball le novice (2^e cycle): initiation au basket-ball le mini (3^e cycle) : initiation à la compétition

Les niveaux prénovice et novice rejoignent 4 groupes de 15-20 élèves par école.

Au niveau mini, 2 groupes de 15-20 élèves par école sont rejoints.

Pour les jeunes de l'école PRIMAIRE SAINTE-ODILE, l'activité se déroule dans l'école.

La saison s'étale de septembre à avril (8 mois). En plus de l'entraînement hebdomadaire (1 ou 2 fois semaine selon le cas), les équipes ont des calendriers de parties (25 à 30 parties, incluant l'accès au championnat, selon la qualification).

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

TABLE ABC SPORTS: Composée des 7 directions d'école du quartier, de l'analyste du réseau nord et d'un représentant de la communauté (coordonnateur моє), cette table développe et met en place une offre de services en basket-ball; offre aussi une protection (assurances) pour le déploiement de l'activité.

ABC SPORTS: Gère le programme au plan administratif et technique.

COMITÉ DE QUARTIER DU RÉSEAU NORD : Finance l'activité et chapeaute la TABLE ABC SPORTS.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES PRIMAIRES : Fournissent les locaux (gymnases) la semaine et, pour certaines, la fin de semaine. Les directions participent à la TABLE ABC SPORTS.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Les ICS soutiennent les inscriptions et font l'interface avec les parents. Ils assurent une présence à l'activité qui supporte et encourage les jeunes au quotidien et dans les tournois. Ils identifient les jeunes avec des problèmes et assurent des suivis. Lorsque le mandat leur est donné par la direction, ils assurent une surveillance en cas de retard ou d'absence de l'entraîneur.

QUÉBEC EN FORME: Offre un soutien financier qui, en 2007-2008, a permis de mettre sur pied l'offre de service au niveau prénovice (1^{re} et 2^e année).

FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient du COMITÉ DE QUARTIER du réseau nord de la CSDM, d'autofinacement, de levées de fonds et de la FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON (« Québec en forme ») ainsi que de ressources mobilisées par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire Philanthropique ◀
 - Structure d'action concertée ◀
- Mise en commun des ressources et prestation de services ◀
- Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités Tiers financeurs philanthropiques
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Construit sa grille-horaire en fonction des activités des communautés culturelles afin qu'il n'y ait pas de dédoublement (ex. : cours PELO le samedi).

Le choix du basket-ball s'est imposé parce qu'en lien avec les intérêts de la clientèle du quartier.

Accessibilité financière — Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

4. MON ÉCOLE À PIED À VÉLO!

VÉLO QUÉBEC

Vise à favoriser la pratique de l'exercice physique chez les enfants en prônant l'adoption de la marche et du vélo pour se rendre à l'école plutôt que la voiture.

Il s'agit aussi de contribuer à créer un environnement plus sain en réduisant les émissions de gaz à effet de serre produit par la circulation automobile.

Le projet vise également à sécuriser les artères empruntées par les enfants pour se rendre à l'école (dos d'âne, signalisation de vitesse, etc.)

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Environnemental Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Le programme vise les élèves, les familles ainsi que le personnel scolaire.

MON ÉCOLE À PIED À VÉLO! s'étale sur 3 ans et comporte 3 volets :

- Aménagement sécuritaire;
- Sensibilisation-éducation;
- Mobilisation (élèves, parents, enseignants).

En 2006-2007:

VÉLO QUÉBEC a réalisé un plan de déplacement pour les élèves de l'école.

En 2007-2008:

- L'organisme a coordonné une démarche d'appropriation par le milieu du plan de déplacement;
- Des ateliers, intitulés « explorateurs urbains » ont aussi été offerts aux 5^eet 6^e années pour les sensibiliser aux obstacles du transport actif. Une cinquantaine d'élèves ont été rejoints;
- Des supports à vélo ont été ajoutés devant l'école afin de favoriser l'utilisation de la bicyclette.
 - Cible universelle ◀
 - Enfants Parents-familles Personnel scolaire ◀
 - Sporadique ◀
 - Récente ◀

VÉLO QUÉBEC: Porte le projet dans ses étapes d'élaboration, de coordination et de réalisation. ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : Le professeur d'éducation physique est impliqué.

PARENTS : Sont invités à remplir un sondage sur leurs habitudes de déplacement.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ) : L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) contribue au soutien du projet.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Le financement provient de vélo QUÉBEC qui fournit une ressource d'accompagnement, du matériel et des outils de sensibilisation et des supports à vélo. L'école et la table de concertation jeunesse bordeaux-cartierville fournissent des ressources humaines.

- Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
 - Biorganisationnelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Tiers publics financeurs Ressources mobilsées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Aucun.

CENTRE D'APPUI AUX COMMUNAUTÉS IMMIGRANTES (CACI)

Les cours de Francisation visent l'apprentissage de la langue française par les parents allophones des écoles du territoire. Ultimement, cette mesure vise à favoriser le rapprochement ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ, la réussite scolaire et l'intégration sociale des jeunes.

Liens école-famille ◀

Objectifs : Scolaire — Familial ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

La mesure s'adresse aux parents immigrants dont les enfants fréquentent l'école.

Outre le français qu'on y enseigne, le cours porte sur l'école en général et sur le système d'éducation.

Les cours se donnent dans l'école, 2 fois semaine, pendant 8 à 9 semaines. On dispense 2 sessions par an et plusieurs niveaux de cours.

En 2007-2008, 3 groupes de 20 parents (3 sessions) ont reçu la formation. L'activité se donne depuis plus de 8 ans.

Le CACI participe par ailleurs au Gala de fin d'année de l'école. Il remet un prix au meilleur élève de 1^{re} année dans toutes les matières.

Cible sélective ◀

Parents-familles ◀

Continue ◀

Mature ◀

CACI: Recrute les parents et dispense la formation.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : Favorise le recrutement (sac-à-dos) et prête ses locaux. Collaboration du concierge.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenante communautaire-scolaire (ICS) soutient le processus d'inscription.

FINANCEMENT DE LA MESURE : MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (MICC).

Réseaux : Communautaire — Scolaire ◀

Biorganisationnelle ◀

Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

ADAPTATION(S)

Les cours sont gratuits et se déroulent dans les locaux de l'école, en soirée. Un service de garde

Le cours est dispensé par un professeur de français langue seconde, ayant une expertise en approche interculturelle. Les documents de recrutement sont traduits en plusieurs langues.

Accessibilité financière et physique — Adaptations planifiées au contexte pluriethnique —

6. AIDE AUX DEVOIRS

MAISON DE LA FAMILLE

Cette mesure vise à soutenir les enfants dans leurs travaux scolaires.

Interventions liées à la réussite éducative ◀

Objectifs : Scolaire ◀

Prévention ◀

Les jeunes de moins de 18 ans éprouvant des difficultés sont ciblés.

L'activité se déroule du lundi au jeudi de 15 h 30 à 17 h 00 dans les locaux de la MAISON DE LA

En 2007-2008, l'AIDE AUX DEVOIRS a rejoint 15 élèves.

Identifiée ◀

Enfants ◀

Continue ◀

Mature ◀

MAISON DE LA FAMIILE : Organise et coordonne l'activité.

CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE : Recrute des bénévoles pour dispenser l'aide aux devoirs.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : Fait la référence des jeunes.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient de la COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL.

Réseaux : Communautaire — Scolaire ◀

Pluriorganisationnelle ◀

Références — Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

Les services sont gratuits.

Accessibilité financière ◀

7. **BIENVENUE À LA MATERNELLE**

CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE—SAINT-LAURENT

Journée de dépistage qui vise l'identification des difficultés et des retards des enfants qui seront admis à la maternelle au mois de septembre suivant. La référence à des services spécialisés est aussi faite, le cas échéant.

Lors de cette journée organisée conjointement par l'ÉCOLE PRIMAIRE ENFANT-SOLEIL et le CLSC SAINT-LAURENT, les intervenantes du CLSC rencontrent chaque parent et chaque futur écolier afin d'identifier les capacités du futur écolier et les stades de développement à l'aide de standards

Développement des compétences des jeunes ◀

Objectifs : Scolaire ◀

Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Réalisée à la fin mai, cette journée de dépistage, organisée conjointement par le csss et l'école, s'étale sur quelques jours pour rencontrer le plus de parents possible.

En 2007-2008, 52 parents et enfants ont été rencontrés.

Activité en place depuis plus de 8 ans, qui se déroule maintenant dans toutes les écoles primaires publiques du territoire du CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE—SAINT-LAURENT.

Cible universelle ◀

Enfants — Parents-familles ◀

Périodique ◀

Mature ◀

COLLABORATION(S)

CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE-SAINT-LAURENT : Assume le leadership. Rencontre les futurs écoliers et leurs familles. Une évaluation est produite pour chaque futur écolier par les infirmières scolaires et les hygiénistes dentaires. Les travailleuses sociales y sont impliquées dans une moindre importance. Offre, via la psychoéducatrice, des ateliers de stimulation durant l'été sur le territoire de Saint-Laurent.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : Fournit les locaux. Fait les références des futurs écoliers.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) ainsi que les intervenants en psychomotricité participent à l'organisation et au déroulement de la journée (rencontre les parents, donne de l'information sur les organismes communautaires, dépistage au niveau psychomoteur et idées d'activités pour le développement de l'enfant).

FINANCEMENT DE LA MESURE : Les coûts de cette mesure, principalement associés aux ressources humaines salariées, sont assumés par les organisations partenaires, soit le csss, l'école et la

Réseaux : Santé — Scolaire — Communautaire ◀

Pluriorganisationnelle ◀

Références — Mise en commun des ressources et prestation de services ◀

Ressources mobilisées par les partenaires <

Aucune mention.

PDQ 10 (SPVM)

Tournée des classes qui vise à sensibiliser les élèves à différents aspects de la sécurité à des fins de prévention (Halloween, vélo, intimidation, etc.).

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Information et sensibilisation ◀

CARACTÉRISTIQUES

Tous les élèves, de la maternelle à la 6^e année, sont rencontrés chaque année par le policier sociocommunautaire, pour un échange portant sur différents sujets.

En 2007-2008, le 1^{er} cycle a été rencontré sur le sujet de la sécurité à l'Halloween, le 2^e cycle sur la sécurité à vélo et le 3^e cycle sur l'intimidation et la prévention de la violence. Ces présentations ont une durée de 30 à 90 minutes.

Une conférence a été faite à un groupe de 25 parents, en collaboration avec l'intervenante en prévention de l'intimidation du projet моé. La prévention de la violence dans l'école et la cybercriminalité furent les sujets abordés. Dans ce type de conférence, le policier répond aux questions des citoyens, afin d'accroître leur sentiment de sécurité.

À l'école PRIMAIRE SAINTE-ODILE, le PDQ10 a réalisé un concours de slogans et un projet de bande dessinée a été fait avec des 5^e-6^e année sur l'intimidation. Un comité d'analyse regarde les slogans et les bandes dessinées. Des prix sont remis aux gagnants.

- Cible universelle et sélective ◀
- Enfants Parents-familles ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

PDQ10: Réalise les tournées et conférences et propose des activités thématiques (concours de slogans et de bande dessinée).

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : La direction favorise l'insertion de la tournée dans le temps scolaire et et les professeurs relaient les actitivités.

VÉLO QUÉBEC: Remet des casques dans le cadre de la tournée sur la sécurité à vélo.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenante communautaire-scolaire (ICS) soutient la participation aux concours. La TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ) initie aussi la mise en place de la conférence aux parents sur la cyberintimidation, l'organise et la dispense.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Provient principalement du SPVM qui y investit des ressources humaines. Un financement complémentaire émane de la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE qui y investit aussi des ressources humaines, de même que vélo Québec qui fournit ponctuellement une ressource et des casques de vélo.

- Réseaux : Municipal Scolaire Communautaire ◀
 - Pluriorganisationnelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

COLLECTE DE FEUILLES

ÉCO-QUARTIER

Cette activité vise à sensibiliser les jeunes au cycle de transformation de la matière (feuilles composte).

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Environnemental ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

La collecte de feuilles autour de l'ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE se fait à l'automne. Il s'agit d'une activité ponctuelle que l'éco-quartier réalise chaque année à l'école depuis 2 ans. En 2007-2008, l'activité a rejoint une classe de 20 élèves.

- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique ◀
 - Récente ◀

ÉCO-QUARTIER: Propose et prend en charge l'activité.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : Un enseignant participe avec sa classe.

FINANCEMENT DE LA MESURE : L'ÉCO-QUARTIER et l'ÉCOle y contribuent par le biais des resssources humaines impliquées.

- Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
 - Biorganisationnelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ORGANISME DE PARTICIPATION DES PARENTS (OPP)

Ce journal vise à renseigner les parents sur les événements se déroulant dans l'école et dans le quartier ainsi que sur les services offerts par les organismes de la communauté.

- Liens école-famille ◀
- Objectifs : Familial ◀
- Information sensibilisation ◀

CARACTÉRISTIQUES

L'école est dotée d'un organisme de participation des parents (OPP) qui produit un journal dédié aux

Il s'agit d'une activité en place depuis plusieurs années.

- Cible universelle ◀
- Parents-familles ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

OPP: Les parents membres de l'OPP écrivent des articles touchant la vie de l'école, fait la mise en page et voit à l'impression.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : Fournit l'infrastructure pour l'impression.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) participe aux rencontres régulières de l'OPP, propose des sujets et écrit des articles en lien avec la communauté. Distribue le journal dans l'école.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Activité qui repose sur le travail bénévole des parents et qui bénéficie d'un soutien de l'école pour l'impression. La TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE investit le temps d'une ressources humaine.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Les sujets d'article de l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) portent sur les services disponibles dans la communauté.

11. OLYMPIADES DU GOÛT

ORGANISME DE PARTICIPATION DES PARENTS (OPP)

L'activité, réalisée dans le cadre du mois de la nutrition, vise à favoriser l'acquisition de saines habitudes de vie, dont une saine alimentation et la pratique de l'activité physique.

- Activités physiques, sports, culture, loisris, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé Familial ◀
 - Information et sensibilisation ◀

Cette activité s'adresse à tous les élèves; les parents y sont aussi invités.

Toutes les classes participent aux olympiades qui se déroulent sur une semaine. Une dizaine de parents sont impliqués.

Le thème de cette année, « Moi j'croque », faisait la promotion d'une saine alimentation en fruits et légumes et de l'activité physique.

- Cible universelle ◀
- Enfants Parents-familles ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

OPP: Les parents membres de l'OPP initient et portent ce projet.

ATELIERS CINQ-ÉPICES: La nutritionniste participe à l'organisation et à la réalisation de l'événement.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ) : L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) soutient l'organisation et la réalisation de l'activité.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : Les enseignants font la promotion de l'activité auprès de leurs élèves, y participent et réinvestissent le contenu dans le cursus académique.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Activité qui repose sur le travail bénévole des parents. La TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE et les ATELIERS CINQ-ÉPICES y investissent le temps d'une ressources humaine, l'école y investit les quelques ressources financières nécessaires.

- Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
 - Biorganisationnelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

PORTFUR

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE

DESCRIPTION

- Le projet vise l'amélioration de la santé et du bien-être des jeunes, dans une perspective de soutien aux populations vulnérables en vue d'atténuer le désoeuvrement, l'isolement, la marginalisation et l'exclusion sociale des jeunes. Axé sur la maxime « Occupons-les avant qu'ils nous occupent », ce projet consiste à mettre en place une programmation ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ afin d'enrichir l'expérience scolaire et de favoriser la réussite éducative.
- Le moyen consiste à placer une ressource humaine à temps plein dans chaque école publique du territoire, gérée par l'école et la communauté. Ces intervenants communautaires-scolaires (ICS) agissent en amont des problèmes dans les différents réseaux du jeune, tout en stimulant le déploiement des ressources dans l'école et la communauté. Ils sont ainsi des multiplicateurs de projets et agissent comme courroies de transmission entre la communauté, le milieu scolaire, les jeunes et les familles.
 - Plan d'action collectif ◀
 - Objectifs : Social et de santé Scolaire Familial Communautaire ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

- Le travail de l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) s'articule autour de 6 axes d'intervention : 1) Faciliter le passage du niveau primaire au niveau secondaire; 2) Promouvoir la santé, le bien-être et l'acquisition de saines habitudes de vie; 3) Développer et consolider une vie parascolaire diversifiée; 4) Favoriser l'intégration des jeunes et des parents à la société d'accueil; 5) Mobiliser et intégrer les parents à la vie scolaire et à la vie de quartier; 6) Assurer un continuum de services en lien avec l'école durant la période estivale.
- En 2007-2008, UN MILIEU OUVERT SUR SES ÉCOLES (MOÉ) déploie 2 autres plan d'action collectifs : 1) PROJET UNE ÉCOLE PACIQUEMENT OUVERTE SUR SON MILIEU (ÉPOM) ; 2) Programmation sportive QUÉBEC EN FORME.
 - Cible universelle ◀
 - Enfants Parents-familles Communauté ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE: Assure le leadership du projet. Met en place un ICS dans chaque école publique du quartier (n=7), assure la coordination de l'équipe, une programmation de quartier et une programmation par école. Agit comme fiduciaire du projet. Met en place un comité de gestion intersectoriel pour gérer le projet.
- COMITÉ DE GESTION MOÉ: Est mandaté par le conseil d'administration de la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE pour gérer le projet, tant au plan de ses orientations, de son déploiement que de son financement. Participent à cette instance: le CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE-SAINT-LAURENT, le réseau nord de la CSDM, la VILLE DE MONTRÉAL, QUÉBEC EN FORME, un représentant des écoles primaires, un représentant des écoles secondaires, un organisme communautaire, la coordination du projet MOÉ.
- COMITÉ DE BAILLEURS DE FONDS : Les différents partenaires financiers du projet sont informés de l'évolution du projet et déterminent leurs options de participation financière.
- ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES DU QUARTIER: Les directions participent à une rencontre annuelle de planification.

 Chacune concoure à l'embauche de l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) de son école, accueille

 l'intervenant communautaire-scolaire (ICS), lui fournit un bureau et un accès aux services bureautiques, l'encadre
 (en cogestion avec le coordonnateur Moé) et le soutient dans ses projets. Les directions se désignent un
 représentant des écoles primaires et un représentant des écoles secondaires au comité de gestion du projet.
- CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE—SAINT-LAURENT : Le coordonnateur école et milieux en santé participe au comité de gestion du projet. Le CSSS fournit un local pour la coordination du projet MOÉ.
- AUTRES INSTANCES DE CONCERTATION ET ORGANISATIONS DU TERRITOIRE : Oeuvrent en collaboration avec le projet moé lors de la réalisation de leurs activités.
- FINANCEMENT DE LA MESURE: Provient de différentes sources dont CENTRAIDE DU GRAND MONTRÉAL, le comité de quartier du réseau nord de la CSDM, la DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL (DSP), le MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU LOISIR ET DU SPORTS (MÉLS) ainsi que sa DIRECTION DES SERVICES AUX COMMUNAUTÉS CULTURELLES (DSCC), la FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON (via le programme « Québec en forme »), l'ARRONDISSEMENT AHUNTSIC-CARTIERVILLE et le CENTRE NATIONAL EN PRÉVENTION DU CRIME (CNPC).
 - Réseaux : Communautaire Scolaire Santé Municipal Philanthropique ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Montage financier ◀

ADAPTATION(S

Gratuité. Montant symbolique. Plusieurs axes d'intervention dédiés à l'intégration des communautés culturelles.

Accessibilité physique et financière — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale \blacktriangleleft

13. UNE ÉCOLE PACIOUEMENT OUVERTE SUR SON MILIEU (ÉPOM)

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Projet déployé à travers les structures du projet un milieu ouvert sur ses écoles (moé) et qui vise à sensibiliser et à outiller les jeunes, le personnel-école et les parents du quartier à la problématique de la violence et l'intimidation chez les jeunes.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Déployé à travers le projet моє, le projet є́ром est implanté dans 6 écoles du quartier (5 primaires et 1 secondaire). La sensibilisation et l'instrumentation prend la forme d'ateliers thématiques s'adressant aux élèves, de formation au personnel-école et de conférences aux parents. Certaines interventions plus ciblées se font dans des « groupes de garçons » et « groupes de filles ». Une continuité est assurée pendant l'été alors que l'intervenante en prévention de l'intimidation (IPI) accompagne les jeunes dans les camps de jour, les CAMPS TIM HORTONS ainsi que les autres activités mises en place par le projet MOÉ.

Au secondaire, un comité violence et intimidation a été mis sur pied à l'école en vue de développer un protocole d'intervention en PI.

En 2007-2008 rejoint 2000 jeunes et 150 personnel scolaire et 30 parents.

- Cible universelle et sélective ◀
- Adolescent(e)s Parents-familles Communauté ◀
 - Périodique ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Assure le leadership du projet via le projet моє́. Une coordonnatrice arrime l'intervention моє́ et є́ром notamment par la consultation et l'ajustement aux besoins des milieux scolaires. Une intervenante en prévention de l'intimidation (IPI) donne les ateliers (élèves, personnel-école, parents). Les intervenants communautairesscolaires (ICS) complètent l'intervention par une stratégie d'action globale sur le milieu.
- ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES PRIMAIRES DU QUARTIER : Les directions et professionnels scolaires participent à l'implantation (définition des attentes, ajustements, contributions à l'élaboration des contenus d'ateliers).
- ÉCOLE SECONDAIRE ÉVANGÉLINE: Développement d'un comité de prévention PI composé d'enseignants, la direction, le policier sociocommunautaire, les psychoéducatrices, la travailleuse sociale et la MAISON DES JEUNES et l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) afin de construire ensemble un protocole d'intervention en lien avec le projet de prévention de la violence et de l'intimidation.
- PDQ10 (SPVM): Le policier sociocommunautaire s'associe à l'IPI pour offrir des conférences aux parents et participe à l'école secondaire évangéline à la mise sur pied d'un protocole d'intervention en Pl.
- UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI: Offre de la formation aux enseignants et aux intervenants communautaires-scolaires (ICS) et soutient le développement d'un protocole en PI au secondaire.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient du CENTRE NATIONAL EN PRÉVENTION DU CRIME (CNPC).

- Réseaux : Scolaire Communautaire Municipal ◀
 - Structure d'action concertée
 - Planification commune Réalisation commune ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

Certaines conférences aux parents sont données dans 2 langues (français et anglais).

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

PORTFUR

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

DESCRIPTION

Cette mesure vise à accroître l'offre de services en sports auprès des jeunes du primaire afin de favoriser un mode de vie sain et actif et prévenir l'obésité par le soutien et la mise en place d'activités sportives et de psychomotricité.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUE

- Le programme « *Québec en forme* » vise à bonifier les offres de services locales en sports et loisirs offertes aux 4-12 ans. Les partenaires de réalisation (organismes de sports et loisirs) se concertent au sein d'un comité de programmation.
- En 2007-2008, QUÉBEC EN FORME finance l'extension de l'offre de service des LOISIRS SAINTE-ODILE (programmation QUÉBEC EN FORME) et d'ABC sports (groupes de prénovice) dans les 5 écoles primaires de Bordeaux-Cartierville, dont l'ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE.
- En plus de l'extension de l'offre de service des partenaires de réalisation, QUÉBEC EN FORME soutient le déploiement de services de psychomotricité pour les jeunes du préscolaire ainsi qu'une partie des activités de plein air réalisées par l'éducateur en plein air.
- En 2007-2008, tous les groupes du préscolaire des 5 écoles du quartier ont reçu des ateliers de psychomotricité (2 fois semaine, pendant 40 semaines).
- À l'ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE, 4 groupes de maternelle, totalisant 72 enfants ont été rejoints.
- Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Est fiduciaire du programme « Québec en forme » dans Bordeaux-Cartierville (185 000 \$ par an pour 2006-2010). Elle pilote son déploiement via son comité 6-12 ans qui fait office de CAL. Elle gère les appels d'offre et donne des mandats aux partenaires de réalisation. Elle embauche et gère les intervenants en psychomotricité. Elle fait une reddition de compte. Les intervenants communautaires-scolaires (ICS) participent au CAL et soutiennent les inscriptions dans les 5 écoles. Ils collaborent avec les partenaires de réalisation afin d'assurer un suivi auprès des enfants et des parents. Ils participent à l'organisation des événements en relation avec ces activités (spectacle, tournoi, etc.)
- ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES PRIMAIRES DU QUARTIER : Permettent l'insertion de 2 heures semaine de psychomotricité dans la grille-matières. Les enseignants d'éducation physique participent au CAL où ils contribuent à planifier notamment les horaires, l'ouverture des locaux la fin de semaine en travaillant à une entente VILLE CSDM ÉCOLES. Les enseignants du préscolaire travaillent en dyade avec le psychomotricien.
- QUÉBEC EN FORME: Finance des activités de psychomotricité s'adressant aux élèves du préscolaire, des activités de plein air ainsi qu'une bonification de l'offre de services locale en sports et loisirs faite aux jeunes des écoles primaires. Il soutient la formation des psychomotriciens ainsi que des intervenants des partenaires de réalisation.
- LOISIRS SAINTE-ODILE : Agit comme partenaire de réalisation. Embauche aussi d'autres partenaires du milieu afin compléter l'offre de services.
- ABC SPORTS : Agit comme partenaire de réalisation.
- FINANCEMENT DE LA MESURE: La FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON finance les ressources humaines pour la réalisation des activités reliées, tandis que les partenaires locaux, dont les écoles, la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE et les partenaires de réalisation, investissent les ressources humaines requises pour la gestion et le déploiement du programme.
 - ${\sf R\'eseaux:Scolaire-Communautaire-Philanthropique} \blacktriangleleft$
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Les activités visent les plus défavorisés et, à la base, sont offertes gratuitement. Montant symbolique par activité.

Accessibilité financière ◀

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

- Cette mesure vise à permettre aux jeunes de bouger en dépit du manque d'espace et de plages horaire dans les centres de loisirs et les gymnases d'école. Dans une perspective d'intégration, il souhaite développer l'autonomie des jeunes et de stimuler l'utilisation par les familles des infrastructures du territoire en toute saison, par la promotion et l'initiation à la pratique d'activités sportives de plein air.
- Le but est de contrer le manque de disponibilités de plateaux sportifs intérieurs, de favoriser l'intégration des communautés culturelles et les pratiques sportives et de plein air, de promouvoir les conduites pacifiques et de développer le sentiment d'appartenance des jeunes et des parents au quartier.
 - Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé Communautaire ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

- En complément aux activités QUÉBEC EN FORME, cette mesure vise à bonifier l'intervention des différents organismes et institutions oeuvrant pour la jeunesse de façon à les soutenir dans le développement d'activités sportives et physiques en plein air.
- Le moyen consiste en l'embauche à temps plein d'une ressource humaine commune, polyvalente et spécialisée en activités sportives de plein air.
- Le rôle de l'éducateur en plein air est d'agir en complémentarité avec les acteurs du milieu pour diversifier la programmation sportive et rendre les activités de plein air plus visibles, accessibles et disponibles aux jeunes et aux familles, principalement à celles qui sont issues de l'immigration.
- Il doit favoriser l'acquisition de compétences en plein air chez les jeunes, en plus de favoriser la connaissance et l'utilisation des infrastructures de plein air du territoire et de Montréal.
- En 2007-2008, un rallye pour les enfants de 4^e année et leurs parents a été organisé dans un parc pour le faire découvrir aux familles, rejoignant 68 jeunes de 5 écoles primaires. Des journées thématiques d'activités hivernales ont aussi été organisées pendant la semaine de relâche.
- À l'été 2008, des sorties en rabaska sur la Rivière-des-Prairies et du camping urbain ont été offertes.
 - Cible universelle ◀
 - Enfants Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Réccente ◀

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Instigatrice de la mesure. Propose, fait financer et planifie les activités. En collaboration avec l'éducateur en plein air, l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) organise ou participe à des activités de plein air avec des jeunes et des familles de son école.

ARRONDISSEMENT CARTIERVILLE: Fournit des infrastructures et un soutien financier au projet. OUÉBEC EN FORME: Fournit un soutien financier à la mesure.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES DU QUARTIER : Permettent le recrutement de la clientèle.

ÉCOLE SECONDAIRE ÉVANGÉLINE : Une enseignante de l'accueil s'implique avec l'éducateur en plein air dans la constitution d'un pool de matériel sportifs et dans la promotion des activités auprès des élèves sur l'heure du dîner.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Provient de différents bailleurs de fonds, dont la VILLE, du programme QUÉBEC EN FORME de la FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON et du programme de « Revitalisation urbaine intégrée » (RUI).

- Réseaux : Municipal Communautaire Scolaire Philanthropique ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe ◀
- Fonds dédiés à des mesures spécifiques Tiers financeurs publics Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Intention de faire connaître le Québec aux nouveaux arrivants par les activités de plein air.

PORTFUR

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

DESCRIPTION

Ce journal vise à favoriser le passage du primaire au secondaire, l'appartenance au quartier et à offrir une tribune aux jeunes sur des enjeux et des thèmes qui les concernent. Outil permettant de mettre en valeurs les projets des jeunes dans l'école et le quartier, permettant leur rayonnement dans la communauté.

- Liens école-famille ◀
- Objectifs : Social et de santé Communautaire Scolaire ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Le projet MOÉ a développé un journal dédié à la jeunesse du territoire. Celui-ci est coordonné et réalisé par les intervenants communautaires-scolaires (ICS) du secondaire qui prévoient une section pour les écoles primaires. Tous les intervenants communautaires-scolaires (ICS) participent, en invitant les jeunes de leur école à écrire des articles à partir de sujets qui les intéressent et des événements qui se déroulent dans les écoles et le quartier. Les jeunes du secondaire couvrent plusieurs événements scolaires et communautaires locaux à titre de « jeunes journalistes ».

Plus d'une centaine de jeunes sont impliqués de près ou de loin dans la réalisation du journal. En 2007-2008 le journal compte 4 parutions. Il est distribué dans les écoles, les organismes communautaires, le csss et certains commerces à raison de 4 000 exemplaires.

- Cible universelle ◀
- Enfants Adolescent(e)s Parents-familles Communauté ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Assure le leadership du projet, la conception, l'élaboration, l'édition et la distribution. Le journal est sous la responsabilité des intervenants communautaires-scolaires (ICS) du secondaire; les ICS du primaire accompagnent les jeunes dans la rédaction d'articles. Les ICS du primaire accueillent les « jeunes journalistes » du secondaire dans leur milieu.

RAP JEUNESSE : À chaque parution, l'agente de liaison écrit une chronique en prévention des ITSS intitulée « *Amour et sexualité »*. Ces textes s'adressent aux élèves des écoles secondaires.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES DU QUARTIER : Soutiennent financièrement le projet par l'achat de publicité.

ÉCOLE SECONDAIRE LA DAUVERSIÈRE : L'enseignante de français corrige les articles de ses élèves. CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE—SAINT-LAURENT : Achète de la publicité (clinique jeunesse).

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le journal est financé par la vente de publicité aux écoles et autres partenaires du quartier. L'école, la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE ainsi que d'autres partenaires y investissent des ressources humaines.

- Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
- Pluriorganisationnelle Structure d'action concertée ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
- Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Vise à favoriser le développement de la confiance en soi et des habiletés sociales en offrant à des jeunes filles immigrantes, ou en situations familiales particulières, un lieu d'échange sur des sujets qui les touchent en plus de développer un réseau social susceptible de soutenir leur estime de soi et d'influencer positivement leur réussite scolaire.

Développement des compétences des jeunes ◀

Objectifs : Social et de santé ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

L'activité consiste en des groupe de discussion entre filles, d'une heure par semaine, en parascolaire. Les échanges portent sur différents sujets dont la culture et les valeurs québécoises, les difficultés familiales, la sexualité, les relations amicales, familiales et amoureuses ou sur l'actualité.

Pour assurer une continuité primaire-secondaire, un lien est fait avec le CAFÉ LILAS, mis en place au secondaire par la MAISON DES JEUNES. Le groupe de filles fait une visite la MAISON DES JEUNES, échange sur divers sujets (beauté, médias, hypersexualisation) et sur le мадаzіне аитнентік. ІІ s'agit ainsi de créer un lien avec les ressources communautaires et à les intéresser à la poursuite des activités au secondaire.

En 2007-2008, une quinzaine de jeunes filles de 5^e et 6^e année ont bénéficié de l'activité.

Cible identifiée ◀

Enfants ◀

Continue ◀

Mature ◀

CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE—SAINT-LAURENT : Conception et implantation du programme; fournit des ressources humaines (travaillleuse sociale ou infirmière).

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ) : L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) planifie, coordonne et anime ce projet par la création d'espaces de rencontre et d'activités sociales. Les intervenants communautaires-scolaires (ICS) se sont associés aux professionnels en milieu scolaire du CSSS afin d'étendre l'action de ce modèle d'intervention auprès des jeunes filles des autres écoles primaires.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES DU QUARTIER : Certaines écoles fournissent des ressources humaines (ex. : une technicienne en éducation spécialisée) ainsi qu'un soutien financier ponctuel au besoin.

MAISON DES JEUNES : Partenaire du projet.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient d'une enveloppe en prévention des toxicomanies de la DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL via la TCIBC. Les différents partenaires (école, TCIBC, CSSS, MAISON DES JEUNES) y investissent des ressources humaines.

Réseaux : Santé — Scolaire — Communautaire ◀

Structure d'action concertée ◀

Réalisation commune ◀

Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités — Tiers financeurs publics —

Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Aucune mention.

18. TÆKWANDO POUR GARCONS

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Vise à favoriser le développement des habiletés sociales et la confiance en soi des jeunes garçons qui présentent des troubles de comportement. Il s'agit aussi de les aider à canaliser positivement leur énergie par la pratique de cette discipline.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Prévention ◀

Ce nouveau projet initié par l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) rejoint 12 garçons ciblés comme ayant des troubles de comportement ou des difficultés particulières. En collaboration avec la travailleuse sociale de l'école, l'École de TÆKWANDO « les champions olympiques » et l'intervenant communautaire-scolaire (ICS), chaque semaine le groupe se rencontre pour pratiquer l'activité de tækwando.

Par ce sport et par d'autres activités, les professionnels cherchent à développer l'esprit d'équipe, le sentiment d'appartenance au groupe et surtout, à inculquer, par la pratique de ce sport, un code de vie et d'honneur. Les garçons apprennent à utiliser leur force et leur leadership positivement, à interagir, à se comporter et à réinvestir leur agressivité et leur surplus d'énergie.

- Cible identifiée ◀
 - Enfants ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) fait demande de financement à la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE et embauche le spécialiste. Il assure ensuite l'organisation et la coordination de l'activité. CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE-SAINT-LAURENT: La travailleuse sociale participe au recrutement des participants.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : Fait la demande à la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ) de mettre en place un équivalent pour les garçons du projet FILLES DE CŒUR.

ÉCOLE DE TAEKWANDO: Le spécialiste en tækwando y est embauché par la TCJBC.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient d'une enveloppe en prévention des toxicomanies de la DIRECTION DE SANTÉ PUBILQUE DE MONTRÉAL via la TCJBC. Des ressources humaines sont mobilisées par différents partenaires (école, TCJBC et CSSS).

- Réseaux : Communautaire Santé Scolaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
- Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités Tiers financeurs publics
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

19. CONFÉRENCE AUX PARENTS (AIDE AUX DEVOIRS)

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

L'atelier vise à outiller les parents pour qu'ils soutiennent leurs enfants dans la réalisation de leurs devoirs.

- Liens école-famille ◀
- Objectifs : Scolaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

En 2007-2008, une rencontre a été offerte aux parents de l'école PRIMAIRE SAINTE-ODILE par le CRÉP (CENTRE DE RESSOURCES ÉDUCATIVES ET PÉDAGOGIQUES).

La conférence portait sur la manière d'aider les enfants à faire leurs devoirs. Cet atelier a rejoint 15 parents.

- Cible universelle ◀
- Parents-familles ◀
 - Périodique ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ) : L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) initie le projet : fait le lien avec le centre de ressources éducatives et pédagogiques (crép) et organise la conférence (recrute les parents).

CENTRE DE RESSOURCES ÉDUCATIVES ET PÉDAGOGIQUES (CRÉP) : Dispense la formation.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE : Fournit le local et parfois une collation.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Le CRÉP ainsi que la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE Y investissent des ressources humaines.

- Réseaux : Scolaire et communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Mis en place pour combler l'écart observé des façons de faire au plan culturel en lien avec l'accompagnement scolaire.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Vise à promouvoir l'adoption de saines habitudes de vie, notamment alimentaires, à mobiliser les parents et à favoriser l'intégration des communautautés culturelles en leur faisant découvrir une ressource du quartier et la cuisine québéoise. Ces ateliers ont aussi comme but de permettre aux parents de sortir de l'isolement, de tisser des liens avec d'autres familles et de vivre une activité positive avec leur enfant.

- Exploration, sécurité alimentaire et matérielle
 - Objectifs : Social et de santé Familial ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

- Les familles sont ciblées selon différents critères : famille nouvellement arrivée, mère ou père vivant de l'isolement, relation difficile avec leur enfant.
- L'activité se déroule en semaine de 16 h 30 à 18 h 30 et se fait avec les 5 écoles primaires du quartier. L'éducatrice alimentaire présente un peu de théorie puis les jeunes mettent la main à la pâte et font des recettes. Les places sont limitées étant donné que tout se passe dans la cuisine (espace restreint).
- Au printemps 2008, pour une durée de 6 semaines (2 heures par semaine), l'activité a touché 7 jeunes de l'école primaire sainte-odile et leurs parents.
 - Cible identifiée ◀
 - Enfants Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Mature

COLLABORATION(S)

- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ) : L'intervenante communautaire-scolaire (ICS) cible des parents vivant de l'isolement, accompagne les jeunes de l'école jusqu'à LA CORBEILLE et participe à l'activité.
- LA CORBEILLE: Accueille, anime et organise l'activité. Fournit l'infrastructure et une ressource humaine.
- ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES PRIMAIRES DU QUARTIER : Les enseignantes aident à cibler les familles.
- FINANCEMENT DE LA MESURE: Provient de l'enveloppe DIRECTION DES SERVICES AUX COMMUNAUTÉS du MÉLS via la TCJBC. LA CORBEILLE prête ses infrastructures et investit une ressource humaine.
 - Réseaux : Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Réalisation commune ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités Ressources mobilisées par les partenaires ◀

L'activité correspond aux communautés culturelles qui se rassemblent souvent pour cuisiner ensemble.

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

CAMPS TIM HORTONS

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Cette activité de camp estival vise à offrir aux jeunes de milieux défavorisés la possibilité de vivre un séjour en nature.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les intervenants communautaires-scolaires (ICS) des écoles primaires organisent chaque année des séjours de 3 jours pour près de quatre-vingt-dix jeunes défavorisés, principalement immigrants ou en difficulté d'adaptation sociale, au camp de la FONDATION TIM HORTONS à Quyon en Outaouais.

- Cible identifiée ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

FONDATION TIM HORTONS: Fournit le transport et le camp, incluant les activités et les repas.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Les intervenants communautairesscolaires (ICS) forment les groupes, rencontrent les parents individuellement pour compléter les inscriptions, s'occupent des préparatifs et accompagnent les jeunes au camp.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES PRIMAIRES DU QUARTIER : Les enseignants et professionnels aident à cibler les jeunes.

FINANCEMENT DE LA MESURE: La FONDATION TIM HORTONS assume la totalité des frais de camp; La TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE y investit des ressources humaines.

- Réseaux : Communautaire Scolaire Philanthropique ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Références Réalisation commune ◀
- Fonds dédiés à des mesures spécifiques Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités -
 - Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S) Gratuit.

Accessibilité financière ◀

22. ATELIERS D'IMPROVISATION

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Vise à faire connaître aux jeunes l'improvisation. À travers cette activité on cherche à soutenir le développement de compétences chez certains jeunes moins rejoints par les activités sportives. Le français, la créativité, les interactions, la confiance en soi, l'écoute et le travail d'équipe, propres à l'improvisation, sont travaillés.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

- L'improvisation est mise en place par l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) et offerte une fois semaine, après l'école sous forme d'atelier dans les 5 écoles primaires du quartier. Des matchs interécoles sont aussi organisés.
- Chaque année, un « Happening » d'improvisation pour les équipes du primaire a lieu au printemps et se déroule à l'école secondaire du quartier. Il s'agit d'une journée de formation pour tous les élèves du primaire inscrits dans l'équipe de leur école. L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) du secondaire soutient l'organisation de la journée et accueille les intervenants communautaires-scolaires (ICS) du primaire et leurs élèves. Les parents sont invités en fin de journée à venir voir un match.
- En 2007-2008, ces ateliers rejoignent 10 jeunes par école et plus de 30 parents ont assisté au match du printemps.
 - Cible universelle ◀
 - Enfants ◀
 - Continue <
 - Mature ◀

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Instigatrice du projet. L'intervenante communautaire-scolaire (ICS) engage et soutient le travail du spécialiste, recrute les jeunes, organise les horaires et participe à l'activité avec les jeunes.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES PRIMAIRES : Fournit les locaux.

ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Prêtent leurs locaux pour le « Happening » d'improvisation destiné aux élèves du primaire.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Provient de l'enveloppe DIRECTION DES SERVICES AUX COMMUNAUTÉS du MÉLS via la TCJBC. Les partenaires y investissent des ressources humaines.

- Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Réalisation commune ◀
- Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités Ressources mobilisées par les partenaires ◀

23. **ACTIVITÉS DE RELÂCHE ET ESTIVALES**

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Vise à assurer une continuité d'activités auprès des élèves des classes d'accueil pendant la semaine de relâche et la période estivale. Pour ces périodes de relâche, on offre aux jeunes un éventail d'activités qui visent à faire connaître la culture du Québec et les ressources du territoire tout en favorisant l'expression de la langue française.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

Les activités organisées pour la semaine de relâche scolaire s'adressent aux élèves des classes d'accueil qui ne participent pas à d'autres activités. En 2007-2008, en lien avec l'éducateur en plein air, les intervenants communautaires-scolaires (ICS) ont organisé 2 journées d'activités hivernales (raquettes, glissade, patinage, ballon-balai, etc.) rejoignant une centaine de jeunes. 3 sorties à la Maison de la Culture Ahuntsic-Cartierville pour une pièce de théâtre et un spectacle de danse ont rejoint 80 enfants.

Pour l'été une programmation est mise sur pied qui comprend des séjours au CAMP TIM HORTONS, des activités avec des organismes partenaires et leur clientèle, de l'animation de parcs et du cinéma hebdomadaire en plein air aux places l'Acadie et Henri-Bourassa.

- Cible sélective ◀
 - Enfants ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Les intervenants communautairesscolaires (ICS) du primaire proposent une programmation pour la relâche et l'été. Ils font la promotion et le recrutement puis assurent la réalisation des activités.
- ARRONDISSEMENT CARTIERVILLE: Offre d'infrastructure disponible à la population de Montréal (ex.: aréna, parcs-nature, etc.).
- CONCERTATION-FEMME: Organise des sorties dans le quartier avec des groupes de mamans, une programmation qui inclut la participation des intervenants communautaires-scolaires (ICS).
- ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES PUBLIQUES DU QUARTIER : Permettent le recrutement des jeunes.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient de l'enveloppe DIRECTION DES SERVICES AUX COMMUNAUTÉS du MÉLS via la TCJBC. La VILLE rend disponible ses infrastructures. Des partenaires y investissent des ressources humaines (TCJBC, CONCERTATION-FEMME).
 - Réseaux : Communautaire Muncipal ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités
 - Tiers financeurs publics Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Ces activités visent à favoriser l'intégration des élèves des classes d'accueil.

24. CARAVANE D'ÉVANGÉLINE

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

L'objectif est de favoriser le lien entre les élèves du primaire et ceux du secondaire et de là, le passage du primaire au secondaire.

- Interventions liées à la réussite éducative <
 - Objectifs : Scolaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

- L'activité consiste en des rencontres inter-école associant des jeunes de 6^e année et des élèves du secondaire. Des jeunes de secondaire I se rendent dans les écoles primaires pour rencontrer les élèves de 6^e année. Puis, à leur tour, les élèves de 6^e année vont dîner à la cafétéria de leur future école secondaire. Ces rencontres sont l'occasion de faire connaissance ou de se revoir sur la base d'activités sportives ou culturelles réalisées en commun. Les rencontres sont suivies d'une période de questions entre élèves du primaire et du secondaire portant sur la réalité de l'école au secondaire.
- Le projet débute en novembre et se termine en mai, avec la réalisation d'un rallye dans l'école où près de deux cents (200) élèves de 6^e année, provenant des 5 écoles primaires, viennent découvrir les services et les lieux qui les accueilleront en septembre prochain.
 - Cible universelle ◀
 - Enfants Adolescent(e)s ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ) : L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) du secondaire coordonne la réalisation de l'activité avec la direction adjointe de l'école. Il assure la communication avec les autres écoles par le biais des intervenants communautairesscolaires (ICS) des écoles primaires ainsi que le bon fonctionnement des visites et des activités. Il anime les ateliers et les échanges entre les jeunes.
- ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES DU QUARTIER : Dégagent du temps scolaire pour la tenue des activités; les enseignants accompagnent leurs élèves.
- ÉCOLE SECONDAIRE ÉVANGÉLINE : La direction adjointe travaille à la coordination des activités avec l'intervenant communautaire-scolaire (ICS). L'école dégage aussi des enseignants et leurs élèves pour la participation aux activités.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : La TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE et l'école y investissent des ressources humaines.
 - Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Réalisation commune ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

L'objectif est de favoriser le lien entre les élèves du primaire et ceux du secondaire et par là, le passage du primaire au secondaire. Un second objectif est aussi d'offir aux élèves du secondaire, par la création et la lecture d'un conte aux plus jeunes, une occasion de valorisation personnelle et de réussite scolaire.

- Interventions liées à la réussite éducative <
 - Objectifs : Scolaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

Des élèves de l'école secondaire se déplacent pour lire des contes aux élèves du 2^e cycle des écoles primaires. Les contes sont réalisés en classe par les élèves du secondaire et portent sur le thème des peuples amérindiens. Musique, objets et déguisements créés et composés par les jeunes viennent agrémenter les contes.

En 2007-2008, ce sont 125 étudiants du secondaire (5 classes) et plus de 375 élèves du 2^e cycle primaire (15 classes) qui ont participé au projet.

- Cible sélective ◀
- Enfants Adolescent(e)s ◀
 - Périodique ◀
 - Récente ◀

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ) : L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) du secondaire coordonne ce projet de lecture de contes aux classes du primaire. Il assure la communication, organise l'horaire et accompagne les groupes du secondaire dans chaque école primaire. Il participe, avec le professeur de français, à l'évaluation du travail fait par les élèves (lecture de contes).

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES PRIMAIRES DU QUARTIER : Les enseignants des classes de 3e cycle reçoivent les élèves du secondaire dans leurs classes et accompagnent l'activité.

ÉCOLE SECONDAIRE ÉVANGÉLINE : Les enseignants des classes de Secondaire III réalisent le projet de contes avec leurs élèves. Ils travaillent avec l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) pour organiser le jumelage avec les jeunes du primaire. Ils évaluent le travail de leurs élèves en lien avec la production et la lecture du conte aux plus jeunes.

FINANCEMENT DE LA MESURE : La réalisation du projet est possibile grâce aux ressources humaines investies par la Table de Concertation Jeunesse Bordeaux-Cartierville et par l'école.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Réalisation commune ◀

Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités — Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE

1.	ANIMATION D'UN CLUB DE MUSCULATION	p.140
2.	SOUTIEN EN EMPLOYABILITÉ	p.141
3.	REMÈDES NATURELS DU MONDE	p.142
4.	ALTERNATIVE SUSPENSION	p.143
5.	PROGRAMME REPÈRES	p.144
6.	PROJET LILAS — DINERS DISCUSSION ENTRE FILLES	p.145
7.	MAGAZINE AUTHENTIK	p.146
8.	MERCREDIS SCOLAIRES	p.147
9.	ATELIER MÈRES FILLES ADOLESCENTS	p.148
10.	TOURNÉE PRÉVENTION SUR LA SÉCURITÉ ET LE CIVISME	p.149
11.	TRAVAIL DE RUE, TOURNÉE DES CLASSES	p.150
12.	ACTIVITÉS DE PRÉVENTION DES TOXICOMANIES	p.151
13.	ABS SPORTS	p.152
14.	UN MILIEU OUVERT SUR SES ÉCOLES (MOÉ)	p.153
15.	UNE ÉCOLE PACIFIQUEMENT OUVERTE SUR SON MILIEU (ÉPOM)	p.154
16.	PROGRAMME D'ÉDUCATION AUX ACTIVITÉS PLEIN AIR	p.155
17.	PASSEPORT JEUNESSE	p.156
18.	ATELIERS D'IMPROVISATION	p.157
19.	ACTIVITÉS DE RELÂCHE ET ESTIVALES	p.158
20.	CARAVANE D'ÉVANGÉLINE	p.159
21.	CONTES PRIMAIRE-SECONDAIRE	p.160
22.	SECONDAIRE EN SPECTACLE	p.161
ว ว	ΡΑΡΙΟ ΈΤΗΡΙΑΝΤΕ	n 163

ANIMATION D'UN CLUB DE MUSCULATION

MAISON DES JEUNES

Vise à promouvoir auprès des jeunes ayant un attrait pour cette activité une vision saine et sécuritaire du culturisme.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les activités du CLUB DE MUSCULATION, pilotées par la MAISON DES JEUNES, ont lieu tous les lundis et mercredis après les cours, dans le local de musculation de l'école et sont ouvertes à tous.

L'animation offerte consiste à accompagner les jeunes dans le développement de leur vision du culturisme (promomotion d'une vision saine et sécuritaire).

Une vingtaine de jeunes participent régulièrement aux activités du CLUB DE MUSCULATION, tandis que 20 autres le fréquentent de manière sporadique.

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

MAISON DES JEUNES: Des intervenants de JEUNESSE 2000 (MAISON DES JEUNES) s'occupent de l'animation de la salle de musculation.

ÉCOLE SECONDAIRE ÉVANGÉLINE : Fournit la salle de musculation, selon une entente conclue avec la MAISON DES JEUNES.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) assure le bon fonctionnement des transitions après l'école et avant le début de l'activité. FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient de la MAISON DES JEUNES qui y investit des ressources humaines et de l'école qui fournit le local d'entraînement et l'équipement.

- Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
 - Biorganisationnelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

Les sujets et l'angle de discussion sont choisis en tenant compte de la culture.

Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

SOUTIEN EN EMPLOYABILITÉ

CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI AHUNTSIC BORDEAUX-CARTIERVILLE

Ce programme déployé par le CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI vise à prévenir le décrochage scolaire et/ou à favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes du secondaire.

- Interventions liées à la réussite éducative ◀
 - Objectifs : Scolaire ◀
 - Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

- Le programme « Idéaux 16-17 » vise à soutenir la persévérance des élèves à haut risque de décrochage et la mise en mouvement de ceux qui ont déjà décroché. Le travail se fait au plan socioprofessionnel, sur les obstacles à l'intégration.
- Le CJE fait la tournée des classes pour présenter les services.
- La collaboration entre l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) et le CJE permet d'assurer un suivi des jeunes référés à l'organisme par l'école. Ce lien permet d'offrir aux élèves un service personnalisé favorisant l'atteinte des objectifs du jeune.
- En place depuis 2006.

- Cible identifiée ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

- CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI (CJE): Développe et offre ce programme de suivi personnalisé de persévérance scolaire ou d'insertion à l'emploi.
- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) collabore avec le CJE pour faire le suivi des jeunes référés à l'organisme.
- ÉCOLE SECONDAIRE LA DAUVERSIÈRE : Cible les jeunes ayant besoin de ce service et favorise le recrutement.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Le financement provient d'EMPLOI-QUÉBEC.
 - Réseaux : Scolaire Économique communautaire ◀
 - Biorganisationnelle ◀
 - Références ◀
 - Fonds dédiés à des mesures spécifiques ◀

CONCERTATION-FEMME

Projet de RECUEIL DE REMÈDES réalisé conjointement par des élèves de sciences et la clientèle de l'organisme concertation-femme. Leprojet vise à soutenir un rapprochement et à démystifier l'école auprès de la clientèle de l'organisme, formée de femmes immigrantes, de même qu'à encourager leur expression en français, dans la perspective de favoriser leur intégration

Il s'agissait aussi de créer un produit fini afin de valoriser le partenariat avec la communauté.

Développement des compétences des jeunes ◀

Objectifs : Scolaire ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Ce projet a été réalisé par les élèves du Secondaire IV du profil « Science-Monde » de l'école en partenariat avec un groupe de femmes immigrantes fréquentant l'organisme concertation-

Dans le cadre d'un atelier, les femmes, membres de l'organisme, ont suggéré une soixantaine de recettes médicales basées sur des aliments ou des ingrédients domestiques. Les élèves effectuaient par la suite des recherches afin de trouver les principes actifs des recettes proposées, d'en comprendre les mécanismes pharmacologiques de lutte contre certaines affections, et de proposer des explications scientifiquement acceptables.

Par ailleurs, avec leurs résultats de recherche, les élèves devaient présenter des images, des photographies ou des vidéos, en lien avec ceux-ci. Ces objets multimédias devaient être gratuits ou libres de droits d'auteurs pour être utilisés dans leur travail. Si les ressources trouvées n'étaient pas gratuites ou libres de droits, les élèves devaient obtenir la permission écrite de la part des auteurs ou des gestionnaires des sites consultés avant de les utiliser.

Un recueil a ainsi été réalisé qui a donné lieu à un lancement organisé dans la communauté, en présence des médias locaux.

Projet ponctuel visant à souligner les 25 ans de concertation-femme.

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

CONCERTATION-FEMME: Initie et pilote le projet. Organise l'arrimage avec un professeur de chimie. Met sur pied un atelier pour les femmes dans lequel celles-ci choisissent de proposer des remèdes naturels utilisés dans leur pays d'origine. Réalise l'impression, la distribution, la publicisation et la vente du document.

ÉCOLE SECONDAIRE LA DAUVERSIÈRE : Assure le remplacement du professeur pour qu'il réalise le projet avec un groupe d'élèves.

FINANCEMENT DE LA MESURE : La CSDM et CONCERTATION-FEMME y investissent des ressources humaines. Le recueil est vendu au coût de 15 \$, ce qui permet une partie d'autofinancement.

- Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
 - Biorganisationnelle ◀
- Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

Aucune mention.

ALTERNATIVE SUSPENSION

YMCA

Ensemble de moyens conformes à l'approche développée par le YMCA DU PARC qui vise à transformer le temps de suspension des élèves en temps de réflexion sur leur trajectoire et

sur les différentes attitudes.

Parmi les moyens, il y a des ateliers éducationnels, de l'intervention individuelle, des travaux scolaires et des discussions dirigées vers les différentes problématiques vécues par les jeunes sur le territoire de Saint-Laurent.

Développement des compétences des jeunes ◀

Objectifs : Scolaire ◀

Traitement ◀

CARACTÉRISTIQUES

ALTERNATIVE SUSPENSION s'adresse aux jeunes temporairement suspendus de l'école (de 3 à 5 jours) pour leur offrir une alternative à ce temps de suspension.

Ceux-ci, référés par la direction, fréquentent 5 jours le point de service où ils profitent d'ateliers éducationnels, d'interventions individuelles ainsi que d'activités de groupe.

Le programme se déroule selon un horaire établi : travaux scolaires en matinée et ateliers de groupe en après-midi pour échanger sur différents problèmes vécus.

Des rencontres individuelles sont faites avec les jeunes.

L'approche se voulant multisectorielle, le jeune, les parents et l'école sont intégrés dans la démarche de réinsertion qui se fait avec l'accompagnement d'un intervenant du YMCA. Le jeune doit s'engager personnellement dans sa démarche et un processus de suivi est mis en

En 2007-2008 ce sont 35 élèves (27 garçons, 8 filles) de l'école secondaire évangéline qui ont bénéficié de ce programme. De même que 2 élèves de l'école secondaire la DAUVERSIÈRE qui ont aussi bénéficié de la mesure.

Cible identifiée ◀

Adolescent(e)s ◀

Continue ◀

Mature ◀

COLLABORATION(S)

YMCA: Offre aux écoles et aux organismes l'expertise développée au fil des ans en assurant notamment : l'établissement du partenariat, la mise en place de la structure, la formation de la coordination locale, l'accès aux outils de démarrage, la formation théorique et pratique des intervenants avec stages dans les points de service déjà existants et un soutien annuel récurrent

ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Réfèrent au YMCA les élèves suspendus de l'école. CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI: Plusieurs points de service d'ALTERNATIVE SUSPENSION S'Établissent dans des CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI, un partenariat qui facilite l'implantation du programme dans les communautés ciblées.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Le financement de cette mesure, principalement associé aux ressources humaines (employés et citoyens), est assumé par les partenaires.

Réseaux : Scolaire — Communautaire ◀

Pluriorganisationnelle ◀

Références — Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Ressources mobilisées par les partenaires <

La mesure en elle-même constitue une réponse à la défavorisation et à la multiethnicité.

Réponse à la défavorisation ◀

YMCA DU PARC

Ce programme vise à offrir un temps d'arrêt à des jeunes qui présentent des problèmes importants à l'école pour qu'ils opèrent des changements de comportements leur permettant de s'insérer dans un fonctionnement adapté au réseau régulier.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Scolaire ◀
 - Traitement ◀

CARACTÉRISTIQUES

- Le programme s'adresse aux écoles secondaires du réseau nord de la CSDM: Évangéline, La Dauversière, Sophie-Barat, Louis-Joseph-Papineau et Joseph-François Perreault. Il vise les jeunes du 1^{er} cycle.
- Le PROGRAMME REPÈRES fait office de classe de répit qui vise à stabiliser le jeune au plan académique et social. Les groupes sont formés de 6 ou 7 jeunes et le programme, d'une durée de 1 à 2 mois, se déroule dans les locaux du YMCA DU PARC. Le jeune bénéficie d'un plan d'intervention individuelle.
- Dans les classes-répit, les matinées sont consacrées aux travaux scolaires et les après-midi à des ateliers de réflexion portant sur différents sujets : gestion de la colère, estime de soi, relation à l'autorité, etc.). Enfin, un volet sportif, avec l'accès aux infrastructures du YMCA, complète le programme.
- REPÈRES est par ailleurs axé sur la formation professionnelle. Deux options s'offrent au jeune à la suite du répit : 1) la réintégration à l'école et 2) transfert dans une école spécialisée pour élèves avec troubles de comportements.
- Il y a un responsable de dossier, un psychoéducateur, qui joue un rôle de validation continue du programme.
- En 2007-2008, le programme a accueilli 7 jeunes de l'école secondaire évangéline.
- Cible identifiée ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

RÉSEAU NORD CSDM: Fait l'appel d'offre pour le programme auprès du YMCA.

ÉCOLES SECONDAIRES DU RÉSEAU NORD : Identifient et réfèrent les élèves qui devraient profiter du programme.

YMCA: Développe le programme en réponse aux besoins du réseau nord de la CSDM, le prend en charge et, pour se faire, embauche les ressources humaines (chargé du projet, adjoint, professeur-étudiant), fournit le local (salle de classe) et donne accès aux participants aux infrastructures du YMCA DU PARC.

PARENTS: Sont informés de la situation de leur enfant et présents tout au long du processus (accueil au YMCA, plan d'intervention et réintégration à l'école).

FINANCEMENT DE LA MESURE : Financé en totalité par le réseau nord de la CSDM.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Biorganisationnelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités ◀

Le programme constitue en soi une réponse à des problèmes qui se posent au sein d'un quartier multiethnique et défavorisé.

Réponse à la défavorisation ◀

PORTFUR

MAISON DES JEUNES

Avec ces espaces de discussion, il s'agit de prévenir la détresse psychologique et de soutenir la construction identitaire chez les jeunes filles issues de l'immigration en leur offrant un lieu pour échanger sur leurs situations de vie.

L'activité vise ainsi à briser l'isolement des jeunes filles en organisant des activités qui les intéressent, à susciter chez elles un processus réflexif, à développer leur confiance en elles et leur sens critique.

Développement des compétences des jeunes ◀

Objectifs : Social et de santé ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Les rencontres ont lieu une fois par semaine au dîner. Ces dîners visent : 1) à créer des liens au sein du groupe et un sentiment d'appartenance par l'octroi de cartes de membres et la tenue d'activités ludiques en lien avec les préccupations du groupe; 2) aiguiser le sens critique des participantes par le recours à diverses activités dont l'improvisation, le débat, le visionnement de films, la présence d'invitées abordant divers thèmes tels leur travail ou les ressources existantes (ex. : infirmière scolaire, psychoéducatrice, spécialiste de beauté et produits naturels, etc.); et 3) réaliser des activités ayant une visibilité qui peut rejoindre les autres (ex.: pièce de théâtre, exposition, chanson, MAGASINE AUTHENTIK).

Le sujet de l'hypersexualisation est abordé, suivant une vague d'agressions sexuelles observée à l'été 2004, ayant suscité la mobilisation du PDQ 10, de la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ), des écoles et d'autres partenaires pour travailler de concert afin de réduire ce problème.

Par ce processus d'animation-réflexion-action, il s'agit de soutenir les jeunes filles dans leur construction identitaire, de développer leur estime et leur affirmation de soi en les aidant à mieux se connaître.

En 2007-2008, le projet a rejoint de 20 à 30 filles.

Cible sélective ◀

Adolescent(e)s ◀

Intensivité : Continue ◀

Mature ◀

MAISON DES JEUNES (JEUNESSE 2000): Une intervenante de JEUNESSE 2000 anime les dîners-discussion. ÉCOLE SECONDAIRE ÉVANGÉLINE: Fournit les locaux (cuisine, radio) et autres éléments de logistiques. TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) facilite la logistique dont l'accès au locaux. Suit le projet et fait rapport à la direction. csss: L'infirmière participe occasionnellement au projet.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient du milieu communautaire, porteur du projet.

Réseaux : Communautaire — Scolaire ◀

Biorganisationnelle ◀

Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Ressources mobilisées par les partenaires <

Intervention qui s'adapte aux jeunes filles au plan culturel. Des sujets comme le droit des femmes, l'avortement seront abordés différemment ou non abordés selon le contexte.

MAISON DES JEUNES

Ateliers de réalisation d'un magazine pour jeunes filles qui véhicule des valeurs différentes de celles de la culture de masse. La réalisation du magazine permet un processus de conscientisation avec les jeunes filles et produit un outil médiatique qui offre une alternative au contenu des autres magazines pour adolescentes.

Développement des compétences des jeunes ◀

Objectifs : Social et de santé ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

La réalisation du magazine repose sur des ateliers qui se déroulent avec un groupe de filles une fois semaine, pendant toute l'année scolaire, dans les écoles secondaires. Certaines des filles fréquentent l'activité filles de cœur du primaire, le café lilas et d'autres la maison des jeunes. Les filles ont créé le magazine et prennent en charge sa réalisation.

Le magazine est distribué dans le réseau des pharmacies Uniprix à raison de 20 000 exemplaires. Ce magazine bénéficie d'un bon rayonnement. Il a gagné le prix Égalité 2008 dans la catégorie « Modèles et comportements égalitaires », décerné par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

Rejoint une quinzaine de jeunes filles âgées de 12 à 17 ans.

Cible sélective ◀

Adolescent(e)s ◀

Intensivité : Périodique ◀

Récente ◀

MAISON DES JEUNES (JEUNESSE 2000): Assure le leadership et l'encadrement de la production du

ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Offrent leurs locaux et leurs installations pour les rencontres.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Les intervenants communautairesscolaires (ICS) offrent leur soutien pour la distribution du magazine dans les 7 écoles. Les ICS du primaire réinvestissent le contenu dans les activités du projet FILLES DE CŒUR. Les ICS du secondaire recueillent les autorisations relatives au « filmage ».

RAP JEUNESSE: Réalise une animation préparatoire à la rédaction d'un article pour le magazine. CLSC: Offre son expertise pour le contenu de certains articles.

RÉSEAU DE PHARMACIES UNIPRIX : Accueille la distribution du magazine.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Provient du FONDS COMMUNAUTAIRE POUR LES FEMMES du programme PROMOTION DE LA FEMME DE CONDITION FÉMININE CANADA, avec les l'appui des commanditaires.

Réseaux : Communautaire — Scolaire — Privé ◀

Pluriorganisationnelle ◀

Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Tiers financeurs publics — Ressources mobilisées par les partenaires ◀

On s'adapte aux jeunes filles au plan culturel sans faire d'adaptations planifiées.

Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE

Offre de services déployée par les organismes communautaires auprès des adolescents afin d'occuper leur après-midi, dans le contexte où les écoles donnent congé aux élèves un mercredi après-midi sur deux (pour permettre aux enseignants de travailler sur la mise en place de la réforme).

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Santé et social ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Différentes activités sont offertes par des organismes communautaires. Ces activités, qui s'adressent à l'ensemble des jeunes, se déroulent dans les locaux des organismes, un mercredi après-midi sur deux. Le centre d'action bénévole, section jeunesse (CABBC), organise 3 activités qui visent à les amener à s'impliquer dans leur communauté :

- des ateliers de cuisine visant à développer les compétences en cuisine et à contrer la malbouffe. Les recettes réalisées alimentent des événements de quartier. L'école défraie le coût des denrées.
- un projet de vidéo intitulé « Le Rejet » (réalisé dans le cadre du COLLECTIF KINO ABC, en collaboration avec la MAISON DES JEUNES et le projet « Place en mouvement » du CLIC). L'école défraie les coûts de formation. La salle de montage est fournie par le Cégep Bois-de-Boulogne. Une part du financement provient de l'enveloppe de prévention des toxicomanies de la DSP, via la TCJBC.
- des « Ateliers solidarités » portant sur l'implication citoyenne. Les séances portent sur différents sujets (coopération internationale, travail infantile, développement durable, racisme, etc.). L'objectif est d'amener les jeunes à développer une lecture critique de ces enjeux sociaux.

La MAISON DES JEUNES collabore aux ateliers de cuisine, au projet vidéo et aux ateliers solidarités du CABBC. Par ailleurs, l'organisme accueille et anime des jeunes dans les locaux de JEUNESSE 2000 (environ 50 jeunes).

CONCERTATION-FEMME réalise l'activité « Belles au naturel » en lien avec les élèves d'Évangéline (projet qui vise à aider les jeunes filles à être bien dans leur peau et à les conscientiser à l'environnement).

En 2007-2008, une dizaine de jeunes ont profité de chacune des activités.

- Cible universelle ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Continue <
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (COMITÉ 12-25 ANS) : Différents membres de la TABLE ont placé une offre d'activités auprès de l'école.

CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE: La section jeunesse du CAB développe et réalise 3 activités avec les jeunes.

MAISON DES JEUNES ET JEUNESSE 2000 : Accueille et anime les jeunes en après-midi dans les locaux de JEUNESSE 2000. Collabore aux activités mises sur pied par le CAB.

ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Font la demande de services. Elles négocient l'offre avec les organismes via la TABLE DE CONCERTATION. Assument une part des coûts de matériel pour certaines activités. Les directions réfèrent des jeunes filles pour l'activité « Belles au naturel ». CONCERTATION-FEMME: Réalise l'activité « Belles au naturel ».

FINANCEMENT DE LA MESURE: Provient de l'école qui défraie une partie des coûts du matériel et des organismes communautaires qui défraient l'autre partie ainsi que les frais de ressources humaines. Dans certains cas, les jeunes font des activités d'autofinancement pour défrayer les coûts du matériel.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Pluriorganisationnelle
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires

Les activités sont gratuites.

Accessibilité financière ◀

ATELIER MÈRES FILLES ADOLESCENTES

CONCERTATION-FEMME

Ce projet vise à rapprocher les mères et les filles au plan culturel (mères d'ailleurs / filles d'ici), le but étant d'améliorer la relation mère-fille.

- Développement des compétences des jeunes Liens école-famille ◀
 - Objectifs: Familial ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

- Les mères et leurs filles adolescentes (de 12 à 16 ans) sont invitées à participer à des ateliers de discussion sur différents thèmes. Ces ateliers se déroulent les vendredis soirs pendant 20 semaines.
- À chaque rencontre, le groupe se sépare pour discuter de différents sujets tels : les valeurs familiales, le développement des adolescentes, l'alimentation, etc. Ensuite, les mères et les filles se retrouvent pour une activité commune (détente, massage, fabrication de bijoux, danse. etc.).
- En 2007-2008, ces ateliers ont rejoint 10 mères et 11 jeunes filles.
- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

CONCERTATION-FEMME: Développe et dispense l'activité dans ses locaux.

ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Permettent le recrutement des jeunes filles.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) diffuse l'information dans l'école auprès des filles et favorise le recrutement.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Projet subventionné par la VILLE DE MONTRÉAL VIA le FONDS DE SOUTIEN POUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE.

- Réseaux : Communautaire ◀
 - Biorganisationnelle ◀
 - Références ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

Aucune mention.

PDQ 10 (SPVM)

Tournée des classes qui vise à sensibiliser les élèves à différents aspects de la sécurité.

Développement des compétences des jeunes <

Objectifs : Social et de santé ◀

Information et sensibilisation ◀

CARACTÉRISTIQUES

Chaque année, le policier sociocommunautaire fait une tournée de toutes les classes. Les rencontres d'une heure abordent différents thèmes, selon les niveaux :

Secondaire I: Prévention du taxage et peines prévues au code criminel

Secondaire II: Prévention de la toxicomanie

Secondaire III: Incivilité (casiers judiciaires — prévention de la violence —

procédures légales)

Secondaire IV: Prévention de la violence dans les relations amoureuses Secondaire V: Alcool au volant / permis de conduire / bal des finissants / agressions sexuelles

L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) et le policier sociocommunautaire font de plus une tournée des classes d'accueil dans le but d'informer les élèves sur les notions du civisme et des lois à respecter au Canada.

L'enseignant fait des ateliers de discussion afin de préparer les élèves aux animations faites en

En 2007-2008, les animations se déroulent dans le cadre d'une campagne de sensibilisation des jeunes jumelant le PDQ, le CSSS, la MAISON DES JEUNES.

Cible universelle ◀

Adolescent(e)s ◀

Périodique ◀

Mature ◀

COLLABORATION(S)

PDQ10: Réalise les tournées et animations. Le policier sociocommunautaire est présent dans l'environnement des écoles et s'implique dans les projets concertés, avec les acteurs du milieu (ex. : Comité de prévention de l'intimidation, Comité de prévention des toxicomanies).

ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Entretiennent une collaboration étroite avec le policier sociocommunautaire, l'accueillent dans le cadre des activités de prévention et font appel à lui en cas de besoin (prévention et intervention).

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) accompagne le policier sociocommunautaire dans sa tournée sur le civisme s'adressant aux classes d'accueil.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Provient principalement du SPVM qui y investit des ressources humaines. Un financement complémentaire émane de la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE qui y investit aussi des ressources humaines.

Réseaux : Municipal — Scolaire — Communautaire ◀

Pluriorganisationnelle ◀

Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Ressources mobilisées par les partenaires <

PORTFUR

RAP JEUNESSE

Le TRAVAIL DE RUE vise à créer des liens significatifs avec tous les adolescents en portant une attention particulière à ceux qui ont besoin de soutien dans les choix face à la violence, la toxicomanie, le décrochage, les conflits familiaux, etc. Deux moyens sont privilégiés : l'animation d'ateliers dans les classes et une présence continue dans l'école et en périphérie (cafétéria, corridors, arrêts d'autobus, cour d'école, parcs avoisinants), dans les moments de transition des élèves, soit principalement l'heure du dîner et la sortie des classes.

Développement des compétences des jeunes ◀

Objectifs : Santé et social ◀

Prévention ◀

CARACTÉRISTIQUES

Le TRAVAIL DE RUE se fait au pourtour et dans l'enceinte des 2 écoles depuis plus de 7 ans.

- Le travailleur de rue crée un contact avec environ de 50 à 100 jeunes par école. Il est aussi en lien avec des parents qui éprouvent des difficultés souvent reliées à une relation problématique avec leur adolescent. Au besoin, il réfère et ou accompagne vers les ressources.
- Le travailleur de rue fait une tournée des classes dans chaque école afin de se faire connaître des jeunes. Chaque groupe est rencontré pour une période scolaire de 70 minutes (libérée par un enseignant d'anglais). Le contenu des tournées est variable.
- En 2007-2008, la tournée s'est fait sous forme de prévention des toxicomanies et sur la violence dans les relations amoureuses. Impliqués dans cette tournée également : le policier sociocommunautaire et l'intervenant communautaire-scolaire (ICS).
 - La pièce de théâtre sur la consommation « Les vendredis de Sophie » a été présentée aux étudiants de Secondaire II (200 étudiants). En lien avec le policier sociocommunautaire du pdq10 et l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) de l'école, des rencontres préparatoires et des rencontres de suivi ont été faites.
 - Discussion sur les différentes préoccupations des jeunes en matière de consommation et de toxicomanie. Cette présentation s'est adressée aux étudiants de Secondaire IV (100 étudiants). Cette sensibilisation s'est faite en collaboration avec l'intervenant communautaire-scolaire (ICS).
 - La pièce de théâtre « Tant aimé », portant sur les relations amoureuses, a été présentée aux élèves de Secondaire IV. En collaboration avec le policier sociocommunautaire du PDQ 10, l'intervenant communautaire-scolaire (ICS), l'infirmière scolaire, la travailleuse sociale et la psychoéducatrice, des rencontres préparatoires et des rencontres de suivi auprès des jeunes ont été faites.
 - Cible universelle ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

RAP JEUNESSE : Assure le leadership et l'expertise en travail de rue dans les écoles.

ÉCOLE SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Intègrent l'approche et le mandat des travailleurs de rue à

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Participe à l'organisation et à l'animation de la tournée de classes en prévention des toxicomanies. Les intervenants communautaires-scolaires (ICS) facilitent l'intégration du travailleur de rue dans l'école et ses environs et lui réfèrent certains jeunes. FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient de différents bailleurs de fonds (municipal, fédéral, provincial). Financement via divers projets.

Réseaux : Communautaire — Scolaire ◀

- Biorganisationnelle ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

La mesure se déploie d'abord dans les lieux où on observe une concentration de la pauvreté. On fait des adaptations in situ, étant donné la réalité migratoire des jeunes rencontrés par le travailleur de rue.

Adaptations au contexte pluriethnique in situ — Réponse à la défavorisation ◀

COMITÉ DE PRÉVENTION DE LA TOXICOMANIE

Les activités sont mises sur pied pour répondre à un problème de recrudescence de stupéfiants, identifié dans le quartier. Il s'agit d'un projet de concertation ponctuelle mis sur pied par l'école où les différents acteurs présents dans l'établissement orientent leurs efforts autour de cet objectif commun.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

- Afin de s'adresser plus intensivement à la toxicomanie, un effort de concertation des différentes activités des partenaires s'est opéré.
- Les classes de Secondaire II ont été rencontrées sur le thème de la PRÉVENTION DE LA TOXICOMANIE (cf. tournée des classes RAP JEUNESSE et TOURNÉE SPVM) en lien avec la pièce de théâtre « Les vendredis de Sophie ».
- Les classes de Secondaire IV ont été rencontrées sur le thème de la prévention de la violence dans les relations amoureuses en lien avec la pièce de théâtre « Tant aimé ». Cette activité a rejoint 12 classes: Secondaire IV, classes d'accueil et classes de cheminement particulier (CP).
- Les rencontres préparatoires et de retour sur ces pièces ont été faites par les différents partenaires (policier sociocommunautaire, intervenant communautaire-scolaire (ICS), infirmière scolaire, travailleuse sociale, psychoéducatrice).
 - Cible universelle ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Intensivité : Périodique ◀
 - Récente ◀

- ÉCOLE SECONDAIRE ÉVANGÉLINE: Met sur pied un comité de PRÉVENTION DES TOXICOMANIES. Ce projet a rallié la VILLE, le CLSC, la CSDM, la MAISON DES JEUNES, RAP JEUNESSE, la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ), le SPVM et l'école (psychoéducatrice). Ce comité décide des projets à réaliser dans l'année.
- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Dispense la formation aux intervenants (travailleur de rue et ICS). L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) fait une tournée des classes de Secondaire IV afin de préparer les jeunes à la pièce.
- RAP JEUNESSE : Le travailleur de rue réalise la tournée préparatoire avec l'intervenant communautaire-scolaire (ICS).
- PDQ 10 (SPVM): Participe à l'élaboration et à la réalisation de la tournée des classes en Secondaire
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient des ressources mobilisées par les partenaires dont le SPVM, la CSDM, le CSSS ainsi que la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE ainsi que d'une enveloppe en prévention des toxicomanies de la DSP, octroyée via la TCJBC.
 - Réseaux : Municipal Scolaire Santé Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Tiers financeurs publics Ressources mobilsées par les partenaires ◀

Choix de pièce adapté à la culture (in situ).

Adaptations au contexte pluriethnique in situ ◀

TABLE ABC SPORTS

Programme scolaire qui vise à développer une structure sportive en basket-ball pour déceler et former tôt, des talents en sports, de sorte qu'ils se constituent en athlètes sportifs.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

Structure mise en place dans les écoles du quartier 1 (Bordeaux-Cartierville) du réseau nord de la CSDM, regroupant 5 écoles primaires et 2 écoles secondaires.

Au secondaire, l'offre de service se fait selon 3 catégories :

Benjamins: Secondaire I et II; Cadets: Secondaire III et IV; Juvéniles : Secondaire IV et V.

Pour ces 3 catégories, on forme 8 équipes de 15 joueurs (5 équipes de garçons et 3 équipes de filles). L'entraînement se fait 2 à 3 fois par semaine, pour un total de 5 heures semaine par

En plus de l'entraînement, les équipes ont des calendriers de parties (30 à 40 parties, incluant l'accès au championnat, selon la qualification).

La saison s'étale de septembre à avril (8 mois).

- Cible universelle ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Récente ◀

TABLE ABC SPORTS : Composée des 7 directions d'école du quartier, de l'analyste du réseau nord et d'un représentant de la communauté (coordonnateur Moé), cette table développe et met en place une offre de services en basket-ball. Elle offre aussi une protection (assurances) pour le déploiement de l'activité.

ABC SPORTS: Gère le programme au plan administratif et technique.

COMITÉ DE QUARTIER DU RÉSEAU NORD : Finance l'activité et chapeaute la TABLE ABC SPORTS.

ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Fournissent les locaux (gymnases), la semaine comme la fin de semaine. Les directions participent à la TABLE ABC SPORTS.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Les intervenants communautairesscolaires (ICS) sont associés aux inscriptions et assurent l'interface avec les parents. Ils assurent une présence à l'activité qui supporte et encourage les jeunes au quotidien et dans les tournois. Ils identifient les jeunes avec des problèmes et assurent des suivis.

ASSOCIATION DU SPORT ÉTUDIANT DE MONTRÉAL (ARSEM) : Reçoit au sein de sa ligue de basket-ball les équipes formées par ABC sports, offre un encadrement et assure l'arbitrage professionnel des parties.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Provient du COMITÉ DE QUARTIER DU RÉSEAU NORD de la CSDM, d'autofinacement et de levées de fonds ainsi que de ressources mobilisées par les partenaires.

- Réseaux : Scolaire Communautaire Philanthropique ◀
 - Structure d'action concertée ◀
- Mise en commun des ressources et prestation de services ◀
- Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités Ressources mobilisées par les partenaires ◀

ADAPTATION(S)

Construit sa grille-horaire en fonction des activités des communautés culturelles afin qu'il n'y ait pas de dédoublement (ex. : messe du dimanche, cours PELO le samedi).

L'organisme demande une dérogation à l'association régionale qui gère la ligue de basket-ball (ARSEM) dont les directives sont de ne pas permettre pas le port du hidjab. Cette demande est généralement accordée.

Le choix du basket-ball s'est imposé parce qu'en lien avec les intérêts de la clientèle du quartier.

Accessibilité financière — Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE

- Le projet vise l'amélioration de la santé et du bien-être des jeunes, dans une perspective de soutien aux populations vulnérables en vue d'atténuer le désoeuvrement, l'isolement, la marginalisation et l'exclusion sociale des jeunes. Axé sur la maxime « Occupons-les avant qu'ils nous occupent », ce projet consiste à mettre en place une programmation ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ afin d'enrichir et de diversifier l'expérience scolaire et la réussite éducative.
- Le moyen consiste à placer une ressource humaine à plein temps dans chaque école du territoire, gérée par l'école et la communauté. Ces intervenants communautaires-scolaires (ICS) agissent en amont des problèmes dans les différents réseaux du jeune, tout en stimulant le déploiement des ressources dans l'école et la communauté. Ils sont ainsi des multiplicateurs de projets et agissent comme courroies de transmission entre la communauté, le milieu scolaire, les jeunes et les familles.
 - Plan d'action collectif ◀
 - Objectifs : Social et de santé Scolaire Familial Communautaire ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

- Le travail de l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) s'articule autour de 6 axes d'intervention : 1) Faciliter le passage du niveau primaire au niveau secondaire; 2) Promouvoir la santé, le bien-être et l'acquisition de saines habitudes de vie; 3) Développer et consolider une vie parascolaire diversifiée; 4) Favoriser l'intégration des jeunes et des parents à la société d'accueil; 5) Mobiliser et intégrer les parents à la vie scolaire et à la vie de quartier; 6) Assurer un continuum de services en lien avec l'école durant la période estivale.
- En 2007-2008, UN MILIEU OUVERT SUR SES ÉCOLES (MOÉ) déploie mois autres plan d'action collectifs : 1) Projet UNE ÉCOLE PACIQUEMENT OUVERTE SUR SON MILIEU (ÉPOM); 2) Programmation sportive « Québec en forme ».
 - Cible universelle ◀
 - Adolescent(e)s Parents-familles Communauté ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE : Assure le leadership du projet. Met en place un ICS dans chaque école publique du quartier (n=7), assure la coordination de l'équipe, une programmation de quartier et une programmation par école. Agit comme fiduciaire du projet. Met en place un comité de gestion intersectoriel pour gérer le projet.
- COMITÉ DE GESTION (MOÉ) : Est mandaté par le conseil d'administration de la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE pour gérer le projet, tant au plan de ses orientations, de son déploiement que du suivi budgétaire et de son financement. Participent à cette instance : le csss, le réseau nord de la CSDM, l'arrondissement, « Québec en forme », un représentant des écoles primaires, un représentant des écoles secondaires, un organisme communautaire, la coordination du projet MOÉ.
- COMITÉ DE BAILLEURS DE FONDS : Les différents partenaires financiers du projet (voir plus bas financement de la mesure) sont informés de l'évolution du projet et déterminent leurs options de participation financière.
- ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES DU QUARTIER : Les directions participent à une rencontre annuelle de planification. Chacune concoure à l'embauche de l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) de son école, accueille l'intervenant communautaire-scolaire (ICS), lui fournit un bureau et un accès aux services bureautiques, l'encadre (en cogestion avec le coordonnateur MOÉ) et le soutient dans ses projets. Les directions se désignent un représentant des écoles primaires et un représentant des écoles secondaires au COMITÉ DE GESTION du projet.
- CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE-SAINT-LAURENT : Le coordonnateur école et milieux en santé participe au COMITÉ DE GESTION du projet. Héberge la coordination du projet MOÉ.
- AUTRES INSTANCES DE CONCERTATION ET ORGANISATIONS DU TERRITOIRE : Oeuvrent en collaboration avec le projet moé lors de la réalisation de leurs activités.
- FINANCEMENT DE LA MESURE: Provient de différentes sources dont CENTRAIDE DU GRAND MONTRÉAL, le comité de quartier du réseau nord de la CSDM, la DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL (DSP), le MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU LOISIR ET DU SPORT (MÉLS) ainsi que sa DIRECTION DES SERVICES AUX COMMUNAUTÉS CULTURELLES (DSCC), la FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON (via le programme « Québec en forme »), l'ARRONDISSEMENT AHUNTSIC-CARTIERVILLE et le CENTRE NATIONAL EN PRÉVENTION DU CRIME (CNPC).
 - Réseaux : Communautaire Scolaire Santé Municipal Philanthropique ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe Réalisation commune ◀
 - Montage financier ◀

Gratuité. Montant symbolique. Plusieurs axes d'intervention dédiés à l'intégration des communautés culturelles.

Accessibilité physique et financière — Adaptations dans une perspective d'intégration sociale ◀

15. UNE ÉCOLE PACIOUEMENT OUVERTE SUR SON MILIEU

PORTFUR

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Le projet vise à prévenir la violence et l'intimidation à l'école en offrant aux différents groupes concernés (élèves, personnel-école et parents) des ateliers de sensibilisation et des outils d'intervention.

- Plan d'action collectif ◀
- Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

Déployé à travers les structures du projet MOÉ, le projet ÉPOM est implanté dans 6 écoles du quartier (5 primaires et 1 secondaire).

En 2007-2008, un comité de travail mis en place par l'école a cherché à développer un plan d'intervention en prévention de l'intimidation, adapté à la réalité de l'école.

Également, un dîner-causerie sur la cyberintimidation ainsi que 3 ateliers dispensés à différents groupes a rejoint 86 adolescents.

- Cible universelle et sélective ◀
- Adolescent(e)s Personnel de l'école Parents-familles Communauté ◀
 - Périodique ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Assure le leadership du projet via le projet MOÉ. Une coordonnatrice arrime l'intervention MOÉ et ÉPOM notamment par la consultation et l'ajustement aux besoins des milieux scolaires. Une intervenante en prévention de l'intimidation (IPI) donne les ateliers (élèves, personnel-école, parents). Les intervenants communautaires-scolaires (ICS) complètent l'intervention par une stratégie d'action globale sur le milieu.

ÉCOLE SECONDAIRE ÉVANGÉLINE : Accueille le projet. Met sur pied un comité de travail en prévention de l'intimidation composé de la direction, direction adjointe, de la psychoéducatrice, de l'intervenant communautaire-scolaire (ICS), du coordonnateur MOÉ, d'un spécialiste en psychoéducation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient du CENTRE NATIONAL EN PRÉVENTION DU CRIME (CNPC).

- Réseaux : Scolaire Communautaire Municipal ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification commune Réalisation commune ◀
 - Tiers financeurs publics ◀

Certaines conférences aux parents sont données dans 2 langues (français et anglais).

Adaptations planifiées au contexte pluriethnique ◀

16. PROGRAMME D'ÉDUCATION AUX ACTIVITÉS PLEIN AIR

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

- Cette mesure vise à permettre aux jeunes de bouger en dépit du manque d'espace et de plage horaire dans les centres de loisirs et les gymnases d'écoles. Dans une perspective d'intégration, il souhaite développer l'autonomie des jeunes et de stimuler l'utilisation par les familles des infrastructures du territoire en toute saison, par la promotion et l'initiation à la pratique d'activités sportives de plein air.
- Le but est de contrer le manque de disponibilités de plateaux sportifs intérieurs, de favoriser l'intégration des communautés culturelles et les pratiques sportives et de plein air, de promouvoir les conduites pacifiques et de développer le sentiment d'appartenance des jeunes et des parents au quartier.
 - Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé Communautaire ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

- En complément aux activités « Québec en forme », cette mesure vise à bonifier l'intervention des différents organismes et institutions oeuvrant pour la jeunesse de façon à soutenir les organismes communautaires au niveau des ressources humaines et matérielles dans le développement d'activités sportives et physiques en plein air.
- Le moyen proposé a été de privilégier l'embauche à temps plein d'une ressource humaine commune, polyvalente et spécialisée en activités sportives de plein air.
- Le rôle de l'éducateur en plein air est d'agir en complémentarité avec les acteurs du milieu pour diversifier la programmation sportive et rendre les activités de plein air plus visibles, accessibles et disponibles aux jeunes et aux familles, principalement à celles d'origine immigrante.
- Il doit favoriser principalement l'acquisition de compétences dans le domaine du plein air chez les jeunes, en plus de favoriser la connaissance et l'utilisation des infrastructures de plein air du territoire et de Montréal (principalement celle de Bordeaux-Cartierville).
- À l'été 2008, des sorties en rabaska sur la Rivière-des-Prairies et du camping sur le terrain de l'école secondaire Sophie-Barat.
 - Cible universelle ◀
 - Adolescent(e)s Parents-familles ◀
 - Continue ◀
 - Réccente ◀

COLLABORATION(S)

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Instigatrice de la mesure. Propose, fait financer, planifie les activités, etc. En collaboration avec l'éducateur en plein air, l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) organise ou participe à des activités de plein air avec des jeunes et des familles de son école.

ARRONDISSEMENT CARTIERVILLE: Fournit des infrastructures et un soutien financier au projet. QUÉBEC EN FORME: Fournit un soutien financier à la mesure.

ÉCOLES SECONDAIRE ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Permettent le recrutement de la clientèle.

Une enseignante de l'accueil s'implique avec l'éducateur en plein air dans la constitution d'un pool de matériel sportif et dans la promotion des activités auprès des élèves sur l'heure du dîner

FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient de différents bailleurs de fonds, dont la VILLE, « Québec en forme » et du programme de « Revitalisation urbaine intégrée » (RUI).

- Réseaux : Municipal Communautaire Scolaire Philanthropique ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Planification conjointe ◀
- Fonds dédiés à des mesures spécifiques Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités -
 - Tiers financeurs publics Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Faire connaître le Québec aux nouveaux arrivants par les activités de plein air.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Ce journal vise à favoriser le passage du primaire au secondaire, l'appartenance au quartier et à offrir une tribune aux jeunes sur des enjeux et des thèmes qui les concernent. Outil permettant de mettre en valeurs les projets des jeunes dans l'école et le quartier, permettant leur rayonnement dans la communauté.

Liens école-famille ◀

Objectifs : Social et de santé — Communautaire — Scolaire ◀

Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

Le projet moé a développé un journal dédié à la jeunesse du territoire. Celui-ci est coordonné et réalisé par les intervenants communautaires-scolaires (ICS) du secondaire qui prévoient une section pour les écoles primaires. Tous les intervenants communautaires-scolaires (ICS) participent, en invitant les jeunes de leur école à écrire des articles à partir de sujets qui les intéressent et des événements qui se déroulent dans les écoles et le quartier. Les jeunes du secondaire couvrent plusieurs événements scolaires et communautaires locaux à titre de « jeunes journalistes ».

Plus d'une centaine de jeunes sont impliqués de près ou de loin dans la réalisation du journal. En 2007-2008 le journal compte 4 parutions. Il est distribué dans les écoles, les organismes communautaires, le CSSS et certains commerces à raison de 4 000 exemplaires.

Cible universelle ◀

Adolescent(e)s — Parents-familles — Communauté ◀

Périodique ◀

Mature ◀

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Assure le leadership du projet, la conception, l'élaboration, l'édition et la distribution. Le journal est sous la responsabilité des intervenants communautaires-scolaires (ICS) du secondaire; les ICS du primaire accompagnent les jeunes dans la rédaction d'articles. Les ICS du primaire accueillent les « jeunes journalistes » du secondaire dans leur milieu.

RAP JEUNESSE: À chaque parution, l'agente de liaison écrit une chronique en prévention des ITSS intitulée « Amour et sexualité ». Ces textes s'adressent aux élèves des écoles secondaires.

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES DU QUARTIER : Soutiennent financièrement le projet par l'achat de publicité.

ÉCOLE SECONDAIRE LA DAUVERSIÈRE : L'enseignante de français corrige les articles de ses élèves. CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE—SAINT-LAURENT : Achète de la publicité (clinique jeunesse).

FINANCEMENT DE LA MESURE: Le journal est financé par la vente de publicité aux écoles et autres partenaires du quartier. L'école, la TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE ainsi que d'autres partenaires y investissent des ressources humaines.

Réseaux : Communautaire — Scolaire ◀

Pluriorganisationnelle — Structure d'action concertée ◀

Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀

Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités− Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Aucune mention.

Intégration scolaire ◀

18. ATELIERS D'IMPROVISATION

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Vise à faire connaître aux jeunes l'improvisation. À travers cette activité on cherche à soutenir le développement de compétences chez certains jeunes moins rejoints par les activités sportives. Le français, la créativité, les interactions, la confiance en soi, l'écoute et le travail d'équipe, propres à l'improvisation, sont travaillés.

- Développement des compétences des jeunes ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

- L'improvisation est mise en place par l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) et offerte une fois semaine, après l'école sous forme d'atelier dans les 2 écoles secondaires. Des maths interécoles sont aussi organisés. Les ICS collaborent, avec les spécialistes en improvisation (entraîneurs), au recrutement et au bon fonctionnement des activités.
- Les équipes du secondaire participent à différents matchs lors d'événements (ex. : FÊTE DE LA FAMILLE, CARAVANE D'ÉVANGÉLINE, etc.) et s'insèrent dans des ligues interscolaires.
- En effet, chaque année, une équipe officielle composée de 8 jeunes participe à la ligue d'improvisation de l'ARSEM. L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) assure l'entrainement de l'équipe et des assistants entraineurs ainsi que de la logistique des matchs.
- Chaque année, un « Happening » d'improvisation pour les équipes du primaire a eu lieu au printemps et se déroule à l'école secondaire du quartier. Il s'agit d'une journée de formation pour tous les élèves du primaire inscrits dans l'équipe de leur école. L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) du secondaire soutient l'organisation de la journée et accueille les intervenants communautaires-scolaires (ICS) du primaire et leurs élèves. Les parents sont invités en fin de journée à venir voir un match.
 - Cible universelle ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Instigatrice du projet qui débute à l'école SECONDAIRE ÉVANGÉLINE. L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) engage et soutient le travail du spécialiste, recrute les jeunes, organise les horaires, fait le lien avec les arbitres (sec.) et participe à l'activité avec les jeunes. Font la promotion et réinvestissent l'activité.
- ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Prêtent leurs locaux pour le « Happening » d'improvisation destiné aux élèves du primaire. Paient la cotisation pour inscrire les équipes à
- ASSOCIATION RÉGIONALE DE SPORT ÉTUDIANT (ARSEM) : Encadre, fournit les arbitres pour les équipes de Secondaire IV et V.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient de l'enveloppe DSCC-MÉLS via la TCJBC. Les partenaires y investissent des ressources humaines.
 - Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Réalisation commune <
 - Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités Ressources mobilisées par les partenaires ◀

19. ACTIVITÉS DE RELÂCHE ET ESTIVALES

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Vise à assurer une continuité d'activités auprès des élèves des classes d'accueil pendant la semaine de relâche et la période estivale. Pour ces périodes de relâche, on offre aux jeunes un éventail d'activités qui visent à faire connaître la culture du Québec et les ressources du territoire tout en favorisant l'expression de la langue française.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

Les activités organisées pour la semaine de relâche scolaire s'adressent aux élèves des classes d'accueil qui ne participent pas à d'autres activités. En 2007-2008, une cinquantaine de jeunes ont participé à diverses activités dont glissade sur le Mont-Royal, parties de quilles, match d'improvisation de la LNI et journée d'activités à la MAISON DES JEUNES. Les ICS ont maintenu un contact avec 40 % des jeunes des classes d'accueil des 2 écoles afin d'assurer un suivi auprès des enseignants à leur retour.

Pour l'été une programmation est mise sur pied qui comprend des activités avec différents organismes partenaires et leur clientèle, de l'animation de parcs pour les enfants défavorisés, de l'animation et ciné hebdomadaires aux places l'Acadie et Henri-Bourassa, du Rabaska sur la Rivière-des-Prairies, du camping urbain et camping sauvage.

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Les intervenants communautairesscolaires (ICS) du primaire proposent une programmation pour la relâche et l'été. Ils font la promotion et le recrutement puis assurent la réalisation des activités.

ARRONDISSEMENT CARTIERVILLE: Offre d'infrastructure disponible à la population de Montréal (ex. : aréna, parcs-nature, etc.).

CONCERTATION-FEMME: Organise des sorties dans le quartier avec des groupes de mamans, une programmation qui inclut la participation des intervenants communautaires-scolaires (ICS).

ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Permettent le recrutement des jeunes.

FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient de l'enveloppe DIRECTION DES SERVICES AUX COMMUNAUTÉS DU MÉLS via la TCJBC. La VILLE rend disponible ses infrastructures. Des partenaires y investissent des ressources humaines (TCJBC, CONCERTATION-FEMME).

- Réseaux : Communautaire ◀
- Structure d'action concertée ◀
- Mise en commun + coordination des ressources et prestations de services ◀
- Fonds dédiés à des mesures spécifiques Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités
 - Tiers financeurs publics Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Ces activités visent à favoriser l'intégration des élèves des classes d'accueil.

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

L'objectif est de favoriser le lien entre les élèves du primaire et ceux du secondaire et par là, le passage du primaire au secondaire.

- Interventions liées à la réussite éducative <
 - Objectifs : Scolaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

- L'activité consiste en des rencontres inter-école associant des jeunes de 6^e année et des élèves du secondaire. Des jeunes de secondaire I se rendent dans les écoles primaires pour rencontrer les élèves de 6^e année. Puis, à leur tour, les élèves de 6^e année vont dîner à la cafétéria de leur future école secondaire. Ces rencontres sont l'occasion de faire connaissance ou de se revoir sur la base d'activités sportives ou culturelles réalisées en commun. Les rencontres sont suivies d'une période de questions entre élèves du primaire et du secondaire portant sur la réalité de l'école au secondaire.
- Le projet débute en novembre et se termine en mai, avec la réalisation d'un rallye dans l'école où près de deux cents élèves de 6^e année, provenant des 5 écoles primaires, viennent découvrir les services et les lieux qui les accueilleront en septembre prochain.
 - Cible universelle ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Périodique ◀
 - Mature ◀

- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ) : L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) du secondaire coordonne la réalisation de l'activité avec la direction adjointe de l'école. Il assure la communication avec les autres écoles par le biais des intervenants communautairesscolaires (ICS) des écoles primaires ainsi que le bon fonctionnement des visites et des activités. Il anime les ateliers et les échanges entre les jeunes.
- ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES DU QUARTIER : Dégagent du temps scolaire pour la tenue des activités; les enseignants accompagnent leurs élèves.
- ÉCOLE SECONDAIRE ÉVANGÉLINE: La direction adjointe travaille à la coordination des activités avec l'intervenant communautaire-scolaire (ICS). L'école dégage aussi des enseignants et leurs élèves pour la participation aux activités.
- FINANCEMENT DE LA MESURE : La TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE et l'école y investissent des ressources humaines.
 - Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Réalisation commune ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

21. CONTES PRIMAIRE-SECONDAIRE

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

L'objectif est de favoriser le lien entre les élèves du primaire et ceux du secondaire et par là, le passage du primaire au secondaire. Un second objectif est aussi d'offir aux élèves du secondaire, par la création et la lecture d'un conte aux plus jeunes, une occasion de valorisation personnelle et de réussite scolaire.

- Interventions à la réussite éducative <
 - Objectifs : Scolaire ◀
- Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

Des élèves de l'école secondaire se déplacent pour lire des contes aux élèves du 2^e cycle des écoles primaires. Les contes sont réalisés en classe par les élèves du secondaire et portent sur le thème des peuples amérindiens. musique, objets et déguisements créés et composés par les jeunes viennent agrémenter les contes.

En 2007-2008, ce sont 125 étudiants du secondaire (5 classes) et plus de 375 élèves du 2^e cycle primaire (15 classes) qui ont participé au projet.

- Cible sélective ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Périodique ◀
 - Récente ◀

COLLABORATION(S)

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) du secondaire coordonne ce projet de lecture de contes aux classes du primaire. Il assure la communication, organise l'horaire et accompagne les groupes du secondaire dans chaque école primaire. Il participe, avec le professeur de français, à l'évaluation du travail fait par les élèves (lecture de contes).

ÉCOLE PRIMAIRE SAINTE-ODILE ET AUTRES ÉCOLES PRIMAIRES DU QUARTIER : Les enseignants des classes de 3^e cycle reçoivent les élèves du secondaire dans leurs classes et accompagnent l'activité.

ÉCOLE SECONDAIRE ÉVANGÉLINE : Les enseignants des classes de secondaire III réalisent le projet de contes avec leurs élèves. Ils travaillent avec l'intervenant communautaire-scolaire (ICS) pour organiser le jumelage avec les jeunes du primaire. Ils évaluent le travail de leurs élèves en lien avec la production et la lecture du conte aux plus jeunes.

FINANCEMENT DE LA MESURE : La réalisation du projet est possibile grâce aux ressources humaines investies par la Table de Concertation Jeunesse Bordeaux-Cartierville et par l'école.

- Réseaux : Scolaire Communautaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Réalisation commune ◀
- Fonds alloués aux écoles et distribués selon leurs priorités Ressources mobilisées par les partenaires ◀

22. SECONDAIRE EN SPECTACLE

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

Vise à donner aux jeunes du secondaire (12-18 ans) la possibilité de s'exprimer sur scène dans un contexte francophone, d'apprendre certains des métiers entourant la scène (son, éclairage, sécurité, régisseur de plateau, etc.).

Moyen d'intervention pour mobiliser les jeunes. Vise à soutenir la persévérance et l'engagement scolaire.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air ◀
 - Objectifs : Social et de santé Scolaire ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

- SECONDAIRE EN SPECTACLE (SES) est un programme de développement artistique qui s'adresse aux jeunes intéressés à se produire en spectacle. On recrute des jeunes artistes, animateurs, techniciens de scènes et des bénévoles. Le concours est soutenu par les intervenants socioculturels scolaires qui encouragent les jeunes à laisser libre cours à leur énergie créatrice à titre d'artistes, de techniciens, d'animateurs ou d'organisateurs (Site Internet de SECONDAIRE EN SPECTACLE).
- Les ICS du secondaire organisent 2 spectacles locaux et un événement régional dans le cadre de SECONDAIRE EN SPECTACLE (SES). Ils collaborent avec le personnel de l'école et les jeunes bénévoles pour les préparatifs en formant une coopérative pour la création des décors et l'animation. Un groupe de jeunes est aussi intégré à un processus de formation en technique de scène pour les événements de SES. Les jeunes sont formés et sont intégrés à la logistique de divers événements culturels de quartier pour la période estivale.
- Chaque année, près de 60 jeunes participent à ce concours (local, régional et provincial, selon le cas). Les jeunes participent plusieurs années de suite. En 2007-2008, plus de 400 spectateurs (parents, amis, élèves) ont assisté aux concours locaux.
 - Cible universelle ◀
 - Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

- TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ): Les intervenants communautaires-scolaires (ICS) assument la réalisation de l'activité à toutes les étapes : promotion, recrutement, auditions, formation, accompagnement, contribution à la conception des finales locales et régionales. Ils encadrent les jeunes « artistes » dans la préparation de leurs prestations aux concours locaux ainsi que les jeunes de l'équipe technique, de l'accueil et les animateurs. Les ICS participent aussi à l'organisation de la finale régionale et accompagnement des jeunes au rendez-vous panquébécois, lorsqu'ils se qualifient.
- ÉCOLES SECONDAIRES ÉVANGÉLINE ET LA DAUVERSIÈRE : Celles-ci appuient le projet, défraient les coûts d'adhésion au programme et prêtent leurs locaux. Le personnel participe aux concours locaux (soutien, sécurité, prestations sur scène).
- UNITÉ RÉGIONALE DE LOISIRS ET DES SPORTS (URLS): Fournit un guide d'animation et un agent de projet qui encadre la démarche. Offre une formation aux jeunes avant le concours par des professionnels de la scène et du
- FINANCEMENT DE LA MESURE : Provient des budgets discrétionnaires des écoles et des ressources humaines investies par les différents partenaires (TCJBC, école, URLS).
 - Réseaux : Communautaire Scolaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
 - Réalisation commune ◀
 - Ressources mobilisées par les partenaires <

Aucune mention.

23. RADIO ÉTUDIANTE

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX-CARTIERVILLE (MOÉ)

La radio étudiante vise à permettre aux jeunes d'échanger sur des sujets d'actualité qui les intéressent, de diffuser la culture francophone et de promouvoir la langue française.

- Activités physiques, sports, culture, loisirs, plein air Interventions liées à la réussite éducative ◀
 - Objectifs : Social et de santé Scolaire ◀
 - Promotion de la santé et de la réussite éducative ◀

CARACTÉRISTIQUES

L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) a mis en place une RADIO ÉTUDIANTE dans la cafétéria. La RADIO ÉTUDIANTE est gérée sous forme de coopérative par un groupe d'élèves de l'école. Ce projet d'entreprenariat permet aussi à un groupe de jeunes d'être formé en techniques de scènes.

Les infrastructures de la radio sont réinvesties dans le cadre de projets de classes de français (capsules diction) ou dans projets école (ex. : SECONDAIRE EN SPECTACLE, FÊTE DE LA RENTRÉE, etc.) En 2007-2008, une vingtaine de jeunes forment l'équipe d'animation.

- Cible identifiée ◀
- Adolescent(e)s ◀
 - Continue ◀
 - Mature ◀

COLLABORATION(S)

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE BORDEAUX—CARTIERVILLE (MOÉ): L'intervenant communautaire-scolaire (ICS) est en charge du projet et encadre les jeunes. Il assure la formation des animateurs et la logistique au plan de l'horaire et des émissions.

ÉCOLE SECONDAIRE LA DAUVERSIÈRE : Fournit le local et les infrastructures.

FINANCEMENT DE LA MESURE: Provient d'une enveloppe en prévention des toxicomanies de la DIRECTION DE SANTÉ PUBILQUE DE MONTRÉAL via la TCJBC.

- Réseaux : Communautaire et scolaire ◀
 - Structure d'action concertée ◀
- Mise en commun et prestation de services ◀
- Tiers financeurs publics Ressources mobilisées par les partenaires ◀

Centre de santé et de services sociaux de Bordeaux-Cartierville—Saint-Laurent

CENTRE AFFILIÉ LINIVERSITAIRE

Nos . Sites

Centre d'hébergement Notre-Dame-de-la-Merci (Centre administratif)

555, boulevard Gouin Ouest, Montréal, H3L 1K5 (514 331-3020)

Centre d'hébergement Saint-Joseph-de-la-Providence

11 844, avenue du Bois-de-Boulogne, Montréal, H3M 2X7 (514 334-3120)

Pavillon des Bâtisseurs

11 810, avenue du Bois-de-Boulogne, Montréal, H3M 2X6 (514 334-4817)

Centre d'hébergement de Saint-Laurent

1275, boulevard de la Côte-Vertu, Saint-Laurent, H4L 4V2 (514 744-4981)

CLSC de Bordeaux-Cartierville

11 822, avenue du Bois-de-Boulogne, Montréal, H3M 2X6 (514 331-2572)

CLSC de Saint-Laurent

1055, avenue Sainte-Croix, Saint-Laurent, H4L 3Z2 (514 748-6381)

Centre d'hébergement de Cartierville

12 235, rue Grenet, Montréal, H4J 2N9 (514 337-7300)

www.csssbordeauxcartiervillesaintlaurent.ca